

Racines de la crise Nicaragua 2018



Ovide Bastien

Racines de la crise

Nicaragua 2018

Ovide Bastien

Copyright @ 2018 Ovide Bastien
Tous droits réservés

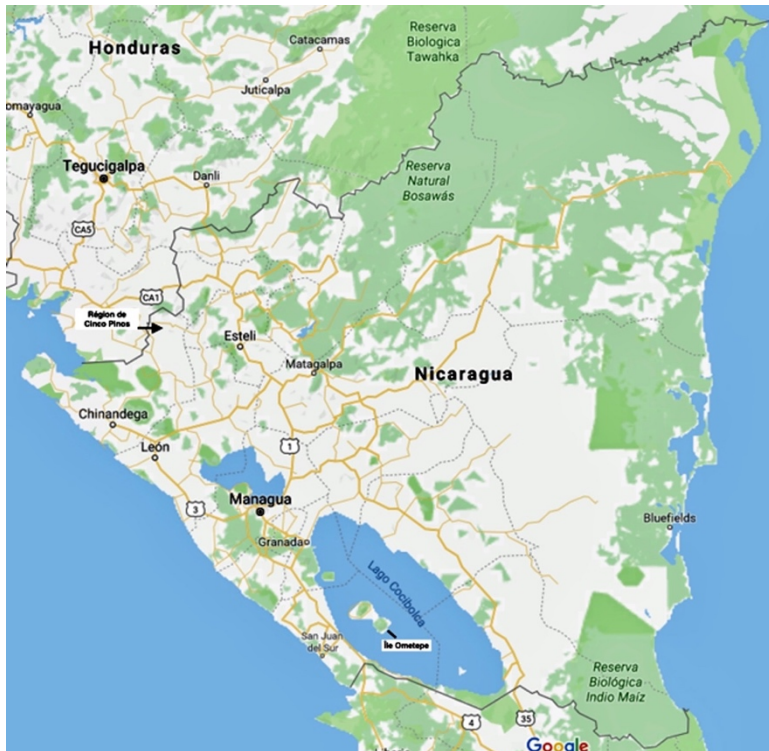
Publié par Ovide Bastien

ISBN : [978-2-925157-15-1](#)

Merci à Raymond Levac pour la révision de ce livre

Au peuple nicaraguayen, en particulier à toutes ces
merveilleuses paysannes et tous ces merveilleux paysans avec
lesquels je suis devenu ami lors de mes séjours annuels au
Nicaragua depuis 23 ans

À mes collègues du Collège Dawson et aux centaines
d'étudiantes et étudiants du programme Études Nord-Sud
avec lesquels j'ai vécu des expériences inoubliables au
Nicaragua



Nicaragua

Autres livres de l'auteur

[Chili: le coup divin](#), publié à Montréal par les Éditions du Jour en septembre 1974. Republié sur Amazon sous forme numérique en 2014 et sous forme imprimée en 2015.

[Chile: el golpe divino](#), publié sous formes numérique et imprimée en 2017. Inclut une mise à jour “Épilogue 2017”.

[Chile: The Divine Coup](#), publié sous formes numérique et imprimée en 2017. Inclut une mise à jour, “Épilogue 2017”.

[CHILE: Underside of Economic Miracle](#), publié comme manuel de classe au Collège Dawson de 1995 à 2011. Mis à jour et republié sur Amazon sous forme numérique en 2014 et sous forme imprimée en 2015.

[My 9/11 Awakening to America's Moral Crisis](#), (Journal et lettres lors du coup d'État chilien de septembre 1973) publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2015.

[Love or Money: What Makes the World Go Round?](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2015.

[Cry of the Earth - Cry of the Poor](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2016.

[Globalization Under Attack](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2017.

[Life of the Mind According to Aimé Forest](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[La vie de l'esprit selon Aimé Forest](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[Carl R. Rogers' Crisis: Subjectivity vs. Objectivity](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[La crise de Carl Rogers: Subjectivité vs objectivité](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[History of Zelaya Blandón Family](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[Historia de la Familia Zelaya Blandón](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[Roots of Crisis: Nicaragua 2018](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

[Raíces de la crisis: Nicaragua 2018](#), publié sur Amazon sous formes numérique et imprimée en 2018.

Conférences et interviews

Pour visionner ma conférence (en anglais) sur le coup d'État chilien du 11 septembre 1973 lors du Forum social tenu à Ottawa le 22 août 2014 :

<https://www.youtube.com/watch?v=LJqi5bSLN0c>

Christ Dayo du CHRY News Collective m'a interviewé en septembre 2014. Pour écouter cet interview radiodiffusé de 30 minutes (en anglais) sur le coup d'État chilien du 11 septembre 1973 :

<https://www.mixcloud.com/discover/ovide-bastien/>

Pour visionner mon hommage à Sœur Marie Denise Dubois, une femme qui a dédié sa vie aux marginalisés au Chili et au Honduras :

[Marie Denise Dubois ou l'autre visage de l'Église](#)

Pour visionner ma conférence (en français) sur le coup d'État chilien du 11 septembre 1973 lors du Forum social mondial tenu à Montréal en août 2016 : [Ovide Bastien| L'Égypte entre démocratie et dictature](#)

[Pour obtenir plus d'information sur l'auteur](#)

[\(https://www.amazon.com/kindle-dbs/author/ref=dbs_a_mng_awm_scns_share%3F_encoding=UTF8&asin=B015UHPY80\)](https://www.amazon.com/kindle-dbs/author/ref=dbs_a_mng_awm_scns_share%3F_encoding=UTF8&asin=B015UHPY80)

Table des matières

<i>Introduction</i>	<i>1</i>
La révolution sandiniste du 19 juillet 1979	2
Amis pro-Ortega et amis anti-Ortega	5
Idées et convictions représentent souvent un obstacle à la compréhension	9
Rumeurs et conflit au Nicaragua	12
<i>Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018</i>	<i>15</i>
Manifestations massives	18
La vidéo de l'évêque Báez devient virale	19
Le gouvernement nicaraguayen crée la Commission vérité, justice et paix	21
Le Dialogue national commence	21
Suspension du Dialogue national	24
Daniel Ortega prend une position ferme contre les manifestants	26
Évêques catholiques attaqués	27
La Commission vérité, justice et paix du gouvernement publie un rapport préliminaire	27
Répression massive des manifestants et démantèlement de toutes les barricades	30
Ortega accorde une interview à Fox News	31
Chasse à l'homme déclenchée par le gouvernement et licenciement de personnel médical	35
L'OEA crée un groupe de travail pour le Nicaragua	37

Les Nicaraguayens fuient au Costa Rica	38
Le gouvernement encourage les paysans pauvres à s'emparer de la terre des partisans de la révolte populaire	39
Interview de Juan Sebastián Chamorro à BBC HARDtalk	41
Ortega déclenche un raid massif contre les manifestants, prend le contrôle d'une chaîne de télévision indépendante populaire.....	50
La mission de l'ONU au Nicaragua doit quitter le pays	52
Viols avec AK-47 et ordre de ne pas assister aux blessés....	53
Le rédacteur en chef d'un journal numérique du gouvernement démissionne et s'exile au Costa Rica.....	55
Campagne gouvernementale contre Mgr Báez.....	59
417 000 travailleurs ont perdu leur emploi depuis le début de la crise.....	63
Une 'pax romana' qui approfondit l'isolement d'Ortega et annonce des sanctions	64
<i>Récit pro-gouvernement Ortega.....</i>	67
Camilo Mejía : lettre ouverte à Amnistie internationale	67
Francisco Arias Fernández, <i>Granma</i>	74
Benjamín Forcano, <i>América Latina en movimiento</i>	77
Luis Manuel Galeano et Peter Orsi, <i>The Independent</i>	80
Ollantay Itzamná : l'Église catholique déclare la guerre sainte.....	82
Alex Anfruns : la nouvelle guerre de la Contra est-elle en train d'échouer ?	84
Le Forum de São Paulo appuie Daniel Ortega	91
Maurice Lemoine : en critiquant Ortega, l'extrême gauche appuie la droite.....	93

La vice-présidente Rosario Murillo s'adresse au peuple nicaraguayen	95
Daniel Ortega accorde une longue interview à <i>Telesur</i>	100
Max Blumenthal : Les États-Unis derrière un complot putschiste au Nicaragua.....	120
Max Blumenthal interview Daniel Ortega.....	121
Max Blumenthal : nombre de morts manipulé afin de faciliter le coup	129
Peter Bolton critique le <i>Guardian</i> pour sa couverture du Nicaragua	131
Kevin Zeese critique aussi le <i>Guardian</i>.....	133
La vice-présidente Rosario Murillo s'adresse à la nation.	140
<i>Récit anti-gouvernement Ortega</i>	149
Dora María Téllez : Ortega a transformé le FSLN en machine politique d'une famille	149
La privatisation de l'aide du Venezuela : élément clé du développement de la dynastie Ortega-Murillo	158
Les manifestations anticanal : élément clé de la révolte populaire.....	161
#OcupaInss, un précédent en 2013 du terrorisme d'État en 2018.....	169
Gioconda Belli : lettre ouverte au Secrétaire général de l'OEA	177
Pacte de Daniel Ortega avec Arnoldo Alemán	182
Dora María Téllez interviewée à propos de la révolte populaire.....	184
De nombreux progressistes condamnent la répression de Daniel Ortega	188
Plaintes des évêques catholiques en 2014 à Daniel Ortega	191
Carlos Chamorro réprimé par le gouvernement Ortega..	205

Le gouvernement Ortega perd la bataille de l'opinion publique	216
Témoignage très émotif d'un manifestant	221
Éditorial de <i>Envío</i> , août 2018.....	232
Jaime Wheelock, leader sandiniste historique, interviewé par Carlos Chamorro.....	246
Plusieurs policiers, ne voulant pas participer à la répression, désertent	251
L'ONU publie un rapport critique sur les droits de l'homme au Nicaragua.....	262
Dix mensonges de Daniel Ortega	268
<i>Points clés du récit pro-gouvernement Ortega</i>	<i>275</i>
Excellente économie et programmes sociaux impressionnants	275
Soulèvement d'avril 2018 : une stratégie typique des États-Unis pour fomenter un coup d'État	277
Campagne médiatique pour appuyer le coup d'État contre Ortega.....	280
Au lieu de jouer un rôle de médiatrice, l'Église Catholique appuie la tentative de coup	282
Forces sataniques derrière la tentative de coup.....	283
<i>Points clés du récit anti-gouvernement Ortega.....</i>	<i>285</i>
Le FSLN abandonne ses valeurs révolutionnaires et se convertit en dynastie de la famille Ortega	285
Soulèvement populaire d'avril 2018 : explosion volcanique d'années de souffrance refoulée.....	288
L'Église catholique joue un rôle impressionnant, courageux et très humanitaire	295
<i>Extraits de mon journal nicaraguayen.....</i>	<i>299</i>
Balgüe, Île Ometepe, le 12 janvier 2007.....	300

Hôtel Las Hamacas, San Jorge, le 4 janvier 2009	303
Balgüe, Île Ometepe, le 11 janvier 2009.....	305
Las Pozas, le 29 décembre 2009	307
Granada, Hostal Oasis, le 21 janvier 2010.....	308
Managua, Hôtel Los Felipe, le 22 janvier 2010.....	309
Aéroport international de Managua, le 23 janvier 2010...	311
Granada, le 13 janvier 2012.....	313
Aéroport international de Managua, le 21 janvier 2014...	315
Montréal, janvier 2015, après mon retour du Nicaragua.	316
Nandaime, le 13 janvier 2016.....	317
Las Pozas, le 17 janvier 2016	319
Las Pozas, le 22 octobre 2016, visite du projet cours de soudure APRODESE	320
Managua, le 24 janvier 2016.....	321
Taxi pour l'aéroport international de Managua, le 25 janvier 2016.....	325
Managua, Hostal Santa María (auparavant appelé Hôtel Los Felipe), le 31 janvier 2017	326
<i>Conclusion : commentaires critiques.....</i>	<i>327</i>
Décrire les manifestants comme des non-personnes	327
Performance économique du gouvernement Ortega	332
Paramilitaires armés agissant au nom du gouvernement Ortega.....	336
L'Église catholique devenue soudainement critique du gouvernement Ortega ?	340
Campagne de salissage contre Mgr Silvio Báez.....	344
Victoire électorale écrasante de Daniel Ortega en 2016 ?.	347

Le gouvernement Ortega, une menace pour les multinationales étatsuniennes ?	349
Le Nicaragua revient à la normale ?	352
Dialogue national ou simple répression des manifestants ?	357

Introduction

Il m'est très pénible de voir, jour après jour, les événements dramatiques qui se produisent au Nicaragua depuis la mi-avril 2018.

Lorsque la crise a éclaté, je venais de publier la biographie d'une famille sandiniste nicaraguayenne influente et je commençais à travailler sur une autre qui raconterait la vie de mon très bon ami de 80 ans, l'éminent dirigeant de la croisade d'alphabétisation de 1980 dans la municipalité de Cinco Pinos, Chinandega. Celui-ci organise depuis quinze ans des stages étudiants dans les familles et de petits projets de développement du programme Études Nord-Sud dans sa région.

Selon la plupart des rapports, il y aurait présentement environ 340 morts et plus de 2 000 blessés. Sur l'île Ometepe, où des étudiants du programme Études Nord-Sud ont vécu, lors de chaque stage, dans des familles d'accueil, la maison sandiniste d'Altagracia a été incendiée le 26 mai, probablement par des manifestants.¹ Un ami m'a dit qu'à Chontales, un couvre-feu de 24 heures a été imposé pendant plusieurs jours, ce qui a finalement été réduit au couvre-feu nocturne. À Masaya, un millier de policiers et de paramilitaires sandinistes cagoulés ont attaqué la communauté indigène de Monimbó, le 16 juillet, une attaque qui a duré sept heures. La police ayant systématiquement bouclé la ville, les journalistes ne pouvaient pas être présents pour couvrir ce qui se passait.

Ces événements dramatiques me sont particulièrement pénibles à cause des liens profonds que j'ai développés avec le peuple du Nicaragua au cours des 40 dernières années.

¹ ["IACHR Urges Nicaragua to Dismantle Parapolice Groups and Protect Right to Peaceful Protest"](#), OAS Press Release, le 1 juin 2018, consulté le 23 août 2018.

La révolution sandiniste du 19 juillet 1979

Comme tous les progressistes du monde, j'ai été fasciné par la révolution sandiniste en 1979 qui renversait le dictateur Anastasio Somoza installé au pouvoir et soutenu par les États-Unis depuis de nombreuses années.

Quand je préparais ma maîtrise en économie à l'Université McGill à la fin des années 1970, je suis devenu ami avec Carlos Chamorro, qui étudiait aussi les sciences économiques à l'Université McGill. À Noël 1977, Carlos, fils de Pedro Joaquín Chamorro et Violeta Chamorro, est retourné au Nicaragua pour le congé mi session, accompagné par sa conjointe d'origine libanaise. Le 10 janvier 1978, son père, propriétaire et rédacteur en chef de *La Prensa*, un quotidien très critique de la dictature Somoza, a été assassiné par le dictateur. Cet événement a déclenché, lors du service funèbre historique, une protestation massive contre Somoza.

Lorsque j'ai parlé à la conjointe de Carlos après son retour à Montréal – Carlos avait décidé de rester au Nicaragua – elle a décrit en détail, et avec une émotion considérable, les événements:

« Ovide, quand j'ai participé à la manifestation, j'ai senti que l'émotion de la foule immense était telle qu'il était clair que c'était la fin de la dictature! »

J'écoutais ce qu'elle me racontait, mais je ne la croyais pas vraiment. Je pensais que son amour pour Carlos la rendait trop émotive et l'amenait à exagérer.

Cependant, les événements ont montré qu'elle avait raison. L'assassinat de Pedro Joaquín a accentué et accéléré le soulèvement armé contre Somoza et la dictature a été renversée le 19 juillet 1979. Et Carlos, qui était resté au Nicaragua pour se joindre à la lutte contre Somoza, est devenu le directeur de [*Barricada*](#), le journal créé par le nouveau

Introduction

gouvernement révolutionnaire sandiniste, poste qu'il occupa jusqu'au début des années quatre-vingt-dix.²

En octobre 1984, j'ai passé deux semaines au Nicaragua et joué le rôle d'observateur international lors des premières élections nationales après la victoire sandiniste de 1979. Daniel Ortega a été élu président du Nicaragua le même jour que Ronald Reagan a été réélu président des États-Unis. Dans les jours précédant les élections, les États-Unis utilisaient des techniques de psychose collective en effectuant des vols répétés au-dessus de l'espace aérien nicaraguayen avec des chasseurs à haute altitude SR 71, plus connus sous le nom de Blacksparrrows, qui, en brisant le mur du son, occasionnaient des explosions au sol semblables aux bombes. À ce moment-

² Carlos a donné une conférence aux étudiants d'Études Nord-Sud en janvier 2006 et a expliqué comment il avait quitté *Barricada* en 1994. Voici un extrait de mon journal où je parle de cette conférence. « Daniel Ortega n'était pas d'accord avec la liberté que prenaient les journalistes de *Barricada*. Bien qu'il ait initialement accepté que *Barricada* rompe ses liens avec le FSLN, il a changé d'idée lorsqu'il a été lui-même objet d'une critique. Lorsque Ortega a rencontré Chamorro, devant le refus de ce dernier de se plier à la ligne du parti sandiniste, il l'a simplement congédié. Plus de 80% des journalistes de *Barricada* sont partis en même temps que Carlos, et le journal a été complètement réorganisé sous la direction de Tomás Borge. Quatre ans plus tard, *Barricada* faisait banqueroute. »

Une nouvelle [Barricada](#) en ligne a été créée le 3 juillet 2018 par des jeunes qui défendent le gouvernement Ortega. Le message qu'ils ont posté sur *Wikipedia* pour expliquer cette initiative: « Le 3 juillet 2018, motivé par les événements de la tentative de coup d'État contre le gouvernement élu (2017-2021) et la désinformation des médias, un groupe de jeunes communicateurs s'est chargé de donner vie à un nouveau portail d'information appelé *Barricada*, reprenant le nom du premier journal fondé par la révolution populaire sandiniste à la fin des années 70. »

là, les attaques de la [Contra](#)³ avaient déjà fait quelque 7 000 victimes.⁴

Profondément marqué par mon expérience directe du coup d'État militaire brutal au Chili qui renversait Salvador Allende le 11 septembre 1973, et aussi par la révolution sandiniste de 1979, j'ai cofondé en 1994 [Études Nord-Sud](#) au Collège Dawson, un programme qui comprend un stage étudiant d'un mois au Nicaragua.

J'ai passé plusieurs semaines au Nicaragua chaque année au cours des 23 dernières années. De 1995 à 2010, j'ai accompagné, avec d'autres enseignants, des groupes de 20 à 25 stagiaires étudiants chaque année, les aidant à s'intégrer dans leurs familles d'accueil à Nandaime, et plus tard dans les communautés des municipalités de San Juan de Cinco Pinos et Santo Tomas del Norte, dans le département de Chinandega.

Lors du semestre précédant chaque stage, j'ai donné aux stagiaires un cours pluridisciplinaire sur le Nicaragua intitulé « Préparation du stage ». Ce cours traitait des principaux événements de l'histoire du pays – la longue dictature de Somoza, la révolution sandiniste des années 80, la guerre initiée par la Contra, les gouvernements néolibéraux des années 90 – ainsi que des relations hommes-femmes au Nicaragua, du choc culturel que vivent souvent les stagiaires en arrivant, etc.

Après ma retraite en 2011, j'ai continué à séjourner quelques semaines annuellement au Nicaragua, pour effectuer, en collaboration avec Études Nord-Sud, divers projets de développement. Par exemple, des projets pour aider les

³ “**Contras** ou **contra** (abréviation pour *contrerévolutionnaires* ou Résistance nicaraguayenne) est le nom donné aux groupes d'insurgés financés par les États-Unis qui ont tenté de renverser le Front de libération nationale sandiniste (FSLN), qui a gouverné le Nicaragua après le renversement en juillet 1979 du gouvernement dictatorial du président Anastasio Somoza et de sa famille,” *Wikipedia*, consulté le 5 août 2018.

⁴ Gabriela Selsa, *Banderas y Harapos*, Managua, Nicaragua, 2016.

Introduction

villageois et les étudiants du Nicaragua dans les zones rurales éloignées et pauvres de Cinco Pinos, où on ne trouve pratiquement aucune bibliothèque, à avoir accès à Internet haute vitesse ; et des projets visant à aider plusieurs communautés de cette région à avoir accès à l'eau potable, avec des réseaux d'eau alimentés par l'énergie solaire.

Amis pro-Ortega et amis anti-Ortega

Une partie de la tristesse que je ressens présentement, en raison des troubles récents, vient du fait que le Nicaragua est devenu pour moi un deuxième foyer, un peuple avec lequel j'ai tissé des liens très profonds. Je ressens de la compassion pour les Nicaraguayens qui ont perdu leurs proches, pour les blessés, pour les torturés et emprisonnés, pour les disparus, pour ceux et celles qui vivent dans la peur et se voient parfois obligés de prendre refuge dans un autre pays.

Et une partie de la tristesse que je ressens aujourd'hui vient du fait que j'ai des amis très proches des deux côtés du clan politique : d'une part, parmi ceux et celles qui défendent encore fermement le gouvernement Ortega, et, d'autre part, parmi ceux et celles qui ont manifesté massivement et continuent de manifester contre ce gouvernement. Il est probable que beaucoup de mes amis qui étaient en faveur du gouvernement il y a trois ou quatre mois font maintenant partie de ceux qui s'y opposent.

L'une des leçons que j'ai apprises en coordonnant de nombreux stages étudiants, et plus tard en collaborant à des projets de développement au Nicaragua, c'est la suivante: tout coordonnateur et toute coordonnatrice qui souhaite favoriser l'épanouissement intégral des étudiant(e)s et des professeurs et promouvoir le développement intégral des communautés au Nicaragua, doit absolument avoir certaines compétences en résolution de conflits.

Savoir résoudre les conflits qui se développent parfois chez les stagiaires étudiants comme chez les professeurs qui les accompagnent, représente l'une des tâches les plus

redoutables et les plus importantes de tout coordonnateur ou coordinatrice qui veut assurer le succès d'un stage.

Et savoir résoudre des conflits qui existent dans certaines communautés au Nicaragua, conflits dont l'origine remonte souvent à plusieurs années, constitue souvent un défi plus important pour assurer le succès d'un centre Internet ou un projet d'eau potable, que trouver l'argent nécessaire pour financer de tels projets.

J'ai encore le vif souvenir d'une réunion que j'ai réussie à organiser entre deux membres de familles très influentes dans une communauté. Ces deux familles vivaient un conflit profond, et ce, depuis des décennies. Le processus de médiation a été pénible et il y a eu des larmes des deux côtés. Les sentiments et pensées longtemps refoulés purent jaillir, un dialogue honnête et transparent a eu lieu et le projet de développement, antérieurement bloqué en raison du conflit a pu se réaliser avec succès.

Alors que la crise au Nicaragua s'aggrave de jour en jour et que le nombre de morts ne cesse d'augmenter, je me sens totalement impuissant à bien des égards. Cependant, il y a un domaine où je pense que je pourrais peut-être être utile.

Ce qui me frappe lorsque je parle aux Nicaraguayens de ce qui se passe dans leur pays ou lorsque je lis des articles sur la crise, c'est la diversité des points de vue.

Mes amis qui défendent le gouvernement Ortega – nombreux paysans, actuels et anciens maires, employés du gouvernement municipal, ancien directeur d'une importante ONG nicaraguayenne – appuient la version des événements avancée par le couple Ortega-Murillo. Ils soutiennent qu'une minorité de Nicaraguayens, principalement financée par les États-Unis, a fait une tentative de coup d'État contre le gouvernement révolutionnaire de Daniel Ortega : un gouvernement appuyé par le peuple et qui a transformé le pays en oasis de paix en Amérique centrale. Il lui a permis de se développer rapidement depuis onze ans, mettant en œuvre des politiques qui ont considérablement réduit la pauvreté,

Introduction

favorisé l'émergence de l'énergie renouvelable alors que 75% du réseau électrique fonctionne présentement avec de l'énergie renouvelable. Il a également augmenté de façon importante les investissements, surtout dans le réseau routier et l'infrastructure touristique.

Mes amis qui s'opposent au gouvernement Ortega – Nicaraguayens qui travaillent dans des ONG, paysans dans une coopérative agricole fondée pendant la révolution sandiniste, Carlos Chamorro qui dirige la revue *Confidencial*, ainsi que les très populaires programmes de télévision *Esta Noche* et *Esta Semana* – soutiennent une version totalement différente de la crise. Selon eux, le couple Ortega-Murillo, qui a profondément transformé le Parti sandiniste et développé un contrôle de plus en plus autoritaire et très peu démocratique du Nicaragua, gouverne en utilisant les mêmes méthodes que la dictature Somoza. Les membres sandinistes, qui détiennent la majorité dans le parlement, sont complètement subordonnés au couple Ortega-Murillo, soutiennent-ils. Et ce couple est devenu non seulement très puissant, mais aussi très riche. En plus du parlement, il contrôle et subordonne à ses intérêts partisans la Cour suprême, le Conseil suprême électoral et même la police et l'armée. Et il possède de nombreuses entreprises, dont la plupart des stations de télévision et de radio au Nicaragua qu'il utilise, avec une forte coloration religieuse fondamentaliste, comme outils de propagande de l'État.

Ce qui m'impressionne aussi beaucoup, c'est qu'il y a une corrélation directe entre la source que je consulte et le récit qui y est défendu. Lorsque je lis *Confidencial*, *La Prensa*, *Envío* ou *El Nuevo Diario*, je rencontre invariablement le récit de ceux et celles qui s'opposent au gouvernement Ortega. Et lorsque je consulte des sources progressistes plus radicales, comme *Telesur*, [*Investig'Action*](#), [*Information Clearinghouse*](#), ou [*América Latina en Movimiento*](#), je trouve invariablement le récit de ceux et celles qui appuient le gouvernement Ortega.

De plus, lorsque je discute avec mes collègues et amis de gauche, la situation est également complexe. Certains et certaines, comme celui qui vient de lire le livre de Philip Agee, *Inside the Company: CIA Diary*, affirment que la CIA est active au Nicaragua comme elle l'a été dans de nombreux pays ayant connu le printemps arabe, comme la Libye, la Syrie, etc. La CIA paye des personnes pour s'opposer au gouvernement Ortega et les paie même pour pratiquer la violence, faire du grabuge et assassiner. D'autres trouvent que le couple Ortega-Murillo se comporte vraiment comme une dictature, que sa politique est très néolibérale et nullement révolutionnaire, et qu'il s'accroche au pouvoir en exerçant une violence éhontée, grossière, et totalement immorale.

Ce que je propose de faire dans ce livre:

- Fournir au lecteur les principaux événements de la crise actuelle, depuis son éruption en avril 2018 jusqu'à la fin octobre 2018.
- Présenter, en détail et le plus objectivement possible, les deux récits: celui des partisans du gouvernement Ortega et celui de ses adversaires. Pour ce faire, reproduire de nombreuses et longues citations directes afin que ceux et celles qui défendent chaque récit trouvent mon interprétation tellement fidèle qu'ils et elles puissent spontanément la reconnaître comme la leur.
- Souligner les points clés des deux récits: pro-gouvernement Ortega et anti-gouvernement Ortega.
- Reproduire des extraits de mon journal nicaraguayen depuis janvier 2007 à janvier 2017, extraits qui devraient aider le lecteur à voir ce qui, dans mon journal, soutient le récit pro-gouvernement Ortega et ce qui soutient le récit anti-gouvernement Ortega.
- Faire des commentaires critiques à partir des connaissances que j'ai acquises au cours des quatre

Introduction

derniers mois de lecture sur la crise au Nicaragua, mais aussi et surtout à partir des connaissances que j'ai acquises au cours des 23 dernières années en assistant à des conférences lors de chaque stage au Nicaragua, en donnant un cours sur le Nicaragua pendant plus de dix ans, et en communiquant avec les Nicaraguayens presque chaque semaine pour la gestion de projets de développement.

Idées et convictions représentent souvent un obstacle à la compréhension

Bien qu'il soit souvent extrêmement difficile, émotionnellement parlant, de ne pas prendre parti, c'était précisément ce que j'avais résolu de faire lorsque je me suis lancé dans le projet de ce livre. Mon intention était de m'abstenir de défendre un point de vue particulier, soit celui favorable au gouvernement Ortega, soit celui critique de ce gouvernement. Comme je m'efforçais de faire dans mes cours, je voulais exposer les lecteurs à de nombreux morceaux d'une mosaïque ou d'un casse-tête dont les morceaux sont parfois en noir et blanc, se contredisent carrément, sont parfois en gris ou dont la couleur est telle que les lecteurs auront du mal à la déchiffrer.

Je crois fermement que l'une des premières mesures à prendre pour essayer de changer le monde, pour le rendre plus juste et plus respectueux de l'environnement, c'est d'essayer de le comprendre. Trop souvent, nos idées et nos convictions, au lieu de favoriser la compréhension, agissent plutôt comme un obstacle à celle-ci, devenant comme une paire de lunettes qui nous permettrait de ne voir que certains faits, et non plusieurs autres, même fondamentaux.

« Le Nicaragua, au milieu de son drame, rouvre un débat sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, quels arguments expliquent ce qui se passe et si cela justifie ceci ou cela. Chacun, bien sûr, filtre en fonction de ses inclinations, mais ce qui est difficile à comprendre, c'est que des personnes qui

prétendent être informées puissent ignorer des faits fondamentaux. Chaque fois qu'il y a des signes de fièvre, ces personnes, au lieu de reconnaître la fièvre, cassent le thermomètre, » commente Ángel Saldomando.

Et il poursuit :

« La subordination à un ensemble d'affirmations, dogmatiques et religieuses, génère une contradiction insurmontable entre les propriétaires de la vérité et les autres. Cela permet de justifier toutes sortes de pratiques, et ouvre la porte grande ouverte à toutes sortes d'aberrations. L'histoire regorge de telles situations, et les rangs des justificateurs de la réalité ont été bien nourris. C'est toujours 'l'autre' qui apparaît comme le menteur. C'est ainsi qu'on en arriva à défendre les camps de concentration, la répression des masses et les régimes despotiques. Quel que soit leur drapeau, il suffisait qu'ils soient de notre côté pour leur donner l'absolution idéologique et la justification correspondante. »⁵

Tout en reconnaissant le danger de trop m'accrocher à un ensemble d'idées et de croyances et malgré ma résolution de ne pas prendre parti, au fil des semaines, et au fur et à mesure que je découvrais ce qui se passait au Nicaragua, je commençais à me demander si, au fort intime de mon être et de ma conscience, je pourrais rester neutre. Et la réponse, qui est devenue de plus en plus claire au fil des jours, était que je ne pouvais pas. Je ne pouvais absolument pas adhérer au récit pro-gouvernement Ortega.

Bien que je vienne de fêter mon 76^e anniversaire de naissance, et malgré le fait que j'ai des liens très profonds avec le peuple du Nicaragua, je sais que mon évaluation de la crise actuelle ne représente qu'une simple goutte d'eau dans l'océan. Je ne possède pas la vérité et je découvre de nouvelles choses tous les jours, parfois même des erreurs que j'ai faites dans le passé dans mes évaluations.

⁵ « [Nicaragua: otra vez poder y sangre](#), » Ángel Saldomando, Le Monde diplomatique, édition chilienne, juillet 2018, consulté le 2 août 2018.

Introduction

Cependant, je sais aussi que si une goutte d'eau n'ose pas être ce qu'elle est, il n'y aura jamais d'océan.

Ce livre représente la goutte d'eau que je suis.

Je suis également pleinement conscient du fait qu'il y a d'excellentes personnes, honnêtes et sincèrement engagées pour un monde meilleur, des deux côtés de la division politique au Nicaragua présentement. Avoir beaucoup d'ami(e)s des deux côtés me met dans la position d'un enfant dont les parents non seulement se séparent et commencent à se battre ouvertement, mais où un des deux finit par dominer l'autre par la pure force et la violence.

Mon espoir est que les lecteurs, une fois exposés à une présentation honnête et transparente des deux récits, accompagnée de mes commentaires critiques, puissent arriver à leurs propres conclusions sur ce qui se passe au Nicaragua et pourquoi.

Aussi et surtout, cependant, mon espoir est que Nicaraguayens et Nicaraguayennes puissent, dans les prochaines semaines et mois, s'inspirer des valeurs les plus éthiques et révolutionnaires de la révolution sandiniste des années quatre-vingt, afin de surmonter la crise actuelle via un dialogue transparent et honnête, où chaque côté accepte d'écouter en profondeur et dans un esprit de respect la version de l'autre, acceptant de reconnaître ses torts, là où tort il y a, et s'engageant à assurer justice et paix, unique pierre angulaire de tout développement global individuel et social.

Un dernier commentaire. En écrivant ce livre, je n'ai pas essayé de présenter une histoire qui soit simple et facile à lire, même si je sais que dans notre monde de plus en plus dominé par le fast-food intellectuel et l'esprit Twitter, c'est souvent cela qui est le plus vendeur et attrayant. Ma principale préoccupation était de présenter aux lectrices et lecteurs autant d'information que possible, afin qu'elles et ils puissent saisir toute la complexité de ce qui se passe au Nicaragua.

Je sais que lire de nombreuses citations directes, souvent très longues, peut exiger de la patience et constituer une tâche longue et fastidieuse. Cependant, je pense que c'est le prix à payer pour parvenir à une compréhension plus profonde, pour voir les événements dans leur contexte historique, et pour éviter de porter un jugement superficiel et simpliste.

Plusieurs sources que j'ai citées dans ce livre sont en espagnol et en anglais. Les traductions sont de moi.

Rumeurs et conflit au Nicaragua

Comme je l'ai souligné plus tôt, l'une des grandes leçons que j'ai apprises à coordonner des stages étudiants d'Études Nord-Sud au Nicaragua ainsi qu'à gérer des projets de développement dans ce pays, c'est l'importance de la résolution de conflits.

Dans une situation de polarisation aussi intense que celle que connaît le Nicaragua présentement, il est évident que de telles compétences sont une nécessité !

Lors de mon séjour au Nicaragua en janvier 2017, j'expliquais à un ami nicaraguayen, qui vient de la région de Cinco Pinos et vit maintenant à León, combien je trouvais difficile d'entendre constamment certaines familles nicaraguayennes s'entre critiquer – une forme de rumeurs ou de potins. Parfois, lui disais-je, la critique est fondée, et parfois elle est complètement farfelue et sans aucun fondement, ce qui rend fort difficile pour un étranger comme moi de savoir où se trouve la vérité.

« Une partie de la pauvreté de mon peuple, me répondait mon ami, vient précisément de cette attitude. Aujourd'hui, c'est un paradis par rapport à ce que c'était il y a quelques décennies. Dans le passé, les gens non seulement se chicanaien verbalement ; le conflit devenait souvent physique. Beaucoup sont morts dans des combats de machettes. »

Introduction

Mes amis paysans de la Coopérative Bernardino Díaz Ochoa, située à environ six kilomètres de Nandaime et fondée durant le gouvernement révolutionnaire sandiniste, avaient fait le même commentaire lors de nos séjours là-bas durant les années 1990.

Lorsqu'une situation devient aussi polarisée qu'au Nicaragua, il ne fait aucun doute que potins et commérages jouent un rôle important. De part et d'autre on se lance insultes et accusations, et les faits et la vérité deviennent les premières victimes. En outre, les réseaux sociaux ne font qu'amplifier considérablement ce phénomène, rendant encore plus difficile la découverte de la vérité.

Dans son livre remarquable de 1992 « *[Life is Hard: Machismo, Danger, and the Intimacy of Power in Nicaragua](#)*, » (La vie est dure: machisme, danger et intimité du pouvoir au Nicaragua) l'anthropologue américain Roger N. Lancaster consacre un chapitre entier à l'importance et au rôle du commérage et de la rumeur dans la culture nicaraguayenne. Lancaster affirme :

« La torture, les atrocités et l'assassinat imposent à la fois le silence et le discours. De ce fait, leur terreur est assurée et amplifiée : commérages, murmures, rumeurs, potins. De cette manière, la terreur est également dévolue à la mémoire politique de la communauté – une façon de se souvenir qui se métamorphose parfois en résistance. La relation entre la clandestinité du commérage, qui est la substance même de l'opinion de la communauté, et la clandestinité d'une révolution en pleine marche, n'est nullement accidentelle.

« Les potins étaient aussi le support de beaucoup de discours politiques sous les sandinistes. Quels étaient les fonctionnaires qui se sont enrichis aux dépens du public ? Qui protégeait son fils du service militaire ? Pourquoi y avait-il des pénuries et qu'est-il arrivé à la nourriture ? (...)

« Les potins ne sont donc pas une mince affaire. Rarement vus mais toujours présents, ils sont le moyen par lequel les gens – en particulier les femmes, mais aussi les hommes – partagent les informations dont ils ont besoin pour bien planifier l’avenir et faire face aux réalités de la vie. Dans la langue vernaculaire nicaraguayenne, le terme *comadre* évoque le commérage, ce qui est révélateur. Le commérage est une conversation continue, à la fois intime et pratique, menée entre des personnes qui ont des relations de longue date, qui partagent des intérêts et qui mettent en commun des ressources et des informations. C'est le support qui soutient une foule d’institutions : les réseaux de *compadrazgo* (parrainage), les prêts informels et les amitiés à long terme.

« En tant qu’anthropologue travaillant dans les quartiers de Managua, une grande partie de mes informations m’a été transmise sous forme de commérages. J’imagine que si les anthropologues étaient honnêtes à propos de leurs sources d’information, la plupart d’entre eux devraient admettre qu’ils travaillent beaucoup dans et par le biais de commérages. »⁶

⁶ [*Life is Hard: Machismo, Danger, and the Intimacy of Power in Nicaragua*](#), p. 71-72.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

Ce qui suit est une chronologie des événements. Bien sûr, établir une chronologie tout en évitant de prendre parti dans un conflit représente un défi non seulement énorme, mais aussi, en quelque sorte, impossible. Car le choix même des événements à relater relève forcément de nos idées et convictions.

Cela étant dit, j'ai fait de mon mieux pour produire une chronologie précise des événements. Les lecteurs et lectrices noteront que certains événements, tels que l'interview de Daniel Ortega à Fox News, auraient pu être placés dans la section « Récit pro-gouvernement Ortega », au lieu de la section « Évènements clés de la crise actuelle... ». La décision de placer cette interview dans cette dernière section provient du fait que Daniel Ortega étant le président du Nicaragua, on peut considérer son interprétation de ce qui se passe comme un événement clé. L'interview de Juan Sebastián Chamorro à BBC HARDtalk apparaît également dans la section « Évènements clé de la crise actuelle... » bien que j'aurais pu tout aussi bien choisir de la placer dans une section ultérieure.

Le 18 avril 2018, le gouvernement Ortega, qui est confronté à un déficit croissant de l'[Institut nicaraguayen de sécurité sociale](#), annonce des réformes au régime de retraite. Ceux qui reçoivent des pensions subiront des réductions et les contributions des employés et des employeurs augmenteront.

Les retraités commencent immédiatement à protester contre les réformes et sont rapidement rejoints par des dizaines

d'étudiants et étudiantes. Les paramilitaires⁷ sandinistes arrivent bientôt sur les lieux et, comme ils l'ont si souvent fait avec succès lors des manifestations contre le projet de canal interocéanique⁸ ces dernières années, commencent à attaquer et à réprimer violemment les manifestants. Cela, en présence de la police nationale, qui ne fait qu'observer passivement.

Cependant, certaines personnes présentes à la scène parviennent à filmer, à l'aide de leur smartphone, ce qui se passe et le mettent immédiatement en ligne sur les réseaux sociaux.

Le 19 avril, la vice-présidente, Rosario Murillo, se moque des manifestants. Elle affirme :

⁷ Trois mois après le déclenchement des manifestations civiles, le président Daniel Ortega niait toujours la présence de paramilitaires affiliés à son gouvernement. Cependant, dans une interview accordée à Euro News, il reconnaît enfin que les paramilitaires font partie de ses forces de sécurité et il les décrit comme des « policiers volontaires ». Voir Emiliano Chamorro Mendieta, [“Las versiones que ha dado Daniel Ortega sobre los paramilitares en Nicaragua,”](#) *La Prensa*, le 31 juillet 2018.

⁸ « Le 14 juin 2013, l'Assemblée Nationale du Nicaragua a approuvé la proposition chinoise, émise par le consortium chinois HKDN Nicaragua Canal Development, par 61 voix contre 28. Cette loi donne une concession pour une durée renouvelable de cinquante ans au consortium chinois pour la construction, le développement et la gestion du canal. Les coûts estimés sont de 50 milliards de dollars, ou 41 milliards d'euros. La construction commence le 22 décembre 2014 et devrait se terminer en 2019 pour une ouverture prévue en 2020. Toutefois, ladite loi ne précise en aucun cas le tracé du canal, ni les détails de son financement ni même sa viabilité économique. Le projet devrait d'ailleurs comprendre à la fois un canal maritime reliant l'Atlantique au Pacifique, mais également un axe ferroviaire.

« Le 22 décembre 2014, le premier coup de pioche est donné. Le canal traversera le Nicaragua sur une longueur de 278 km (plus de trois fois la longueur du canal de Panama) depuis la bourgade de Brito sur la côte du Pacifique jusqu'à l'embouchure de la Punta Gorda sur la côte de la Mer des Caraïbes. Sur ce parcours, il traversera le lac du Nicaragua sur 105 km, » [Wikipedia](#), consulté le 22 août 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

« Nous devons lancer un appel aux promoteurs de violence qui, avec lâcheté et préméditation, se cachent des caméras qu'ils transportent ou des téléphones qu'ils utilisent pour rendre coupables ceux qui, en légitime défense, se sont prononcés pour la stabilité et les droits, une manipulation perverse que nous avons vu ces derniers jours. Ils ne filment pas les agresseurs et transforment les agressés en agresseurs. C'est une manipulation de ces petits groupes, petites âmes, toxiques et pleines de haine. Ils ne représentent pas le sentiment, le besoin du peuple nicaraguayen qui a tant souffert. »⁹

Ce même jour, de plus en plus d'étudiants universitaires se joignent aux manifestations dont l'élan augmente de jour en jour. De plus en plus de paramilitaires sandinistes, assistés par la police nationale, attaquent violemment les manifestants, dont le nombre continue à se multiplier. Il y a de plus en plus de victimes et de blessés et l'affaire se transforme rapidement en soulèvement sans précédent contre le gouvernement Ortega.

TELCOR¹⁰ suspend la transmission de quatre chaînes de télévision indépendantes – les chaînes 12, 23, 51 et *100% Noticias* – ainsi que la chaîne de la Conférence des évêques catholiques, une suspension annulée quelques heures plus tard. Cependant, le gouvernement suspend également le Wi-Fi gratuit qu'il offre depuis deux ans dans de nombreux parcs publics de la plupart des villes et centres urbains du

⁹ Octavio Enríquez, "Rosario Murillo describe como "legítima defensa" la agresión de turbas orteguistas," *HOY*, le 19 avril 2018.

¹⁰ « TELCOR est le "régulateur de l'État nicaraguayen". Ses fonctions sont la réglementation, la planification technique, la supervision, l'application et le contrôle de la conformité aux règles régissant l'installation, l'interconnexion, l'exploitation et la fourniture de services de télécommunications. » Voir: [Instituto Nicaragüense de Telecomunicaciones y Correos](#), consulté le 10 septembre 2018.

Nicaragua, une suspension qui, à ce que je sache, se poursuit toujours.

Rosario Murillo affirme que les manifestants sont manipulés et cherchent à “déstabiliser et détruire” le Nicaragua.¹¹

En date de samedi 21 avril, plus de 20 Nicaraguayens – étudiants, travailleurs et un policier – sont morts. Il y a des centaines de blessés et des dizaines de détenus et de personnes qui fuient.

Bien que le 22 avril, le président Daniel Ortega tienne une conférence de presse au cours de laquelle il annonce que, pour tenter de mettre fin aux manifestations, il annule la réforme du régime de retraite, le mouvement de protestation se poursuit et s'intensifie. Les manifestations, alimentées par la colère profonde ressentie par Nicaraguayens et Nicaraguayennes qui se révoltent face à la violence brutale des paramilitaires et de la police, se propagent comme un feu ardent à d'autres secteurs de la population – ouvriers, paysans et hommes d'affaires et de ville en ville et de région en région.

Manifestations massives

Le 23 avril, des centaines de milliers de personnes manifestent dans la capitale, Managua, en chantant l'hymne national et en réclamant la fin de la répression. Certains commencent à appeler au départ d'Ortega. Pour se protéger des attaques éventuelles de la police et des paramilitaires pro-Ortega, les manifestants commencent même à construire des centaines de barricades de rue dans les villes. À cette fin, ils utilisent souvent, comme ils l'avaient fait lors de l'insurrection contre Somoza, des pavés dans la rue. D'autres établissent des barrages routiers ; des dizaines de vans échoués sur les routes n'arrivent plus à livrer leurs produits. De grandes sculptures d'arbres en métal dans la capitale Managua – chacune d'une valeur de 20 000 dollars – conçues avec les compétences

¹¹ “2018 Nicaraguan Protests,” [Wikipedia](#), consulté le 24 juillet 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

artistiques de la vice-présidente Rosario Murillo et dotées de milliers de petites lumières, sont jetées à terre. D'énormes panneaux publicitaires, montrant en couleurs vives les photos de Daniel Ortega et Rosario Murillo, et sur lesquelles on voit le slogan renouvelé du parti sandiniste, « socialiste, chrétien et solidaire », subissent la colère de la foule et s'écroulent.

Le 24 avril, les Nations Unies demandent au gouvernement nicaraguayen d'établir « des enquêtes rapides, approfondies, indépendantes et transparentes sur ces morts ».¹²

Le gouvernement Ortega demande à l'Église catholique de jouer le rôle de médiatrice dans la crise. L'Église accepte, mais demande à tous les secteurs de la société, y compris le gouvernement, de s'efforcer de maintenir un climat propice à la tolérance et d'acquiescer aux quatre conditions suivantes :

1. Permettre l'entrée d'une délégation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
2. Supprimer les groupes paramilitaires.
3. Arrêter toute répression policière contre les groupes civils qui manifestent.
4. Accepter d'entamer un dialogue sincère avec les manifestants.

La vidéo de l'évêque Báez devient virale

Le 27 avril, Leana Astorga, de Telemundo, met en ligne sur YouTube [la vidéo de 8 minutes](#) de l'évêque Silvio Báez. Ce dernier déclare, et pleure vraiment quand il le fait :

« J'ai pleuré, parce que tant de jeunes sont morts sans nécessité et de manière injuste et avec une cruauté sans limites. J'ai pleuré, car plusieurs ont été torturés de manière inhumaine. Hier soir, j'ai appris qu'on avait arraché les ongles de trois jeunes de notre Ministère de la Jeunesse de la paroisse, qui avaient été emprisonnés.

¹² “Nicaragua: A timeline of one and a half months of deadly crisis,” [Indian Express](#), le 1 juin 2018, consulté le 5 juin, 2018.

Les histoires sont terribles et nos jeunes ne méritent pas ça. »

Et il continue en expliquant que la Conférence des évêques du Nicaragua a couru le risque d'accepter la demande d'Ortega de servir de médiatrice dans le conflit à travers un dialogue national entre gouvernement et manifestants.

Il reconnaît que ce sera une tâche difficile et mentionne le commentaire que lui a fait un jeune : « Comment, Monseigneur, puis-je m'asseoir et négocier avec quelqu'un qui a torturé et assassiné mes collègues ? »

L'évêque Báez répond à ce jeune : « Je sais que cela sera fort difficile. Mais il faut trouver une solution pacifique à la crise actuelle. Il faut mettre de côté haine et vengeance. »¹³

La vidéo, intitulée [*Silvio Báez pleure et fait pleurer le Nicaragua*](#) devient immédiatement virale.

José Manuel Vidal commente ainsi cet évènement :

« Sa popularité grandissait jusqu'à ce que, lors des dernières manifestations, il en devienne le principal leader. D'abord, pour encourager ses compatriotes à parler librement. Ensuite, pour leur demander de ne pas entrer dans la dynamique perverse de la violence et de la mort du régime Ortega, même après l'effusion de sang de jeunes étudiants innocents, dont le seul crime était d'exiger démocratie et liberté.

« Le président Ortega est conscient du leadership de Báez et l'a gardé à l'œil. Ce dernier subit des attaques provenant du gouvernement et orchestrées par des journalistes pro-gouvernementaux, des médias officiels et des comptes anonymes sur les réseaux sociaux, tels que Facebook et Twitter, où Mgr Baez est très actif depuis des années. Ce dernier est

¹³ José Manuel Vidal, "[*Silvio Báez, el obispo que hizo frente al 'comandante' Ortega*](#)," *Religión Digital*, le 5 mai 2018, consulté le 6 août 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

possiblement l'un des meilleurs évêques au monde dans l'utilisation des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. (...)

« Le gouvernement Ortega répète et copie contre Mgr Báez les techniques utilisées par l'extrême droite salvadorienne contre le futur nouveau saint, Mgr Romero, qui a abouti à son assassinat. En fait, ils accusent Mgr Báez d'être 'le chef de la subversion' et il a déjà reçu plusieurs menaces de mort. »¹⁴

Le gouvernement nicaraguayen crée la Commission vérité, justice et paix

Le même jour, le président de l'Assemblée nationale, Gustavo Porras, annonce la création de la Commission vérité, justice et paix dont le mandat est de documenter les victimes, les violences et les destructions résultant des émeutes. En outre, la responsable de la police nationale, Aminta Granera, qui est de plus en plus critiquée pour les violences policières excessives et la complicité de la police avec les forces paramilitaires pro-Ortega, démissionne.¹⁵

L'opposition critique la création de la Commission vérité, justice et paix, arguant que tous ses membres sont des partisans connus du gouvernement Ortega. Elle demande que le gouvernement autorise la Commission interaméricaine des droits de l'homme et l'Office des droits de l'homme des Nations unies à envoyer leur propre personnel pour enquêter sur l'assassinat de manifestants.

Le Dialogue national commence

Le 16 mai, alors que les manifestations se poursuivent et que le nombre de morts augmente, des pourparlers tendus ont lieu sous la médiation des évêques catholiques au séminaire de

¹⁴ José Manuel Vidal, "[Silvio Báez, el obispo que hizo frente al 'comandante' Ortega](#)," *Religión Digital*, le 5 mai 2018, consulté le 20 mai 2018.

¹⁵ "2018 Nicaraguan Protests," [Wikipedia](#), consulté le 24 juillet 2018.

Notre-Dame de Fatima, lors de la première session du Dialogue national entre le gouvernement Ortega et les groupes d'opposition. Le président Ortega et son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, arrivent au séminaire dans un véhicule gardé par des centaines de policiers et deux hélicoptères. Au fur et à mesure qu'avance leur véhicule, on peut entendre la foule environnante crier à haute voix : « Assassins ! Meurtriers ! »

Avant même que le président Ortega ne prenne la parole, un des leaders étudiants, Lesther Alemán, lui lance, haut et fort (pour écouter la vidéo de trois minutes de son intervention historique, allez [ici](#)) :

« Vous savez ce qu'est un peuple. Où se trouve le pouvoir ? Dans le peuple. Nous sommes ici et nous avons accepté d'être à cette table pour exiger, avec tout le respect que vous méritez, que vous ordonniez, et ce dès maintenant, la cessation immédiate des attaques commises dans notre pays. (...) C'est vous qui êtes le chef suprême de la police nationale et de l'armée du Nicaragua. C'est pourquoi nous vous demandons tout de suite d'ordonner la cessation de ces attaques, de cette répression meurtrière des forces paramilitaires, des troupes affiliées au gouvernement ! »¹⁶

Ortega prend la parole pendant dix minutes. Il met l'accent sur la paix et la sécurité, rappelle les 50 000 morts causés par la guerre de la Contra, se réfère aux 2 000 Palestiniens blessés à Gaza ces derniers jours, mais ne répond pas à la demande des étudiants, soit d'ordonner l'arrêt immédiat de toute répression. Ortega affirme :

« Bien sûr, notre peuple veut la paix. Bien sûr, notre jeunesse veut la paix. Les mères veulent la paix.

¹⁶ [Las palabras con las que el estudiante Lesther Alemán le plantó cara a Daniel Ortega](#), mis en ligne sur YouTube le 6 mai 2018, consulté le 8 août 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

Cependant, il y a tellement de violence et tant de guerre dans le monde. »

Ortega continue en disant que la police reçoit l'ordre de ne jamais tirer sur les gens. Il accuse les manifestants d'être armés, d'attaquer la police et d'avoir causé la mort de victimes innocentes, dont de nombreux sandinistes. Il mentionne le cas d'une petite d'un an de Matagalpa, qui, après avoir reçu une balle dans le cou tirée par des manifestants, est morte de sa blessure, « victime de cette violence insensée, cette violence diabolique qui est répandue dans notre pays. » (Toutefois, selon la famille de la victime – un petit garçon de 18 mois et non une petite fille – la balle qui a tué le bébé n'a pas été tirée par des manifestants, mais par la police anti-émeute. Le père, qui a combattu pendant sept ans durant la guerre de la Contra et qui est spécialisé dans l'artillerie, était présent quand l'événement s'est produit et est convaincu que c'est cela qui est arrivé.)

L'évêque d'Estelí, Abelardo Mata, présent au Dialogue national, intervient, et cela avec beaucoup d'émotion :

« Monsieur le Président, (...) a commencé, et c'est avec douleur que je le dis, une révolution sans armes. Ici, il n'y a pas armée contre armée. C'est une population qui exprime toutes les doléances à votre égard que nous évêques avons recueillies depuis de nombreuses années, doléances que nous avons eu l'occasion de vous présenter [le 21 mai 2014](#).¹⁷ Si vous

¹⁷ Les évêques nicaraguayens ont rencontré Daniel Ortega le 21 mai 2014. Ils ont produit un document, « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor](#) », (À la recherche de nouveaux horizons pour un meilleur Nicaragua) qui présente au public ce qu'ils ont dit. Dans ce document, les évêques louent le gouvernement Ortega pour sa position anti-avortement et son opposition au mariage homosexuel. Cependant, ils critiquent fortement le gouvernement Ortega sur de nombreuses autres questions: l'utilisation constante des symboles religieux comme outil de manipulation politique du public, le projet de canal et le manque de respect pour l'environnement et les populations autochtones, le développement d'un monopole croissant dans les médias et le manque de

voulez démanteler la révolution, ce n'est pas par la force de balles en caoutchouc et en plomb, ni par les forces paramilitaires, que vous devez le faire. C'est en écoutant la population et les jeunes. Il s'agit d'une demande, d'une exigence. »¹⁸

Le lendemain, les délégués de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont le gouvernement Ortega a fini par accepter la présence, arrivent au Nicaragua et émettent une déclaration demandant au gouvernement de garantir la liberté totale de la presse et de mettre fin immédiatement à toute répression.

Suspension du Dialogue national

Le 23 mai, après quatre sessions, le Dialogue national est suspendu. Mgr Leopoldo Brenes, chef de l'Église catholique au Nicaragua, explique que le dialogue ne peut pas continuer, car il n'y a pas de consensus sur « un agenda de questions. »¹⁹ De nombreux groupes d'opposition demandent la démission immédiate du couple Ortega-Murillo.

L'Église catholique propose ce qui suit :

- Que les élections nationales, au lieu de se tenir en 2021, aient lieu en mars 2019 ;
- Que toutes les forces paramilitaires soient démantelées ;

liberté de la presse qui en résulte, le favoritisme systématique de sympathisants du gouvernement dans l'octroi d'emplois, obligation faite aux travailleurs et travailleuses du secteur public d'assister aux rassemblements sandinistes, de peur de perdre leur emploi ou que leurs enfants ne perdent leur bourse. Plus tard dans ce livre, je reproduirai plusieurs extraits de ce document.

¹⁸ “[Así habló en el diálogo Juan Abelardo Mata, obispo de Estelí](#),” mis en ligne sur YouTube le 16 mai 2018, consulté le 9 août 2018.

¹⁹ “2018 Nicaraguan Protests,” [Wikipedia](#), consulté le 24 juillet 2018.

²⁰ “[Suspenden el diálogo nacional con Daniel Ortega por falta de consenso](#),” *Excelsior*, le 23 mai 2018, consulté le 24 juillet 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

- Que les institutions étatiques, la Cour suprême et le Conseil électoral suprême soient réformés afin de refléter transparence et démocratie ;
- Que les barricades de rue et les barrages routiers soient éliminées dans tout le pays ;
- Qu'un calendrier et un plan d'action soient établis pour que tout cela se produise ;
- Qu'un comité, composé moitié de représentants du gouvernement et moitié de forces d'opposition, soit créé pour superviser la mise en œuvre de l'accord.

Cependant, bien que laissant entendre vaguement qu'il pourrait accepter toutes les réformes proposées, le gouvernement Ortega insiste sur le fait que toutes les barricades de rue et tous les barrages routiers doivent être démantelés immédiatement, compte tenu des dommages que cela cause à l'économie. Et il exige que ce démantèlement ait lieu avant que ne débute toute autre négociation concernant la démocratisation du pays. Une proposition que les forces de l'opposition refusent immédiatement.

Le 30 mai, jour de la fête des mères au Nicaragua, a lieu une grande marche de plusieurs centaines de milliers de personnes en l'honneur des victimes tuées lors des manifestations. Une fois encore, la police et les partisans paramilitaires du gouvernement interviennent violemment, faisant 18 autres victimes et des dizaines de blessés. La Commission interaméricaine des droits de l'homme condamne immédiatement les nouveaux actes de violence, exhortant le gouvernement à « enquêter sur l'utilisation de la force par les forces paramilitaires, à les punir, à démanteler ces forces paramilitaires, et à rechercher une solution pacifique, constitutionnelle et démocratique » pour la crise actuelle.²¹

²¹ “2018 Nicaraguan Protests,” [Wikipedia](#), consulté le 24 juillet 2018.

Daniel Ortega prend une position ferme contre les manifestants

Le 7 juillet, les partisans du gouvernement organisent une manifestation pour la paix à Managua. Daniel Ortega s'adresse à la foule et prend position fermement contre les manifestations en cours :

« Ici, c'est la population qui établit les règles qu'on trouve dans la constitution de la république. Celles-ci ne changeront pas du jour au lendemain à cause du désir de certains dirigeants d'un coup d'État. Si les putschistes veulent venir au gouvernement, qu'ils obtiennent le vote du peuple lors des prochaines élections. Avec toute la destruction qu'ils ont causée, nous verrons quel soutien ils auront. »

Le 8 juillet, jour le plus meurtrier depuis le début du soulèvement populaire, quelque 38 personnes meurent dans les affrontements. La plupart des victimes sont de Diriamba et Jinotepe, où la police et les paramilitaires pro-gouvernementaux attaquent les manifestants dans le but de démanteler les nombreuses barricades dans les rues. Un grand nombre des manifestants à Diriamba, dont certains des médecins bénévoles, se réfugient dans la basilique Saint-Sébastien de leur ville.

Le nombre total de morts au Nicaragua depuis le début des manifestations approche 300. Alors que la plupart des victimes et des blessés, selon les médias internationaux, seraient du côté des forces de l'opposition, on compte aussi un nombre important de victimes du côté de la police, des forces paramilitaires et des partisans du gouvernement Ortega.

Évêques catholiques attaqués

Le 9 juillet, un groupe d'évêques – le cardinal Leopoldo Brenes ; son assistant, Mgr Silvio Báez ; et l'archevêque Waldemar Sommertag, représentant du Vatican au Nicaragua – se déplacent à Diriamba pour tenter d'obtenir la libération des manifestants qui se sont réfugiés dans la basilique Saint-Sébastien. Cependant, lorsque les évêques tentent d'entrer dans la basilique, ils sont attaqués par des partisans du gouvernement (un de mes amis au Nicaragua, qui préfère garder l'anonymat, m'a dit que la plupart de ces partisans n'étaient pas originaires de la région de Diriamba, mais avaient été envoyés là-bas par le parti sandiniste). Certains de ces partisans appellent les évêques des « meurtriers ».

Dans un tweet suivant l'évènement, l'évêque Baez montre la coupure sur son bras qu'il a subie durant l'agression et affirme :

« Assiégé par une foule ardente qui voulait entrer dans la basilique Saint-Sébastien à Diriamba, j'ai été blessé, touché à l'estomac, on m'a volé mon insigne épiscopal et attaqué verbalement. Dieu merci, je vais bien. La basilique et ceux à l'intérieur ont été libérés. »²²

La Commission vérité, justice et paix du gouvernement publie un rapport préliminaire

Le 12 juillet, un ami proche du Nicaragua m'envoie le rapport préliminaire qui vient d'être publié par la Commission vérité, justice et paix créée par l'Assemblée nationale du Nicaragua. Ce rapport documente les victimes, les blessés, les personnes enlevées et détenues, la destruction de bâtiments – publics et privés – et se termine par une série de recommandations. Il affirme :

²² “[Bishops attacked by pro-government mob at basilica in Nicaragua](#),” *Catholic News Agency*, le 10 juillet 2018, consulté le 4 août 2018.

« Cette Commission s'inquiète du fait que, depuis les événements du 18 avril à ce jour, elle a reçu des plaintes de citoyens – et ce des deux côtés, manifestants et sympathisants du gouvernement – qui ont souffert des atteintes à leur personne et à leur famille. Comme nous n'avons pas encore d'information officielle, nous n'osons pas nous prononcer sur leur situation actuelle.

« Lors de la violence en cours, on a pu observer la pratique d'enlèvements utilisée pour créer un climat d'insécurité, en particulier pour soumettre intentionnellement des victimes à la torture : coups, os brisés, passages à tabac, brûlures avec produits chimiques, viol, brûlé vif, même à mort.

« La Commission a appris que ces actes, dans les différents départements du pays, ont été commis principalement dans les secteurs où des barricades ont été érigées et des manifestations ont eu lieu. Prédomine l'enlèvement de fonctionnaires du gouvernement et de personnes proches du gouvernement. (...)

« La Commission n'a pas encore pu comptabiliser tous les dommages aux secteurs à la fois public et privé. Cependant, selon les informations reçues du secteur privé, il y aurait 60 infrastructures endommagées : 20 supermarchés, 15 magasins d'appareils, 5 restaurants, 4 médias de communication, 3 agences bancaires, 1 compagnie de téléphonie mobile, 3 restaurants de fast-food et 9 autres restaurants situés dans les centres commerciaux à travers le pays. Le Groupe Monge, des magasins Más Gallo et El Verdugo, signale que dans 6 et 4 de ses magasins respectifs, il a subi une perte de \$710 000, et ce en date du 22 mai 2018. (...)

« L'Institut Nicaragüense de Fomento Municipal (Institut nicaraguayen de développement social) rapporte les dommages suivants dans 78

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

municipalités: incendie de bâtiments publics, destruction de rues, brûlage de machinerie lourde, pillage de matériel et parcs publics affectés. Dans ce bilan des dommages subis, on rapporte que 26 infrastructures municipales ont été totalement détruites, 53 bâtiments partiellement endommagés, plus de 89 000 mètres de rues pavées détruites, 103 engins lourds détruits, 1,922 pièces de matériel informatique détruites, 3,572 pièces de mobilier de bureau détruites. À ce jour, les municipalités les plus affectées sont Managua, Masaya, León, Nagarote et Matagalpa. (...)

« Quant à la Croix-Rouge, 14 ambulances ont subi des dommages partiels pendant la période du 18 avril au 19 juin 2018, et ses coûts d'exploitation totalisent 3,328,466.65 córdobas.

« Les médias qui ont été partiellement ou totalement détruits sont : *Radio Darío* de León, *Radio Ya* et *Radio Nicaragua* à Managua et *Radio Estero Yes* à Matagalpa.

« Le secteur public a rapporté des dommages importants. Parmi les institutions concernées qui ont subi le plus de dommage économique : le Ministère des Transports et de l'Infrastructure, la Police nationale, ENATREL, INIFOM (les mairies), INTUR (tourisme public et privé), ENACAL et PRONIC.

« Dans le cas de la police nationale, 5 délégations rapportent que leur station a été complètement détruite, et 32 rapportent des dommages partiels à leur station. Ces stations de police sont situées dans les départements de Managua, León, Chinandega, Masaya, Carazo, Estelí, Matagalpa, Jinotega, Boaco, et Chontales.

« Quant au Ministère de la Santé, la violence a occasionné l'endommagement de 18 bâtiments, la

destruction de 107 véhicules – 64 d'entre eux sont des ambulances – dont 15 totalement et 92 partiellement ; ainsi que des machines et des équipements dentaires, des ultrasons, des cliniques mobiles, des médicaments qui affectent directement les services de santé et leur qualité. »

Mercredi 18 juillet, l'Organisation des États américains approuve – 21 pays votent en faveur – une résolution qui condamne les actes de répression du gouvernement Ortega contre « le peuple nicaraguayen » et demande que les paramilitaires liés au régime soient désarmés. Seuls le Venezuela et San Vicente maintiennent leur soutien au gouvernement.²³

Répression massive des manifestants et démantèlement de toutes les barricades

Le 19 juillet, 39e anniversaire de la révolution sandiniste, les dernières barricades dans l'un des derniers bastions des manifestants dans la communauté Monimbó de Masaya sont démantelées avec succès grâce à une offensive de 7 heures, comme mentionné au tout début de ce livre, par environ 1 000 policiers et paramilitaires pro-gouvernementaux. La grande opération de nettoyage du gouvernement, qui inclut aussi l'incitation de paysans pauvres à prendre des terres et des biens à ceux qui soutiennent les manifestants, est un succès.

Ce jour-là, Daniel Ortega prononce un discours en présence de milliers de partisans du FSLN sur la Plaza de la Fe à Managua. Il décrit le soulèvement de trois mois contre son gouvernement comme une « force diabolique » qui fait partie d'un complot soutenu par les États-Unis pour le renverser.

²³ Iván Olivares, "[Ortega condenado y aislado en OEA](#)," *Confidencial*, le 19 juillet 2018, consulté le 24 juillet 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

« Nous devons restaurer l'ordre dans notre pays, le chemin n'est pas la guerre, mais la paix et le dialogue, » affirme-t-il.²⁴

Il précise que pour surmonter la crise, il n'acceptera pas la proposition des évêques de démocratiser les institutions de l'État et de tenir des élections anticipées en mars 2019, sans qu'il puisse se présenter à une réélection. Il accuse les évêques catholiques de se ranger du côté de l'opposition dans leur tentative de coup d'État.

Ortega accorde une interview à Fox News

Lundi soir, Daniel Ortega, qui n'a pratiquement jamais rencontré la presse au cours de ses 11 années au pouvoir, accorde une interview historique de 13 minutes à Bret Baier de Fox News. Compte tenu de l'importance de cet entretien, je vais en reproduire, mot à mot, la plus grande partie.

Baier commence par affirmer que, selon les organisations de défense des droits de l'homme, il y a eu 350 morts au Nicaragua au cours des 80 derniers jours. Puis il poursuit :

Baier : Pourquoi les forces paramilitaires participent-elles à des actions armées contre ceux et celles qui manifestent contre leur gouvernement ?

Ortega : Cela fait une semaine que la crise a cessé. Les choses reviennent maintenant à la normale et il y a eu des manifestations, à la fois contre et en faveur du gouvernement. Tout a commencé grâce à une loi réformant le système de pension national, des changements indispensables. La réponse a été totalement violente. Au début, il s'agissait de petites manifestations, mais bientôt il y a eu des attaques de groupes paramilitaires contre la police, contre des institutions étatiques et des familles sandinistes loyales, puis ils ont bloqué tout le pays. Ils ont fermé le pays, ils ont commencé à arrêter et à torturer des citoyens.

²⁴ Tom Phillips, "[Nicaragua: Ortega blames 'satanic sect' for uprising against his rule](#)," *The Guardian*, le 20 juillet 2018, consulté le 27 juillet 2018.

Baier : Vous dites que vous ne contrôlez pas ces groupes paramilitaires, (...) qui, au juste, les contrôle ?

Ortega : Ce sont des groupes qui répondent aux organisations politiques, dont certaines sont à l'Assemblée nationale. Les membres du Parti libéral et d'autres qui ont refusé de participer aux élections. Ils organisent ces groupes paramilitaires depuis un certain temps et ils saisissent toutes les occasions pour lancer des attaques.

Baier : Monsieur le Président, ils attaquent les manifestants qui vous ont demandé de démissionner. Ils attaquent les manifestants qui affirment que vous avez supprimé les limites de votre mandat présidentiel. Ils vous accusent, vous et votre femme, d'établir une dynastie autoritaire. Ils attaquent l'Église catholique, qui s'est affichée contre votre gouvernement. Alors, êtes-vous en train de me dire que vous n'avez rien à voir avec ses attaques ?

Ortega : Nous n'avons attaqué aucune des manifestations pacifiques. La nuit, quand il n'y a pas de manifestations pacifiques, les groupes paramilitaires, organisés par des personnes qui sont contre le gouvernement, ont attaqué les commissariats de police.

Baier : Si vous ne financez pas et n'armez pas ces groupes paramilitaires, qui le fait ?

Ortega : Certains sont financés par le trafic de drogue. D'autres ont obtenu des fonds d'organisations ayant des programmes et des activités. L'argent alloué à ces programmes est détourné pour aider les paramilitaires à obtenir des armes, afin d'assassiner, à l'aide d'armes de guerre, des dizaines de policiers. Il n'y a pas eu de persécution de l'Église catholique. Nous invitons l'Église catholique à poursuivre le Dialogue national afin qu'il puisse avancer.

(A ce stade, Baier interrompt Ortega et insiste sur le fait que l'Église catholique s'estime attaquée par lui. Et il se réfère au plaidoyer récent de Mgr Báez, dans lequel il demande explicitement à la communauté internationale d'intervenir

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

compte tenu des graves violations de droits de la personne au Nicaragua.)

Ortega : Eh bien, cela représente une certaine façon de penser. Depuis que cet évêque est arrivé au Nicaragua, il dit toujours la même chose. Pourquoi n'était-il pas là pendant la guerre ? Il n'était pas là pendant la guerre, il était à Rome. Il n'y a pas un seul prêtre que nous avons persécuté. Il n'y a pas un seul prêtre qui puisse prétendre avoir été attaqué par des fonctionnaires du gouvernement. L'Église a toutes sortes d'infrastructures et nous n'avons aucun problème avec la Conférence épiscopale, nous n'avons aucun problème avec l'Église catholique.

(À ce stade, Baier demande à Ortega de regarder une vidéo d'une mère nicaraguayenne qui pleure la mort de son fils et demande à la communauté internationale d'intervenir, étant donné que les jeunes se font tuer par les forces gouvernementales, et que certains disparaissent tout simplement, etc.)

Ortega, après avoir regardé le clip vidéo : La chose la plus triste, bien sûr, c'est la perte de vies. Ces attaques terroristes... Parce que c'est vraiment de terrorisme dont il s'agit ici. En plus de voir la mère pleurer la mort de son fils, d'autres mères se présentent et on voit un corps, en train d'être brûlé après avoir été torturé. Cette situation est rendue publique pour effrayer les gens, pour semer la peur et la terreur dans la population. Ce sont des groupes qui obéissent à des organisations politiques. Certains sont même députés à l'Assemblée nationale. Ils sont membres du Parti libéral. D'autres n'ont pas participé aux élections, ils ont refusé de le faire, et ils organisent depuis un certain temps ces groupes paramilitaires, et profite de chaque petite occasion pour lancer des attaques.

(Baier rappelle alors à Ortega que, cette semaine même, le Congrès américain a adopté une résolution fort critique du gouvernement du Nicaragua, condamnant la violence brutale pratiquée contre les étudiants, et affirmant que meurtres,

violence, torture et disparitions se poursuivent toujours au Nicaragua alors que le gouvernement nie aux manifestants l'accès aux soins dans les hôpitaux, tente parfois d'empoisonner des manifestants par la nourriture et l'eau, et sanctionne le meurtre d'opposants politiques).

Ortega : C'est totalement faux. Les hôpitaux ont traité tout le monde. Il y a beaucoup de preuves de cela. Toutes les personnes ont été prises en charge dans les hôpitaux. Il y a eu une campagne de mensonges, de mensonges terribles, visant à noircir l'image du Nicaragua et de son gouvernement et à soutenir des activités qui ne font que s'intensifier. Il n'y a rien de nouveau dans le fait que le Congrès prenne des mesures contre le Nicaragua et traite de cette manière avec notre pays. L'histoire de nos relations avec les États-Unis a été douloureuse.

Baier : Monsieur le Président, il y a 40 ans, vous étiez un dirigeant révolutionnaire qui a renversé la dictature de Somoza. Aujourd'hui, les manifestants dans la rue chantent : "Somoza et Ortega, la même chose !" Pour mettre fin à la violence et aider votre pays, envisagez-vous, vous et votre femme, de quitter le pouvoir ?

Ortega : Nous avons été élus par les électeurs. Il y a des périodes électorales et des limites de durée. Notre période électorale se termine en 2021. (...)

Baier : Vous aviez accepté en mai d'organiser des élections anticipées et ensuite vous avez annulé cette décision en juin. Accepteriez-vous des élections anticipées, Monsieur le Président ?

Ortega : J'ai entendu cette idée d'élections anticipées, mais je n'ai pas dit que j'étais d'accord. Aller de l'avant avec des élections anticipées créerait de l'insécurité et ne ferait qu'empirer les choses.

Baier : Monsieur le président, pourquoi avez-vous accepté cette interview ? Quel message avez-vous pour le peuple américain et peut-être pour le président Trump ?

Ortega : Nous sommes un petit pays dont l'économie est fragile, mais nous méritons d'être traités avec respect, tout comme tout État dans votre pays mérite d'être traité avec respect, aussi petit soit-il. Ils méritent le respect et nous méritons le respect aussi. Nous sommes un pays dans cet hémisphère et nous avons des liens forts avec le peuple américain.²⁵

Chasse à l'homme déclenchée par le gouvernement et licenciement de personnel médical

Le 24 juillet, *El Nuevo Diario* signale que « l'Association des droits de l'homme du Nicaragua (ANPDH) rapporte que 758 personnes ont été enlevées par des civils armés et des policiers dans tout le pays entre dimanche et lundi matin. » Le gouvernement ayant terminé son opération de nettoyage, c'est-à-dire, libéré les rues et les routes de barricades et de barrages, il semble effectuer maintenant une chasse à l'homme systématique à travers le pays pour arrêter et punir les dirigeants des manifestations.

Le 27 juillet, *Confidencial* rapporte qu'au « moins 10 médecins, 12 infirmières, et 13 travailleurs du personnel médical de l'hôpital Escuela Oscar Danilo Rosales Argüello (HEODRA) à León furent arbitrairement licenciés par Judith Lejarza Vargas, directrice de l'hôpital, qui les a informés que les licenciements étaient pour des raisons « politiques ».

« Javier Pastora, ancien chef du département de chirurgie et de gastroentérologie de HEODRA, a confirmé à *Confidencial* que Lejarza Vargas l'avait informé qu'elle n'avait rien à redire sur le travail qu'il réalisait depuis plus de 30 ans dans cet hôpital, et que son licenciement provenait de son soutien des

²⁵ Arlen Cerda, "[Daniel Ortega en Fox News ofrece su régimen de terror hasta 2021](#)," *Confidencial*, le 24 juillet 2018. Pour visionner la vidéo de cette interview de 13 minutes, aller [ici](#).

manifestants dans leur lutte pour la liberté et contre le régime du président, Daniel Ortega, et de son épouse, Rosario Murillo.

‘Nous avons reçu une communication individuelle. Ils ne justifiaient rien. J’ai demandé à la directrice pourquoi elle me congédiait et elle m’a répondu que c’était pour des raisons politiques. J’ai demandé si elle avait reçu l’ordre du gouvernement de nous congédier, moi et mes autres camarades de classe, et elle m’a assuré que la décision avait été la sienne,’ a déclaré le Dr Pastora. (...)

« Aaron Delgado, le seul chirurgien oncologue à León, a été informé de son licenciement en pleine opération. Bien qu’il ait expliqué qu’il était en train d’effectuer une intervention chirurgicale, on lui a demandé de se rendre immédiatement au bureau de gestion pour recevoir sa lettre de licenciement.

‘Cela ne les dérangeait aucunement que je sois en train d’effectuer une chirurgie. Ils m’ont demandé de l’interrompre. Cependant, j’ai terminé la chirurgie : le patient ne doit pas subir les outrages qu’ils nous font. Nous protestons, nous défendons nos droits et leur demandons de nous soutenir,’ a déclaré le Dr Delgado. (...)

‘Le gouvernement persécute tous ceux et toutes celles qui soutiennent la démocratie, la liberté d’expression et la liberté de pensée ; si nous ne pensons pas comme eux, ils nous perçoivent comme des terroristes,’ a déclaré Zuniga, un pédiatre.²⁶

Quelques jours plus tard, encore d’autres membres du personnel médical sont licenciés à Jinotepe et Masaya, ce qui porte le total dans le pays à 132. Carlos Duarte, secrétaire de

²⁶ Mayor Salazar, [Pasada de cuenta orteguista a médicos solidarios del HEODRA](#), ” *Confidencial*, le 27 juillet 2018, consulté le même jour.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

l'Association médicale du Nicaragua, décrit les licenciements comme « arbitraires ». Il s'agit d'une punition pour ceux et celles qui soutenaient les manifestants et qui ont soigné les individus blessés suite à la répression gouvernementale. Selon Javier Pastora, le licenciement du personnel médical doit normalement suivre une procédure complexe impliquant une commission tripartite. Dans ce cas, il s'agissait d'un procès kafkaïen, dit-il.

Les médecins de León et Jinotepe affirment que l'administration de leurs hôpitaux respectifs ne leur a jamais ordonné explicitement de ne pas traiter les manifestants blessés. Cependant, d'autres membres du personnel médical, tels que les membres syndiqués, ont reçu une telle directive. « Si vous êtes syndiqué, vous devez exécuter les ordres du parti, » a déclaré le porte-parole syndical de Jinotepe, Bismarck Ramos.²⁷

L'OEA crée un groupe de travail pour le Nicaragua

Le 3 août 2018, Carlos Salinas Maldonado signale que l'OEA vient d'approuver – 20 des 34 membres actifs ont voté en faveur – la création d'un groupe de travail pour le Nicaragua dont l'objectif est « de rechercher une solution pacifique et durable à la crise, » et ceci « par le biais de consultations avec le gouvernement du Nicaragua » et en encourageant la recherche du dialogue national par l'intermédiaire de l'Église catholique.

Le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Denis Moncada, affirme que « le gouvernement du Nicaragua ne permettra à aucun groupe de travail créé par l'OEA d'entrer au Nicaragua. »

Selon l'ancien ambassadeur nicaraguayen à Washington, Francisco Aguirre Sacasa, la décision de l'OEA représente

²⁷ Wilfredo Miranda Aburto, "["Limpieza" orteguista se ensaña con personal médico,](#)" *Confidencial*, le 7 août 2018, consulté le 12 août 2018.

évidemment un revers pour le gouvernement Ortega-Murillo, car elle confirme l'isolement du régime et le fait que « l'ampleur de la répression a été beaucoup plus grande que ce que reconnaît le gouvernement. »²⁸

Les Nicaraguayens fuient au Costa Rica

Le 11 août 2018, Álvaro Murillo rapporte dans *El País* « [La huida incierta de miles de nicaragüenses hacia Costa Rica](#) » :

« Un grand nombre de Nicaraguayens s'est réfugié au Costa Rica depuis le début de la crise en avril. Le nombre officiel de réfugiés enregistré est de 19 000 ; cependant, selon les Nations Unies, il y aurait plus de 23 000 réfugiés dans ce pays qui est devenu une destination historique pour les migrants en provenance du Nicaragua. Pendant les guerres des années 80, les migrants nicaraguayens cherchaient la sécurité ; plus tard, la préoccupation était l'envoi d'argent à leurs familles ; présentement, prédomine de nouveau la recherche de la sécurité. Ils fuient leur propre gouvernement ou les forces alliées au régime de Daniel Ortega et ils trouvent au Costa Rica – sur leur frontière sud – ‘un sanctuaire’, comme le rapporte Marcela Rodríguez, représentante du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (HCR). (...) »

‘Nous ne voulons pas être un fardeau. Nous voulons travailler, mais nous savons que ce sera difficile,’ affirmait vendredi, David, 20 ans, alors qu’il faisait la queue devant un bureau de l'emploi organisé par le HCR pour les réfugiés. Étudiant en génie industriel, il est parti de sa maison dans la communauté symbolique de Monimbó, à Masaya, le 19 juillet, en profitant du fait que la police nationale, le jour de l'anniversaire de la Révolution, concentrait tous ses

²⁸ « [Derrota política para Ortega en la OEA,](#) » *Confidencial*, le 3 août 2018, consulté le 15 août 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

efforts dans la capitale, Managua. ‘Le toit de ma maison a été détruit avant mon départ,’ dit-il. C'est pourquoi il a rejoint deux cousins et deux amis, également de Masaya et, ensemble, ils se sont rendus, par terre, au Costa Rica où vivent d'autres membres de leur famille.

‘Des jeunes comme nous – étudiants, jeunes hommes – on nous surveille à la loupe’, explique Carlos, étudiant en administration. Et il a raison : selon le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) du 21 juin, la description de Carlos correspond à un des profils des victimes de la répression détecté par CIDH, profil confirmé par les autorités de l'immigration du Costa Rica. Un tiers des demandeurs d'asile au cours des deux derniers mois ont moins de 25 ans.

« Carlos et trois autres sont entrés par le poste d'immigration, mais pas Moisés, un étudiant en médecine. ‘A la frontière, il y a des listes de médecins ou de résidents qui ont soigné les manifestants blessés par la police et les paramilitaires. La chose la plus sûre était de traverser sans passeport ni téléphone portable. Maintenant je peux dire que nous nous sentons en sécurité, même si nous ne savons pas quoi faire. Pour le moment, nous cherchons du travail,’ explique l'étudiant universitaire. »

Le gouvernement encourage les paysans pauvres à s'emparer de la terre des partisans de la révolte populaire

Comme indiqué antérieurement, l'un des moyens utilisés par le gouvernement Ortega pour contrer les manifestants et leurs partisans, en plus de démanteler leurs barricades, était d'inciter les paysans pauvres et indigents à saisir les terres et les biens de ceux qui soutiennent les manifestations.

Le 11 août 2018, dans un article de *Confidencial* titré « [Invaden seis propiedades del Grupo Coen](#) », Iván Olivares rapporte :

« Six propriétés du groupe Coen, comprenant environ 1 892 acres, toutes dans la zone de Chinandega, sont encore envahies par des groupes d'illégaux sans que les autorités policières aient tenté de les expulser et de rétablir le droit à la propriété privée.

« Carlos Zuniga, directeur des opérations du groupe Coen, a déclaré dans une interview sur l'émission de télévision *Esta Noche* du *Canal 12* que ces propriétés représentent 19% des terres que l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua rapporte comme ayant été envahies. (Note ajoutée par l'auteur : autrement dit, environ 10 000 acres auraient été envahis par des paysans indigents, sous l'incitation d'Ortega, depuis le début du soulèvement populaire)

‘Cinq des six propriétés produisent cinq des plus importants items d'exportation du pays : textiles, harnais, bétail, or et sucre. Et cela affecte l'économie,’ a déclaré Dávila. (...)

‘De toute évidence, il s'agit d'un acte délibéré de harcèlement et de règlement de compte au secteur privé. C'est un coup bas. Ce n'est aucunement la recherche d'une solution politique,’ a déclaré Mario Arana, directeur général de l'Association des producteurs et exportateurs du Nicaragua (APEN).

« L'invasion de la ferme a eu lieu le 28 juillet lorsque sont arrivés un camion et plusieurs camionnettes, tous chargés d'hommes armés. Ils ont envahi 48 acres que Chimaco avait loué au groupe Coen pour développer la plantation, et un autre 52 acres, également du groupe Coen, mais qui n'était pas couvert par le contrat de location.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

‘99% de ce projet est étranger,’ a déclaré Juan Fernando Ramirez, représentant légal de Chimaco, expliquant que le montant total d'investissement était de 19 millions, à décaisser sur cinq ans. Le projet vise à générer 1 500 emplois dans la première phase. »

Interview de Juan Sebastián Chamorro à BBC HARDtalk

Le matin du 21 août 2018, j'ai visionné une vidéo de 24 minutes qu'une bonne amie nicaraguayenne venait de publier sur sa page Facebook. La vidéo montre Stephen Sackur du programme BBC HARDtalk en train d'interviewer Juan Sebastián Chamorro, l'un des leaders de l'Alliance civique pour la justice et la démocratie.

Bien que mon amie nicaraguayenne ait probablement publié cette [vidéo](#)²⁹ parce qu'à son avis cela confirme la validité de sa défense du gouvernement Ortega, j'ai décidé de la placer dans cette section, qui relate les événements clés de la crise actuelle.

Stephen Sackur : Vous avez appelé Ortega un dictateur, et vous l'avez comparé à Anastasio Somoza, l'infâme dictateur qui a été renversé au Nicaragua en 1979. Bien sûr, il y a une différence fondamentale entre les deux. Daniel Ortega remporte les élections. Il a gagné avec une large majorité en 2016. Il s'agit donc d'un président élu. Il n'est pas un dictateur à la Somoza.

Juan Sebastián Chamorro : Eh bien, c'est vrai si vous pensez que les résultats des élections étaient honnêtes et propres. Mais il est amplement prouvé que non seulement les élections de 2016, mais toutes les élections depuis 2008, les élections municipales, ainsi que les élections nationales, ont été le résultat d'une fraude électorale. C'est précisément la raison pour laquelle les gens manifestent dans les rues. (...) Et

²⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=b-IZBvvTZK8>, *HARDtalk*, consulté le 22 août 2018.

c'est pourquoi l'Alliance civique exige des élections propres et justes l'année prochaine.

Stephen Sackur : Sans aucun doute, il y a eu des exemples atroces de forces gouvernementales utilisant la violence contre les manifestants, mais ces derniers mois, nous avons également vu des manifestants attaquer les forces gouvernementales avec des pierres et des mortiers artisanaux. Cela semble indiquer que le gouvernement ne fait pas simplement face à une protestation civique, mais à une opposition militarisée.

Juan Sebastián Chamorro : Il y a eu des gens de toutes les couches sociales, des paysans, des étudiants, des ouvriers, des chefs d'entreprise qui barricadent les villes pour se défendre des forces paramilitaires qui circulent dans les camions et les attaquent avec des balles réelles. Et ces personnes se défendent avec des frondes et des mortiers artisanaux. Cela pourrait être le seul outil qu'ils utilisent pour se défendre.

Stephen Sackur : Le 13 juillet, par exemple, dans la commune de Marito, au Nicaragua, nous avons eu des affrontements au cours desquels quatre policiers et un manifestant sont morts. Et ce sont des chiffres du Centre nicaraguayen des droits de l'homme. Ainsi, il est clair que lorsque la situation a évolué après avril et est devenue plus violente en juillet, il ne s'agissait pas de violence unilatérale. Oui, il y avait beaucoup de violence venant des paramilitaires et des personnes fidèles au gouvernement, mais il y en avait aussi beaucoup dans l'autre sens.

Juan Sebastián Chamorro : Eh bien, je n'exclus aucune information sur les personnes qui tentent de se défendre contre les paramilitaires (...) En ce qui concerne les quatre policiers qui ont été tués, il n'existe pas de preuve claire de ce qui s'est réellement produit. Mais vous avez raison, vous parlez de quatre mois de répression et certaines personnes en arrivent à se défendre. C'est normal. Mais la grande offensive des paramilitaires, en particulier à la mi-juillet, était manifestement une opération militaire contre des gens

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

généralement non armés. C'est ce qui explique que les barricades aient été éliminées en quelques jours.

Stephen Sackur : Je vous pose la question, M. Chamorro. Vous êtes un économiste établi, vous êtes un leader de l'Alliance civique, vous êtes issu d'une famille d'élite, avec une situation très confortable au Nicaragua. Cependant, beaucoup de personnes que vous inciter à prendre la rue sont des étudiants, des personnes pauvres, des personnes préoccupées par leurs prestations de sécurité sociale. Et ce sont EUX qui sont dans la ligne de mire. Pourtant, vous continuez de leur dire de poursuivre les manifestations de rue pour maintenir la pression. Pensez-vous que c'est une position responsable de votre part, compte tenu de ce qui se passe dans la rue ?

Juan Sebastián Chamorro : Absolument. C'est la seule façon d'exercer une pression. J'étais dans les rues hier pour protester et mercredi je serai dans une autre manif. Il faut comprendre qu'il s'agit d'une révolte nationale de la part de larges couches de la population, pas seulement des étudiants et des travailleurs. C'est un pays entier qui demande un changement. Ce qui importe, dans tout ce processus, c'est que la protestation soit pacifique, que les choses se déroulent pacifiquement dans la lutte pour la démocratie. Je pense que les gens sont très responsables – les marches, les grèves, toutes sortes de protestations. Aussi longtemps que ces dernières sont pacifiques. C'est mettre une pression sur le gouvernement pour que nous puissions obtenir ce qui est considéré comme normal dans la plupart des pays, c'est-à-dire des élections justes.

Stephen Sackur : Une lettre d'un Nicaraguayen de Masaya a été envoyée au *Guardian*. Il a déclaré avoir vu des bâtiments publics et des maisons de partisans du gouvernement incendiés par des manifestants, des magasins pillés, des entreprises, des banques et des écoles fermées parce que des manifestants s'étaient emparés de la ville. Il a déclaré que l'école secondaire, qui a plus de 3 000 élèves, avait été

incendiée et que le poste de police avait été assiégé. Êtes-vous prêt à condamner, ici à HARDtalk, ce que font certains des manifestants en votre nom ?

Juan Sebastián Chamorro : Absolument. Nous condamnons tout type de violence, d'où qu'elle vienne. Ce n'est pas la solution à notre problème. Nous parlons d'un président, Ortega, qui est très fort et armé, et cela n'a aucun sens de mener des activités armées ou des actions violentes pour renverser un président qui a montré qu'il était fort avec les armes. Notre cause est une cause pacifique. Par exemple, si les morts de ces quatre agents sont clarifiés, nous serons les premiers à condamner. (...) Pas une vie ne devrait être perdue.

Stephen Sackur : L'opposition n'est pas cohérente, elle n'est pas unie et n'a pas un message simple. Si vous regardez votre propre message, vous avez parlé d'insurrection, vous avez comparé Ortega à Somoza, nous devons nous débarrasser de ce dictateur, vous avez dit. Et nombre de personnalités les plus en vue de l'opposition disent qu'il doit y avoir des élections anticipées. Et puis il y a l'Église catholique dans tout cela, arguant que les deux parties devraient se rencontrer et faire des concessions. Alors, quels sont les objectifs de l'opposition ?

Juan Sebastián Chamorro : Je pense que l'opposition est fondamentalement unie dans la demande de démocratie. Ils savent qu'Ortega est un dictateur, ils veulent un changement et ils veulent des élections anticipées. Cette demande est ce que le peuple nicaraguayen veut en ce moment.

Stephen Sackur : Vous continuez de vous référer aux Nicaraguayens comme si tout le monde était d'accord avec vos revendications. Mais bien sûr, ils ne le sont pas. Nous voyons tous les manifestations montées par les sandinistes, des dizaines de milliers de personnes agitant le drapeau sandiniste, parlant des réalisations d'Ortega. Après tout, l'économie a connu une croissance économique de 4% pendant plusieurs années, le taux de criminalité est très bas et le pays est le plus pacifique et le plus stable d'Amérique

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

centrale. Daniel Ortega s'est considérablement efforcé de travailler avec le monde des affaires. Ce qui montre que les réalisations d'Ortega sont importantes. Et beaucoup de Nicaraguayens et Nicaraguayennes pensent qu'il est préférable qu'Ortega reste au pouvoir, au lieu que ce soit vous, qui ne faites pas les choses correctement.

Juan Sebastián Chamorro : Eh bien, je pense que vous avez raison en ce sens que la situation économique évoluait relativement bien. Mais tout a changé, Stephen, en avril 2018. Nous avons maintenant un pays complètement différent. Notre économie est en ruine, des secteurs entiers comme le tourisme. Dans le passé récent, de nombreuses personnes venaient au Nicaragua – un million de touristes du Royaume-Uni et d'autres lieux.

Stephen Sackur : Mais à bien des égards, c'est de VOTRE faute s'ils ne viennent plus. C'est vous qui avez dit aux manifestants de monter les barricades, ruinant ainsi les liaisons de transport au Nicaragua. Vous avez encouragé Nicaraguayens et Nicaraguayennes à descendre dans la rue. Nous voyons toutes ces scènes de violence au Nicaragua sur nos écrans de télévision. À qui la faute si les investisseurs internationaux et les touristes ne veulent plus aller au Nicaragua ?

Juan Sebastián Chamorro : Écoute Stephen. Nous n'avons demandé à personne de mettre des barricades dans les rues. L'Alliance civique est une organisation qui s'est formée après la révolte. Donc, je pense que dans ce cas, vous avez besoin de plus d'information sur le processus. L'Alliance civique a été formée après la révolte, en conséquence de la révolte, et pour tenter avec le gouvernement de trouver une solution. Nous n'avons jamais demandé aux gens de se défendre contre les paramilitaires. Ils l'ont fait par eux-mêmes parce qu'ils ont vu des gens qui se faisaient tuer dans les rues de Managua et ailleurs.

Le responsable de la situation des barricades de rue et des barrages routiers, c'est le gouvernement Ortega et sa

répression. C'était un mouvement spontané de toutes les villes du Nicaragua. Par conséquent, la crise économique dont nous souffrons ne vient pas du fait que certaines personnes auraient demandé à la population de lever des barricades dans les rues. C'est la répression du gouvernement Ortega qui a conduit à la création de barricades et c'est ce gouvernement qui est responsable de la perte de 200 000 emplois au cours des quatre derniers mois.

Les manifestants ont été tués dès le premier jour. La population a le droit de sortir dans la rue pour demander que les gens ne soient pas tués. Le seul responsable de la crise est le gouvernement, pas ceux et celles qui défendent leurs droits dans la rue.

Stephen Sackur : Pensez-vous qu'il est sage de votre part d'avoir appelé les États-Unis à imposer des sanctions contre le Nicaragua ? Toute la population garde de vifs souvenirs de l'ingérence américaine dans les affaires du Nicaragua depuis la fin des années 70 et durant les années 80, du soutien de l'administration Reagan aux Contras. La dernière chose qu'un grand nombre de Nicaraguayens et Nicaraguayennes veulent voir, c'est que les États-Unis essaient de dicter ce qui se passe dans leur pays. Et pourtant, vous semblez solliciter et accueillir une telle intervention.

Juan Sebastián Chamorro : Je n'ai jamais déclaré que je suis en faveur de sanctions contre le peuple du Nicaragua.

Stephen Sackur : Soyons clairs à ce sujet. Vous avez demandé à plusieurs reprises plus d'interventions des États-Unis au Nicaragua. Vous souhaitez que des sanctions sélectives soient étendues à davantage de membres de la famille Ortega, et même que le FMI cesse de fournir une assistance au Nicaragua pour le moment, car cela ne ferait qu'aider le régime Ortega. Tout ce que vous dites invite davantage les États-Unis à intervenir, ce qui va nuire à l'économie nicaraguayenne...

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre
2018

Juan Sebastián Chamorro : Je suis d'accord. Et c'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord pour demander plus de sanctions, ou que le FMI ne donne pas plus d'argent au Nicaragua.

Stephen Sackur : Attends une minute. Voici une citation dans laquelle vous affirmez que « Des sanctions supplémentaires seraient un pas dans la bonne direction. » Vous n'avez pas affirmé cela ? Selon les médias, ce serait bel et bien les propos que vous avez tenus.

Juan Sebastián Chamorro : Il y a une grande différence entre demander des sanctions contre le Nicaragua et demander plus de sanctions contre les Nicaraguayens responsables de la répression. C'est très différent. Nous n'avons pas demandé de sanctions qui affecteraient la population du Nicaragua. Comme, par exemple, réduire les prêts pour améliorer la santé et l'éducation. De toute évidence, nous sommes contre de telles coupures.

Stephen Sackur : Je sais que cette question est très délicate. Mais je vous la pose tout de même. Le 30 juillet, la Maison Blanche a publié une déclaration dans laquelle elle affirme : « Les États-Unis ont annoncé 1,5 million de dollars supplémentaires, pour un programme en cours de 30 millions de dollars qui vise à soutenir la liberté et la démocratie au Nicaragua, » y compris « la société civile, les groupes de défense des droits humains et les médias indépendants. » Recevez-vous de l'argent des États-Unis ?

Juan Sebastián Chamorro : Aucun des 1,5 million, car c'était une annonce faite il y a tout juste un mois. Le think-tank que je dirige a reçu dans le passé des fonds provenant de différentes organisations pour effectuer des analyses économiques, etc.

Stephen Sackur : Donc, vous recevez de l'argent directement du gouvernement des États-Unis. Car Daniel Ortega vous caractérise, vous et d'autres dirigeants de l'Alliance civique, comme des personnes qui collaborent

avec des fonds étrangers pour fomenter le terrorisme. Et quand vous admettez recevoir de l'argent des États-Unis, Ortega peut dire à ses gens qu'il a raison.

Juan Sebastián Chamorro : Non, absolument pas. Nous effectuons des études économiques depuis dix ans et nous avons reçu des subventions de différents gouvernements. C'est une chose normale pour un think-tank au Nicaragua. Nous nous penchons sur des sujets tels que l'éducation, la santé, la sécurité sociale, etc. Et nous avons été très transparents à ce sujet. Nous avons reçu de l'argent du gouvernement américain, du gouvernement suisse, des Allemands, et du secteur privé. C'est ce que font les ONG pour gagner leur vie : tenter d'obtenir des subventions afin de mener des études. Ce que le président Ortega essaie de faire, c'est dire que nous utilisons ces fonds pour financer des armes, des coups d'État, etc. Des choses qui sont évidemment fausses.

Commentaires en ligne sur l'interview de Chamorro par Sackur

Lorsque j'ai visionné la vidéo de l'interview sur YouTube le 21 août, j'ai vu les nombreux commentaires sur Internet au sujet de cette interview. Tous, sauf deux, soutenaient énergiquement le récit pro-gouvernement Ortega et se montraient fort critiques de Juan Sebastián Chamorro.

Un échantillon de ces commentaires :

Will Duarte : La fumée s'est finalement dissipée, maintenant les gens connaissent la vérité sur l'opposition et son coup terroriste .

Paula Guzmán : S'il y avait de la répression au Nicaragua, ce traître serait déjà arrêté (en Colombie il aurait été tué) mais vous voyez, il dit toutes les conneries qu'il veut, et personne ne dit rien ... C'est vous qui avez paralysé le Nicaragua, soyez honnêtes, espèces de vauriens !

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

Julio Rueda : Ces manifestants pacifiques ont vandalisé ma maison à deux reprises avec des pierres ; n'allez pas prétendre que vous tentiez de vous défendre. Je ne faisais du tort à personne !

Pablo Mendoza : Juan Sebastián Chamorro, chef de l'opposition nicaraguayenne, est un fils de pute terroriste.

Avant le 19 avril 2018, le Nicaragua était un pays de paix et de prospérité avec une croissance économique de 4,8%, la meilleure en Amérique centrale, et l'une des meilleures en Amérique latine.

C'est l'opposition politique, menée par des ignorants et des criminels comme Juan Sebastián Chamorro, qui a provoqué violence et mort, ainsi que la destruction de l'économie du Nicaragua après le 19 avril 2018. Les plus touchés : le secteur du tourisme, celui des services, et les petites et moyennes entreprises.

À mon avis, l'opposition politique nicaraguayenne et ce cochon, Juan Sebastián Chamorro, sont responsables de la situation économique actuelle au Nicaragua. À cause d'eux, le Nicaragua a maintenant plus de chômage, plus de faillites, plus de violence et de criminalité.

Ce ne sont pas des adversaires politiques normaux. Ce sont des criminels, parce qu'ils ont soutenu le crime que représente la destruction d'ambulances, d'écoles, d'universités d'État, de poste de radios, et de centres de santé. Et parce qu'ils ont tué des membres du parti sandiniste, et ceci tout simplement parce qu'ils étaient membres du parti.

Les opposants sont des criminels qui ne respectent pas la constitution du Nicaragua, les lois qui réglementent quand et comment changer de gouvernement au Nicaragua. Ces opposants délinquants veulent changer le gouvernement du Nicaragua par la violence et la mort, etc. Et cela n'arrivera pas !

Le Nicaragua a connu une croissance économique depuis 11 ans et est devenu le modèle économique de la région, même un modèle de paix, de tranquillité et de sécurité. Sans trafic de drogue, sans gangs de rue, et avec peu de morts. Le Nicaragua se développait grâce à cela et le secteur du tourisme s'épanouissait ; de nombreux touristes venaient au Nicaragua.

C'est donc la violence de l'opposition nicaraguayenne qui a détruit la paix et la tranquillité du Nicaragua et de son économie.

En 2016, les Nicaraguayens ont voté pour Daniel Ortega, qui a obtenu 72% des voix et a été élu démocratiquement par le peuple.

Par conséquent, la seule faute réside dans l'opposition pour ce qui s'est passé et ce qui se passe actuellement au Nicaragua. Ce délinquant, Juan Sebastián Chamorro, doit soit se taire ou être emprisonné pour crimes et terrorisme.

Ortega déclenche un raid massif contre les manifestants, prend le contrôle d'une chaîne de télévision indépendante populaire

Le samedi 25 août 2018, des manifestations anti-gouvernementales ont lieu dans plusieurs villes du Nicaragua. Le gouvernement Ortega réagit à nouveau en mettant en œuvre des mesures répressives. Rapporte *Confidencial* :

« La police nationale et les paramilitaires du régime Ortega ont mené samedi un raid massif de détentions illégales contre des manifestants et des dirigeants d'université qui souhaitaient participer à des marches de protestation dans différentes villes du pays. Au moins 32 personnes ont été capturées à Carazo, Matagalpa, León et Managua et transférées dans les

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

prisons d'El Chipote et seulement 20 avaient été libérées à la clôture de notre édition.”³⁰

Après le démantèlement de toutes les barricades de rue et barrages routiers au Nicaragua, le gouvernement Ortega, dans ses nombreux médias officiels, bombarde la population avec le message que tout est revenu à la normale dans le pays. Cependant, les rares médias indépendants existants, et en particulier le plus populaire de ces derniers, la chaîne de télévision *Acción 10*, continuent d'informer le public du contraire. Et comme le public trouve leurs reportages plus professionnels et fidèles à la réalité, leur audience s'accroît rapidement.

Ortega s'en prend donc à *Acción 10*. Rapporte Iván Olivares :

« Cela explique l'essor qu'ont connu des médias, qui, jusqu'à il y a quelques mois étaient très peu connus du grand public et plutôt consommés par des adultes et des décideurs plutôt que par des jeunes et d'autres types d'audience. Et cela explique aussi pourquoi le grand leader de ses médias, *Acción 10*, se trouve au cœur des attaques.

« Après avoir [envoyé un commissaire politique](#) pour prendre le contrôle de *Acción 10*, le téléjournal étoile de cette chaîne de télévision, le gouvernement de Daniel Ortega a lancé, par le biais de l'Unité d'analyse financière (UAF), [une allégation de blanchiment d'argent contre Carlos Pastora](#), directeur général de la chaîne, qui a été obligé de se réfugier dans l'ambassade du Honduras, étant également citoyen de ce pays.”³¹

³⁰ Wilfredo Miranda Aburto, “[Ortega desata una redada masiva contra manifestantes](#),” le 26 août 2018, consulté le jour même.

³¹ “[Periodismo se une en defensa de Acción 10](#),” *Confidencial*, le 26 août 2018, consulté le jour même.

La mission de l'ONU au Nicaragua doit quitter le pays

Le 29 août 2018, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme publie un rapport très critique sur le gouvernement Ortega: « [Violaciones de Derechos Humanos y abusos en el contexto de las protestas en Nicaragua 18 de abril – 18 de agosto de 2018.](#) » (Violations des droits de l'homme et abus dans le contexte des manifestations au Nicaragua du 18 avril au 18 août 2018). Le rapport détaille plusieurs violations aux droits de la personne telles que « l'usage disproportionné de la force, qui se traduit parfois par des exécutions extrajudiciaires ; des disparitions forcées ; des détentions arbitraires généralisées ; la torture et les mauvais traitements, et les violations du droit à la liberté d'opinion, d'expression et de réunion pacifique. » (Dans la section *Récit anti-gouvernement Ortega*, je reproduirai le résumé de ce rapport.)

Ortega réfute immédiatement le rapport et soutient que ses conclusions sont peu fiables et tendancieuses. Le lendemain, le gouvernement Ortega informe le coordinateur de la mission de l'ONU au Nicaragua, Guillermo Fernández, que « Considérant que les raisons, les causes et les conditions qui ont donné lieu à l'invitation (de cette mission) ne sont plus réunies, ce ministère annonce y mettre un terme (...) à partir d'aujourd'hui, 30 août 2018. »

Un moyen diplomatique d'expulser la commission des Nations Unies du Nicaragua !

Commentaires de Fernández :

« La présentation du rapport n'avait pas pour objet de contribuer à la polarisation, mais était plutôt une tentative, sur la base de faits et de recommandations, de surmonter la crise. Les victimes et leurs droits représentent notre priorité. Nous voulons nous concentrer sur cela, et non pas contribuer à une polarisation qui ne fera qu'accroître la violence. Nous

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

voulons assurer le respect des normes internationales des droits humains. Même si nous avons quitté le pays, nous allons continuer avec ce travail. »³²

Viols avec AK-47 et ordre de ne pas assister aux blessés

Le 17 septembre 2018, Yader Luna présente le cas du neurochirurgien nicaraguayen, Josmar Briones, qui s'est exilé aux États-Unis :³³

« Le neurochirurgien Josmar Briones a compris l'ampleur de la brutalité de la répression déclenchée par Daniel Ortega au Nicaragua lorsqu'il a reçu dans sa clinique deux jeunes manifestants qui avaient été violés avec des fusils AK-47 par des paramilitaires affiliés au gouvernement Ortega. Les jeunes sont arrivés saignants, mais ils ont demandé à ne pas être transférés dans un centre où on pourrait continuer à les torturer, étant donné les allégations selon lesquelles les hôpitaux publics auraient refusé de soigner les blessés lors des manifestations. Briones les a aidés, explique Luna, mais cette image l'a marqué à jamais.

'Je me souviens encore de leurs visages quand ils sont arrivés à la clinique. Ils avaient la tête basse et ne pouvaient plus marcher. Le sang coulait abondamment de leurs pantalons : ils étaient marqués de douleur à jamais. Bien qu'ils eussent besoin de l'attention d'un l'hôpital, ils nous ont demandé de contrôler leur saignement, mais de ne pas les emmener où on pourrait continuer à les torturer. Ils ne voulaient rien d'autre,' raconte le docteur Briones, d'une voix cassée.

« Le neurochirurgien est devenu, depuis son exil aux États-Unis, une voix qui dénonce les violations des

³² “[La misión de la ONU en Nicaragua debe abandonar el país](#)”, *Noticias ONU*, le 31 août 2018, consulté 10 septembre 2018.

³³ “[Violaciones con AK-47 y orden de no atender heridos](#)”, *Confidencial*, le 17 septembre 2018, consulté le 18 septembre 2018.

droits de l'homme et les exactions commises par les autorités du Ministère de la Santé du Nicaragua contre les manifestants qui, depuis le 18 avril, demandent la fin de la dictature de Daniel Ortega et Rosario Murillo, poursuit Luna.

« Ce médecin qui travaillait dans ses deux cliniques privées, à Managua et à Estelí, a décidé de soutenir les manifestants dès le début, quand il a vu la brutalité avec laquelle on les abattait et assassinait. Briones a soigné des dizaines de blessés et torturés par le régime de Daniel Ortega et raconte la brutalité systématique du régime contre les manifestants.

‘J’ai soigné des personnes blessées par balle dans le thorax, des personnes battues, des personnes torturées, mais le cas qui m’a le plus bouleversé est celui de ces deux jeunes hommes violés avec des fusils AK-47, ce qui montre la perversité du gouvernement Ortega,’ déclare le médecin.

« Briones a récemment rencontré le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, pour dénoncer les violations des droits de l'homme commises par Ortega dans le cadre des manifestations pacifiques. Cette rencontre s'est tenue avant le XVe Sommet latino-américain à Miami.

« Lors de cette rencontre, Briones a saisi l’occasion pour parler directement à Almagro des patients qu’il a soignés, et des tortures, viols, meurtres et dénis de soins médicaux dont le gouvernement Ortega est responsable, poursuit Luna.

« Briones a dénoncé le cas d'un jeune homme blessé à Ciudad Sandino qui, transféré à l'hôpital, s'est vu refuser les soins médicaux et est décédé sans avoir été soigné. Le spécialiste a également exposé le cas d'un responsable de haut rang dans un hôpital de Managua,

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

qui a déclaré avoir ‘laissé ce chien mourir’, faisant référence à un manifestant. (...)

« Récemment, Briones a également dénoncé aux États-Unis le renvoi, il y a quelques jours, de 22 médecins d'Estelí. ‘De nombreux membres du personnel médical ont été licenciés. Leur seul crime est de traiter les patients et de remplir leur devoir,’ a-t-il déclaré. (...)

‘La douleur de ces deux hommes (violés) m’a profondément marquée, car à ce moment-là ils ne demandaient que d’être soignés ; ils étaient tellement terrifiés qu’ils ne voulaient pas dénoncer. Actuellement, les deux jeunes ont quitté le pays et, après avoir reçu des soins médicaux, l’un d’entre eux reçoit une aide psychologique,’ explique le médecin. »

Le rédacteur en chef d’un journal numérique du gouvernement démissionne et s’exile au Costa Rica

Mikel Espinoza était jusqu’à tout récemment rédacteur en chef du journal numérique du gouvernement du Nicaragua, [El 19 Digital](#). Il se trouve présentement au Costa Rica où il s’est réfugié suite à sa décision soudaine et fort émotive, en plein cœur du soulèvement populaire, de démissionner de son poste. Je reproduis ci-dessous la [vidéo](#) de 9 minutes dans lequel Carlos Salinas, de *Confidencial*, a interviewé Mikel Martínez au Costa Rica à la mi-octobre 2018.³⁴

Carlos Salinas: Qu’est-ce qui t’a amené à démissionner soudainement de ton poste?

Mikel Espinoza : Ce fut plusieurs choses. Cependant, l’élément déclencheur où soudain j’ai senti que j’en avais ras

³⁴ « [La orden era no informar](#) », Patricia Martínez, *Confidencial*, le 23 octobre 2018, consulté le 25 octobre 2018. Cet article résume et commente l’interview que Mikel Martínez a accordé à Carlos Salinas.

le bol – j’ai pleuré, j’avoue que j’ai beaucoup pleuré – c’est ce qui est arrivé le 16 juin dans le quartier Karl Marx.

Carlos Salinas : Le feu dans la maison où deux enfants sont morts?

Mikel Espinoza : Oui, la famille au complet et ces deux enfants. Ces cris... ces plaintes des enfants pris dans les flammes, et la manipulation que le gouvernement a commencée à faire d’un événement aussi horrible... là, me suis-je-dis, je m’en vais, je démissionne. C’est à ce moment précis que j’ai rédigé ma lettre de démission. Qu’on ne m’accorde pas un sou d’indemnité de départ et que je perde mon moyen de subsistance, tout cela n’importait pas. Je ne pouvais plus endurer ça! J’avais été témoin de tant de choses, le massacre du 30 mai... j’avais vu tant de gens mourir, des enfants, tellement de choses avec lesquelles je n’étais pas d’accord.

Carlos Salinas : Si tu n’étais pas d’accord avec beaucoup de choses, pourquoi as-tu trouvé si difficile de prendre la décision de démissionner?

Mikel Espinoza : Tu sais, je ne voulais absolument pas avoir de problèmes avec mes collègues, surtout avec le Front sandiniste. As-tu une idée de ce que cela veut dire, être considéré comme un traître, surtout dans une situation comme celle-là? Je savais ce que j’aurais à confronter. J’ai vu la réaction de mes collègues lorsque d’autres collègues ont décidé de démissionner. Je ne voulais pas avoir à vivre ça. Cependant, mon malaise intérieur augmentait de jour en jour, je ressentais de plus en plus de remords. Moi, je n’ai jamais tiré un coup. J’étais rédacteur en chef, j’étais journaliste... je n’ai jamais rien fait qu’on pouvait me reprocher et j’ai même ‘adouci’ beaucoup d’attaques du gouvernement. Cependant, mon malaise et remords ne cessaient d’augmenter jusqu’à ce que, à un moment donné, j’en pouvais plus et j’ai décidé de partir.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre
2018

Carlos Salinas : Comment discutiez-vous la couverture de cette crise dans la salle de rédaction ?

Mikel Espinoza : Nous ne discussions pas. Jamais avions-nous discuté ce genre de choses dans le passé, et il en fut de même avec cette crise. Nous recevons des directives d'en haut. Les médias du Front sandiniste, les médias du gouvernement, sont très hiérarchiques.

Carlos Salinas : Quand tu dis que vous recevez des directives d'en haut, de qui viennent-elles au juste ?

Mikel Espinoza : De Rosario Murillo. Il y a un Conseil de communication auquel, bien sûr, elle fait partie – car c'est vraiment elle qui mène. En font partie aussi les directeurs, les responsables de presse, et les enfants de la compañera (Rosario).

Carlos Salinas : Quand, à partir du 19 avril, commencèrent les manifestations et que furent assassinés les premiers jeunes à partir de tirs provenant, selon la plupart de organisations des droits de l'homme, de francs-tireurs, quel ordre avez-vous reçu, vous journalistes des média gouvernementaux ?

Mikel Espinoza : L'ordre de ne pas rapporter les événements. Tout ce qu'on nous demandait de rapporter, c'était les communiqués de la police nationale et ce que disait Rosario Murillo. C'est-à-dire, le message officiel. Nous ne nous rendions même pas sur les lieux pour couvrir les événements, nous n'allions pas aux manifestations. Nous ne mettions en ligne que ce qu'on nous transmettait d'en haut : des photos, des vidéos, etc. Plus tard, à partir du 20 avril, oui, nous avons commencé à nous rendre sur les lieux.

Carlos Salinas : Avec la formation professionnelle que tu as eue en tant que journaliste, comment réagissais-tu au fait qu'on ne te permettait pas de rapporter des événements aussi importants que cette révolte populaire ?

Mikel Espinoza : Pour moi, ce fut un coup très dur. Ça ne se limitait pas à une politique officielle d'omettre certaines

choses... il y avait aussi beaucoup de mensonges, pas seulement des omissions. Il y eu des attaques dans lesquelles participèrent effectivement la police ainsi que des civils sympathisants du gouvernement sandiniste, et nous étions obligés de dire que ces attaques provenaient de la droite... alors qu'il y avait des images et des témoins démontrant clairement que ceux qui attaquaient, c'étaient les policiers. Nous étions obligés de dire que c'était la droite.

Carlos Salinas : Que veux-tu dire par la droite?

Mikel Espinoza : La droite, c'est tout ce qui s'oppose au Front sandiniste, à Daniel Ortega. C'est ça la droite pour le gouvernement. Il ne s'agit pas ici de quelque chose d'idéologique ou académique. Non. Tous ceux qui s'opposent à Daniel Ortega font partie de la droite, de l'oligarchie; ils sont putschistes et terroristes.

Carlos Salinas : Est-ce que tu as travaillé dans les médias du gouvernement par conviction ou parce que tu pensais pouvoir y accomplir un véritable travail de journalisme?

Mikel Espinoza : Je croyais pouvoir travailler comme journaliste. Bien sûr, c'était aussi par conviction idéologique. Cela, je ne le nierai pas.

Et d'ailleurs, il y en a plusieurs qui sont contre le Front sandiniste et qui m'attaquent, qui continuent de m'attaquer, parce que je faisais partie du Front sandiniste, parce que je travaillais pour les médias du Front sandiniste et qu'idéologiquement je me considère comme une personne de gauche. On me critique pour cela.

Je me sentais assez à l'aise dans le Front sandiniste et j'étais d'accord avec beaucoup des choses qu'il faisait. Dans les années 90s, quand j'étais adolescent, et par la suite, j'étais un de ceux qui protestaient contre les gouvernements antérieurs. Tout le monde sait qu'idéologiquement j'étais plus près du Front sandiniste que des autres groupes politiques.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

Carlos Salinas : Et maintenant que tu as démissionné, et avec les attaques que tu subis pour avoir quitté *El 19 Digital*, te sens-tu toujours sympathisant du Front sandiniste?

Mikel Espinoza : Le Front sandiniste est mort... (Un long silence ici) Ils ont fini par le tuer... Ils étaient en train de le tuer peu à peu, mais à partir du 18 avril, le Front sandiniste, ils l'ont tué.

Carlos Salinas : Pourquoi es-tu venu vivre au Costa Rica?

Mikel Espinoza : Je me sentais suffoqué. Je voulais me désintoxiquer. Vivre au Nicaragua, c'est épouvantable, surtout pour quelqu'un comme moi qui travaillait pour le Front sandiniste. Présentement, je crois que plusieurs des personnes qui travaillaient pour les médias du gouvernement ont fait comme moi. Elles sont parties.

Carlos Salinas : Aimerais-tu retourner au journalisme ?

Mikel Espinoza : J'aime le journalisme. J'écris depuis mon enfance. C'est ma vie. J'ai commencé un blogue, et c'est à cela que je me consacre maintenant. J'ai commencé à écrire, je ne suis pas du tout déconnecté de ce qui se passe au Nicaragua.

Campagne gouvernementale contre Mgr Báez

Le 23 octobre 2018 le gouvernement Ortega lance une campagne sur ses médias contre l'évêque dont le leadership, lors du soulèvement populaire d'avril, fut déterminant. On demande à Mgr Báez de quitter le pays et de s'exiler ou d'être poursuivi en justice pour avoir comploté contre le gouvernement, et on fait même parvenir une demande au Vatican pour demander qu'il soit retiré du pays.

C'est un groupe dénommé Communauté chrétienne Saint Paul Apôtre qui lance la campagne en rendant publique un enregistrement de quatre minutes – [Audio conspirativo del obispo Silvio Baez, presentado esta mañana por la Comunidad Cristiana](#) (Enregistrement audio conspiratif de l'évêque Báez présenté ce matin par la Communauté

chrétienne) – dans lequel on entend, selon les auteurs de la campagne, la voix de Mgr Báez. Voici le texte intégral de cet enregistrement :

« Donc, ce dont nous avons besoin, c'est de remonter les barricades. Quelqu'un a même affirmé que c'est la seule chose qui va les amener à s'asseoir avec nous.

« L'unité dont nous avons besoin en ce moment doit inclure tout le monde, même ceux que nous soupçonnons d'être des opportunistes, d'être en faveur de l'avortement, d'être des homosexuels, d'être des trafiquants. Pour atteindre cet objectif, nous ne sommes pas en train de former des partis politiques, nous n'allons pas aux élections, nous n'avons même pas de date, et Ortega n'est pas disposé, pour le moment, à tenir des élections anticipées ; c'est pourquoi il faut continuer à mettre de la pression.

« Il me semble que nous ne devrions pas aller de l'avant trop rapidement. Former une alliance en vue de s'emparer du pouvoir ce n'est pas la même chose qu'unir la nation tout entière en vue de se débarrasser prioritairement de ce problème.

« Ce que je dis, c'est qu'en ce moment il importe de nous unir pour la cause avec laquelle nous sommes tous d'accord. Pour le moment, laissons de côté nos différences. Lorsqu'il s'agira de la deuxième étape où il est déjà question d'aller aux élections, alors vont apparaître les différentes options politiques, mais dans un nouveau scénario, sans cet homme. Nous ne voulons pas l'emmener au mur et l'exécuter – même si nous avons envie de le faire nous ne le ferons pas – nous ne voulons pas le détenir pour lui tirer une balle et le fusiller comme un criminel de guerre.

« Les barrages routiers furent une invention extraordinaire. Ce qui est urgent en ce moment, c'est que toutes les forces vives du pays s'unissent autour

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

du point sur lequel elles sont tous d'accord. Et je crois que le point sur lequel nous sommes tous d'accord, c'est qu'arrive ce jour.

« Il est vrai que les évêques ont diminué la pression, sans doute pour ne pas lui fournir un autre prétexte lui permettant de continuer de nous discréditer... Je m'explique. Ortega déclarait le 19 juillet, « Ils étaient des putschistes, ils étaient des putschistes qui avaient tout planifié », et disait toutes sortes de choses barbares à notre propos. Si nous demeurons trop agressifs, cela ne fera qu'ajouter du poids à cette version, et alors il pourrait nous donner un autre coup de pied. Ce n'est pas la peur d'un autre coup de pied qui nous retient – nous n'avons pas peur de lui dire ses vérités – mais le désir de rester impliqués, de pouvoir continuer à jouer un rôle quand viendra le moment du retour à une table de négociation.

« Je vous l'ai dit, écrivez une lettre à la Conférence épiscopale dans laquelle vous demandez de nous rencontrer. Si l'Alliance existe, c'est en raison de ce que nous avons faites comme évêques. »

Au lendemain de la publication de l'enregistrement audio de Mgr Báez, le *Canal 4*, propriété de la famille Ortega, fait un reportage de dix-sept minutes « [Silvio Báez en planes golpistas, criminales y conspirativos contra el pueblo de Nicaragua](#) » (Silvio Báez et ses plans putschistes, criminels et conspiratifs contre le peuple du Nicaragua) dans lequel il poursuit l'attaque contre l'évêque. Le reportage débute ainsi :

« Silvio Báez a confirmé sa participation active dans les activités terroristes et le coup d'État contre le peuple du Nicaragua. Des gens en faveur de l'avortement et des narcotrafiquants font partie des forces qu'il réunissait pour atteindre son objectif. La Communauté chrétienne Saint Paul Apôtre a rendu public l'enregistrement vidéo dans lequel Silvio Báez confesse ses crimes. »

Le directeur de ProNicaragua et fils du couple présidentiel Laureano Ortega Murillo écrit sur son compte Twitter : « M. Báez dit qu'il a envie de placer quelqu'un au mur et le fusiller! Est-ce cela que le Christ nous enseigne? PUTSCHISTE ET ASSASSIN. »³⁵

Mgr Báez, qui reçoit immédiatement l'appui du cardinal Leopoldo Brenes, archevêque de Managua, de plusieurs de ses confrères évêques, des organisations de la société civile et des droits de l'homme, ainsi que de la communauté internationale, affirme être victime d'une campagne de salissage et que l'enregistrement audio qui lui est attribué a été manipulé. Il dit recevoir de nombreuses menaces, mêmes de mort, et que des paramilitaires se promènent en moto autour de sa maison la nuit.³⁶

Dimanche 28 octobre 2018, Mgr Báez prononce une homélie dans laquelle il ne mentionne pas explicitement la campagne enclenchée contre lui mais s'y réfère implicitement :

« Les puissants, affirme l'évêque, sont habiles à créer des problèmes artificiels, mais le vrai problème est la douleur de notre prochain. Ne vous laissez pas distraire, méfiez-vous des écrans de fumée. Au Nicaragua, il y a beaucoup de gens qui souffrent et nous ne devons pas ignorer leur douleur. »³⁷

La cécité, poursuit l'évêque, conduit à la domination et impose à tout prix l'exclusion et le rejet de « ceux qui ne pensent pas comme moi », détruisant des personnes et bafouant leurs droits.

³⁵ [Iglesia rechaza ataques oficiales contra monseñor Báez](#), *Confidencial*, le 24 octobre 2018, consulté le 30 octobre 2018.

³⁶ [Monseñor Silvio Báez dice que audio que lo señala como terrorista es manipulado](#), vidéo de *Canal 10*, mise en ligne le 25 octobre 2018, consulté le 8 novembre 2018.

³⁷ [Báez: "Cuidado con las cortinas de humo que lanzan los poderosos"](#), Maynor Salazar, *Confidencial*, le 29 octobre 2018, consulté le 30 octobre 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

« Dans son homélie, Báez a appelé les citoyens, commente Maynor Salazar, à proclamer à la société et au monde en général l'importance de garder espoir, car tout n'est pas perdu, même lorsque le mal semble dominer les structures de l'histoire et le cœur des hommes. Il a exhorté les gens à aider les personnes autour d'eux à garder cette attitude d'espoir afin qu'elles deviennent des sujets de l'histoire, et non pas de simples spectateurs de balcon qui regardent passer les événements.

‘Ne laissez personne penser à votre place, ne laissez personne vous obliger à agir contre votre conscience, levez-vous, Il vous appelle, Il vous donnera la lumière pour vous sortir de l'aveuglement’, a réaffirmé l'évêque. »³⁸

417 000 travailleurs ont perdu leur emploi depuis le début de la crise

Selon la Fondation nicaraguayenne pour le développement économique et social (FUNIDES), l'économie nationale va se contracter de 5,2% à 8,7% en 2019. L'estimation de 5,2% est fondée sur un scénario selon lequel l'incertitude économique se maintient à son niveau actuel, et les baisses dans l'activité économique se stabilisent. L'estimation plus pessimiste, celle de 8,7%, est fondée sur un scénario où l'incertitude s'accroît et l'activité économique poursuit sa chute.

Si c'est ce deuxième scénario qui se produit, la chute de l'activité économique va être aussi brutale que celle qu'a connue le Nicaragua dans les années 80s alors qu'il était en guerre à cause de la Contra.

« La perte d'emploi et la réduction du revenu familial, commente Juan Carlos Bow, ont entraîné une

³⁸ [Báez: “Cuidado con las cortinas de humo que lanzan los poderosos”](#), Maynor Salazar, *Confidencial*, le 29 octobre 2018, consulté le 30 octobre 2018.

augmentation de la pauvreté dans le pays. FUNIDES estime que la pauvreté globale en 2018 augmentera à 38,9%, soit une augmentation de 9,3 points de pourcentage par rapport à l'estimation officielle de 29,6% en 2014. » (...)

« La contraction de 4% de l'activité économique cette année, poursuit Bow, a un impact négatif sur la qualité de vie des familles nicaraguayennes. FUNIDES calcule que depuis le début de la crise, soit d'avril dernier à septembre, 417 000 personnes ont été licenciées ou suspendues, dont 127 000 se trouvent présentement en chômage. Selon les experts de FUNIDES, cette différence de 290 000 vient des citoyens qui ont réussi à se placer dans l'économie informelle. »³⁹

Une ‘pax romana’ qui approfondit l’isolement d’Ortega et annonce des sanctions

Dans son numéro d’octobre 2018, la revue *Envío* affirme que tout semble indiquer qu’Ortega et Murillo s’obstinent à rester au pouvoir peu importe la volonté du peuple nicaraguayen⁴⁰ et la pression internationale. Au lieu des nombreux assassinats des mois antérieurs, nous assistons maintenant, dit *Envío*, à « menaces, harcèlement, licenciements, captures, emprisonnements, torture, procédures judiciaires pour terrorisme... et quelques morts de plus. » Le régime veut imposer une « pax romana » basée sur la force des armes... mais sans développement. »⁴¹

Comme l’avaient fait les trois grandes forces politiques confrontant la dictature de Somoza dans les années 70s, les

³⁹ [Funides: 417 000 trabajadores han perdido su empleo](#), Juan Carlos Bow, Confidencial, le 1^{er} novembre 2018, consulté le 2 novembre 2018.

⁴⁰ *Envío* cite de nombreux sondages récents qui démontrent que la grande majorité des Nicaraguayens et Nicaraguayennes rejettent le régime Ortega-Murillo et veulent des élections anticipées.

⁴¹ [Resistencia azul y blanco frente al estado de excepción](#), consulté le 8 novembre 2018.

Évènements clés dans la crise actuelle : avril à novembre 2018

forces s'opposant au régime Ortega décident fin septembre 2018 de s'unir à l'intérieur d'une seule organisation. Plus de 40 organisations civiles de l'opposition, sous le leadership de l'Alliance civique pour la justice et la démocratie, se regroupent dans une seule, dénommée l'Unité nationale bleu et blanc.

Mais alors que la police déclare illégale et réprime rapidement toute manifestation convoquée par l'Unité nationale bleu et blanc, le gouvernement ordonne à ses partisans et aux employés de la fonction publique d'assister à des marches pour la paix dans les rues de Managua en portant des drapeaux du FSLN et en « proclamant la mort au somocisme ». ⁴²

Carlos (faux nom), qui travaille pour la fonction publique et qui a participé à ces marches pour la paix, se sent coincé.

« Je sais que je me trouve du mauvais bord. Je le sais. Mon épouse aussi. J'en ai honte. »

Mais il n'a pas le choix. Il a tenté en vain de se trouver un autre emploi, et il a une famille et beaucoup de dettes.

Carlos se sentait très mal lorsqu'il assistait le 19 juillet 2018 à la célébration traditionnelle pour commémorer la victoire contre Somoza.

« Je me sentais très mal de me trouver dans ce rassemblement. De tenir dans mes mains un drapeau plein de sang. »

Mais il n'avait pas le choix d'assister à cette marche ni aux nombreuses autres convoquées par le gouvernement.

Andrea (encore un faux nom) travaille pour le ministère de l'Éducation. Elle se sent exactement comme Carlos.

⁴² [Resistencia azul y blanco frente al estado de excepción](#), consulté le 8 novembre 2018.

« Des trente employés dans mon bureau, dit-elle, il n'y en a que quatre qui sont d'accord avec les nouvelles orientations du gouvernement. »⁴³

Fin septembre 2018, le Comité des relations extérieures des États-Unis unifie le Nica-Act⁴⁴ au Magnitsky Act,⁴⁵ « afin d'imposer des sanctions directes aux agents du régime de Daniel Ortega pour leurs actes de corruption et de violations des droits de l'homme, assorties de sanctions à l'encontre du gouvernement du Nicaragua. »⁴⁶

Ces sanctions sévères font en sorte que le milieu des affaires au Nicaragua s'éloigne encore plus de son ancien proche allier, Ortega. Une distance qui ne fait que s'élargir lorsque ce dernier fin septembre lance une attaque virulente à son égard. Si vous « jouez le jeu du terrorisme économique », avertit Ortega, en vous joignant à une autre grève nationale – il y a une trois grèves nationales de 24 heures en juin, juillet et septembre – je vais envoyer la police ouvrir vos entreprises de force.⁴⁷

⁴³ L'information au sujet de Carlos et Andrea provient de [Trabajadores del Estado: “también somos víctimas”](#), *Confidencial*, Maynor Salazar, le 12 octobre 2018, consulté le 15 octobre 2018.

⁴⁴ [Nicaragua - Le 'Nica Act' et le cycle politique](#), Oscar René Vargas, À l'encontre, le 15 mars, 2018, consulté le 8 novembre 2018. Cette loi s'oppose à des prêts des institutions financières internationales étant donné le manque de transparence du gouvernement Ortega.

⁴⁵ [Wikipedia](#), consulté le 8 novembre 2018. Il s'agit d'une loi bipartite adoptée par le Congrès américain et le président Obama en novembre-décembre 2012 dont l'intention était de punir des fonctionnaires russes impliqués dans la mort du comptable Sergei Magnitsky dans une prison de Moscou en 2008. Depuis 2016, cette loi fut élargie et autorise le gouvernement étatsunien à imposer des sanctions à ceux qui abusent des droits de l'homme.

⁴⁶ [EE.UU: “Muy pronto” habrá “nuevas sanciones” contra Ortega](#), Wilfredo Miranda Aburto, *Confidencial*, le 1 novembre 2018, consulté le 8 novembre 2018.

⁴⁷ [Resistencia azul y blanco frente al estado de excepción](#), consulté le 8 novembre 2018.

Récit pro-gouvernement Ortega

Camilo Mejía : lettre ouverte à Amnistie internationale

Le 13 juin 2018, Camilo Mejía adresse une lettre à Amnistie internationale, « [Carta abierta a Amnistía Internacional de un ex Prisionero de Conciencia de Amnistía Internacional](#), » (Lettre ouverte à Amnistie internationale d'un ex-prisonnier d'opinion d'Amnistie internationale) dans laquelle il fait une critique cinglante de son rapport sur la situation au Nicaragua intitulé « [Disparar a matar: Estrategias de represión de la protesta en Nicaragua](#) » (Tirer pour tuer : stratégies de répression des manifestations au Nicaragua).⁴⁸

« Camilo Mejía est né au Nicaragua et est le fils du célèbre musicien Carlos Mejía Godoy, explique Rick Sterling. Sa mère est une activiste sandiniste fervente, mais se sépare du père peu de temps après sa naissance. Elle amène Camilo aux États-Unis en tant que mère célibataire en 1994, quatre ans après la défaite électorale des Sandinistes. Vivant en Floride, Camilo, cherchant un moyen de survivre et de payer ses études, rejoint l'armée américaine. Quelques mois seulement avant la fin de son service, Camilo reçoit l'ordre en 2003 de participer à l'invasion de l'Irak. Après avoir achevé une première mission de guerre, il refuse de retourner en Irak pour une deuxième, et est puni pour cela par un emprisonnement de neuf mois.

⁴⁸ Au même moment où Camilo Mejía écrivait sa critique du rapport d'Amnistie Internationale, son père, Carlos Mejía Godoy, faisait une présentation musicale à Montréal, au Canada, au cours de laquelle il a fait une critique cinglante du gouvernement Ortega.

« Comme Camilo a été honoré 'prisonnier d'opinion' par Amnistie internationale, la critique qu'il fait sur le rapport de cette même organisation sur le Nicaragua revêt une signification particulière, poursuit Sterling. Camilo est nicaraguayen, membre de Veterans for Peace (VFP) et donc un héros, à la fois pour VFP et pour Amnistie internationale. Il est également l'auteur de l'autobiographie remarquable, 'Road From Ar Ramadi'. »⁴⁹

Dans sa lettre ouverte à Amnistie internationale, Camilo Mejía affirme :

« Le récit dominant, à la fois dans l'opposition locale ainsi que dans les grands médias occidentaux, est le suivant : le président Ortega veut réduire de 5% les mensualités versées aux retraités et augmenter les contributions des employés et des employeurs au système de sécurité sociale. Les réformes provoquent des manifestations auxquelles le gouvernement répond par un acte de génocide, faisant plus de 60 morts parmi des manifestants pacifiques, principalement des étudiants.

« Un jour ou deux après cela, le gouvernement nicaraguayen attend la tombée de la nuit pour envoyer ses forces de police pour décimer la population nicaraguayenne, nuit après nuit et ville après ville, détruisant ses propres bâtiments gouvernementaux, et allant même jusqu'à assassiner sa propre police, le tout aboutissant, le jour de la fête des Mères, à une attaque meurtrière et un véritable massacre. Et la répression se poursuit toujours.

« Bien que le discours précédent ne soit pas uniformément exprimé par tous les acteurs anti-

⁴⁹«[Carta abierta a Amnistía Internacional de un ex Prisionero de Conciencia de Amnistía Internacional](#),» *América latina en movimiento*, le 13 juillet 2018, consulté le 16 juillet 2018.

gouvernementaux, l'élément clé et unificateur de ce récit est que le gouvernement est génocidaire et que le président et la vice-présidente doivent partir. »

Selon Mejía, Amnistie Internationale s'est principalement appuyée sur « les témoignages de personnes et de victimes anti-gouvernement, ou sur des informations manipulées et non fondées, publiées par des médias de l'opposition et d'innombrables organisations non gouvernementales, financées par les États-Unis, la soi-disant société civile. » Le rapport d'Amnistie cite principalement trois médias, « *Confidencial*, *El Nuevo Diario* et *La Prensa*, (...) tous ennemis du gouvernement Ortega. » La plupart de ces médias d'opposition, souligne Mejía, « sont financés par les États-Unis, par le biais d'organisations telles que le *National Democratic Institute* (NDI) et le *National Endowment for Democracy* (NED) qu'un député étatsunien à la retraite, Ron Paul, décrit comme étant une « organisation qui utilise nos impôts pour subvertir la démocratie en octroyant beaucoup d'argent à certains partis politiques et mouvements préférés à l'étranger. »

Mejía poursuit, accusant la station de télévision *100% Noticias* de transmettre « du matériel manipulé et incendiaire afin de générer de la haine contre le gouvernement nicaraguayen. » Cette chaîne de télévision diffuse « des images de manifestants pacifiques, cachant le fait que ceux-ci portent armes à feu et fusils et tirent sur des membres de la police nationale et ne présentant les incidents, lors des manifestations de l'opposition, que comme des actes de répression par la police. Le jour de la fête des Mères, *100% Noticias* rapporte des tirs par des tireurs d'élite contre des manifestants non armés, ainsi qu'un incident au cours duquel on voit la cervelle d'un jeune homme s'échapper de son crâne. Le canal corrobore ce rapport avec une photo que Mme Rovera décrirait comme un « ...incident survenu ailleurs et en d'autres circonstances. » La photo incluse dans le rapport a rapidement été remise en question sur des réseaux sociaux,

des liens vers d'anciens articles en ligne qui utilisaient la même image étant identifiés. »

Mejía conteste également l'une des principales affirmations d'Amnistie, à savoir que les hôpitaux publics nient toute assistance médicale aux blessés lors des manifestations. La source utilisée pour cette réclamation, un article de *La Prensa*, contredit de manière flagrante cette allégation, affirme Mejía, car elle montre le chef du service de chirurgie qui affirme que les hôpitaux publics servent tout le monde sans discrimination.

Alors que le rapport d'Amnistie présente l'image d'un gouvernement génocidaire « déterminé à commettre des atrocités bien en vue » et à assassiner des manifestants pacifiques, on voit en fait, dit Mejía, que « le nombre de morts parmi les partisans du gouvernement et la police sandiniste » ne cesse d'augmenter.

« Le rapport d'Amnistie note que 'les enquêtes balistiques suggèrent que ceux qui tirent sur les manifestants sont probablement des tireurs d'élite entraînés, ce qui suggère l'implication du gouvernement', mais ne mentionne pas le fait que beaucoup de victimes sont des sandinistes, des citoyens ordinaires et des policiers. Il ne mentionne pas non plus que les soi-disant 'manifestants pacifiques' ont incendié et détruit plus de 60 bâtiments publics, y compris de nombreux hôtels de ville, maisons sandinistes, marchés, boutiques d'artisanat, stations de radio, etc. Il ne mentionne pas non plus que les manifestants ont érigé, comme tactique pour affaiblir l'économie et renverser le gouvernement, des barricades de rue et des barrages routiers. Ces derniers sont devenus des lieux extrêmement dangereux où meurtres, vols, enlèvements, y inclus le viol d'au moins un enfant, ont été commis. Une jeune femme enceinte dont l'ambulance n'a pas été autorisée à passer est également décédée le 17 mai. Tous ces crimes sont commis

quotidiennement et sont bien documentés, mais ils ne figurent pas dans le rapport d'Amnistie internationale, » dénonce Mejía.

Mejía insiste sur le fait que le rapport d'Amnistie internationale :

« Omet également que de nombreux étudiants ont abandonné le mouvement, alléguant que des criminels, qui ne cherchent qu'à déstabiliser le pays, sont retranchés dans les universités et les différents barrages routiers. Ces criminels ont créé un état de peur constant dans la population, imposant des 'taxes' à ceux qui veulent se déplacer, persécutant ceux qui refusent de respecter les barrages routiers, les kidnappant, les frappant, les torturant et mettant le feu à leurs voitures. Une pratique courante est de dépouiller leurs victimes, de peindre publiquement leurs corps avec le bleu et le blanc du drapeau nicaraguayen, de les relâcher et de les inciter à courir quelques instants avant de leur tirer dessus avec des obus de mortier. Toutes ces informations, qui ne font pas partie du rapport, sont disponibles dans de nombreuses vidéos et autres sources. »

L'auteur affirme que les réformes de la sécurité sociale qui ont déclenché les perturbations initiales étaient assez modestes. Le FMI avait suggéré une réforme plus radicale, consistant par exemple à relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et à « doubler la quote-part nécessaire pour obtenir la pension, de 750 à 1 500. »

Selon lui, cela aurait affecté négativement quelque 53 000 retraités.

« Certains de ceux-ci appartiennent aux familles des combattants morts dans le conflit armé, tant du côté de l'armée sandiniste que du côté de la Contra. Le gouvernement nicaraguayen a contré les réformes du FMI en rejetant la réduction du nombre de retraités, et

en proposant une réduction de 5% dans les prestations de retraite, une augmentation de toutes les cotisations au système de sécurité sociale, et une réforme fiscale supprimant un plafond fiscal qui permettait aux travailleurs à salaires plus élevés de ne pas payer un impôt plus élevé. Bien sûr, le secteur des affaires était furieux, » ajoute Mujía.

Après avoir fourni un récit alternatif au discours dominant de l'opposition locale et des médias internationaux, discours bien reflété dans le rapport d'Amnistie internationale, Mejía rappelle les nombreuses interventions brutales des États-Unis au Nicaragua. La lutte d'Augusto Sandino dans les années 1920 et 1930 contre les forces d'occupation américaines, la dictature de la famille Somoza soutenue par les États-Unis pendant 40 ans, le renversement d'Anastasio Somoza en juillet 1979 par les sandinistes, le soutien apporté par les États-Unis à la Contra dans sa guerre contre le gouvernement révolutionnaire sandiniste dans les années 1980, les élections de gouvernements néolibéraux de 1990 à 2006 et le retour au pouvoir des sandinistes en 2007 sous la direction de Daniel Ortega.

Mejía suggère que l'agression actuelle des États-Unis contre le Nicaragua n'est pas seulement motivée par les liens étroits du gouvernement Ortega avec le Venezuela, Cuba, la Russie et surtout la Chine avec laquelle « le pays a signé un contrat pour la construction d'un canal ». Aussi et surtout, soutient-il, l'agression a pour origine « le modèle économique réussi du gouvernement du Nicaragua, qui représente une menace existentielle pour l'ordre économique néolibéral imposé par les États-Unis et leurs alliés. »

Mejía décrit les caractéristiques principales du « modèle économique réussi » du Nicaragua et énumère ses réalisations. Depuis la prise de fonction d'Ortega en 2007 :

« (...) Le Nicaragua a réussi (...) à réduire de trois quarts la pauvreté. Avant les manifestations d'avril, l'économie du pays maintenait une croissance économique annuelle

d'environ 5% depuis plusieurs années. Elle représentait la troisième économie en croissance la plus rapide en Amérique latine et le Nicaragua était l'un des pays les plus sécuritaires dans la région : amélioration apportée par le gouvernement aux infrastructures, ce qui a facilité les échanges entre les citoyens les plus pauvres du Nicaragua ; accès universel à l'enseignement primaire, secondaire et universitaire ; mise sur pied de programmes pour petits agriculteurs, pour l'octroi de maisons, pour la nutrition et bien plus encore ; un système de santé, bien que modeste, non seulement excellent, mais accessible à tous ; environ 90% de la nourriture consommée par les Nicaraguayens produite au Nicaragua et environ 70% des emplois ne provenant pas de grandes entreprises transnationales, mais de l'économie populaire, y compris des petits investisseurs des États-Unis et d'Europe, qui sont venus au Nicaragua pour devenir une force motrice derrière l'industrie du tourisme. »

Ensuite Mejía met le doigt sur ce qu'il considère être la cause véritable des événements qui secouent le Nicaragua :

« L'audace du succès, celle de donner à ses citoyens les plus pauvres une vie dans la dignité, d'être un exemple de souveraineté pour des pays plus riches et plus puissants, tout cela en contradiction directe avec le modèle néolibéral qui priorise privatisation et austérité. Cela met le Nicaragua, une fois de plus, sous les projecteurs de l'intervention américaine. Imaginez l'exemple pour d'autres pays dont l'économie se trouve déjà étranglée par des politiques néolibérales ! Pays qui prendraient conscience qu'un des pays les plus pauvres de la planète peut nourrir sa population et faire croître son économie sans avoir à lancer ses citoyens les plus pauvres sous la botte de fer du capitalisme ! Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas tolérer un exemple aussi dangereux, » conclut Mejía.

Francisco Arias Fernández, *Granma*

Le 6 juillet 2018, Francisco Arias Fernández publie un article dans *Granma* titré « [Nicaragua: Hilos del Complot](#) » (Nicaragua : fils du complot) dans lequel il fournit la preuve que les États-Unis complotent depuis quelque temps de renverser Daniel Ortega. Entre 2014 et 2017, le Fonds national pour la démocratie (NED) a distribué environ 4,2 millions de dollars « pour former de nouveaux dirigeants » au Nicaragua, affirme-t-il.

Rappelant, comme le fait Mejía, que les rues du Nicaragua étaient jusqu'à récemment « un exemple régional de sécurité, de paix et de prospérité, où un peuple travailleur et pacifique a fièrement montré les avancées socio-économiques des dernières années du gouvernement sandiniste, ayant récupéré la paix nationale après les pires expériences de guerre menées par les États-Unis en Amérique centrale, » Fernández note que les législateurs américains en 2017 ont adopté, et cela sans aucune raison, la Nica-Act, « un projet de loi visant à empêcher l'entrée de prêts financiers internationaux au Nicaragua, à empêcher l'entrée d'investissements étrangers et ainsi mettre fin au développement socio-économique remarquable de ce pays. »

Le prétexte de cette loi ? Un « prétendu manque de démocratie » et la volonté de « garantir la transparence électorale et de lutter contre la corruption. »

Arguant que les membres les plus rétrogrades et conservateurs du Congrès à Miami, au Texas et à New Jersey tels que « Ileana Ros, Albio Sires, Marco Rubio et Ted Cruz s'efforcent à nouveau de réinventer la Contra afin de renverser le gouvernement sandiniste qui a maintes fois clairement démontré aux urnes détenir l'immense appui du peuple, » Fernández déclare « que la machine putschiste étatsunienne est bel et bien en branle, élaborant les lignes directrices d'une campagne médiatique, et confiant la tâche à ses agences et organisations spécialisées dans la guerre sale et les coups en douce, qui se coordonnent étroitement avec

l'ensemble de la communauté du renseignement, en particulier la CIA. »

Selon Fernández, la presse internationale a bien documenté le fait que l'USAID, la NED et d'autres agences américaines « travaillent méticuleusement depuis l'élection de Daniel Ortega à réinventer de 'nouveaux leaders' en se rapprochant de manière sélective des secteurs clés de l'économie et les infiltrant — jeunes, étudiants, petits et moyens entrepreneurs, groupes environnementaux, féministes — dans le but de saper les bases du soutien au sandinisme. »

Et Fernández poursuit :

« Fin 2008, les médias rapportent que l'USAID a déboursé au moins un million de dollars à des ONG au Nicaragua, stations de radio et organismes politiques tels que le Centre de recherche sur la communication (CINCO), pour 'influencer' les élections municipales.

« À l'époque, on dénonce le fait que ce financement, dissimulé sous la forme de 'petits dons' ne dépassant pas 25 000 dollars, faisait partie d'un vaste plan pour renverser le gouvernement du président Daniel Ortega, plan financé par les États-Unis et exécuté, à compter de cette date, par les agents internes de la droite nicaraguayenne. (...)

« Dès 2008, les médias nicaraguayens avaient recensé au moins 14 projets subversifs de l'USAID en cours de réalisation dans tout le pays, camouflés sous les titres les plus divers, et ayant bénéficié du financement susmentionné.

« Un autre élément important de l'échafaudage américain est le National Democratic Institute (NDI), un instrument de 'changement', autre volet de la CIA qui traite de l'autonomisation de soi-disant 'agents de changement' (politiques et systémiques) dans les pays n'ayant pas la faveur de Washington.

« Le 4 juin dernier, un journaliste suédois évoque la tournée européenne menée à ce moment-là par trois étudiants nicaraguayens pour recueillir le soutien au complot contre le gouvernement sandiniste. Il affirme qu'au moins une des jeunes femmes dans le groupe représente une organisation créée et financée par les États-Unis.

« Le journaliste affirme que Jessica Cisneros, active dans les questions d'intégration et de participation des jeunes aux processus politiques, est membre du Mouvement de la jeunesse civique.

« Une autre des 'agents' du groupe putschiste qui milite contre le sandinisme est Yerling Aguilera, de l'Université polytechnique (UPOLI) de Managua, spécialiste de la recherche sur la révolution et le mouvement féministe. Selon le journaliste suédois, Yerling a également été employée et consultante pour l'Institut d'études stratégiques et de politiques publiques (IEEPP) au Nicaragua, un organisme qui s'emploie à 'renforcer la capacité des acteurs politiques, étatiques et sociaux à mieux informer le public grâce à des services créatifs et innovants.' L'IEEPP a reçu un soutien de la Fondation nationale pour la démocratie (NED) d'un montant de 224 162 dollars entre 2014 et 2017. (...)

« USAID, NDI et NED dirigent une vaste activité au Nicaragua, avec des milliers d'activistes formés pour 'changer la société' : des centaines d'ONG, des universités et des partis politiques. Ces activistes reçoivent de l'argent et du matériel pour un complot, conçu non par la voie d'organisations politiques traditionnelles, mais plutôt intelligemment camouflé dans des éclatements et révolutions soi-disant 'spontanés', qui dissimulent les véritables intérêts hégémoniques du nord. (...)

« Pour accompagner les putschistes politiquement, diplomatiquement et par la voie des médias, Washington a donné l'ordre de diaboliser Daniel Ortega et son gouvernement, un engagement impliquant non seulement la Maison Blanche, ses agences, ses alliés, les satellites et les mercenaires, mais également les grands monopoles de l'information et les fabricants de mensonges mondiaux. Ils magnifient les événements internes contre le gouvernement et accusent les autorités de toutes sortes de violations des droits de l'homme, omettant totalement les crimes et la destruction de l'USAID, du NDI, du NED et la CIA, qui sont responsables de l'échec du Dialogue national et des appels à la paix. Comme dans le cas du Venezuela, Donald Trump et ses conseillers, faucons de mille invasions, ne croient pas au dialogue ni aux pactes et continuent de miser sur la guerre sur tous les fronts, » conclut Fernández.

Benjamín Forcano, *América Latina en movimiento*

Dans un article similaire du 10 juillet 2018, "[Nicaragua: Una mirada nueva](#)," publié en ligne par *América Latina en movimiento*, Benjamín Forcano rappelle l'immense lutte révolutionnaire menée par la population nicaraguayenne dans son opposition héroïque à la dictature de Somoza et les nombreuses interventions impérialistes américaines du passé.

« Dans la vie de chaque peuple, il y a des moments de son histoire qui sont considérés comme cruciaux. L'un d'eux au Nicaragua est la révolution sandiniste.

« Cette révolution était le fait de tout le peuple, uni, courageux et résolu jusqu'à la fin, contre une dictature qui a duré 45 ans et qui était soutenue et bénie par l'Église catholique. Une révolution qui a expulsé les classes dirigeantes du pouvoir et qui a su intégrer les forces diverses que sont marxisme, sandinisme, et christianisme. La première révolution qui s'est faite avec et non contre l'Église. Comme le rappelle Gunter

Grass, c'était la première fois qu'une révolution mettait politiquement en pratique 'le pardon de l'Évangile', affirme Forcano. (...)

« Mais, il est absolument nécessaire de savoir que la révolution sandiniste a été une référence en matière de justice et de libération pour les autres peuples et qu'elle a été caractérisée par sa lutte anti-impérialiste Yankee. Quiconque ignore ce fait ou l'oublie n'arrivera jamais à comprendre ce qui se passe présentement au Nicaragua. (Et dans d'autres pays d'Amérique latine. D'importantes études documentent le fait que, de 1948 à 2017, les États-Unis sont intervenus une centaine de fois dans les pays d'Amérique latine pour assurer leur domination : invasions, renversements de gouvernements, harcèlement et suppression de soulèvements populaires, terrorisme déstabilisateur, assassinat de dirigeants. Et tout cela accompagné par l'OEA, toujours soumise à ses diktats). La révolution sandiniste est entrée triomphalement au Nicaragua en juillet 1979. Peu après, elle organise ses premières élections et c'est Daniel Ortega qui est élu à la présidence.

« Mais, malgré la sacro-sainte et célébrée victoire d'Ortega, les Yankees continuent d'agir avec une haine enragée, recrutant, formant et finançant la Contra. 'Ceux qui combattent le sandinisme sont des défenseurs de l'humanité et des défenseurs de la liberté', affirme Ronald Reagan.

« Et avec le pape Jean-Paul II et le cardinal Obando, l'opposition de l'Église reste obstinée, ajoute Forcano.

« Dans les années 90, les sandinistes perdent les élections, mais ils reviennent démocratiquement au pouvoir en 2007, et ce pour deux assemblées législatives, Daniel Ortega étant réélu à la présidence

(lors de la dernière élection) avec 72% des voix, note Forcano.

« Dans les années qui suivirent, se consolide économiquement et politiquement l'alliance des pays d'Amérique latine (ALBA, CELAC), une alliance qui démasque, ralentit et réduit l'invasion et la domination gringo.

« Le sandiniste Daniel Ortega, avec ses réalisations, ses pactes néolibéraux et ses erreurs, continue à accentuer son indépendance vis-à-vis des États-Unis dans la politique internationale. Il assure de nouvelles relations de collaboration avec la Russie, la Chine – accord pour la construction d'un canal interocéanique –, l'Iran, la Libye, Cuba, et le Venezuela. Après l'envoi de son dernier contingent dans la guerre d'Irak, l'armée nicaraguayenne cesse de participer aux guerres impériales et le président Daniel continue, sous la brillante présidence de son ministre Miguel D'Escoto à l'Assemblée des Nations Unies, d'avancer dans cette voie. (...)

« Tout cela, d'une actualité toute récente et d'une grande importance pour le peuple du Nicaragua, on doit en soupeser l'influence dans la situation actuelle au Nicaragua.

« L'explosion imprévue de manifestations et de marches contre le gouvernement du président Daniel Ortega ne peut être comprise par le simple décret de la réforme de l'INSS, qui a rapidement été retiré, pas même par la répression exercée.

« Quiconque ne connaît pas ou oublie cette arrogante domination impérialiste yankee ne sera pas en mesure de déchiffrer ce qui se passe au Nicaragua aujourd'hui. Les faits démontrent clairement la realpolitik yankee, insiste Forcano.

« Et trois mois après les révoltes d'avril, nombre d'auteurs ont exposé, dans des articles rigoureusement documentés, ce qu'il n'était pas téméraire de présumer : que des associations, des groupes et des délégations de jeunes, dont les noms sont restés cachés, ont été conseillés, coordonnés et financé par la Fondation nationale pour la démocratie (NED)⁵⁰, (organisation affiliée à la CIA) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID, qui est l'instrument clé de Washington pour l'ingérence politique, pour déstabiliser et terroriser les peuples).

Luis Manuel Galeano et Peter Orsi, *The Independent*

Benjamín Forcano souligne ci-haut que le gouvernement Ortega a obtenu 72% des voix aux dernières élections

⁵⁰ [National Endowment for Democracy](#), consulté le 15 septembre 2018.
« Le National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée à but non lucratif dédiée à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques à travers le monde. Chaque année, NED octroie plus de 1 600 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui œuvrent pour la réalisation d'objectifs démocratiques dans plus de 90 pays.

Depuis sa création en 1983, le fonds de dotation est resté à la pointe des luttes démocratiques partout dans le monde, tout en évoluant vers une institution multiforme qui constitue un centre d'activités, de ressources et d'échanges intellectuels pour les militants, praticiens et spécialistes de la démocratie dans le monde entier.

« NED est une institution unique. Le caractère non gouvernemental du fonds de dotation lui confère une souplesse qui lui permet de travailler dans certaines des situations les plus difficiles du monde et de réagir rapidement lorsque des possibilités de changement politique se présentent. NED s'emploie à favoriser la croissance d'un large éventail d'institutions démocratiques à l'étranger, notamment des partis politiques, des syndicats, des marchés libres et des organisations professionnelles, ainsi que des nombreux éléments d'une société civile dynamique garantissant le respect des droits humains, des médias indépendants et la primauté du droit. »

nationales de 2016. L'article du 2 novembre 2016 « [How the wife of Nicaragua's president became the figurehead of his re-election campaign .»](#) (Comment l'épouse du président du Nicaragua est devenue la figure de proue de la campagne de réélection) publié dans *The Independent* par Luis Manuel Galeano et Peter Orsi, illustre à quel point le gouvernement Ortega était populaire en 2016 et souligne le rôle déterminant joué par Rosario Murillo dans cette popularité:

‘Cette femme est celle qui mène le pays. Elle est puissante’, déclare le vendeur de fruits Roberto Mayorga. ‘Si Ortega meurt, elle sera là. Elle a été son ombre. Personne ne peut l'empêcher d'être la prochaine.’

« Murillo a assumé de plus en plus de responsabilités au cours des dix dernières années où son mari était au pouvoir. On dit qu'elle dirige des réunions du Cabinet et de nombreux Nicaraguayens et Nicaraguayennes lui attribuent des programmes sociaux qui ont aidé à maintenir la cote de popularité du parti sandiniste au pouvoir, commentent Galeano et Orsi.

« Murillo est aimé par de nombreux Nicaraguayens et Nicaraguayennes pauvres et fidèles sandinistes, avec une approbation constante d'environ 70%. (...)

« Quand le gouvernement fait des annonces publiques, celles-ci proviennent généralement de la voix de Murillo. Elle a représenté Ortega à l'étranger dans le cadre de missions diplomatiques et commerciales. Elle a dirigé l'installation de gigantesques sculptures ‘arbres de vie’ en métal dans la capitale, une campagne d'embellissement que les opposants ont qualifiée de coûteuse mais que beaucoup de résidents apprécient.

« Perçue comme une travailleuse infatigable, Murillo diffuse des messages quotidiens à la télévision et sur les réseaux sociaux dans lesquels elle offre tout, des

nouvelles du monde aux conseils culinaires, dans un style inspiré des discours religieux, révolutionnaires et poétiques.

‘Au fond, elle est constamment présente dans tous les foyers ... Elle est devenue le véritable visage public de l'administration, et je pense que cela l'a beaucoup aidé à gagner en popularité,’ déclare Christine Wade, politologue au Washington College de Maryland.

« C'est particulièrement vrai chez les pauvres et les femmes, qui la considèrent comme la responsable des programmes qu'elle annonce : la distribution de toits pour les maisons, l'offre de micro-prêts, le financement de repas à l'école et l'organisation de cliniques pour femmes.

‘Nous aspirons à ce que toutes les femmes du Nicaragua jouent pleinement leur rôle,’ déclarait Murillo en août après avoir été nommée vice-présidente. ‘Nous représentons plus de 50% de la population et nous avons la possibilité, le devoir, le droit de pourvoir à des postes décisifs.’

Et concluent Galeano et Orsi :

« ‘Qui mieux que la compañera?,’ commente Ortega. »

Ollantay Itzamná : l'Église catholique déclare la guerre sainte

Le 11 juillet 2018, dans son blogue sur Telesur intitulé « [¿Guerra santa en Nicaragua?](#), » Ollantay Itzamná écrit une cinglante critique de l'Église catholique nicaraguayenne, renvoyant à des vidéos en notes de bas de page qui, selon lui, appuient et corroborent sa critique.

Itzamná affirme :

« Le 9 juillet, à la basilique mineure de Saint-Sébastien, dans la ville de Diriamba, à Carazo, à environ 40 km au sud de Managua, une foule de

Nicaraguayens force l'ouverture des portes de la basilique et y trouve, retranché à l'intérieur, un groupe de personnes armées opposées au gouvernement. Lors de cet incident, cette foule de fidèles agresse physiquement et verbalement le cardinal, le nonce apostolique, ainsi que plusieurs évêques et prêtres qui étaient venus libérer les personnes retranchées à l'intérieur.

« Déjà au cours des dernières semaines, dans une autre église catholique du pays, selon cette même foule, des opposants au gouvernement avaient enlevé et violé une agente de la police nationale.

« L'Église catholique dénonce cet acte de protestation et de rejet contre la hiérarchie catholique et le décrit comme un sacrilège (un affront contre des personnes consacrées).

Mais la foule de fidèles, qui a filmé les événements et les a mis en ligne sur les réseaux sociaux, considère que sa protestation contre leurs pasteurs et leurs évêques est légitime, étant donné que ces derniers appuient et protègent les criminels qui font saigner le pays. Dans une autre vidéo diffusée, on voit un prêtre assez costaud, vêtu en clergyman, aux veines tendues et aux yeux gonflés de haine, en train de promouvoir à tue-tête la défenestration du gouvernement élu démocratiquement, affirme Itzamná. (...)

« Les personnes indignées qui ont démasqué la hiérarchie catholique à Diriamba ne sont pas des délinquants, encore moins un 'gang', comme le prétend l'Église catholique. La plupart d'entre eux sont de bons et fidèles catholiques.

« Si s'agissait vraiment d'un gang, nous assisterions présentement aux obsèques de plusieurs évêques et prêtres (promoteurs et défenseurs de criminels

retranchés dans les églises), assassinés par leurs fidèles, s'exclame Itzamná.

« Pourquoi, pour la hiérarchie catholique, Daniel Ortega était-il, jusqu'il y a tout juste trois mois, un dirigeant exemplaire et s'est-il soudainement transformé en ennemi ? Pourquoi les évêques et les prêtres, utilisant insignes et soutanes sacrées, prêchent-ils que le gouvernement Ortega doit démissionner ? Pourquoi n'y a-t-il pas une seule déclaration ou communication de la part de l'Église catholique contre les criminels armés qui se barricadent dans les temples catholiques et, de là, assassinent les fidèles croyants qui sont de sympathisants de Daniel Ortega ? »

E Itzamná conclut :

« Comme au Moyen Âge, le haut clergé nicaraguayen estime avoir le pouvoir d'oindre et de renvoyer les dirigeants terrestres. Se pourrait-il qu'il ne se rende pas compte que nous vivons au XXI^e siècle ? Pourquoi déclare-t-il ouvertement la 'guerre sainte' à un gouvernement élu par le peuple ? »

Alex Anfruns : la nouvelle guerre de la Contra est-elle en train d'échouer ?

Le 13 juillet 2018, Alex Anfruns publie un article dans *Investig'Action* intitulé: « [Au Nicaragua, l'opération "Contra bis" est-elle en train d'échouer?](#) » L'article vise à illustrer le biais de la couverture médiatique de la crise au Nicaragua. Anfruns affirme que la crise semble prendre fin, grâce au message clair d'Ortega lors des manifestations pour la paix du 7 juillet – « Si les putschistes veulent venir au gouvernement, qu'ils obtiennent le vote du peuple lors des prochaines élections. Avec toute la destruction qu'ils ont causée, nous verrons quel soutien ils auront » – et grâce au fait que la population du Nicaragua soutient de plus en plus le gouvernement Ortega dans ses efforts pour démanteler les

barricades de rue installées dans les endroits qui représentent le cœur de l'insurrection.

Anfruns présente les principes de base de la propagande de guerre, suggérant clairement que ceux-ci sont actuellement utilisés au Nicaragua. Il déclare :

« Dans un récent [article](#), j'ai examiné un certain nombre de contradictions que soulève le traitement des médias internationaux sur le Nicaragua. Notamment, on y retrouve l'un des principes de la propagande de guerre qui consiste à inverser l'agresseur et la victime. Le schéma est le suivant : d'abord, un secteur de l'opposition, celui qui refuse le dialogue avec le gouvernement, planifie le contrôle de certains quartiers de la capitale et d'autres villes au moyen de barricades. Ces zones sont alors considérées comme étant 'libérées de la tyrannie', et représentent ainsi les foyers d'insurrection qui doivent se reproduire partout dans le pays, pour mettre en échec les opérations de 'répression' des forces policières. Cette tactique de déploiement de barricades a été théorisée en amont comme un moyen efficace d'empêcher les autorités de prendre le contrôle sur le territoire national, car il est "impossible que le gouvernement dispose des effectifs suffisants pour maîtriser chaque centimètre du pays". La première évidence à souligner c'est qu'il ne s'agit pas d'une crise tout à fait spontanée qui émerge d'une mobilisation populaire massive, mais qu'il y a bel et bien la mise en place d'un plan insurrectionnel capable de tenir tête aux autorités pendant des mois. On est face à la première phase dans le développement d'une guerre non conventionnelle pour renverser un gouvernement démocratiquement élu.

« Ensuite, un certain nombre d'affrontements ont eu lieu dans ces zones 'libérées' par l'opposition. A ce

stade, il n'est pas anodin de remarquer que les activistes qui défendent ces barricades de rue ne sont plus les manifestants pacifiques que les grands médias nous ont présentés. Les images de jeunes encagoulés maniant des mortiers artisanaux et autres engins explosifs sont impossibles à dissimuler. En réalité, elles contribuent même à créer une dimension 'romantique' de résistance populaire dans le contexte d'un face à face avec le corps de la police professionnelle. C'est là qu'apparaît la deuxième phase de la guerre non conventionnelle, à savoir le rôle décisif des corporations médiatiques qui contribuent à fabriquer un récit dominant et unilatéral de la crise. Il est plus facile de s'identifier à un jeune manifestant qui se révolte qu'à un jeune policier contraint d'utiliser la force pour faire respecter la loi. Ainsi, quand il y a eu des morts aux environs des barricades, il devient compliqué pour un observateur externe de connaître la vérité. »

Affirmant, comme l'avait fait Camilo Mejía un mois auparavant, que les médias dominants présentent systématiquement une version tendancieuse des événements, ne mentionnant que les victimes parmi les manifestants anti-Ortega et minimisant, voire ignorant, celles du côté de la police et des partisans du gouvernement Ortega, Anfruns présente une liste d'événements qui brossent un tableau plus complexe :

- « Le 19 juin, les autorités lancent une opération à Masaya afin de libérer le sous-directeur de la police nationale Ramon Avellan et ses agents, qui se trouvaient retranchés dans la station de police, entourée de barricades depuis le 2 juin dernier. [Chaque nuit](#), les manifestants lançaient des tirs de mortier sur le commissariat, accompagnés de menaces: "Qu'est-ce que tu en penses ? Qu'il n'y avait que des "güevones" (vauriens) dans cette lutte ? Tiens encore, voici ma petite sœur...". Ensuite, les tirs

Récit pro-gouvernement Ortega

de mortiers recommençaient à proximité du commissariat... Sous prétexte d'action ludique, une [vidéo](#) montre comment des manifestants postés derrière une barricade entonnent des chants menaçants à l'encontre du général Avellan, accompagnés de tirs. Selon l'organisation ANPDH, comme résultat de l'opération policière de rescousse, six personnes – dont trois dont l'identité reste à vérifier – ont été assassinées dans plusieurs quartiers environnants.

- « Le 30 juin, dans le contexte d'une marche de l'opposition, un manifestant a été assassiné par balle. Enregistrée quelques minutes avant le drame par un journaliste qui se trouvait sur place, une [vidéo](#) montre comment les opposants entourent un agent de sécurité privée et lui demandent de lui livrer son arme, en simulant une prise d'otage afin de justifier cela. Ensuite, les images montrent une personne qui se place derrière l'agent, lui pointe un pistolet sur la tempe et lui vole son fusil. Plus tard, les manifestants attribueront la mort à la répression du gouvernement.
- « Le 3 juillet, deux personnes ont été séquestrées à Jinotepe par un groupe d'encagoulés armés : le major de police Erlin García Cortez et le travailleur d'Enacal Erasmo Palacios. Trois jours après, Bismarck de Jesús Martínez Sánchez, un travailleur de la mairie de Managua, a aussi été séquestré. Une semaine plus tard, les proches n'avaient toujours pas reçu de signe de vie de leur part.
- « Le 5 juillet, le corps sans vie de l'agent de la Police Nationale Yadira Ramos [a été trouvé](#) à Jinotepe. Elle avait été séquestrée, violée et torturée. Elle avait été obligée par la force de descendre de son véhicule et son mari avait été tué sur-le-champ.
- « Le 6 juillet, le membre du FSLN Roberto Castillo Cruz est tué par des encagoulés issus de l'opposition qui tient des barricades à Jinotepe. Son fils,

Christopher Castillo Rosales avait été tué juste une semaine avant lui. Dans une [vidéo](#) publiée peu avant son propre meurtre, Castillo Cruz avait dénoncé les assassins : ‘Cette bande criminelle de droite a tué mon fils, je demande seulement justice et que la paix règne pour que nos enfants ne perdent pas la vie !’

- « Le 8 juillet, lors d’un affrontement à Matagalpa qui eut lieu pendant la nuit, un homme de 55 ans appelé Aran Molina, est tué pendant qu’il secourait Lalo Soza, un militant sandiniste qui faisait l’objet d’une attaque. Le lendemain, le Frente Sandinista de Liberación Nacional lui a rendu un hommage à travers une procession. Le jour même, deux autres personnes ont été tuées : l’assistant social Tirzo Ramón Mendoza, exécuté par des encagoulés après avoir été séquestré, et une troisième victime dont l’identité reste inconnue.
- « Le 9 juillet, les autorités ont démantelé les barricades qui empêchaient la libre circulation dans les villes de Diriamba et Jinotepe. De nombreux habitants ont alors [témoigné](#) sur les nombreuses actions violentes de l’opposition, dont des tortures à l’encontre des sandinistes. Au même moment, des représentants de la Conférence épiscopale sont arrivés sur place. Des citoyens de Jinotepe sont alors entrés dans l’église, où ils ont trouvé des [opposants déguisés](#) en religieux. Les habitants ont accusé les représentants de l’Église de les protéger et de n’avoir rien dit ni fait pour arrêter la violence déclenchée depuis deux mois. À Diriamba, les habitants ont également fait la découverte d’un arsenal de mortiers caché dans l’église de San Sebastian.
- « Le 12 juillet, un gang criminel [attaque la mairie](#) de Morrito, à Rio San Juan. Un combattant historique du sandinisme, Carlos Hernandez, y est séquestré. Grièvement blessés et sans possibilité de s’en

Récit pro-gouvernement Ortega

échapper, un militant des jeunesses sandinistes, deux agents de police ainsi que leur chef hiérarchique sont assassinés. Un militant sandiniste reçoit une balle dans l'abdomen. Plus tard, le maître d'école Marvin Ugarte Campos succombera à ses blessures. La version de l'opposition ? Elle affirme que le massacre a été... une "auto-attaque perpétrée par des paramilitaires" ! »

Dans une très longue partie, Anfruns rappelle aux lecteurs l'importance et la profondeur de l'intervention étrangère des États-Unis aux XXe et XXIe siècles et affirme que les États-Unis « exportent toujours la démocratie par les dollars. »

« La 'restauration conservatrice' des dernières années, avec les 'coups d'État en douce' pour renverser Lugo au Paraguay, Zelaya au Honduras, Rouseff au Brésil ; l'échec du processus de paix en Colombie, la persécution judiciaire contre Jorge Glas, Lula Da Silva et maintenant Rafael Correa, est le contexte idéal pour que l'OEA, cet organisme obsolète, essaie même d'en finir avec le souvenir des conquêtes sociales des dernières années, affirme Anfruns (...)

« Aujourd'hui, l'ingérence continue à passer par le financement des mouvements d'opposition, encadrés par des programmes de formation pour 'jeunes leaders' prêts à défendre bec et ongles les valeurs de la sacrosainte 'démocratie' et à renverser les 'dictatures' de leurs pays d'origine. C'est ainsi que de 2014 à 2017, la NED [a financé](#) à hauteur de 4,2\$ millions des organismes nicaraguayens comme le IEEPP, la CPDHN, Invermedia, Hagamos Democracia ou la Fundacion Nicaraguense para el Desarrollo Economico y Social. Lorsqu'on rappelle ceci aux jeunes opposants et à leurs sympathisants, ils font semblant de ne pas comprendre... »

Tandis que les principaux médias mettent en lumière les conflits et les victimes parmi les manifestants, souligne

Anfruns, d'autres secteurs de l'opposition mènent un Dialogue national avec le gouvernement Ortega, mais refusent d'être raisonnables : ils n'exigent rien de moins que le départ du couple Ortega.

« Partout dans le monde, le rôle de la police consiste à réprimer en cas de 'trouble à l'ordre public'. Mais on ne comprend pas pourquoi les autorités lui donneraient l'ordre de s'attaquer si sauvagement et arbitrairement à des civils, au même moment où se déroule le dialogue de paix. En revanche, on pourrait attendre une attitude pareille de ceux qui, refusant de participer aux dialogues, chercheraient à le saboter, voyant un intérêt à ce que ce processus déraile. Dans ce cas, il n'est pas invraisemblable que des malfrats encagoulés se soient fait passer pour des forces para-policières à plusieurs reprises

« Quoiqu'il en soit, affirme Anfruns, ce n'est pas moins crédible que la version de ces mêmes encagoulés, qui affirment que le gouvernement de Daniel Ortega aurait donné le feu vert à des civils camouflés pour détruire des infrastructures et tuer d'autres civils ! (...)

« Mais dans le conte de fées que les médias dominants fabriquent du matin au soir, et sur internet 24h sur 24h, il n'est même pas envisageable que le gouvernement du Nicaragua se retrouve face à des difficultés dont les causes seraient complexes et multiples, poursuit Anfruns. L'emballement médiatique et les positions des personnalités politiques étrangères font office de preuves irréfutables ! Comme cela a déjà été le cas au Venezuela ces dernières années, prendre le public en otage de cette manière est une insulte à son intelligence. Bien sûr, tout ne s'explique pas par les tentacules de la pieuvre impérialiste. Mais pour celui qui s'intéresse un tant soit peu à l'histoire des

relations interaméricaines au cours des deux derniers siècles, il n'est pas sérieux d'oublier son poids et de considérer que cette influence est une affaire du passé. »

Le Forum de São Paulo appuie Daniel Ortega

Du 15 au 17 juillet 2018, 625 délégués de 168 organisations – partis politiques progressistes, mouvements sociaux, intellectuels, observateurs de quelque 20 pays non latins, et 60 parlementaires du monde entier – se réunissent pour le Forum de São Paulo qui s'est tenu à La Havane (Cuba). Sont présents les délégués des partis politiques progressistes d'Argentine, Aruba, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Martinique, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Trinidad et Tobago, Uruguay et Venezuela.

Parmi les résolutions adoptées à l'issue de leur réunion, apparaît la [suivante](#)⁵¹ en appui au gouvernement Ortega:

« Nous rejetons l'ingérence et l'interventionnisme étrangers du gouvernement des États-Unis, qui, par l'intermédiaire de ses agences au Nicaragua, organisent et dirigent l'extrême droite locale pour appliquer à nouveau sa formule bien connue du prétendu 'coup en douce' pour renverser des gouvernements qui ne favorisent pas ses intérêts, ainsi que les actions partielles d'organisations internationales subordonnées aux desseins de l'impérialisme, telle que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

« Nous condamnons les actions déstabilisantes, violentes et terroristes de la droite putschiste, qui, ignorant l'ordre constitutionnel du Nicaragua et

⁵¹ “[Resolución del Foro de Sao Paulo sobre los sucesos en Nicaragua](#),” *Unidad y lucha*, consulté le 6 août 2018.

utilisant la même stratégie que dans d'autres pays tels que le Venezuela, a tenté sans succès de renverser le gouvernement sandiniste dirigé par le commandant Daniel Ortega Saavedra, qui a favorisé le dialogue et le consensus en tant que moyen de surmonter la crise qui avait éclaté.

« Nous dénonçons les graves actes de barbarie et de violation des droits de l'homme commis par la droite putschiste et terroriste nicaraguayenne, la négation du droit de circuler librement, la destruction et l'incendie de maisons et bâtiments publics, les enlèvements, la torture et le meurtre, ainsi que les enlèvements perpétrés par des hordes criminelles de groupes fascistes au service de l'impérialisme américain, imposant terreur et mort aux habitants du Nicaragua et, en particulier, à la population sandiniste.

« Nous reconnaissons le droit légitime de défense exercé par le gouvernement sandiniste contre les agressions qui lui sont infligées par les laquais de l'empire ; défense légitime, mais qui a été présentée par les médias de droite comme le massacre du peuple. On présente les criminels et les tortionnaires capturés par les autorités nicaraguayennes comme de simples prisonniers politiques.

« Nous exprimons notre profonde douleur pour les morts résultant de la vague de violence qui sévit au Nicaragua, créée et encouragée par les secteurs réactionnaires liés à l'impérialisme américain. Morts que les médias de droite ont manipulés, en les présentant comme le produit de massacres perpétrés par les autorités alors qu'ils étaient en réalité le résultat d'affrontements provoqués par la droite fasciste, comme en témoigne le fait que l'on compte le même nombre de morts parmi les rangs de l'opposition et les rangs sandinistes, comme l'ont reconnu les experts envoyés par l'OEA. Pour sa part,

la CIDH – en dépit de son parti pris évident contre le gouvernement – a été contrainte d'admettre qu'il n'y avait eu aucune torture des personnes arrêtées par la police nationale, ce qui contraste avec les actions des groupes putschistes contre les personnes qui sont tombés dans leurs mains.

« En conséquence, nous soutenons la poursuite d'enquêtes qui clarifieront tous les crimes commis, ainsi que la punition des responsables. À cet égard, nous soulignons le rôle joué par la Commission de vérité (Note de l'auteur : il s'agit de la commission créée par le gouvernement nicaraguayen).

« Nous soutenons les appels lancés par le gouvernement nicaraguayen en faveur de la paix et de la résolution de la crise par le dialogue, et ce dans le cadre de la Constitution et des lois.

« Nous soutenons le gouvernement nicaraguayen dans les progrès qu'il a réalisés pour rétablir l'ordre, et pour que soient respectés les droits du peuple nicaraguayen, violés par les putschistes de la droite, notamment le droit de circuler librement.

« Nous appelons toutes les forces progressistes et révolutionnaires du monde à renforcer leur solidarité avec la lutte du peuple frère du Nicaragua pour le rétablissement de la paix face aux tentatives criminelles de déstabilisation de l'oligarchie et de la droite pro-impérialiste, et nous faisons nôtre le slogan #NicaraguaQuierePaz.

« Donné à La Havane, République de Cuba, le 17 juillet 2018. »

Maurice Lemoine : en critiquant Ortega, l'extrême gauche appuie la droite

Dans l'article « [La voix dissonante du Forum de São Paulo](#) », publié en ligne par *Investig'Action*, Maurice Lemoine analyse

ce qui s'est passé lors du forum discuté ci-haut, se réfère aux récentes déclarations de progressistes du monde entier condamnant le gouvernement Ortega et affirme que les forces progressistes latino-américaines « doivent désormais se battre sur deux fronts »:

D'une part, celui de la droite conservatrice qui est réapparue au cours des dernières années, parfois par voie électorale et parfois via des coups d'État en douce. Et, d'autre part, « certains secteurs de ce qu'on appelait autrefois l'extrême gauche, lesquels, « post-trotskistes », « anarcho-irresponsables », « académiques haut de gamme », « khmers verts » de l'écologie (sans parler du sous-courant des « marxistes narcissistes » qui, depuis Paris, Caracas, Buenos Aires ou Quito, inondent les réseaux sociaux). »

Cette gauche, « à l'instar de la gauche institutionnelle, » a perdu ses repères et ses fondamentaux, explique Lemoine. Bien qu'elle ne représente qu'une petite minorité au niveau local et qu'elle n'ait aucun poids politique, elle exerce « une réelle influence grâce aux réseaux de ses alliés, amis et groupuscules internationaux (en particulier européens). »

En procédant à « des dénonciations outrancières et des analyses extravagantes, » au lieu de s'en tenir à « une critique nécessaire et légitime » des forces progressistes, cette extrême gauche se trouve, en définitive, à conforter « l'offensive de la droite et de l'extrême droite en les rejoignant. »

Et quelles sont, selon Lemoine, ces dénonciations outrancières et analyses extravagantes ? « Le supposé 'autoritarisme de Correa' pendant ses dix années de pouvoir, la 'régression nationale-stalinienne' de Maduro, et le 'retour de la dictature' au Nicaragua (sans par ailleurs avoir seulement l'idée de s'indigner dans une de leurs brillantes tribunes contre l'extermination silencieuse des dirigeants populaires et sociaux en Colombie – plus de 300 depuis 2016). »

La vice-présidente Rosario Murillo s'adresse au peuple nicaraguayen

Le 18 juillet 2018, la vice-présidente Rosario Murillo, qui, depuis plusieurs années, diffuse chaque jour, du lundi au vendredi à l'heure du dîner, des messages à la télévision et sur les réseaux sociaux aux Nicaraguayens, s'adresse à la nation. Dans ce qui suit, je reproduis [ce discours](#), publié dans la nouvelle version en ligne de *Barricada*, créée par les jeunes sandinistes le 3 juillet 2018. Toutes les lettres majuscules et en gras sont celles qui apparaissent dans la version espagnole originale de *Barricada*.

« Bon après-midi, Compañer@s ; bon après-midi, chères Familles de notre **Nicaragua Béni**, ce Nicaragua que nous voulons chaque jour plus Uni, ce Nicaragua Toujours Libre !

« Compañer@s, tout d'abord, notre Merci à Dieu, à Dieu, à Dieu, pour la restauration de la Sécurité, la Paix et la Vie, dans notre Territoire entier.

« Notre Peuple Héroïque, Combattant, Révolutionnaire, Victorieux, toutes les institutions du Gouvernement, de l'État, nous avons œuvré pour rétablir la Sécurité, la Paix et la Vie, d'une seule Voix et d'un seul Cœur. Et d'une seule Voix et d'un seul Cœur, nous rendons également Grâce à Dieu Notre Seigneur pour avoir progressé dans la Restitution du Droit des Familles nicaraguayennes à la Sécurité, à la Paix, au Travail et à la Vie. Cette Sécurité, cette Paix, ce Travail, et cette Vie en Harmonie, que nous voulons tous, que nous souhaitons de tout cœur, dont nous avons besoin, et que nous méritons.

« Notre **Gouvernement**, toutes les Institutions de l'État nicaraguayen et notre Peuple Héroïque, Combattant, Révolutionnaire, Victorieux, dans ce **Nicaragua Béni et Toujours Libre**, nous rendons Grâce à Dieu pour les Victoires que nous atteignons,

qui sont des triomphes de la Paix, de l'Amour, de l'Esprit et de la Grandeur Chrétienne, Socialiste et Solidaire de cette Patrie de Darío et Sandino, du peuple Héroïque, Formidable, du Nicaragua.

« Le Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale, toutes les Institutions de l'État nicaraguayen et notre peuple Héroïque, Combattant, Révolutionnaire, Victorieux, nous réitérons à tous les Nicaraguayens et toutes les Nicaraguayennes notre Engagement Généreux et Résolu pour une Patrie de Tous et Toutes, pour le Bien de Tous et Toutes, une Patrie pour Tous et Toutes, où chaque jour, de Bon Cœur, Rempli d'Espérance et de Foi dans la Main de Dieu, nous continuerons à progresser dans le renforcement des Institutions et les voies du Bien Commun, qui constituent la Force de notre Révolution. Notre Option Préférentielle pour les Pauvres s'élève contre toutes les perversités du Plan Terroriste et Putschiste qu'une minorité pleine de haine, **accompagnée d'une campagne médiatique infâme et fausse**, a voulu imposer dans notre Nicaragua.

« Le Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale, toutes les Institutions de l'État nicaraguayen et notre Peuple Héroïque, Combattant, Révolutionnaire, Victorieux, nous avons rejeté avec la Force Imbattable de son Histoire et de sa Révolution Actuelle, Putschisme, terrorisme, crimes, enlèvements, tortures, viols, rites sataniques, destruction, pillage, pyromanie contre Familles et Institutions. Le Peuple Uni a rejeté et continue de rejeter l'extorsion de ceux qui ont kidnappé des communautés entières, croyant qu'ils pourraient de cette manière vaincre l'Esprit des familles nicaraguayennes. Le Peuple Uni rejette et répudie tous ceux qui ont rompu la paix et continuent d'appeler à la

guerre, tous ces empoisonnés face à l'avance de l'Amour et du Bon Espoir.

« Le Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale, toutes les Institutions de l'État nicaraguayen et notre Peuple Héroïque, Courageux, Révolutionnaire et Victorieux, pris en captivité délinquante, criminelle et terroriste, prend soin, uni à son État et son Gouvernement, ainsi que ses Institutions, cette Paix que nous sommes en train de récupérer, grâce à notre Conviction absolue que Dieu est Juste et **'aime la Paix de ses Serviteurs...'**, de sorte que **'nos Cœurs retrouvent leur élan.'**

« Face au Terrorisme Putschiste, la Sagesse du Peuple et de nos Dirigeants, qui, en tant que Chrétiens et Chrétiennes, dans notre Profession de Foi et d'Engagement d'Amour envers le Prochain, de Liberté, de Dignité, de Fraternité, de Famille et de Communauté, allons de l'avant avec cette Force et cette Grandeur Spirituelle que nous possédons, et que le Monde entier nous reconnaît.

« Louez soit Dieu !

« Louez soit son saint nom !

« Vive Notre Nicaragua, Bienheureux, Uni et Toujours Libre !

« Aujourd'hui 18 juillet, nous proclamons notre Victoire, notre Avancée, contre ces Forces ténébreuses, diaboliques, terroristes et criminelles qui, depuis trois mois, avaient tenté de séquestrer la paix au Nicaragua... Ils avaient séquestré la paix au Nicaragua !

« Mais ils n'ont pas réussi ! L'Âme du Nicaragua, le Courage, la Dignité, la Fierté Nicaraguayenne sont beaucoup plus grands ! Et donc nous avançons, Fiers de notre Pays, Fiers de la Race Nicaraguayenne qui a

une grande expérience de Lutttes et d'Honneur, Remplis de Dignité et de l'Esprit de Sandino, Remplis de l'Esprit et la Grandeur de Darío ! Ainsi, nous avançons, en protégeant chaque millimètre de notre Patrie Sacrée afin que plus jamais, plus jamais, on ne cherche à nous envahir avec des ténèbres, des énergies diaboliques, perverses et malignes ! Jamais plus ces forces noires ne devraient occuper un pouce de notre Territoire.

« Alors, rendant Grâce à Dieu et Bénissant Dieu pour la Proclamation de la Foi, de l'Amour et des Victoires, Allons de l'Avant ! Et demain, le 19 juillet, dans toutes les Municipalités de notre pays, nous célébrerons le 39e Anniversaire de la Libération et nous nous approchons du 40e anniversaire.

« Nous allons célébrer dans toutes les Municipalités, dans toutes les Villes, pour Commémorer la Victoire, en Route vers de Nouvelles Victoires. Parce que nous nous dirigeons vers plus de Victoires, grâce à la Main de Dieu et pour sa Gloire. Temps des Victoires, par la Grâce de Dieu et pour Sa Gloire.

« Et, Compagnons et Compagnes, nous sommes tous convoqués demain pour commémorer dans tout notre Territoire Sacré le 39e Anniversaire, suivant la voie du Christianisme, de l'Amour Chrétien, de l'Amour du Prochain, du Socialisme, de la Solidarité, du 39e Anniversaire ; nous orientant de Nombreuses Nouvelles Victoires que le Plan de Dieu a pour notre Pays ... Victoires du Travail, de l'Entreprenariat, de la Productivité, de l'Esprit Laborieux des Nicaraguayens et Nicaraguayennes ! Victoires de la Réconciliation et de la Paix ! Victoires pour la Prospérité de toutes les Familles nicaraguayennes !

« Merci beaucoup. Notre Commandant Daniel vous embrasse, tous et toutes ; et de nous tous, Amour et Engagement dans le Bien Commun, Espérance, Foi,

Récit pro-gouvernement Ortega

Amour pour le prochain, Esprit Chrétien, Valeurs Familiales et Communautaires, rétablissant sur tout notre territoire Sécurité , Paix, Travail et Vie.

« Merci, compagnons et compagnes. Nous communiquerons avec vous à tout moment, si nécessaire. Sinon, tôt demain nous serons de retour, si Dieu le veut et si Dieu le permet, communiquant avec vous pour célébrer nos Victoires successives, et en Remerciement à Dieu pour avoir restauré la paix dans notre pays entier. Merci. »

Le lendemain, 19 juillet, Rosario Murillo prononce un [discours](#), cette fois, lors du rassemblement célébrant le 39^e anniversaire de la victoire sandiniste contre la dictature de Somoza. Ce discours reprend simplement les mêmes idées que son discours de la veille. Elle fait de nombreuses références à Dieu et au christianisme et décrit systématiquement les manifestants comme une minorité, putschistes, forces du mal, âmes aveugles et pratiquement sataniques pleines de poison, qui avaient enlevé de nombreux Nicaraguayens, les privant de paix, sécurité, liberté de mouvement, etc.

Après le discours de Murillo, publié sur le nouveau *Barricada*, on voit des messages de soutien du Venezuela et de Cuba. L'ancien dirigeant de Cuba, Raúl Castro, écrit :

« Cher Daniel, chère Rosario,

« Je souhaite vous exprimer mes félicitations, celles du peuple et du parti communiste cubain, à l'occasion du 39^e anniversaire de la révolution sandiniste.

« Pendant toutes ces années, nous avons construit des liens indestructibles de solidarité, de collaboration et de fraternité avec le Nicaragua et le FSLN.

« Je réitère notre soutien et notre solidarité sans faille contre les tentatives de déstabilisation de cette nation

sœur pour renverser son gouvernement légitimement constitué.

« Un câlin,

« Raúl Castro Ruz. »

Daniel Ortega accorde une longue interview à *Telesur*

Le 24 juillet 2018, Daniel Ortega accorde une longue [interview](#) à Patricia Villegas de *Telesur*, mise en ligne par le nouveau *Barricada*. Il s'agit d'une des toutes premières interviews accordées aux médias par Ortega durant ses onze années au pouvoir.

Patricia : Comment le Nicaragua s'est-il retrouvé dans une situation semblable à celle qu'il a connue au cours des trois derniers mois ? Comment se fait-il que la révolution sandiniste se soit terminée ainsi ?

Ortega : Eh bien ... Il s'agit d'une accumulation de violence, violence qui n'a pas disparu de ce pays au fil des ans. Premièrement, nous concluons un accord de paix. Puis, dans les années 90, il y a une période allant de 1990 à 2007 durant laquelle d'autres gouvernements sont au pouvoir, gouvernements qui représentent le somocisme qui avait été renversé. L'intention de ces gouvernements était d'éliminer totalement les sandinistes. Nous avons eu trois de ces gouvernements : il y a eu trois élections. Les droitistes et les secteurs du gouvernement américain disaient aux gens de ne pas voter pour le FSLN, car cela provoquerait une guerre avec les États-Unis. Bien sûr, ils affirmaient cela pour créer de la peur.

Entre-temps, des groupes d'extrémistes qui faisaient partie de la Contra et ne comprenaient pas la paix et le processus de réconciliation ont commencé à se mobiliser dans les zones rurales et à assassiner les sandinistes. Beaucoup de ces derniers ont été tués au cours de cette période. Et l'armée a fait son devoir en essayant de contrôler ces groupes armés,

qui assassinaient des familles sandinistes simplement parce que ces dernières ne leur donnaient pas le soutien qu'elles réclamaient.

Et ces groupes armés, que je qualifie de criminels, sont tombés entre les mains de trafiquants de drogue opérant dans les régions frontalières. Ils voulaient libérer le Nicaragua des sandinistes, les éliminer et se voyaient ainsi comme des combattants de la liberté. En d'autres termes, non seulement ils voulaient contrôler le gouvernement, mais ils voulaient aussi éliminer les sandinistes.

Et quand nous avons été élus en 2007, ces groupes étaient devenus plus importants, au point que la presse de droite a commencé à les présenter comme des combattants de la liberté. Les réseaux sociaux et autres médias, basés à Miami et au Costa Rica, ont commencé à dire que les combattants de la liberté devraient se mobiliser contre les sandinistes dont le retour au pouvoir amènerait maintenant la guerre au Nicaragua. En réalité, le Nicaragua se trouvait dans une période de paix, de stabilité et de réconciliation.

Une partie de la Contra a fait la paix avec nous et ils sont même devenus nos alliés. Mais une autre partie ne l'a pas fait, et ainsi la base du somocisme a survécu.

Patricia : Et c'est cette partie de la Contra qui est intervenue au cours des trois derniers mois ?

Ortega : Ils sont les porteurs du libéralisme, du Parti libéral, qui appartient à Somoza. En d'autres termes, une fois encore, nous sommes confrontés au somocisme, mais dans une nouvelle version.

Patricia : S'agit-il d'une répétition de la guerre des années quatre-vingt ?

Ortega : Effectivement. Ils ont commencé à organiser ces groupes, qui non seulement ont assassiné les sandinistes, mais ont également attaqué la police. Ils envahissaient de petits commissariats de la police dans les zones rurales, tuaient des

policiers, les assassinaient. Et lorsque la police contre-attaquait, les morts étaient décrits comme des martyrs. Des organisations de défense des droits de l'homme et des médias de droite, qui les défendaient, les présentaient comme victimes ceux qui, de fait, étaient des criminels. Il s'agissait d'une campagne de propagande médiatique.

Onze années de stabilité, de sécurité et de paix n'ont pas permis d'éliminer les forces de la violence, de la vengeance et de la haine. Ce sont les forces qui sont réapparues récemment.

Patricia : Quelle est la cause du problème ? Était-ce votre tentative, en tant que gouvernement sandiniste, de réformer le système de pension, comme le rapportent les médias internationaux ?

Ortega : C'était un élément. Nous avions une alliance économique avec le secteur des entreprises. Des secteurs qui s'étaient généralement opposés à la révolution sandiniste, avaient soutenu la Contra, et s'étaient installés à Miami.

De nombreux secteurs commerciaux ont accueilli favorablement notre ouverture à la création d'une alliance entre travailleurs, entreprises et gouvernement. Une alliance qui a permis à une économie très fragile comme le Nicaragua, la deuxième plus fragile après Haïti, de connaître une croissance impressionnante et d'améliorer les conditions de vie des Nicaraguayens et Nicaraguayennes. Les avantages ont été partagés et je pense que le secteur des entreprises était satisfait et heureux.

Patricia : Si cette alliance avec le secteur privé était positive, pourquoi s'est-elle effondrée ?

Ortega : Il y a toujours eu un groupe de membres du Congrès américain, basés en Floride, qui sont ennemis de tout ce qui sent la révolution. Ennemis de Cuba, ennemis du Venezuela et donc également ennemis du Nicaragua. Ce sont eux qui ont accueilli la Contra dans les années 80, qui lui ont donné de l'argent.

Ils ne pouvaient tout simplement pas supporter le fait que le FSLN ait repris le contrôle du gouvernement ; ils ne pouvaient tout simplement pas tolérer cela ! Ils ne pouvaient pas. Ils avaient soutenu une guerre dont le but était de nous chasser et, maintenant, nous voir revenir via le processus électoral leur était insupportable !

Ainsi, une campagne a été lancée aux États-Unis pour couper l'argent de coopération fourni par ce pays. Nous considérons cet argent de coopération comme un investissement, car le Nicaragua fournit aux États-Unis un service de lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé. En outre, le nombre de migrants allant du Nicaragua aux États-Unis est très faible. Cependant, malgré cette précieuse contribution de notre part, les États-Unis ont commencé à réduire leur budget de coopération.

Une autre chose qui a mis en danger notre alliance avec le secteur des affaires était l'approbation de la loi connue sous le nom de Nica-Act, une loi américaine conçue pour bloquer l'accès du Nicaragua aux fonds d'organisations multilatérales. Cela a divisé le secteur des affaires, certains ont accepté la loi Nica-Act et ont fait pression pour obtenir son approbation, d'autres non, car ils ont réalisé l'impact dévastateur que cela aurait, non pas tant sur le gouvernement, mais surtout sur l'ensemble du pays.

C'est ainsi que le conflit entre le secteur des entreprises et le gouvernement a commencé. Et que l'alliance précédente, qui était strictement commerciale, non politique, s'est rompue. Bien que le secteur des affaires fût d'accord avec nous sur les questions économiques, cela ne l'empêchait pas de critiquer le gouvernement en matière politique et institutionnelle.

Patricia : Au cours des dernières heures, le secteur privé au Nicaragua a déclaré, comme vous l'avez fait sur la place publique, que l'économie du pays est l'un des perdants de ces trois mois de violence. Les prévisions de croissance sont maintenant considérablement inférieures à celles du début de l'année.

Avez-vous rencontré de nouveau le secteur privé ? Envisageriez-vous de le faire ? Envisageriez-vous de nouveau l'idée, pour la prospérité du pays, de former un partenariat gouvernement-entreprise comme cela s'était fait par le passé ? Ou bien cette opportunité est-elle déjà passée, puisque vous laissez clairement entendre que le problème ne provient pas de votre proposition de réforme du système de pension, mais plutôt des aspirations du secteur privé ?

Ortega : Pour moi, le cœur du problème, c'est le Nica-Act, le nouvel interventionnisme américain au Nicaragua. Si les États-Unis respectaient le Nicaragua et respectaient ce que disent les Nicaraguayens, quelle que soit leur idéologie, s'ils respectaient l'accord secteur privé-travailleurs-gouvernement que nous avons, un accord qui permet à notre pays de progresser, d'assurer la sécurité et la stabilité et de croître, alors le secteur privé du Nicaragua serait d'accord avec le gouvernement du Nicaragua.

Et puis les réformes du système de pension auraient été approuvées. Tous avaient convenu que ces réformes étaient nécessaires. Le FMI était déjà venu ici, avait rencontré le secteur privé et il était clair que les réformes devaient se réaliser et que chacun devait supporter sa part du fardeau, employeurs, travailleurs et gouvernement.

Patricia : Est-ce que vous songeriez à proposer de nouveau une réforme du système de pension ?

Ortega : Compte tenu du coup porté à notre économie par les récents troubles, la réforme du système de pension est encore plus urgente. Elle est essentielle pour assurer la viabilité future du système de pension. Et maintenant, il sera encore plus difficile d'obtenir les revenus pour assurer cette viabilité.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il est plus urgent que jamais d'approuver cette réforme et nous devons trouver le moyen de la concrétiser. Nous devons parvenir à un consensus, en particulier avec les affiliés de la sécurité sociale. Les entreprises critiquent le fait que la réforme augmenterait leur

contribution de quelques points. Elles n'apprécient pas l'augmentation de 3,5% que cette réforme leur imposerait, augmentation qui aurait été appliquée progressivement : 2 points pour cette année, 1 point pour 2019 et 0,5% pour l'année suivante. C'était une réforme graduelle.

Cependant, le secteur privé a réagi négativement, même s'il savait que la réforme était nécessaire et qu'il avait déjà parlé avec le FMI et avait reconnu que la réforme était nécessaire. Lorsque la réforme a été mise en œuvre, le secteur privé l'a remise en question, ce qui a permis au plan de déstabilisation déjà mis en œuvre les semaines précédentes, lors de l'incendie de forêt d'Indio Maíz, de poursuivre avec plus d'intensité. C'est à ce moment-là que ce plan de déstabilisation, financé par des ressources d'organisations américaines et impliquant la formation et la préparation de cadres, a pris une envergure considérable.

Patricia : Avez-vous vu cela venir, commandant ? Avez-vous vu venir la situation à laquelle vous faites face ?

Ortega : Bien sûr ! Avec Indio Maíz, nous étions très inquiets, car le mouvement de protestation a commencé à répandre la nouvelle par le biais de réseaux sociaux internationaux (certaines organisations internationales agissaient dans les coulisses sur cette question très sensible, la nature et l'environnement) que le gouvernement était responsable de l'incendie et même de son extension.

En fait, des experts américains envoyés par le gouvernement des États-Unis lui-même sont venus, des experts en incendies de forêt, et après avoir analysé la situation ici, ils nous ont dit que l'extinction de cet incendie prendrait beaucoup de temps, voire plusieurs mois.

C'est devenu compliqué pour nous, c'est devenu compliqué parce que les conditions étaient réunies pour que le plan de déstabilisation se développe. Les partisans du plan auraient tout le temps nécessaire pour amasser encore plus d'armes

qu'ils avaient déjà et avec lesquels ils avaient commis des crimes dans les zones rurales et les villes.

Il se trouve que la réserve Indio Maíz est située dans une région où il pleut très fort, bien qu'il n'ait pas plu depuis un certain temps. Et tout à coup, quand il a commencé à pleuvoir, l'eau est tombée, comme on dit ici, à seaux, et le feu s'est arrêté. Cela signifiait que le plan de déstabilisation d'Indio Maiz était tombé.

Patricia : Mais c'est ce qui, à votre avis, avait déclenché l'agitation ?

Ortega : Oui, mais cela a laissé ceux qui ont mis en œuvre le plan de déstabilisation en mouvement, pour ainsi dire, mais un peu frustrés parce que le feu s'était éteint. Et lorsque nous avons proposé la réforme du système de pension, ils en ont immédiatement profité pour réactiver leur plan.

Patricia : En dépit du rôle joué par le secteur privé dans l'agitation et la violence, envisageriez-vous un dialogue avec ce secteur pour trouver des solutions ?

Ortega : Oui, nous partons du principe que le dialogue, la compréhension et le consensus sont nécessaires. Nous maintenons ce principe, quelle que soit la situation actuelle.

Patricia : Existe-t-il un signe que le secteur privé accepterait de vous parler à nouveau ?

Ortega : Aucun des membres du COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée au Nicaragua) ne semble disposé à un tel dialogue. Mais nous communiquons avec des secteurs commerciaux non représentés dans cette association. Ces derniers participent à des réunions convoquées par le gouvernement pour traiter de problèmes spécifiques liés à certains secteurs de l'économie nationale. C'est un signal positif.

Cependant, le COSEP, qui a bien sûr une influence considérable, ne s'est pas encore branché ; il demeure toujours sous l'influence des forces qui ont déstabilisé notre

pays. Nous sommes ouverts au dialogue et aux accords, en tenant compte des nouvelles conditions auxquelles nous sommes confrontés. Nous ne retrouverons pas notre expérience passée, dans laquelle nous jouissions d'une relative harmonie avec le secteur privé, sans modifications.

Patricia : Et à quoi ressemblerait un nouvel accord dans ces nouvelles conditions ?

Ortega : Je pense qu'un nouvel accord devrait être strictement basé sur le rôle du secteur privé, en termes de contribution au développement de l'économie du pays. Ce n'est pas le genre d'accord que nous avions auparavant, dans lequel le gouvernement permettait au secteur privé de participer et de commenter différentes questions, y compris les lois. Antérieurement, aucune loi n'était adoptée sans l'accord du secteur privé.

Nous maintenons notre volonté de coopérer pour adopter des lois et obtenir un consensus du secteur privé avant de les approuver. Cependant, la portée de cette coopération devrait être réduite par rapport à ce qu'elle était auparavant. Si c'était comme avant, le secteur privé serait accusé par l'extrême droite, qui est à l'origine de la tentative de coup d'État en cours, d'être trop proche du gouvernement, d'être son complice.

Patricia : Et qu'arriverait-il à l'Église catholique ? Envisageriez-vous d'établir un dialogue avec l'Église, étant donné que les Nicaraguayens sont une population très catholique ? Même si, comme nous l'avons tous vu – il existe de nombreuses séquences vidéo de cela – les églises ont été utilisées par des tireurs d'élite pendant les agitations, des armes y ont été entreposées, et des évêques et des prêtres ont ouvertement appuyé les manifestants et accusé le gouvernement d'être répressif ?

Ortega : Je voudrais faire écho aux paroles du cardinal Brenes, qui a déclaré ce dimanche à ses paroissiens dans l'église que nous devrions tous lutter pour la paix. Et que

nous avons tous, en chacun de nous, un démon à l'intérieur. Et que les prêtres ont deux démons dans leur être intime. Je pense que c'est vrai que nous avons tous deux éléments en nous. L'un est l'amour et l'autre est la haine. Parfois, c'est la haine qui prend le dessus, et parfois c'est l'amour. Et cela, dans tous les domaines.

Quand le cardinal Brenes déclare qu'il veut la paix, je le crois. Tous les évêques de la Conférence épiscopale ne se sont pas comportés de la manière que vous venez de décrire dans cette tentative de coup d'État. Ce fut le cas de quelques prêtres dont les évêques ignoraient ou toléraient le comportement. Les prêtres qui ont permis aux manifestants d'utiliser leurs églises comme casernes dans lesquelles certaines des personnes enlevées sur les barricades auraient même été torturées. Et dans un cas, scandaleusement, même en présence d'un prêtre. Bien sûr, nous sommes humains ; en fin de compte, nous sommes tous humains.

Patricia : Proposez-vous donc de leur pardonner et d'accepter de vous asseoir avec eux et de leur parler ?

Ortega : Non seulement avec eux serais-je prêt à établir un dialogue, mais avec tous.

Patricia : Les conditions sont-elles réunies pour que ce dialogue puisse avoir lieu, Monsieur le Président ?

Ortega : Nous devons créer ces conditions. Jusqu'à présent, ce qui est dit n'encourage pas le dialogue, bien au contraire. Cependant, les paroles du cardinal Brenes dimanche dernier suggèrent qu'il y a de l'espoir. Ils sont un point de départ.

Patricia : Et interprétez-vous le message du pape François dans ce sens ?

Ortega : Oui, il a toujours été un ardent défenseur de la paix.

Patricia : Dictateur, meurtrier, chef de groupes paramilitaires. Ce sont des termes qui ont paru dans tous les médias internationaux. Je voudrais vous le demander directement : le gouvernement nicaraguayen sponsorise-t-il

des groupes paramilitaires qui persécutent la population du Nicaragua comme cela est affirmé dans le monde entier ?

Ortega : Il est nécessaire de préciser ce que l'on entend par groupes paramilitaires. Ici au Nicaragua se trouvent les groupes que j'ai mentionnés plus tôt dans cette interview, des groupes qui sont organisés depuis des années et qui ont commencé à gagner de plus en plus de force à partir de 2007. Des groupes qui tuent des paysans, des soldats et des policiers. Les groupes dont les membres, quand ils sont tués par la police ou l'armée, sont dépeints par les médias de la droite comme des patriotes.

Ce sont les groupes paramilitaires que nous avons au Nicaragua. Les groupes sont armés par la droite, payés par la droite et agissent sous les auspices d'organisations qui, de toute évidence, viennent des États-Unis. Ce sont eux qui ont commencé à lancer des attaques armées le 19 avril. Lors de l'annonce de la réforme du système de pension, le 18 avril, il n'y avait que de petites manifestations et de petits incidents.

Patricia : Est-ce qu'un grand nombre de personnes étaient vraiment mécontentes de la réforme proposée du système de pension ?

Ortega : Les manifestants n'étaient pas des retraités, ceux qui recevaient une pension. Ceux-là ont accepté la réforme proposée. Ceux qui ont protesté sont des groupes politiques de droite opposés au gouvernement et ceux qui ont appelé à l'abstention à chaque élection. C'étaient des ONG et des partis politiques de droite.

Le premier jour, il y a eu des incidents avec des jeunes du groupe Jeunesse sandiniste 19 juillet - juste une pierre qui a frappé la tête de l'un des dirigeants d'une ONG. La police est intervenue, sans frapper personne, puis est partie dès que la situation s'est calmée et que les groupes se sont retirés et que la nuit a retrouvé le calme.

La nuit suivante, cependant, des groupes armés ont soudainement attaqué le commissariat de la police, les

bureaux du FSLN et les maisons des sandinistes dans tout le pays. Ils attaquaient et ils étaient armés. Ils étaient armés ! Ensuite, le combat a commencé et il y a eu des batailles, des confrontations.

Patricia : Et dans les luttes, c'était qui contre qui ?

Ortega : Des groupes armés de droite ont attaqué la police, les mairies et le siège du FSLN. Ils n'ont pas attaqué les bâtiments du gouvernement où les maires sont de droite ; seulement ceux dont les maires sont sandinistes, ceci dans un effort pour en prendre le contrôle. Cependant, comme les attaques étaient attendues, les camarades de ces bâtiments ont commencé à se battre, à se défendre. Certains des assaillants ont utilisé des fusils AK.

Patricia : Selon ce que vous laissez entendre, votre gouvernement n'a pas financé ni parrainé de groupes paramilitaires. C'est cela votre réponse à tous les grands titres qui apparaissent actuellement dans les médias internationaux ?

Ortega : Oui, si nous parlons de groupes paramilitaires, les seuls qui existent sont ceux de droite. C'est ainsi que je vois les choses : d'un côté, nous avons l'armée et la police, toutes deux reconnues par la constitution, et, de l'autre côté, nous avons des forces armées clandestines qui sont devenues des instruments de mort du coup d'État de droite.

Patricia : Il y a beaucoup de jeunes dans certaines de ces manifestations violentes ! J'ai vu des photos et des vidéos de jeunes hommes portant des armes à la main. Saviez-vous que cela allait arriver ? Aviez-vous anticipé qu'on était en train de former les jeunes ? Est-ce que cela vous a surpris ? Je vous le demande, Comandante, parce que les scènes que j'ai vues étaient, dans de nombreux cas, très similaires à celles vécues au Venezuela à l'époque des «Guarimbas».

Il existe également des symboles similaires : on voit un enfant qui joue du violon à Managua, comme on peut voir un enfant qui joue du violon à Caracas. Et au milieu des attaques

présumées des forces gouvernementales nicaraguayennes, on voit une jeune fille crier : « Je me bats pour mon pays, pour la démocratie dans mon pays », tout comme on a vu une fille crier la même chose à Maidán, en Ukraine, à Altamira, dans une place vénézuélienne. Voyez-vous des similitudes ici ?

Ortega : Oui, il y a des similitudes. Les émeutes au Nicaragua n'ont pas été spontanées, mais bien préparées. Préparées dans quel sens ? On a transféré au Nicaragua les connaissances acquises dans d'autres pays ayant connu des difficultés similaires.

Il y a même des jeunes Vénézuéliens, parmi ceux qui ont participé aux "Guarimbas", qui sont venus aider les manifestants à gérer les réseaux sociaux, transférant au Nicaragua ce qu'ils avaient appris là-bas. Et certains jeunes Nicaraguayens, financés par des organisations américaines, se sont rendus au Venezuela et aux États-Unis pour acquérir de l'expérience.

Certains de ces jeunes sont sans aucun doute des étudiants, d'autres non. D'autres sont simplement des jeunes pauvres qui ont fini par rejoindre les gangs. Ces gangs existaient depuis onze ans et possédaient des armes artisanales. La police a décidé d'intervenir pour aider ces membres de gangs à se transformer et à s'intégrer dans la vie normale. En échange de la restitution de leurs armes et du changement d'attitudes, la police leur donnait du matériel de sport et des fournitures scolaires pour leur permettre de retourner à l'école.

Au Nicaragua, il existe des groupes armés avec des armes artisanales. Cependant, ces groupes ne se sont jamais développés dans la même mesure que les gangs ailleurs, tels que les gangs du Honduras par exemple.

Les gangs armés se sont affrontés avec la police nicaraguayenne et celle-ci a trouvé une manière intelligente de les contrer. En développant des liens plus étroits avec les familles des quartiers, familles qui ont des enfants qui ne sont pas membres de gangs et qui craignent les gangs.

Patricia : Et ces gangs ont réapparu au milieu des manifestations actuelles ?

Ortega : Oui, ces gangs ont été incorporés en tant que force de choc dans les manifestations. Les manifestants les ont payés. Et ils l'ont fait dans toutes les municipalités du Nicaragua.

Patricia : Avec plus de 200 victimes de ces actes de violence, comment le Nicaragua se rétablira-t-il un jour ? Réfléchissez-vous à la façon dont vous allez essayer de guérir ces blessures ?

Ortega : Le plus difficile est de tenter de panser les blessures qui entraînent la mort. L'économie peut se rétablir éventuellement. Cependant, il est impossible de redonner la vie à ceux qui sont morts. Et nous avons tellement de victimes ! Même aujourd'hui, trois camarades sandinistes ont été assassinés dans la zone rurale du département de Matagalpa par ces groupes que j'appelle des groupes paramilitaires. Des policiers tués ! Des familles entières souffrent et demandent justice.

Patricia : Et seront-ils entendus ? Est-ce qu'il y aura justice ?

Ortega : Nous sommes présentement engagés dans la lutte pour que justice soit faite.

Patricia : Bien que, dans cette interview avec Telesur, vous ayez indiqué que vous souhaitiez discuter et rencontrer à nouveau le secteur privé et l'Église catholique, prenez-vous l'engagement de garantir que les coupables de crimes comparaissent devant les tribunaux ?

Ortega : Bien sûr ! Bien sûr ! Il doit y avoir justice. Bien qu'il soit impossible de rendre la vie de quelqu'un, les responsables des crimes doivent être traduits en justice. C'est quelque chose qui aidera les familles affectées à guérir.

Patricia : Et si on découvrait que certains responsables de votre gouvernement étaient impliqués dans des actes de violence, garantissez-vous la même justice ?

Ortega : La justice doit s'appliquer à tout le monde de la même manière. Bien sûr, ce serait la justice pour tous !

Patricia : Commandant, parlons de la géopolitique de ce que l'on a appelé une tentative de coup d'État. Dans la première partie de cet entretien, vous avez souligné que les opérations de coup d'État avaient commencé même avant le 18 ou le 19 avril. Vous avez décrit le rôle joué par le secteur privé nicaraguayen, celui de l'Église ainsi que par les soi-disant groupes paramilitaires qui sont financés, comme vous l'avez dit, par des facteurs internes et externes, de même que la Contra l'était dans les années quatre-vingt.

Pourriez-vous être plus précis par ce que vous entendez par les facteurs externes ? Vous avez mentionné l'impérialisme américain, mais pourriez-vous nous dire exactement qui sont ces personnes et d'où vient l'argent ? Les avez-vous identifiés ? Et qu'allez-vous faire maintenant ? C'est quoi votre plan ?

Ortega : Le cœur de tout cela se trouve en Floride. Sénateurs et membres conservateurs du Congrès. Ils estiment qu'il est de leur devoir de se débarrasser des sandinistes. Et comme ils n'ont pas réussi à le faire dans les années 1980 – les sandinistes ont perdu quelques élections, mais ils sont de retour – ils sont revenus à leur ancienne obsession. Ils sont littéralement obsédés par cette idée. C'est clair qu'ils ciblent Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. Et ils fournissent l'argent pour cela par divers canaux. L'USAID et d'autres organisations ont fourni \$31 000 US.

Patricia : Le peuple nicaraguayen et vous avez réussi à vaincre les Américains lors de la guerre des années quatre-vingt. Allez-vous les vaincre à nouveau ?

Ortega : Nous allons travailler pour la paix. Nous avons réussi à arrêter le coup.

Patricia : Pensez-vous que vous l'avez déjà arrêté ?

Ortega : Je crois que oui. Je pense que nous avons vaincu le coup lors de sa mise en œuvre. Bien entendu, ils continueront et ne resteront pas les bras croisés. D'autant plus que certains dans le Congrès étatsuniens ont pris des mesures contre le Nicaragua.

Patricia : Serait-il possible pour vous d'avoir une rencontre face à face avec Donald Trump, dans l'espoir de modifier ou d'adoucir la politique américaine à l'égard du Nicaragua ?

Ortega : Ce serait la situation idéale. Cependant, dans les circonstances actuelles, il y a des groupes conservateurs qui trament des choses aux États-Unis. Ces derniers tentent même de parvenir à un accord selon lequel le gouvernement américain adopterait des lois sévères contre le Nicaragua en échange de leur accord pour adopter des lois concernant les États-Unis. Cela démontre le pouvoir qu'ils ont.

Patricia : Et ils ont également des votes à l'Organisation des États américains (OEA).

Ortega : C'est vrai.

Patricia : Vous attendiez-vous à ce que l'OEA réagisse comme elle l'a fait contre votre gouvernement et contre vous-même ? Initialement, vous sembliez avoir de bonnes relations avec le Secrétaire général de l'OEA, du moins selon des informations parues dans la presse.

Ortega : Nous avons une relation respectueuse. Nous avons participé à un processus visant à améliorer le système électoral du Nicaragua pour les élections de 2021.

Patricia : Certains y ont vu une concession faite par votre gouvernement à l'OEA.

Ortega : Il est possible qu'ils aient perçu les choses ainsi, mais nous devons nous rappeler qu'au Nicaragua, il était nécessaire d'aller dans cette direction et d'améliorer le système électoral, soit avec la coopération de l'OEA, soit avec celle d'une autre organisation.

Bien sûr, ce qui se passe maintenant met la réforme électorale en veilleuse. Pourquoi ? Parce que ce que nous voyons à l'OEA, c'est qu'un groupe de pays, qui se mobilisaient contre le Venezuela, font maintenant la même chose contre le Nicaragua. Quand je parle de pays, je parle de leurs dirigeants et non du peuple. Je suis sûr que les habitants de ces pays ne partagent pas les opinions de leurs dirigeants, des dirigeants motivés par une mentalité de vengeance.

Autrement dit, ces dirigeants ne comprennent pas que leur élection ne les autorise pas à imposer certaines politiques dans d'autres pays avec lesquels ils n'ont aucune affinité idéologique ou politique. Les pays d'Amérique latine gouvernés par des dirigeants de gauche sont plus matures et respectueux des pays qui pensent différemment. Par exemple, lors de la création de la CELAC, la gauche, qui à ce moment-là gouvernait la plupart des pays, n'essayait pas d'imposer quoi que ce soit aux pays gouvernés par des gouvernements de droite.

Patricia : Mais présentement, CELAC et UNASUR sont, après tout, très faibles et pratiquement inactifs. Le soi-disant Groupe de Lima fait pression sur le Venezuela. Et les pays qui composent ce groupe sont les mêmes que ceux qui se mobilisent maintenant contre le Nicaragua.

Ortega : Le problème en Amérique latine à l'heure actuelle est que les gouvernements de droite se multiplient, et ils sont motivés par un esprit de vengeance et deviennent interventionnistes. Ce qu'ils ont fait avec le Venezuela, ils le font maintenant avec le Nicaragua. (Note de l'auteur : j'ai omis une brève partie de l'entretien ici)

Patricia : Comment allez-vous vaincre ces ennemis de l'intégration latino-américaine et caribéenne, ennemis qui sont derrière la tentative de coup d'État contre vous ?

Ortega : Ils seront vaincus par leurs électeurs. Tout a son temps. Les peuples de ces pays vont les vaincre. Et lorsque cela se produira, ces pays auront des gouvernements

respectueux de tous les gouvernements, quelles que soient leurs différences idéologiques. Des gouvernements qui accordent la priorité à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui pensent de manière très constructive, au bénéfice de tous.

Patricia : Certains sandinistes historiques et respectés, tels que Ernesto Cardenal, et des membres du parti du Mouvement du renouveau sandiniste (MRS), ont été extrêmement critiques à l'égard de votre gouvernement, et aussi à l'égard de la vice-présidente Rosario Murillo. Que diriez-vous à ces personnes, dont la voix a été puissante dans les médias internationaux, si elles étaient ici, devant vous ?

Ortega : Regardez, ce qu'ils disent n'est pas nouveau. Ils font ces critiques depuis des années. Depuis quand ? Depuis qu'ils ont décidé de quitter le parti sandiniste.

Patricia : Ont-ils été, à votre avis, un facteur clé dans la tentative de coup d'État ?

Ortega : Cela leur a donné la parole pour faire campagne contre le Nicaragua. Et en participant à cette campagne, bien sûr, ils ont aidé le coup d'État. Mais, en fait, ils avaient quitté le FSLN après 1990. Lorsque le parti était encore au pouvoir et qu'ils avaient des responsabilités au sein du gouvernement, ils sont restés. Mais dès que le parti sandiniste n'a plus été au pouvoir, ils sont partis et ont commencé à dénoncer le gouvernement sandiniste des années 1980. Ils ont simplement essayé de se laver les mains... en devenant critiques et en disant qu'ils n'avaient rien à voir avec ce qui s'était passé dans les années 1980, même s'ils avaient manifestement pris part au processus. C'eût été correct d'être critique, mais à l'intérieur du parti, pas à l'extérieur.

Ensuite fut créé le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS) qui a fini par se tourner vers la droite et s'est allié aux candidats de la droite lors des élections nationales. C'est la meilleure preuve que nous puissions avoir de ce qu'ils sont

vraiment. En d'autres termes, cela fait longtemps qu'ils ne sont plus sandinistes.

Patricia : Mais ce sont les voix que certaines personnes entendent et qui ont généré des déclarations comme celles de Pablo Iglesias de Podemos en Espagne, de l'ancien président Pepe Mujica d'Uruguay et de l'intellectuel chilien Manuel Cabieses, des déclarations que vous avez lues. Pourriez-vous, à travers cet entretien avec Telesur, répondre à ces dirigeants de mouvements progressistes dans le monde, dirigeants qui, de toute évidence, n'ont pas la même interprétation des événements au Nicaragua que vous ?

Ortega : Eh bien, je dois les respecter. Je dois respecter leur opinion, leur point de vue. Une opinion qui, je crois, est basée sur l'amitié. Pourquoi ? Parce que, bien sûr, ce sont des intellectuels, des amis, et ils se connaissent. Et ce que l'un dit influence ce que l'autre dit. C'est ainsi, très simplement, comme je vois les choses.

S'ils en savaient plus sur l'histoire du Nicaragua, comment ils ont quitté le FSLN, suite à la défaite de notre parti dans les élections en 1989. Avant, ils ne sont pas partis. Ernesto a occupé le Ministère de la Culture jusqu'au 25 avril 1990, jour où nous avons remis le gouvernement à Violeta Chamorro. Avant, il ne partait pas. Non, il est resté et a été très ferme dans sa défense du gouvernement sandiniste.

Et après Ernesto, d'autres sont partis, y compris Sergio Ramírez, qui était mon vice-président ! Lui aussi est parti.

Eh bien, ils ont décidé de prendre un autre chemin, ils ne peuvent pas être forcés, ils ont décidé de prendre un autre chemin. Ce qui ne va pas dans tout ça, ce qui est, pour ainsi dire, malhonnête, c'est de prendre un autre chemin puis ensuite de s'en laver les mains, de prétendre qu'ils n'avaient rien à voir avec ce qui s'est passé dans les années 1980. Alors qu'en fait, ils faisaient bel et bien partie du gouvernement sandiniste.

Patricia : À la fin de cet entretien, pouvez-vous nous dire quelle erreur vous avez commise pendant ces trois mois d'agitation et quelle serait votre plus grande réussite ?
Commençons par l'erreur. Que ne feriez-vous pas encore si vous aviez à recommencer ?

Ortega : Les erreurs sont inévitables. Je pourrais dire que c'était une erreur de permettre à des personnes comme Ernesto Cardenal et Sergio Ramírez de faire partie du FSLN et de leur accorder des postes de direction pendant la révolution sandiniste. Avoir Sergio comme mon vice-président de la république et le présenter comme candidat à la vice-présidence aux élections de 1990.

On pourrait considérer cela comme une erreur. Cependant, c'était une étape de la révolution. Notre coopération, requise par la conjoncture politique, n'était pas solide sur le plan idéologique, mais elle a permis à la révolution de progresser.

Certains pourraient considérer comme une erreur que je fasse alliance avec le secteur privé. Ce n'était pas, à mon avis, une erreur. Pourquoi ? Parce que cela a permis au Nicaragua de progresser économiquement comme il ne l'avait jamais fait auparavant. Et les gens au Nicaragua le savent. Ils en sont pleinement conscients. Et ils sont également conscients que, soudainement, pratiquement du jour au lendemain, avec la tentative de coup d'État et avec les barricades de rue et les barrages routiers à travers le pays, sont soudain apparues l'insécurité, la terreur et la paralysie de l'économie. Par conséquent, il existe un grand contraste entre le Nicaragua d'avant le 18 avril et le Nicaragua après le 19 avril en proie à la terreur des conspirateurs.

Par conséquent, je pense qu'il est difficile de parler d'erreurs lorsque nous parlons d'un processus dans lequel il y a tant d'acteurs différents, autant de personnes, certaines progressant ensemble au cours d'une certaine période, puis, tout à coup, se séparant et chacune empruntant des voies différentes. Cela ne signifie nullement que la convergence, même temporaire, n'a pas joué son rôle dans le processus.

Et il y a ceux qui me disent, mais comment diable as-tu pu accepter d'avoir ce vice-président si tu savais qu'il n'a jamais été de gauche, qu'il est issu de la famille Somoza ? C'est ce que certains camarades me disaient à propos de Sergio, il y a longtemps, à l'époque de la révolution. Ils se plaignaient. Mais il faut comprendre que cela faisait partie d'un effort visant à ajouter des personnes à la lutte, à rassembler des personnes de différents secteurs, afin de mieux résister à l'agression subie par la révolution après son triomphe en 79.

Patricia : Et quelle serait, à votre avis, votre plus grande réussite au cours des trois derniers mois ? Être capable de discerner où se trouvait votre ennemi ? Beaucoup m'ont dit que votre plus grande réussite, c'était de parvenir à la paix. Est-ce votre opinion ?

Ortega : Les manifestants se mobilisaient et semaient la terreur et la destruction. Pendant un certain temps, nous avons été patients, nous n'avons pas cherché à provoquer les choses et nous avons évité de donner l'impression de trop réagir. Cela a semé la confusion parmi les leaders du coup d'État qui ont commencé à penser que nous étions faibles et que le peuple avait cessé d'être sandiniste. Certains d'entre eux nous ont dit que le FSLN n'avait aucune force. Alors, qu'avons-nous fait ? Nous leur avons permis de mener à bien leur stratégie. Pour parler franchement, ce qu'ils voulaient au fond, c'était de renverser le gouvernement.

Patricia : Et des élections anticipées ? Vous avez déjà déclaré qu'il n'y aurait pas d'élections anticipées.

Ortega : C'est exact. Ils essaient toujours de renverser le gouvernement. Ils répètent encore que le gouvernement devrait partir.

Patricia : Déjà lors de la première session du Dialogue national, ils ont dit : « Vous devez partir ».

Ortega : Oui, c'est ce qu'ils ont dit. Ensuite, ils ont mis en œuvre leur stratégie. Parce que nous sommes restés calmes et patients, ils ont commencé à penser que nous étions faibles,

que nous étions vaincus. C'est ce qu'ils pensaient !
Cependant, nous attendions le bon moment pour intervenir,
pour rétablir la paix au Nicaragua et normaliser le pays.

Max Blumenthal : Les États-Unis derrière un complot putschiste au Nicaragua

Max Blumenthal, journaliste renommé, affirme dans un article du 2 juillet 2018 « [US meddling machine boasts of 'laying the groundwork for insurrection' in Nicaragua](#) » (La machine putschiste étatsunienne se vante de 'jeter les bases de l'insurrection' au Nicaragua):

« Début juin, de jeunes leaders militants du Nicaragua se sont rendus à Washington, DC, à l'invitation du groupe de défense de la droite Freedom House, financé par le gouvernement américain. Les leaders étudiants nicaraguayens étaient présents [pour implorer Donald Trump](#) et d'autres représentants du gouvernement américain de droite de les aider dans leur combat contre Daniel Ortega, du Nicaragua.

« Lors de leur séjour dans la capitale américaine, les jeunes militants se sont laissé prendre en photo avec certains des néo-conservateurs les plus notoires du Congrès américain : les sénateurs Ted Cruz et Marco Rubio et la représentante Ileana Ros-Lehtinen. Les dirigeants étudiants nicaraguayens ont également été convoqués à des réunions avec de hauts responsables du département d'État et de l'organisation de 'soft power' du gouvernement des États-Unis, l'USAID. Là-bas, ils ont été rassurés sur le fait qu'ils bénéficieraient du soutien total de Washington.

« Un mois avant les réunions des manifestants étudiants avec des législateurs ultra-conservateurs à Washington, une publication financée par le bras du changement de régime du gouvernement américain – le National Endowment for Democracy (NED) – [a carrément affirmé](#) que des organisations soutenues par

le NED avaient, pendant des années et à coup de millions de dollars, ‘préparé le terrain’ pour l’insurrection au Nicaragua.

« Cet article, [vantant ouvertement l'ingérence des États-Unis](#), a été publié sur le [site d'information Global Americans](#), axé sur l'Amérique latine, et rédigé par l'universitaire américain [Benjamin Waddell](#), directeur académique de la ‘School for International Training’ du Nicaragua. À la suite de la publication de cet article, Global Americans a remplacé le terme ‘insurrection’ par le mot plus inoffensif ‘changement’. Le titre original pouvait toutefois être lu dans l’URL de l’article – jusqu’à ce que ce dernier soit également modifié, » conclut Blumenthal.

Max Blumenthal interview Daniel Ortega

Max Blumenthal a passé une grande partie de juillet 2018 au Nicaragua à rencontrer des partisans et des opposants au gouvernement nicaraguayen. Il s’entretient avec Daniel Ortega le 25 juillet 2018.

« J’ai appris, affirme Blumenthal, que le récit par Washington d’un dictateur méprisé qui abattait des manifestants non armés n’était pas tout à fait exact. Dans tout le pays, j’ai constaté un soutien généralisé à Ortega et au mouvement sandiniste. Dès mon arrivée, il est devenu évident que les médias occidentaux avaient dissimulé la brutalité de l’opposition ainsi que son programme anti-démocratique. Au milieu de ce qui semblait être une campagne de désinformation renforcée par des membres de droite du Congrès et de l’Organisation des États américains, j’ai approché le gouvernement nicaraguayen pour lui donner une chance de donner sa version des événements. Daniel Ortega a accepté de m’accorder l’une de ses premières interviews en 11 ans au pouvoir. »

Pour visionner cette interview d'une heure publiée par *Grayzone Project*, aller [ici](#).

Dans ce qui suit, je reproduis les douze points clés de cette interview, tels que Max Blumenthal les a lui-même présentés dans son article, « [Max Blumenthal speaks to the Latin American leader who says his country has just defeated a US-backed coup](#) » (Max Blumenthal s'adresse au dirigeant latino-américain qui affirme que son pays vient de vaincre un coup d'État soutenu par les États-Unis), publié dans *The Canary*. Blumenthal affirme :

Groupes armés

« 1) Ortega et son gouvernement ont été étonnés par le début des violences coordonnées qui ont frappé le pays le 19 avril. Ortega a déclaré ne pas avoir reçu d'avertissement des services de renseignements et que le plan avait été bien préparé. Il a blâmé les groupes armés qui avaient commencé à se former depuis son inauguration en 2007 et qui étaient liés à des réseaux criminels à Miami et au Costa Rica, ainsi qu'aux services de renseignement américains. Il a comparé ces groupes à la Contra des années 1980 soutenue par la droite et les États-Unis, détaillant leur campagne de violence meurtrière contre les maires sandinistes, les secrétaires politiques, les policiers et les citoyens ordinaires. 'Ils sont présentés comme des patriotes' dans les médias occidentaux, a déploré Ortega.

« 2) Pour la première fois peut-être, Ortega a reconnu la présence de paramilitaires pro-sandinistes. Il a expliqué qu'il avait ordonné aux membres de sa police nationale de rester dans leur caserne dans le cadre du Dialogue national qu'il avait engagé avec l'opposition. Il avait espéré que les évêques catholiques et ses adversaires prendraient l'ordre comme un signal de bonne foi et diminueraient l'intensité des attaques de l'opposition. Mais au lieu de cela, ils ont exploité le vide sécuritaire ainsi créé pour accroître la violence. Cela signifiait que

pendant 55 jours – alors que la police était assignée dans ses postes (où ils se trouvaient assiégés) – des pans de l'opposition se lançaient dans une campagne de vengeance sanglante contre les sandinistes. 'C'était vraiment une question de défense de leur vie', a déclaré Ortega à propos des paramilitaires pro-sandinistes, 'parce que les éléments armés organisant le coup d'État étaient partis à la chasse à l'homme contre les sandinistes ; ils allaient chez eux, pillaient... Des familles sandinistes ont été victimes de ces attaques. Les citoyens ont le droit de défendre leur vie lorsqu'ils sont attaqués.'

Attaques de médias sociaux

« 3) Le gouvernement Ortega a été pris par surprise par le blitz des médias sociaux qui a conduit les manifestations en avril et qui a finalement mobilisé une campagne à grande échelle pour un changement de régime. Il a rappelé que le problème du système de pension qu'il avait hérité de son prédécesseur – le président néolibéral Enrique Bolaños – était devenu le prétexte d'une campagne en ligne qu'il qualifiait de test pour la tentative de coup d'État de cette année. En 2010, à la suite de la propagation soudaine de la campagne d'hashtag #OccupyINNS (faisant référence au système de sécurité sociale du Nicaragua), des étudiants, accompagnés de prêtres catholiques, sont descendus dans le bâtiment de la sécurité sociale, exigeant une réforme du système de pension tout en renforçant leur opposition au régime sandiniste. 'Nous avons incorporé les changements qu'ils demandaient, mais cela a affaibli le système de pension encore plus', a déclaré Ortega. 'Ce fut la première attaque de médias sociaux que nous avons connue.'

« La deuxième attaque a eu lieu à l'occasion de l'incendie qui s'est déclaré dans la réserve Indio Maíz en 2018, incendie qui provenait, selon l'opposition, des

sandinistes eux-mêmes. ‘Ils ont internationalisé le problème de cet incendie de forêt, ont affirmé que nous avions nous-même allumé le feu,’ a déclaré Ortega. ‘On pouvait voir que cela était coordonné avec d’autres mouvements dans les villes nicaraguayennes. Leur stratégie était globale. Mais il ne nous est pas venu à l’idée qu’il s’agissait d’une tentative de coup d’État. Nous pensions qu’il ne s’agissait que d’une bataille pour donner du fil à retordre au gouvernement. Les pompiers nous ont dit qu’il faudrait des mois pour éteindre l’incendie, mais tout à coup, il s’est mis à pleuvoir.’ Même si l’incendie a été éteint, la tempête politique, elle, s’est transformée en une opération de changement de régime à grande échelle.

Le rôle de Washington au Nicaragua

« 4) Ortega a fortement critiqué la Maison Blanche et les réseaux internationaux tels que CNN pour lui avoir reproché, ainsi qu’à son gouvernement, 100% de 300 morts et plus survenus au Nicaragua depuis avril. Il a souligné que les victimes d’actes criminels et d’accidents routiniers, et de la violence provenant de l’opposition avaient été artificiellement ajoutées, dans les rapports de groupes locaux de défense des droits de l’homme, aux morts de manifestants. Il a également évoqué les massacres de sandinistes assassinés par des éléments de l’opposition armée, notamment un bébé de 25 jours – l’enfant de Gabriela María Aguirre – décédé le 13 juin à Masatepe d’une broncho aspiration alors que son ambulance avait été retenue par un barrage routier de l’opposition. (L’analyse par Ortega du nombre de morts manipulé est généralement confirmée par [une étude minutieusement détaillée](#) réalisée par le chercheur indépendant Enrique Hendrix.)

« 5) En réponse à ma question sur l’ingérence du National Endowment for Democracy (NED), l’appareil de financement du gouvernement américain pour le

changement de régime, M. Ortega a déclaré que son gouvernement envisageait de prendre des mesures pour limiter l'influence de ce groupe, sans toutefois aller jusqu'à son interdiction absolue. Il a souligné le rôle de Felix Maradiaga, principal canal d'argent du NED vers le Nicaragua, et le meilleur formateur de ce groupe, rappelant que Maradiaga avait été filmé en train de comploter avec des voyous armés à UPOLI, la première université publique occupée par l'opposition en avril. Notant que Maradiaga se trouve actuellement à Washington pour obtenir davantage de fonds pour ses activités anti-sandinistes, M. Ortega a averti qu'il pourrait faire face à des poursuites judiciaires s'il retournait au Nicaragua. Il a également décrit un nouveau groupe de travail gouvernemental, l'UAF, dont le mandat consistera à enquêter sur l'utilisation de fonds étrangers pour financer le 'terrorisme'. Et M. Ortega a affirmé : 'Les États-Unis se protègent des attaques terroristes et disposent de lois à cette fin. Les États-Unis veillent à ce que cela ne se produise pas chez eux, et nous avons le droit de ne pas permettre que cela se produise ici.'

Les sanctions

« 6) Interrogé sur le rôle des sanctions dans la stratégie de l'opposition à l'égard de son gouvernement et sur les préparatifs en vue d'une intensification de l'attaque américaine contre l'économie nicaraguayenne, Ortega a remplacé l'hostilité de Washington dans un contexte historique. 'La politique américaine est la même qu'elle a toujours été, a-t-il déclaré. Ils veulent des gouvernements entièrement soumis à leurs décisions. Ils ont toujours rejeté la possibilité que nous, sandinistes, nous revenions au pouvoir. Colin Powell est venu ici pour dire aux Nicaraguayens de ne pas voter pour nous. Avant chaque élection, une célébrité américaine venait dire aux Nicaraguayens de ne pas voter pour nous. Lors de notre victoire en 2006, nous

savions que les États-Unis feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour noircir et affaiblir notre gouvernement.’ Ortega a expliqué que Barack Obama avait imposé les premières sanctions à son gouvernement, l'accusant de céder aux pressions du lobby de droite des exilés cubains, vénézuéliens, et nicaraguayens à Miami.

« 7) Les sanctions ont perturbé l’alliance tripartite que le gouvernement Ortega a forgée avec les syndicats et le monde des affaires du Nicaragua. ‘Ce n’était pas un accord idéologique, mais une alliance pour renforcer l’économie et lutter contre la pauvreté, a expliqué Ortega. Cette alliance a commencé à être torpillée à Washington, par des partis politiques et des ONG qui sont impliqués dans le coup. Ceux-ci ont fait du lobbying afin que soient de plus en plus critiquées les entreprises ayant formé une alliance avec les sandinistes. C’est ainsi que la loi dénommée [Nica-Act](#) est née. Une loi qui représente un élément très important pour déstabiliser le Nicaragua et préparer une tentative de coup d’État.’ Ortega a également déclaré qu’un autre ensemble de sanctions, le Global Magnitsky Act, ciblait les entreprises qui travaillaient avec son gouvernement et créait ainsi une fracture dans l’accord tripartite. Les grandes entreprises ‘ont été menacées par cette loi Magnitsky, qui, en attaquant l’alliance, a préparé le terrain pour un coup d’État. Nous savons qu’une loi comme celle-ci toucherait avant tout les pauvres, les paysans, les familles. Et des lois comme celle-ci violent les accords et les normes sous lesquels nous opérons dans les organisations internationales.’

Performance du Nicaragua sous Ortega

« 8) Ortega a souligné le rôle joué par le Nicaragua pour freiner les migrations massives et le trafic de drogue vers le nord et a averti que la campagne de déstabilisation soutenue par les États-Unis, dont son pays avait été victime, allait changer tout cela. ‘Ces

activités terroristes ont non seulement causé des pertes en vies humaines, mais de nombreuses personnes ont perdu leur emploi. La croissance économique qu'a connue le Nicaragua – une croissance qui était durable et qui a eu une incidence sur la lutte contre la pauvreté – a créé des conditions propices à une diminution du nombre d'immigrants aux États-Unis. Maintenant, avec le chômage provoqué par cette crise, les gens vont fuir au Costa Rica et aussi aux États-Unis.' Ortega a averti que, si les États-Unis continuaient de saper la sécurité du Nicaragua, ils contribueraient à 'affaiblir les frontières ce qui favoriserait le crime organisé et le trafic de drogue... Si les frontières deviennent poreuses, alors le crime organisé, les gangs de jeunes qui pénètrent déjà au Costa Rica finiront par avoir une influence sur le canal de Panama.'

« 9) Interrogé sur des allégations de corruption et de népotisme, Ortega a rejeté les accusations. Il a mis en exergue les progrès économiques réalisés par son gouvernement grâce à l'alliance de coopération économique entre l'ALBA et le Venezuela, en évoquant des programmes de réduction de pauvreté tels qu'Usure zéro, qui octroie des crédits aux petits entrepreneurs sans leur charger de l'intérêt, et Faim zéro, qui distribue gratuitement aux paysans pauvres de petites parcelles de terres agricoles et des animaux, ce qui en fait des sujets économiques productifs. La plupart des participants à ces programmes sont des femmes, a souligné Ortega. 'Les gens ne comprennent pas ces programmes, alors ils s'en moquent', a-t-il déclaré avant de mentionner d'autres réalisations telles que la construction de routes et de parcs publics, avec des fonds provenant des bureaux des maires et du programme ALBA.

Autres acteurs de la crise

« 10) Bien qu'il ait été condamné par 21 membres de l'Organisation des États américains, organisme

international actuellement dominé par les gouvernements de droite alliés des États-Unis, Ortega ne mettra pas fin à l'adhésion du Nicaragua à l'OEA. 'Nous devons continuer la bataille et défendre notre point de vue', a-t-il déclaré. Il a accusé les États-Unis d'affaiblir des institutions telles que l'OEA en prêchant les droits de l'homme tout en refusant de signer des accords contraignants en matière de droits de l'homme. 'Ce qui affaiblit le plus l'OEA, c'est l'attitude revanchiste des gouvernements de droite, maintenant majoritaires en Amérique latine, qui se sont unis aux États-Unis et sont guidés par le lobby américain à Miami pour lutter contre les pays qui favorisent les relations de respect pour la souveraineté – la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays,' a-t-il déclaré. Ortega a ajouté que bon nombre des gouvernements qui l'avaient condamné étaient responsables de violations des droits humains qui sont à peine discutées à l'OEA : 'Si la pratique de l'OEA était de juger tous les pays confrontés à des problèmes, à des morts, à des disparitions ou à des soulèvements écrasés, il se verrait obligé de parler de tous les pays d'Amérique latine. Mais ce n'est pas cela qui se produit. Il y a des pays dans l'OEA qui commettent des crimes terribles et cela ne dérange aucunement l'OEA ou les États-Unis.'

« 11) La relation d'Ortega avec l'Église catholique, dont les évêques ont participé directement à l'effort d'éviction des sandinistes cette année, reste une source d'amertume. 'Ils disaient qu'ils n'avaient pas d'expérience en tant que médiateurs', a rappelé Ortega. 'Et en fin de compte, l'influence de l'opposition et la pression de l'opposition et des médias ont rendu impossible de travailler avec les évêques dans le dialogue.' Il a également déploré le fait que les représentants de l'Église, 'dès le premier jour du dialogue, prenaient la parole et appuyaient clairement

l'opposition, ce qui sapait l'autorité de la Conférence des évêques.' Ortega a qualifié Silvio Báez – l'évêque auxiliaire de Managua – de participant particulièrement mauvais, en lui reprochant d'avoir 'tweeté' en faveur de l'opposition et contre le gouvernement avec son téléphone portable, et ce en plein milieu du Dialogue national.'

« 12) Interrogé sur les liens de solidarité entre la gauche occidentale et le mouvement sandiniste, Ortega a remercié les alliés du Nicaragua aux États-Unis et en Europe de 's'en tenir à leurs principes'. 'Regardez attentivement le comportement de vos gouvernements', a-t-il exhorté les Américains et les Européens. 'Quel droit vos gouvernements ont-ils de punir un pays particulier, de lui imposer des sanctions (qu'ils n'imposent pas à d'autres pays) en appliquant des mesures qui entravent ses affaires intérieures ?' »

Max Blumenthal : nombre de morts manipulé afin de faciliter le coup

Blumenthal, dans un autre article publié le 30 juillet 2018 et intitulé « [How Washington and Soft Power NGOs Manipulated Nicaragua's Death Toll to Drive Regime Change and Sanctions](#) » (Comment Washington et les ONG 'soft power' ont manipulé le bilan des morts du Nicaragua pour impulser un changement de régime et des sanctions), affirme:

« Une étude détaillée du nombre de morts enregistré au Nicaragua depuis une violente campagne pour destituer le président Daniel Ortega et son gouvernement sandiniste montre qu'au moins autant de partisans sandinistes ont été tués que des membres de l'opposition. L'étude intitulée « [Monopolizing Death](#) » montre comment des ONG locales partisans ont associé tous les décès survenus depuis avril, y compris les accidents routiniers et les meurtres de sandinistes, aux meurtres perpétrés par

les forces gouvernementales. Washington a utilisé le nombre de morts fictifs pour plaider en faveur de sanctions et intensifier la pression en faveur d'un changement de régime, explique Blumenthal.

« Le nombre de morts manipulé était la pièce maîtresse d'une harangue du 25 juillet de la Républicaine Ileana Ros-Lehtinen à la Chambre des représentants. Tandis qu'elle soutenait une résolution bipartite condamnant le président du Nicaragua, Daniel Ortega, pour avoir soi-disant ordonné le massacre de manifestants, Ros-Lehtinen [a déclaré](#) : 'Monsieur le Président, quatre cent cinquante ! C'est le nombre de Nicaraguayens tués par le régime Ortega et ses voyous depuis avril dernier.'

« La représentante du Congrès a décrit un régime dictatorial assaillant des manifestants pacifiques comme des cailles sans défense à la chasse, dans le but de faire pression pour une attaque contre l'économie nicaraguayenne sous la forme de mesures de sanctions telles que la loi Nica-Act. Son récit a été renforcé par le vice-président Mike Pence, qui [a condamné](#) le gouvernement du Nicaragua pour 'plus de 350 morts aux mains du régime', et par Ken Roth, directeur général de Human Rights Watch, qui [a également laissé entendre](#) que M. Ortega avait personnellement ordonné l'assassinat de '300 individus manifestant contre son gouvernement corrompu et répressif.'

« Au cours des deux dernières semaines, je me suis rendue au Nicaragua pour interroger de nombreuses victimes de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les États-Unis. J'ai rencontré des policiers qui ont vu leurs collègues abattus par des individus bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester dans leurs commissariats, des dirigeants sandinistes dont les maisons ont été incendiées et des citoyens ordinaires enlevés à des barrages routiers et sortis de leurs

maisons pour ensuite être battus et torturés, parfois avec le consentement de prêtres catholiques. Il était clair pour moi que l'opposition nicaraguayenne n'avait rien de pacifique dans sa tentative de changement de régime. »

Peter Bolton critique le *Guardian* pour sa couverture du Nicaragua

Le 27 juillet 2018, Peter Bolton, écrivant dans *The Canary*, fait une critique cinglante du *Guardian* pour sa couverture de la crise actuelle au Nicaragua. Dans un article intitulé « [Guardian slammed for 'wildly inaccurate coverage' in open letter signed by 28 academics, journalists and activists](#), » (Cinglante critique du *Guardian* pour sa 'couverture extrêmement inexacte' dans une lettre ouverte signée par 28 universitaires, journalistes et activistes)" affirme :

« Les opposants au gouvernement [prétendent](#) que le gouvernement Ortega est devenu de plus en plus 'autoritaire' et qu'il tente de fonder une dynastie politique. Mais d'autres, dont le journaliste primé Max Blumenthal, [affirment](#) que les opposants de la classe supérieure soutenus par Washington, qui ont depuis longtemps pour objectif de forcer Ortega à quitter ses fonctions, se servent cyniquement de l'agitation publique pour atteindre leur objectif.

« Quoi qu'il en soit, les manifestations sont devenues de plus en plus violentes et conflictuelles et ont à leur tour suscité une réaction énergique de la part des forces de l'État qui tentent de contenir le bouleversement. Des batailles de rue ont éclaté entre camps opposés. Cependant, si des actes de violence ont été signalés, tant du côté des partisans que du gouvernement, la plupart des médias occidentaux se sont presque exclusivement intéressés au point de vue défendu par l'opposition – à savoir que le gouvernement réagit de manière disproportionnée,

voire carrément, répressive – sans accorder suffisamment d'attention aux incidents de violence de la part de l'opposition, affirme Bolton.

« Les signataires de la lettre ouverte au *Guardian* affirment ‘qu’en dépit de nombreuses preuves de la violence de l’opposition, presque tous vos 17 reportages depuis la mi-avril accusent le gouvernement de Daniel Ortega de la majorité des morts qui se sont produits.’ Ils répètent également l’affirmation de l’opposition qu’Ortega doit démissionner, sans mentionner le fait que ‘les organismes internationaux médiateurs de la crise – ONU, Organisation des États américains et Système d’intégration centraméricaine – ont tous rejeté cette proposition, la jugeant inconstitutionnelle et susceptible de générer le chaos.’

« Aussi et surtout, les signataires accusent le *Guardian* de ne pas mentionner dans ses reportages ‘les preuves détaillées selon lesquelles les groupes d’opposition bénéficient de millions de dollars américains de fonds destinés à «nourrir» le soulèvement nicaraguayen’, preuves que Max Blumenthal lui-même [a récemment étalées](#), poursuit Bolton.

Pour montrer à quel point la couverture du Nicaragua par le *Guardian* est biaisée, Bolton cite Dan Kovalik, avocat des droits de l'homme et professeur à l'Université de Pittsburgh, qui vient de se rendre au Nicaragua :

« Je suis convaincu que la couverture générale de la situation là-bas représente la plus grande campagne de désinformation à laquelle je n’ai jamais assisté.

« Je n’ai vu aucune couverture générale de la violence perpétrée par l’opposition radicale, bien que cette violence ait été substantielle. À titre d’exemple, nous avons rencontré le personnel de RadioYa ! qui a été

complètement incendié par les forces de droite alors que 22 membres du personnel se trouvaient à l'intérieur. (Heureusement, ils ont réussi à sortir vivants.) Ils nous ont dit que nous étions les premiers journalistes occidentaux à leur rendre visite et à écouter leur histoire. La presse grand public n'a tout simplement pas tenté de fournir une couverture équilibrée de ces événements et le résultat est que le public a été grandement induit en erreur sur ce qui se passe là-bas. En bref, le public est amené à croire que ce qui est, en fait, une contre-révolution violente n'est en quelque sorte qu'une révolution progressiste et pacifique. »

Et Bolton conclut :

« De toute évidence, le journal considéré depuis longtemps comme le porte-étendard de la couverture de gauche au Royaume-Uni s'est transformé – du moins pour ce qui est de l'Amérique latine – en un simple porte-parole de plus pour le consensus pro-néolibéral et pro-Washington de la presse occidentale dominante. »

Kevin Zeese critique aussi le *Guardian*

Dans « [The Guardian on Nicaragua – An Open Letter](#) » Kevin Zeese fait une autre critique cinglante du *Guardian* pour sa couverture de la crise au Nicaragua et reproduit une lettre ouverte au *Guardian* signée par des militants progressistes. Dans ce qui suit, je reproduis cet article, publié dans le *OffGuardian* le 3 août 2018, suivi de la lettre ouverte des militants :

« Le *Guardian* a été l'un des médias les plus inexacts pour rapporter ce qui se passe au Nicaragua. Ce qui arrive là-bas, c'est une opération étatsunienne de changement de régime, opération réalisée avec les oligarques et les grandes entreprises du Nicaragua et soutenue par l'Église catholique, alliée de longue

date de ces oligarques. Les États-Unis dépensent annuellement des dizaines de millions de dollars, et ce depuis de nombreuses années, pour créer un réseau d'ONG qui chapeaute les groupes de défense des droits de l'homme, les groupes environnementaux, les groupes de femmes et d'autres groupes nicaraguayens. Ils ont également aidé une petite minorité de jeunes de droite, les entraînant et leur octroyant de dizaines de milliers de dollars.

« Certains de ces jeunes ont également fait un voyage à Washington, parrainé par Freedom House, réputé depuis longtemps pour ses liens avec la CIA, où ils ont rencontré des extrémistes, les sénateurs républicains Marco Rubio et Ted Cruz et la représentante Ileana Ros-Lehtinen. Pas plus tard qu'hier, Rubio menaçait de faire la guerre au Nicaragua, affirmant que c'était dans l'intérêt de la sécurité nationale des États-Unis, parce que le conflit entraînerait une migration massive et un trafic de drogue aux États-Unis. Il semble prêt à tout pour réussir un changement de régime.

« Voici trois articles avec de nombreux liens fournissant des informations sur ce qui se passe réellement au Nicaragua. Ils analysent le contexte politique, les alliances avec les États-Unis sur le changement de régime et les réalités économiques au Nicaragua :

[Nicaraguan Labor Group Urges Peace Highlights Right-Wing Violence & Us Regime Change.](#) (Un groupe de travailleurs nicaraguayens appelle à la paix, et met en lumière la violence de la droite et l'opération étatsunienne de changement de régime)

« Cet article d'un groupe syndical nicaraguayen britannique fournit une excellente analyse de la violence du coup d'État de droite et des efforts de

paix du gouvernement Ortega. (Le *Guardian* présente la chose à l'envers, ignorant la violence de l'opposition.) Il fournit également une analyse du financement américain et des efforts à long terme pour un changement de régime. Il présente un excellent compte-rendu de l'économie sous Ortega et montre qu'il s'agit d'une économie ascendante où s'améliore la situation des pauvres en situation de précarité. Y apparaît aussi Ileana Ros-Lehtinen, de la Chambre des représentants, appelant à un changement de régime au Nicaragua, en Bolivie, à Cuba et au Venezuela et les commentaires du sénateur Rubio mettant en garde contre la guerre au Nicaragua.

[Violent Coup Fails in Nicaragua, US Continues Regime Change Efforts.](#) (Un coup d'État violent échoue au Nicaragua et les États-Unis poursuivent leurs efforts de changement de régime)

« Cet article, écrit par moi, explique Zeese, examine l'échec du coup d'État, la célébration massive du 39^e anniversaire de la révolution sandiniste qui a montré l'unité du peuple nicaraguayen. Il explique également comment les États-Unis augmentent leur financement pour les opérations de changement de régime au Nicaragua, ainsi que l'introduction, à l'anniversaire de la révolution, de la Nica-Act au Sénat, loi qui aggraverait la guerre économique contre le Nicaragua.

[Correcting the Record: What Is Really Happening in Nicaragua?](#) (Corrigeons les faits: que se passe-t-il vraiment au Nicaragua?)

« Cet article, que j'ai co-écrit avec Nils McCune, conclut Zeese, décrit la stratégie du coup d'État de droite, qui consiste à utiliser la violence pour forcer le gouvernement, pour rétablir l'ordre, à réagir par la violence. Il décrit également la fausse couverture

médiatique répandue dans les médias occidentaux ainsi que la manière dont l'opposition, formée par les États-Unis, a utilisé les médias sociaux pour diffuser un faux récit. Nous examinons les alliances au Nicaragua et décrivons qui est derrière le coup et le soutien et qui s'oppose au coup. Enfin, nous examinons l'économie nicaraguayenne et la manière dont elle a permis de réduire la pauvreté, d'offrir soins de santé et éducation, de fournir des microcrédits aux petites entreprises et de réduire l'écart entre les sexes. En outre, comment le gouvernement Ortega a utilisé le droit de la propriété pour fournir des titres de propriété aux femmes et paysans, ainsi qu'aux peuples autochtones, qui possèdent maintenant un tiers des terres du Nicaragua. C'est pourquoi Ortega a été réélu à plus de 70% pour un troisième mandat. »

Nicaragua – Lettre ouverte au *Guardian*

(Cette version de la lettre a été envoyée au rédacteur en chef mais n'a pas été publiée. Le *Guardian* a reçu une version abrégée pour publication, qui n'a également pas été publiée.)

Au cours des trois derniers mois, il y a eu une crise politique au Nicaragua ; des forces opposées non seulement s'affrontent dans les rues, mais participent à une guerre médiatique. Le *Guardian* devrait être à l'avant-garde et fournir un compte-rendu équilibré et bien informé de ces événements. Au lieu de cela, malgré de nombreuses preuves de la violence de l'opposition, presque tous vos 17 reportages depuis la mi-avril accusent le gouvernement de Daniel Ortega de la majorité des morts. L'un de vos articles les plus récents ('Étudiants nicaraguayens devenus des rebelles réticents', 10 juillet) laisse incontestée une affirmation de l'opposition selon laquelle il s'agirait d'une 'lutte totalement pacifique'. Seul un article (le 4

juillet) laisse une place importante à la version gouvernementale des événements.

Bien que la plupart des violences récentes soient associées à des barricades de rue de l'opposition érigées dans tout le pays, vous parlez encore d'une 'vague de violence et de répression exercée par le gouvernement' (24 juin). Pas une seule fois, vous ne parlez des nombreux morts de partisans du gouvernement ou des 21 morts et des centaines de blessés du côté de la police, y compris le meurtre de quatre policiers qui assistaient à une manifestation 'pour la paix' le 12 juillet. Vous n'avez pas relaté non plus la seule attaque perpétrée contre un membre du 'Dialogue national' mis en place pour tenter de résoudre la crise, lorsque le leader étudiant Leonel Morales a été abattu et laissé pour mort le 12 juin ; il est un partisan du gouvernement.

Votre rapport de Masaya (12 juin) a omis de mentionner que les manifestants avaient incendié des bâtiments publics, saccagé des magasins et détruit les maisons de responsables gouvernementaux. Vous n'avez pas non plus mentionné l'enlèvement de centaines de camions longue distance et de leurs chauffeurs, lesquels ont passé un mois en captivité effective malgré les efforts déployés par leurs ambassadeurs et leurs médiateurs internationaux pour obtenir leur libération (le gouvernement a finalement réussi à obtenir leur libération le 8 juillet). Votre reportage sur le meurtre d'un garçon d'un an dans 'la dernière vague de répression gouvernementale' (25 juin) ne mentionne pas la preuve vidéo qu'il a été tué par des jeunes de l'opposition.

L'auteur de plusieurs articles, Carl David Goette-Luciak, s'associe ouvertement aux personnalités de l'opposition. Le 5 juillet, il a blâmé la police pour le terrible incendie d'une maison à Managua trois

semaines plus tôt, s'appuyant largement sur les affirmations des opposants au gouvernement. Pourtant, des vidéos semblant montrer la présence de la police ont été prises le 21 avril, avant que des barricades ne soient érigées pour empêcher la police d'entrer dans la zone.

Plusieurs fois, vous citez des ‘militants des droits de l'homme’ qui sont souvent des opposants de longue date au gouvernement (par exemple vous citez Vilma Núñez, le 28 avril, qui a déclaré à la BBC le 10 juillet que Ortega avait maintenant un ‘plan d'extermination’). Vous citez sans aucune distance critique Amnistie internationale (31 mai) même si leur rapport ferme les yeux sur la violence des manifestants. Vous ne parlez pas de preuves détaillées montrant que les groupes d'opposition bénéficient de millions de dollars américains de financement destiné à ‘nourrir’ le soulèvement au Nicaragua (theglobalamericans.org, 1er mai).

Le 6 juin, vous avez déclaré que ‘Ortega avait perdu le contrôle de la rue’ et le 11 juin, que le Nicaragua était ‘un pays de barricades’. Depuis lors, le gouvernement a travaillé avec succès avec la population locale pour rétablir l'ordre et éliminer la grande majorité des barricades. Des bandes armées ont été arrêtées au cours du processus, notamment des membres de gangs notoires d'El Salvador. Cela n'a pas été signalé.

La plupart des articles font référence aux demandes des manifestants selon lesquelles Ortega devrait tout simplement renoncer à la présidence, mais pas au fait que les instances internationales médiatrices de la crise — ONU, Organisation des États américains et Système d'intégration centraméricaine — ont toutes rejeté cet argument, le qualifiant d'inconstitutionnel et menant probablement au chaos. Vous avez relaté de

manière parcimonieuse les nombreuses marches de partisans du gouvernement qui ont appelé à un résultat pacifique et négocié.

Récemment, Simon Jenkins a écrit dans un contexte différent (le 5 juillet) de 'la précipitation au jugement à l'ordre du jour de l'actualité' dans lequel 'médias sociaux et fausses nouvelles se transforment en armes.' À notre avis, c'est précisément ce qui se passe dans les reportages sur le Nicaragua par les médias grand public. Nous appelons le *Guardian* à prendre une position plus responsable, à contester l'abondance de fausses informations et à fournir à l'avenir une analyse beaucoup plus équilibrée de la crise.

Ellen Barfield, *Baltimore, MD Chapter Veterans for Peace*

Brian Becker, *Animateur de l'émission de radio Loud & Clear*

Carol Berman, *Alliance Culturelle Nicaraguayenne*

Max Blumenthal, *journaliste*

Al Burke, *Éditeur, Nordic News Network*

Lee Camp, *écrivain et principal animateur de Redacted Tonight*

Maritza Castillo, *activiste nicaraguayenne*

Sofia Clark, *analyste politique*

Mitchel Cohen, *ex-president, Conseil d'administration local de la radio WBAI*

Don DeBar, *écrivain et reporter de radio*

Warwick Fry, *écrivain et reporter de radio*

Greg Grandin, *journaliste*

Peter Grimes, *sociologue et auteur*

Paul Baker Hernández, *chanteur, auteur-compositeur*

Chuck Kaufman, *Alliance for Global Justice*

Dan Kovalik, *Avocat des droits de l'homme*

Barbara Larcom, *Coordinatrice à Baltimore, Casa Baltimore/Limay*

Abby Martin, *journaliste et présentatrice, The*

Empire Files

Arnold Matlin M.D, Rochester (NY) Comité sur
l'Amérique latine

Camilo Mejia, ex-prisonnier de conscience
d'Amnistie internationale

Nils McCune, IALA Mesoamerica

Nan McCurdy, missionnaire de l'Église méthodiste

Ben Norton, journaliste

John Perry, écrivain

Stephen Sefton, écrivain

Patricia Villegas, Présidente, Telesur

S. Brian Willson, Avocat activiste

Kevin Zeese, co-directeur, Popular Resistance

La vice-présidente Rosario Murillo s'adresse à la nation

Le 17 août 2018 Rosario Murillo [s'adresse à la nation](#)⁵². Dans ce qui suit, je reproduis plusieurs extraits de son discours (les majuscules sont les siennes, pas les miennes) :

« Bon après-midi, Compañeras. Bon après-midi, chères Familles ; Bon après-midi aujourd'hui vendredi... Aujourd'hui, vendredi 17 août, aux portes d'un autre week-end, consacré aux Loisirs, à la Dévotion, au Travail et à la Paix ! Tant de Familles qui gagnent honnêtement leur Vie en fin de semaine, Tant de Familles qui se mobilisent dans l'Économie Sociale, l'Économie Familiale, parce que nous passons d'un endroit à un autre et cela nous aide tous. Nous nous visitons les uns les autres, manifestons l'Affection que nous avons les uns envers les autres, et nous sommes tous gagnants dans notre toujours Beau Nicaragua !

« Il y a aussi de nombreuses Fêtes... À Palacagüina, nous disons que la Vierge Marie Règne ; à Comalapa,

⁵² Nueva Barricada, <https://barricada.com.ni/declaraciones-de-rosario-murillo-17-de-agosto-del-2018/>, consulté le 19 août 2018.

nous disons que c'est Saint Bartolomé ; toute cette tradition de notre Religion Populaire ; il y a aussi le festival du crabe qui est en préparation, la célébration de la soupe au crabe à Corn Island en mémoire de l'abolition de l'esclavage. Comme chaque vendredi ou chaque lundi, les informations nous sont envoyées par le camarade Wilmor López, affirme Murillo.

« C'est un Nicaragua qui renoue avec lui-même, qui récupère, qui retrouve sa voie, son Bon Chemin, dans le Christianisme, dans la Famille, dans le Socialisme, dans la Solidarité.

« Les seuls ennemis de la Paix et du Travail sont ceux qui, du confort de leur foyer, de leurs bureaux, lors des fréquents déplacements qu'ils font présentement précisément pour dénigrer notre Nicaragua, s'efforcent de nous faire apparaître comme des ennemis de la Paix et du Travail.

« Seulement eux, les restes, les résidus, les moins-que-rien comme disent les gens... une petite Minorité ! disent les gens... Mais cette minorité continue à parier, elle continue à planifier l'instabilité, les difficultés. Tous ceux qui ont promu et financé les actions de Putschisme Terroriste et Criminel, du Coup Sacrilégieux, pour employer les termes de notre Peuple de Foi... Une action qui constitue un Péché ! Un Coup contre les Pauvres, contre la Majorité du peuple qui lutte pour sortir de la pauvreté et contre un Gouvernement qui appuie cette Majorité.

« Le Péché de ce gouvernement, c'est d'avoir soutenu les travailleurs, les familles laborieuses, les pauvres. Le Coup qu'ils fomentent représente un véritable Péché, un Sacril  ge contre les Pauvres et toutes les Institutions au Service du Peuple.

« Un peuple qui sait fort bien qui a détruit ses Ambulances, ses Centres de Santé, ses Hôpitaux, ses

Écoles, ses Centres Technologiques, ses Universités, ses Rues, ses Autoroutes, ses Institutions de Service, ses Maisons, ses Entreprises... Le peuple sait qui les a détruits ! C'est pourquoi nous disons : douleur pour un Peuple qui pleurera toujours ses morts et Honte à eux, les destructeurs.

« Une Douleur qui appelle la Justice... Et les gens veulent la Justice ! Une Douleur qui restera en permanence au Cœur des familles qui ont perdu des Êtres Chers, et ce dans tout le Nicaragua, mais nous réclamons Justice et Droits Humains pour Tous et Toutes ! Justice et Paix !

« Et il y a ceux qui, à partir de leur confort, continuent, disions-nous, à attaquer la Paix et le Travail, ce confort qui fait que rien ne les affecte, camouflés qu'ils sont derrière leurs sigles. Ce sont eux qui sont responsables d'avoir voulu la ruine des Pauvres et le retour du Royaume des Puissants ; c'est-à-dire la ruine des Pauvres et des Combattants et le retour du royaume des Puissants. Ce n'est pas cela le Royaume de Dieu sur Terre ! Ce n'est pas cela le Royaume de Dieu sur Terre ! C'est un Péché, un Péché Capital ! Attaquer les Pauvres et tous les Programmes de Lutte contre la Pauvreté, c'est un Péché Capital !

« Honte ! C'est de la Honte qu'ils doivent ressentir, et le peuple, lui, c'est de la souffrance à cause de tous ces actes de violence commis contre les Familles Laborieuses. Honte à eux et douleur pour les morts, nos morts, pour toutes les pertes que nous subissons ! Honte à eux et Douleur pour le Peuple, Douleur en voie d'être surmontée, Douleur qui se convertit en Force qui nous pousse de l'Avant. Honte à eux, d'avoir pari   de manière perverse sur la destruction du Nicaragua.

« Honte parce qu'ils ont agi avec perversité, avons-nous dit, pour des intérêts politiques égoïstes. Honte parce qu'ils ont frappé de plein fouet la patrie, parce qu'il ne semble pas y avoir de place en aucun d'entre eux, pour un Cœur Amoureux qui veut le bien du Nicaragua et les Familles Combattantes au Nicaragua ! Honte pour les Crimes commis ! Honte... Honte... Honte... Honte à eux ! Douleur pour le Peuple qui, grâce à Dieu, est déjà en train de récupérer, se reconstituant avec une Force Infinie, et avec la Pleine Conscience de qui voulait lui enlever et qui lui a effectivement enlevé pendant trois mois le Droit au Travail, le Droit à la Vie, le Droit à la Paix !

« Comment pouvons-nous reconnaître les personnes sans âme, les gens sans Âme, qui ne pensent pas aux autres, qui ne sont pas des Chrétiens et des Chrétiennes, qui ne sont pas croyants ? Nous nous disons tous Chrétiens et des Chrétiennes et nous ne pensons pas aux Pauvres, nous ne pensons pas aux autres... Ils ne pensent pas à eux, les destructeurs ! Eux, la petite minorité, ils ne pensent pas aux autres, aux Majorités, qui luttent, qui souffrent, qui ont subi des pertes de toutes sortes. Leurs maisons ont été saccagées et incendiées, leurs entreprises aussi, les petites entreprises des Majorités ont été agressées par les moins-que-rien, par la petite minorité !

« Honte à eux ! Douleur, avons-nous dit, pour un peuple qui pleurera toujours ses morts. Honte à ceux et celles qui continuent ou ont l'intention de continuer à attiser le feu depuis d'autres pays. Parce qu'ici, ils n'ont pas réussi... Et, Dieu le voulant, ils n'y arriveront pas ! Ils considèrent que le Nicaragua est leur ferme et que les Nicaraguayens sont leurs Serveurs, comme ils les appellent, leurs Pions.

« Honte à eux, les corrosifs, qui croient encore pouvoir toucher l'Âme Nicaraguayenne, en mobilisant

des Plates-formes Médiatiques Internationales qui servent les Empires et qui sont remplis de mensonges, calomnies, infamies, distorsions intentionnelles... Fake News, au fonds ! Comme la publication un certain jour par une Chaîne Internationale d'une Mobilisation du Peuple Sandiniste, une Mobilisation massive, la présentant comme s'il s'agissait de la Marche des Siècles, ces résidus, cette petite minorité ! Tout le Nicaragua les répudie, les rejette... Et cette fausse nouvelle, qui la croit ?

« Celui qui est ici au Nicaragua sait qu'ils n'émeuvent personne, qu'ils ne représentent qu'une petite minorité par rapport à l'Immense Majorité qu'est le Peuple Travailleur Puissant, un peuple qui veut continuer à avancer, qui veut continuer à se battre pour la Justice et la Paix, au moyen d'un travail honnête qui permet de continuer à procurer la subsistance aux familles, de donner le pain quotidien à leurs familles, à leurs enfants, et à le faire tous les jours en paix !

« Ils n'ont pas Réussi ! Et ils n'y arriveront pas non plus ! Nous sommes le Peuple de Darío et de Sandino, comme nous le disions hier, un Peuple plein de Foi, d'Amour et dont le Cœur est plein d'Espérance ; nous sommes sûrs de qui nous Sommes, sûrs de notre Histoire, de notre Héritage, de notre Puissance Spirituelle et nous avons déclaré que nous Sommes Libres et que nous ne serons jamais plus esclaves !

« Toutes ces infamies, ces mensonges répétés sans cesse par leurs contacts internationaux, ça ne leur servira à rien ! Ce sont, tous les jours, des Fake News, de Fausses Nouvelles ! La Vérité et l'Amour sont plus forts que la Haine et le Mensonge. Nous sommes sûrs que le monde se rendra compte de la réalité d'un peuple qui ne méritait pas l'infamie de ceux qui se tordent et se recroquevillent présentement dans leur propre embarras.

« Ils n'ont pas Réussi ! Et ils n'y arriveront pas non plus ! Nous avons des Ailes de Foi et d'Espérance et nous crions avec Darío : Paix, Paix, Paix ! Et nous savons tous que la Paix est le fruit de la Justice et que les Crimes commis par les moins-que-rien, par les financiers, par les financiers de la minorité, ne resteront pas impunis !

« Ni la calomnie, ni la diffamation, ni la perte de prestige, ni le désir de nous discréditer, ni la campagne médiatique internationale artificielle et fausse, n'arriveront à dénigrer notre peuple, plein d'Amour National, d'Estime de Soi et Conscient de sa Puissance Spirituelle. Nous savons que tout, tout est possible dans le Christ qui nous fortifie, et en tant que Chrétiens et Chrétiennes, en tant que croyants, en tant que Peuple souverain, Digne, Peuple de Foi, Peuple de Dieu, Allons de l'Avant !

« Quel que soit le Défi à relever, Dieu est Plus Grand, et le Plan de Dieu pour le Nicaragua que nous connaissons est celui que nous allons restaurer. Nous continuerons de restaurer l'Amour, la Coexistence et les Voies du Travail Honnête, afin de consolider la Justice, la Paix, la Bonne Orientation Économique qui va être restaurée, qui va être restaurée, car c'est la Volonté de Dieu et c'est la Volonté du Peuple ! Conscients que la Vérité vaincra le Mensonge et que beaucoup de ceux qui se joignent présentement à la falsification et au sabotage – car il s'agit d'un sabotage des médias contre notre Pays – vont cesser de le faire, car il n'y a aucun mensonge qui puisse durer, il n'y a aucun mal qui puisse persister et il n'y a aucune haine qui puisse prétendre ici à la Victoire... Il n'y a aucune haine qui puisse proclamer la Victoire !

« Notre Peuple est Combattant, notre Peuple est Laborieux ! Dans tout le pays on trouve présentement un Programme intense d'Activités Économiques : des

Salons d'Économie Familiale, des Salons de Gastronomie, des Salons du Tourisme et des Salons du Sport. Le Peuple veut la Paix ! Le Peuple veut du Travail ! Le Peuple veut la Justice ! Le Peuple veut pouvoir profiter de notre Pays, de son Pays, grâce à la Tranquillité que nous avons rétablie !

« Seront relégués, relégués aux poubelles de l'Histoire, comme l'a dit le commandant Tomás, ces moins-que-rien, ces petites putains, ces résidus, qui rêvent encore de voir le Nicaragua détruit, de voir les Nicaraguayens intimidés... Notre Peuple n'est pas lâche, notre Peuple est courageux et Va de l'Avant ; Allons de l'Avant avec Foi et Amour ! »

Rosario Murillo poursuit son allocution télévisée en annonçant, selon sa coutume, une grande variété de nouvelles: évènements religieux, évènements sportifs, feux combattus par les pompiers, nouveaux investissements du Ministère de la Santé dans les hôpitaux et Centres de santé, etc. Elle mentionne le programme Usure zéro, qui va venir en aide aux gens affectés par la tentative de coup d'État, et l'inauguration de l'énergie électrique dans certaines communautés :

« Le programme Usure zéro entame une nouvelle phase avec plus de 3 000 protagonistes totalement nouveaux, c'est-à-dire qu'ils avaient quitté le programme il y a environ 2 ans et vont renforcer leurs Petites Entreprises grâce à des Prêts. Ces petites entreprises ont été touchées par le coup d'État Criminel, par le Coup des Riches, réalisé précisément contre les Pauvres, contre les Familles tellement laborieuses. Grâce au programme Usure zéro, plusieurs milliers de petites entreprises, organisées en groupes de solidarité, auront accès au crédit, ce qui signifie qu'elles recevront des prêts dans les prochaines semaines.

« Nous assistons à la demande de participants qui ont été d'excellents payeurs et qui avaient reçu 10 prêts

dans le passé ; par la suite, ils avaient quitté le programme parce qu'ils se sentaient forts. Maintenant, à cause du dommage causé à l'économie par les Putschistes, ils rejoignent le programme. Nous parlons de plus de 4 000 bénéficiaires. (...)

« Le Compañero Salvador Mansell nous annonce également que l'énergie électrique sera inaugurée aujourd'hui à La Concordia, la communauté de Moroponte, Los Brasiles... 288 habitants, 50 habitations, un investissement de 3 millions 232 000 córdobas. Demain samedi, ce sera à El Portal 1 et 2, Quebrada de Hule, municipalité de Santa María de Pantasma, qui comptent 673 habitants répartis sur 129 logements ; il s'agit de 28 emplois temporaires et 8 millions 730 000 córdobas d'investissement. »

Et la vice-présidente termine son discours en réaffirmant sa conviction que ce que vient de vivre le Nicaragua représente une tentative de coup d'État mise en marche par une minorité à l'aise contre la majorité pauvre du Nicaragua, et que son gouvernement, avec son option préférentielle envers les plus démunis, va continuer à aller de l'avant, assisté dans cette tâche par un peuple héroïque, et par la main de Dieu :

« C'est ainsi que nous voulons continuer à avancer dans notre Pays, avec la Main de Dieu, en réalisant chaque jour de petits Triomphes, puis en avançant vers les grands Triomphes de la Justice, du Travail, de la Paix, en récupérant, en restaurant le Bon Chemin que nous avons apporté. C'est un gouvernement, un État, une Patrie de Tous et Toutes, où nous voulons continuer à œuvrer pour le Bien de Tous, et en particulier avec l'Option Préférentielle pour les Pauvres, afin qu'ils puissent se soustraire à la pauvreté.

« C'est pourquoi nous affirmons que ce qui est arrivé ici représente un Péché, un Sacril ge... ! Le Royaume de Dieu sur Terre, c'est la Justice Sociale, c'est ce à quoi nous travaillons. Ce n'est pas le Royaume des Puissants...

C'est le Royaume de Dieu sur Terre, la Justice Sociale !
C'est pour cela que, conscients de la Force que nous donne le Christ, nous pouvons tout faire pour continuer à rétablir la Justice Sociale dans notre Nicaragua et que nous récupérerons l'Harmonie, la Capacité de Coexistence, de Respect entre nous tous, de nous considérer comme une Grande Famille, afin de continuer à faire progresser quotidiennement la Justice et la Paix !

« Je crois que nous savons tous en quoi consiste la Volonté de Dieu pour notre Nicaragua... Justice et Paix ! La Volonté de Dieu pour le Nicaragua n'est pas de soutenir une minorité de planificateurs et d'exécuteurs d'un Coup mortel contre l'Économie... Mais avec nous ils n'ont pas réussi ! Un coup Mortel parce que c'est ainsi qu'ils l'avaient planifié... Mais avec nous ils n'ont pas réussi ! Parce que la Force de notre Esprit est plus Grande. C'était un coup d'État contre le Nicaragua, contre les Pauvres du Nicaragua... Mais ils n'ont pas réussi ! Et ils ne réussiront pas ! Car Dieu éclaire et guide nos pas vers le plein rétablissement du pays.

« C'est ainsi, petit à petit, que nous relevons le défi. Nous sommes un Peuple Combattif et nous sommes capables de faire face aux plus grands défis, car nous savons que nous sommes mus par la Foi et nous puisons de cette Foi et de la Puissance que donne à notre Esprit, Dieu, le Christ Jésus. Et surtout, nous savons que le Nicaragua, dans le Christianisme, le Socialisme et la Solidarité, bref dans l'Amour, est capable, nous sommes capables d'aller toujours de l'avant !

« Notre Commandant Daniel vous Embrasse, chacun et chacune... Nous nous Engageons à continuer à construire l'Avenir et à continuer à Changer le Nicaragua, pour le Bien et pour le Progrès ! Nous allons travailler plus que jamais pour Aller de l'Avant ! Merci, Compañeros et Compañeras. Très affectueusement ! » conclut Murillo.

Récit anti-gouvernement Ortega

En présentant le récit des défenseurs du gouvernement Ortega, je puisais exclusivement, à une exception près, de sources écrites et d'interviews accordées après la crise qui a éclaté au Nicaragua à la mi-avril 2018.

Cependant, en présentant le récit de ceux qui s'opposent au gouvernement Ortega, j'ai choisi une méthode différente. Étant donné que, selon ce dernier récit, les racines du problème relèveraient moins des événements immédiats qui ont déclenché les manifestations – l'incendie de la réserve Indio Maíz, puis la réforme du système de pension proposée par le gouvernement – que du caractère autoritaire et dictatorial du régime Ortega, illustré par les attaques violentes et brutales contre les manifestants, je puiserai également, dans ma description de ce récit, de sources décrivant les événements clés survenus au cours du mandat de onze ans d'Ortega au pouvoir.

Dora María Téllez : Ortega a transformé le FSLN en machine politique d'une famille

Dans « [El Frente Sandinista colapsó, ahora es la maquinaria política de una familia](#) » (Le front sandiniste s'est effondré, c'est maintenant la machine politique d'une famille) un article publié par *Envío* dans son numéro de janvier 2013, l'historienne Dora María Téllez, l'une des principales guérillas du FSLN qui a renversé Somoza en 1979, ministre de la Santé du gouvernement sandiniste dans les années 1980 et désormais dirigeante du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS), explique comment le FSLN est devenu la machine politique de Daniel Ortega et son épouse Rosario Murillo.

Comme cet article permettra, je crois, aux lecteurs et lectrices de comprendre certaines des causes de la crise de 2018 au Nicaragua, tel que perçus par ceux qui soutiennent les manifestants, je vais tenter de présenter les idées principales de cet article en le citant abondamment.

« Nous disons, affirme Téllez, que le modèle dans lequel Ortega a été installé aujourd'hui est une dictature. Il y a des gens qui nous disent que ce n'est pas le cas parce qu'ils ne tuent pas dans la rue. Mais qui a dit que les Somozas tuaient régulièrement des gens dans la rue ? C'était en période de crise seulement qu'ils le faisaient, et surtout durant les deux dernières années de leur dictature. Dans chacune des crises, les Somozas n'hésitaient pas à réprimer avec férocité ; ensuite ils concluaient une entente avec les conservateurs et tout retournait au calme. C'était une dictature dans laquelle les gens avaient déjà appris à garder le silence, à dire ce qu'il fallait dire afin d'éviter d'avoir des problèmes. Le succès d'une dictature consiste à ne pas avoir besoin d'utiliser la force. Une dictature réussit lorsqu'une personne dit ce qu'on veut qu'elle dise, une autre ne dit pas ce qu'elle était sur le point de dire, et une autre demande à être payé pour ne pas dire... Et cela se passe déjà au Nicaragua. (...)

« Ce que le Front sandiniste a vécu n'est pas à proprement parler un processus d'involution. C'est un effondrement. L'involution a eu lieu pendant des années. Et nous devons reconnaître le mérite de Daniel Ortega : il a été le chef, l'inspirateur et le concepteur du processus qui a conduit le Front sandiniste à se transformer d'un parti révolutionnaire à un parti légitimement somociste.

« Entendez-vous parler de l'orientation du Front sandiniste ? Je fais cette remarque du point de vue sociologique et non comme critique politique. Est-ce que quelqu'un connaît l'orientation actuelle du Front

sandiniste ? Le Congrès du Front Sandiniste se réunit-il pour en discuter ? Quelles sont les règles de ce parti ? La dernière chose que nous ayons vue avant les élections municipales de 2011 a été la revendication des bases du FSLN dans une quarantaine de municipalités. Ils ont protesté contre ce qu'on a appelé le 'dedazo', c'est-à-dire l'imposition par Ortega des candidats aux postes de maire. Et qu'est-il arrivé à ceux qui ont protesté ? Tous ont été mis à la porte, ils ont tous passé au couteau. Le 'dedazo', l'imposition des candidatures, sans consultation et sans débat, était une autre expression de l'autoritarisme. Quiconque croit qu'un parti politique géré de façon autoritaire à l'interne peut aboutir à une société démocratique au niveau de la société globale se fourvoie. Si un parti politique veut produire des transformations démocratiques dans la société, il doit lui-même être démocratique. »

Téllez explique que lors de la révolution de 1979, personne au Nicaragua n'avait eu l'expérience de la séparation des pouvoirs : le parlement, les juges, le conseil électoral suprême, etc. Et il n'y avait jamais eu, dans l'histoire du Nicaragua, un parti politique au pouvoir qui perde une élection par un vote transparent et démocratique.

Bien sûr, les conditions concrètes qui ont suivi le succès de la révolution n'ont pas favorisé la séparation des pouvoirs, commente Téllez. La guerre contre la Contra exigeait beaucoup de discipline ainsi que des décisions militaires rapides et venant d'en haut. Et la nouvelle constitution adoptée en 1987 consolidait fondamentalement l'ancien modèle, celui dans lequel le président de la République avait tous les pouvoirs et les autres pratiquement aucun.

Même si plusieurs débats ont eu lieu au FSLN pendant la révolution sur la nécessité de démocratiser le parti, explique Téllez, les décisions d'aller dans cette direction sont restées en retrait du fait de la guerre en cours.

Ce n'est que lorsque le FSLN a perdu les élections de manière inattendue en 1990, rappelle Téllez, que ce débat a refait surface. Certains faisaient valoir qu'il était nécessaire d'aller dans le sens d'une démocratie croissante au sein du parti, d'autres, comme Daniel Ortega, plaidaient contre, arguant que les conditions n'étaient pas encore appropriées. Et Ortega a fini par gagner ce débat.

« Au milieu des années 90, Daniel Ortega avait déjà réussi à s'imposer dans le Front sandiniste. Il l'a fait de deux manières. D'une part, il était déjà la personnalité publique la plus en vue du FSLN. Et, d'autre part, il appliquait la stratégie bien connue qui veut que chaque fois que quelqu'un n'était pas d'accord avec lui, il montait une campagne dans laquelle il l'accusait d'être 'un traître, un vendu, un agent de la CIA, de l'impérialisme, de la social-démocratie internationale'. Et de telles campagnes, chez beaucoup de gens, connaissent un succès. Je rencontre encore des personnes, cinq ou dix ans plus tard, qui viennent à moi pour s'excuser. Une fois, un homme m'a arrêté dans la rue, et m'a dit : 'Je veux m'excuser auprès de toi. » Et pourquoi, lui ai-je demandé. « Parce que j'ai dit des conneries à ton sujet en t'accusant d'être une traître. Et maintenant je me rends compte que c'était un mensonge, que tu avais raison. »

« Il arrive souvent que les gens ne considèrent pas les arguments, mais seulement les personnalités. Si Daniel Ortega ouvre la bouche et dit que la révolution exige qu'il dorme dans le même lit qu'Arnoldo Alemán, et qu'il prenne le déjeuner, le dîner, ainsi que le souper avec lui, il y a beaucoup de gens dans le FSLN qui disent que c'est précisément ce qu'exige la révolution. Et si, le lendemain, Ortega affirme que cela n'est plus nécessaire, beaucoup de gens se montreront immédiatement d'accord avec lui. Parce que lorsqu'une personne est divinisée, la référence

n'est pas la réalité, ou les principes, ou le programme, mais plutôt ce que cette personne dit et fait.

« Quand Daniel Ortega a conclu une alliance avec Arnoldo Alemán, beaucoup de personnes dans le FSLN ont déclaré : 'Qu'il est intelligent le commandant ; et qu'il est barbare cet Alemán, il a réussi à sortir de la prison grâce à cette alliance.'

« Mais si c'était Dora Téllez qui concluait une alliance avec Alemán, les gens diraient : 'Quelle trahison de la part de Dora Téllez, elle a abandonné ses principes et est allée se traîner dans la boue avec Arnoldo Alemán.' C'est ainsi que fonctionnent beaucoup de personnes. »

Dora Téllez poursuit en expliquant que Daniel Ortega s'est progressivement et très systématiquement débarrassé de pratiquement tous les acteurs historiques du FSLN, « liquidant les derniers vestiges des dirigeants du Front sandiniste liés au passé et les appelant 'la vieille ferraille' de la révolution », et concentrant de plus en plus de pouvoir dans sa personne, et même dans sa propre famille.

« Maintenant, ceux qui forment le parti sont des jeunes. Et pourquoi les jeunes ? Parce qu'ils sont bons ? Non, parce que les jeunes qui sont recrutés doivent être des inconditionnels de ceux qui les recrutent. On les pousse à ne pas avoir un esprit critique, mais à simplement obéir. »

Téllez mentionne ensuite un deuxième facteur qui, selon elle, a provoqué l'effondrement du FSLN : le pragmatisme croissant de Daniel Ortega, sa tendance à privilégier de plus en plus la négociation d'accords pour rester au pouvoir, même si cela signifie abandonner les principes, et s'éloigner du programme du FSLN.

« Avec une obsession pour le pouvoir politique, l'Ortéguisme⁵³ est à court de programme politique. Hier, ils se sont opposés à l'accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis et aujourd'hui, ils négocient l'ALE avec les États-Unis, pour ne citer qu'un exemple. La même chose avec le FMI et la Banque mondiale. Auparavant ces derniers représentaient des démons, et maintenant ils sont leurs mentors. Si vous analysez les décisions d'Ortega à l'Assemblée nationale, vous verrez qu'un jour, les membres du FSLN disent A et un autre jour, ils disent B, exactement le contraire ; et le fait de se contredire ne semble pas les déranger.

« Aux mains de la famille Ortega-Murillo, le Front sandiniste est devenu orphelin d'un programme politique. La concentration du pouvoir dans les Ortegas et l'hyper-pragmatisation de la politique ont entraîné la dissolution de la tradition de leadership collectif du Front sandiniste et une orientation politique représentant une force aspirant à transformer la société. »

Le troisième facteur qui, selon Téllez, a provoqué l'effondrement du FSLN, est l'argent. Après le pacte Ortega-Alemán, les salaires des députés ont explosé. Ils sont passés d'environ 1 400 dollars par mois à près de 5 000 dollars par mois, auxquels s'ajoutent d'autres avantages, qui n'existaient pas auparavant.

Et le quatrième facteur, c'est le fait qu'Ortega a commencé à faire de la politique selon le modèle traditionnel des Somozas, c'est-à-dire en concluant des accords pour rester au pouvoir :

⁵³ Durant la révolution, on s'est habitué au Nicaragua à appeler la philosophie globale du Parti révolutionnaire sandiniste, le sandinisme. Cependant, au fur et à mesure que Daniel Ortega a pris le contrôle du FSLN, le gérant de façon de plus en plus autoritaire, un nouveau terme est apparu au Nicaragua pour décrire la philosophie du FSLN : l'Ortéguisme.

« Un quatrième processus qui explique l'involution du Front sandiniste est qu'avant l'accord de 1998 avec Alemán, Daniel Ortega et son groupe étaient parvenus à la conclusion qu'au Nicaragua, la politique, pour réussir, devait se faire comme elle s'était toujours faite dans le passé. Et comment s'était-elle toujours faite ? Avec des pactes, avec le patronage, en offrant des avantages ici et là, avec la corruption, et en toute impunité. Ortega a ajouté un dernier élément clé dans cette trame : la famille.

« Dans le temps de la dictature de Somoza, la politique se résumait à : famille, pactes, impunité, corruption, avantages et favoritisme politique. Et à cette époque, aussi, le pouvoir militaire.

« Présentement, il ne manque à Ortega, pour compléter le scénario, qu'à neutraliser le pouvoir militaire. Et chaque jour, il essaie d'aller dans cette direction, affirme Téllez. (...)

« Le Front sandiniste actuel a cessé d'être un parti révolutionnaire, il n'est plus un parti de gauche et il n'est plus un parti qui souhaite transformer la société nicaraguayenne. En fait, il n'est même plus un parti. Il est devenu une simple machine politique au service d'une famille au pouvoir avec un seul objectif : conserver le pouvoir à tout prix. Pourquoi le conserver ? Cela n'a plus d'importance. (...)

« La politique de Chávez et son argent ont-ils influencé l'appareil de pouvoir d'Ortega et son modèle politique actuel ? Sans doute. Nous parlons d'environ 2 500 millions de dollars au cours des dernières années, une somme considérable, qui a puissamment contribué à consolider le modèle actuel avec lequel le gouvernement Ortega fonctionne, où, pour se maintenir au pouvoir, on distribue des faveurs à droite et à gauche. Mais un modèle de cette nature, familial, corrompu qui distribue des faveurs, et cela en toute

impunité, ne peut se maintenir que dans une société qui s'y prête et le soutient.

« Chávez a peut-être gaspillé 2 500 millions de dollars, mais s'il n'y avait pas eu à l'Assemblée nationale des députés du FSLN qui consentaient à ce que cet argent ne passe pas par le budget national, quelque chose aurait changé. Nos sous-ministres ont été laissés à eux-mêmes pour exiger que cet argent soit inclus dans le budget national. Nous avons même écrit des lettres au président Chávez lui demandant qu'il en soit ainsi.

« Sans doute n'avons-nous pas le gouvernement que nous méritons, parce que nous méritons quelque chose de bien meilleur. Cependant, nous avons le gouvernement que nous acceptons de tolérer, affirme Téllez.

« Il faut dire, en l'honneur de la vérité, que l'opposition au Nicaragua n'est pas une minorité. Les élections municipales de novembre dernier et l'élection présidentielle de novembre 2011 nous ont montré qu'Ortega est toujours une force minoritaire dans la réalité sociale nicaraguayenne. Si les votes avaient été bien comptés, Daniel Ortega serait déjà hors du pouvoir par voie électorale. Si la majorité de la population appuyait le gouvernement Ortega, pourquoi aurait-il eu besoin de voler les élections ? On ne vole que ce qu'on n'arrive pas à obtenir légitimement, affirme Téllez. (...)

« Que faire ? Continuer à faire ce que nous faisons présentement : renforcer le leadership communautaire, l'organisation des communautés, l'organisation de la société. Et en ce qui nous concerne, en tant que MRS, construire une option politique compatible avec ce que nous proclamons.

« Nous sommes confiants que tout sera catalysé dans un délai plus court que nous le supposons. Parce que cette société est épuisée par le sectarisme profond qui a

inondé le pays. Le sectarisme d'une caste familiale, de castes familiales. Le sectarisme du secrétaire politique et de sa famille dans les municipalités, qui pratiquent de la discrimination envers le reste de la population. Y a-t-il un seul Nicaraguayen, une seule Nicaraguayenne qui pense aujourd'hui que les institutions de l'État nous servent tous ? Personne ne le croit.

« Les gens sont épuisés par un système fondé sur l'octroi de faveurs aux castes au pouvoir. Ils sont épuisés de faire la queue dans le parti sandiniste pour obtenir une bourse, un emploi, des frais de scolarité...

« Au Nicaragua, les gens en ont ras le bol d'être traités comme des personnes sans dignité. Quand on dit à un enseignant qu'il doit aller faire la queue à l'Ortégisme, que va-t-il faire ? Dire qu'il n'est pas d'accord ? Et s'il a quatre enfants et un seul salaire ? Il acceptera de faire la queue même si, dans son for intérieur, il ressent une rage d'être traité avec indignité. Le régime de Daniel Ortega traite l'immense majorité du peuple nicaraguayen d'une manière indigne. Il traite les gens comme des mendiants, comme des objets, les obligeant à faire des choses contre leur volonté et contre leur conscience.

« Cette rage d'être traité de manière indigne, nous l'avons tous en nous. Elle est là ; elle va éclater. Elle est comme un ruisseau souterrain qui coule et qui cherche un moyen de sortir. Le moment viendra.

« Que devons-nous faire ? Continuer à renforcer la dignité des personnes, continuer à renforcer leur rôle, continuer à renforcer leur position, continuer à renforcer leurs revendications et leurs justes luttes. Et continuer de nous organiser et de tout faire pour que ce moment arrive, » annonce, de façon prémonitoire, Téllez.

La privatisation de l'aide du Venezuela : élément clé du développement de la dynastie Ortega-Murillo

Téllez explique ci-haut que malgré les efforts de son parti, le MRS, pour faire en sorte que l'immense aide pétrolière provenant du Venezuela soit dirigée directement au gouvernement du Nicaragua et soit intégrée à la comptabilité nationale, Ortega s'est organisé, avec la complicité des membres du FSLN, pour qu'elle reste dans les mains du parti sandiniste en tant que tel.

David Adams et Wilfredo Aburto expliquent, dans un article paru le 5 mai 2018,⁵⁴ comment l'aide vénézuélienne a permis au couple Ortega-Murillo de construire une dynastie politique. Ils soulignent aussi que cette aide a engendré une dette envers le Venezuela dont le poids dépasse, et de beaucoup, celui résultant de la dette accumulée par le système de sécurité sociale du Nicaragua, à l'origine de la révolte populaire d'avril 2018.

Dans ce qui suit, je reproduis de nombreux extraits de leur article :

« En 2008, Rodrigo Obregón a été récompensé pour son dévouement au Front sandiniste du Nicaragua en étant nommé directeur adjoint d'Albanisa, un accord de coopération de plusieurs milliards de dollars avec le si-riche-en-pétrole Venezuela.

« Un ingénieur civil de formation, Obregón y voyait une chance de continuer à contribuer à la reconstruction de son pays après des décennies d'un cycle apparemment sans fin de dictature, de révolution et de guerre civile.

⁵⁴ [Daniel Inc: How Nicaragua's Ortega financed a political dynasty](#), David Adams et Wilfredo Miranda Aburto, Univision News, le 5 mai 2018, consulté le 7 septembre 2018.

« Mais dix ans plus tard, alors que le Nicaragua est plongé dans une nouvelle vague de troubles, il craint que l'alliance avec le Venezuela n'ait eu l'effet inverse. Avec une dette de plus de 3 milliards de dollars, Obregón et d'autres personnes avertissent qu'Albanisa n'était qu'un gigantesque stratagème financier visant à maintenir le président sandiniste Daniel Ortega au pouvoir, en récompensant ses alliés, y inclus son épouse et ses enfants, tout en laissant le pays lourdement hypothéqué.

« Albanisa est la prune des yeux d'Ortega, déclare Obregón, qui a quitté cette entreprise en 2014, en raison de son désaccord avec la direction face aux préoccupations qu'il avait soulevées concernant la manipulation politique de ses finances et le manque de transparence.

« Ortega a utilisé Albanisa pour acheter tout le monde d'une manière jamais vue dans l'histoire du Nicaragua, a expliqué Obregón lors d'une interview dans son bureau à Managua. Il ne permettait à personne de s'immiscer dans les affaires de cette entreprise, même pas les fonctionnaires de la trésorerie nationale. (...)

« Nous parlons d'une dette qui dépasse exponentiellement le déficit actuel de la sécurité sociale et que nous tous devons payer, déplore-t-il. (...)

« Après son élection en 2006, affirment Adams et Aburto, Ortega n'a pas perdu de temps pour signer l'accord de coopération avec le Venezuela, rejoignant le programme Petrocaribe qui offrait des approvisionnements en pétrole à ses alliés socialistes à des conditions généreuses.

« Dans le cadre de cet accord, la compagnie pétrolière d'État du Venezuela, PdVSA, a accepté de fournir à son homologue du Nicaragua, PetroNic, l'ensemble

de ses besoins en pétrole. Mais seulement 50% du paiement était dû à l'avance, l'autre moitié étant répartie sur 25 ans, avec seulement 2% d'intérêts.

« Pour gérer l'accord, une coentreprise a été créée – Albanisa – contrôlée à 51% par PdVSA et à 49% par PetroNic.

« La compagnie pétrolière d'État du Venezuela, PdVSA, en même temps a accepté de prêter 50% de la valeur du pétrole à une coopérative privée nicaraguayenne, CARUNA (Caja Rural Nacional), contrôlée par le parti sandiniste d'Ortega. Ortega a nommé le trésorier du parti, Francisco Lopez, vice-président d'Albanisa.

« Pendant des années, les affaires d'Albanisa, qui signifie 'Alba de Nicaragua S.A', ont été enveloppées dans le plus grand secret. En 2011, le journal numérique nicaraguayen, *Confidencial*, a publié un premier article d'enquête, '[Les comptes secrets d'Albanisa](#),' dans lequel il démontre, en utilisant des documents provenant de fuites, le détournement de l'aide vénézuélienne au contrôle privé d'Ortega.

« En 2015 et 2016, *Confidencial* a publié d'autres rapports, poursuivent Adams et Aburto, concernant des dizaines d'entreprises liées à Albanisa, 'soulignant le gaspillage et la façon cavalière avec laquelle les recettes pétrolières ont été traitées... dénuées de toute rationalité économique ou logique d'investissement.'

« Des filiales d'Albanisa ont été créées : un projet forestier (Alba Forestal), un projet d'énergie éolienne (Alba Generación) et une banque. Il y avait aussi une raffinerie de pétrole, une compagnie aérienne, une compagnie de téléphone portable, un hôtel, une série de stations-service, des immeubles à appartements de luxe, une exploitation de poissons à tilapia, une

entreprise de coton et de riz, une ferme de cochons et même une entreprise de vers à soie.

« La société a grandi et emploie environ 1 500 personnes, déclare Obregón, réparties dans un réseau de bureaux. Deux des fils d'Ortega, Rafael et Laureano, ont été nommés à la tête de certaines de ces sociétés. Ces deux se promènent dans les couloirs du bureau comme des paons, affirme Obregón.

« Selon *Confidencial* et le journal de l'opposition *La Prensa*, il n'existe pas de comptabilité publique pour ces sociétés, dont certaines ne semblent exister que sur papier.

« Nous ne connaissons pas la structure juridique de cette entreprise, qui sont ses actionnaires ou si elle fait des profits, a déclaré Carlos Fernando Chamorro, rédacteur en chef de *Confidencial*. Le gouvernement manque totalement de transparence. Il doit y avoir un audit, a-t-il ajouté. »

Les manifestations anticanal : élément clé de la révolte populaire

Parmi les centaines de milliers de Nicaraguayens qui ont protesté dans la révolte populaire qui a éclaté en avril 2018, nombreux sont ceux qui avaient participé, au cours des quatre ou cinq dernières années, aux manifestations contre le projet de canal interocéanique. Medardo Mairena et Pedro Mena, deux des leaders les plus connus de ces manifestations anticanal, ainsi que 400 autres prisonniers politiques liés aux manifestations de 2018, sont actuellement en prison. Mairena et Mena, ainsi que 137 autres prisonniers, sont accusés de plusieurs « crimes, notamment de terrorisme, de meurtre et de crime organisé ». Mairena et Mena ont été arrêtés le 13 juillet 2018 à l'aéroport international de Managua.⁵⁵

⁵⁵ Eduardo Cruz, "[Los "pecados" del líder campesino Medardo Mairena,](#)" *La Prensa*, le 22 juillet 2018, consulté le 13 septembre 2018.

Le mercredi 15 août 2018, des milliers de Nicaraguayens ont manifesté dans les rues de Managua pour demander la libération de tous les prisonniers politiques.

Wilfredo Miranda Aburto, qui était présent à ces manifestations, raconte :

« On les a montrées sur toutes les chaînes de télévision du gouvernement. Maintenant, les audiences ont été suspendues après trois jours, car il n'y avait aucune preuve de rien. Ils les accusent 'du port d'armes et de terrorisme', affirme Guadalupe Sánchez. 'Mes sœurs apportaient de la nourriture à leurs neveux. Les paramilitaires les ont saisies sur la route 111 et enlevées.'

« Patricia Sánchez Moraga et Yolanda del Socorro Sánchez ont été accusées par la police nationale le 12 juillet du crime de détention illégale d'armes à feu et de terrorisme.

« Guadalupe, la sœur des détenus, réfute la version de la police et assure qu'il s'agit d'une détention à motifs politiques. Selon cette femme, ses sœurs auraient été maltraitées dans les cellules d'El Chipote.

‘J'aimerais que Daniel Ortega ait ses propres enfants en prison pour qu'il se rende compte de la douleur ressentie par ceux qui cherchent leurs proches’, s'est plaint Guadalupe Sánchez. La femme a dirigé la marche avec d'autres familles dont des membres sont des prisonniers politiques. »⁵⁶

Quel est exactement le projet de canal ? Et pourquoi des paysans comme Medardo Mairena et Pedro Mena protestent-ils depuis plusieurs années contre le projet de canal, projet qui semble maintenant avoir été abandonné ?

⁵⁶ [Grito por la libertad de los presos políticos](#), *Confidencial*, consulté le 18 septembre 2018.

Lori Hanson, dans son article écrit en 2015 « [Daniel Ortega and the Interoceanic Canal](#), »⁵⁷ explique :

« Pour Carlos – étudiant universitaire, socialiste convaincu et employé du gouvernement habitant loin de la zone touchée – le projet de canal du Nicaragua récemment lancé par le président Daniel Ortega est un rêve ressuscité et une source de fierté nationale. Si l'on en croit les sondages au Nicaragua, les sentiments de Carlos reflètent l'opinion majoritaire selon laquelle le canal interocéanique – l'un des plus grands mégaprojets de l'histoire mondiale – modifiera favorablement le sort du Nicaragua, en apportant prospérité et progrès, développement et emplois. Et alors il me met en garde. Écrivez sur le canal, dit-il, mais 'n'humiliez pas le Nicaragua. Amenez-nous plus d'investissements'.

« Comme la plupart des personnes à qui j'ai parlé dans les organisations progressistes préoccupées par la construction du canal, la mère de Carlos, Rosita, n'est pas d'accord. 'Il veut que le Nicaragua soit sur la carte au niveau international et il pense que le canal nous y conduira', m'explique-t-elle. En tant que directrice d'une ONG agro-éco-féministe travaillant avec des paysannes, Rosita a une opinion très différente d'Ortega et du canal. En tant que féministes, les membres de son organisation ont participé cette année aux défilés de la Journée internationale de la femme et ont à nouveau été accueillis par des équipes anti-émeute. Agro-écologue, elle a travaillé avec ceux et celles qui militent contre le projet du canal. Et en tant que mère, elle hoche la tête face à l'allégeance politique de son fils à Ortega, mais elle comprend à quel point il veut croire en ce projet, à Ortega et au Nicaragua. (...)

⁵⁷ Briarpatch, le 30 juin 2015, consulté le 18 septembre 2018.

« Le projet du Grand Canal interocéanique au Nicaragua est en effet un rêve réincarné. Les historiens ont recensé 72 plans antérieurs, couvrant une période de 500 ans et impliquant des dirigeants aussi notoires que Louis Napoléon Bonaparte III, et des moyens aussi scandaleux que des explosions nucléaires. L'incarnation actuelle concerne un canal de 278 km qui commence à Brito du côté du Pacifique, traverse l'énorme lac Cocibolca (lac Nicaragua), puis s'étend sur les terres autonomes des peuples Rama et Créole, le long de la rivière Punta Gorda, jusqu'à la Mer des Caraïbes. Au-delà du passage du lac de 105 km, le sentier du canal traverse 100 000 hectares de forêt primaire, deux des trois réserves nationales de biosphère, six zones de conservation et les habitats de 22 espèces menacées, telles que les tapirs, les jaguars, les lamantins, les requins d'eau douce, et cinq espèces de tortues de mer.

« Le canal du Nicaragua sera gigantesque par rapport au canal centenaire de 77 km du Panama et permettra le passage de nouveaux ultra-gros navires à conteneurs (ULCS) pouvant transporter jusqu'à 25 000 conteneurs chacun (le canal de Panama accueille présentement 5 000 conteneurs mais est en expansion afin de pouvoir accueillir 12 000 navires porte-conteneurs). Les travaux de dragage et de maintien de la voie libre de boues pour permettre le passage de ces navires gigantesques comprennent l'excavation de cinq milliards de mètres cubes de matériaux, provenant pour l'essentiel du fond de l'immense lac, qui est riche en biodiversité et représente la plus grande réserve d'eau douce d'Amérique centrale.

« Huit sous-projets sont à l'étude : routes d'accès, deux ports, un aéroport, une zone de libre-échange, une cimenterie, un centre touristique et des logements. Les coûts actuels devraient atteindre 50 milliards de dollars américains – environ cinq fois le PIB annuel

du Nicaragua – mais ils devraient augmenter considérablement. Soutenu par le gouvernement de l'ancien révolutionnaire marxiste Daniel Ortega, le projet sera financé par l'énigmatique Wang Jing, milliardaire chinois du secteur des télécommunications, praticien en médecine traditionnelle chinoise et président de la société privée HKND (Hong Kong Canal Development Investment Company), une entreprise privée n'ayant aucune expérience documentée dans les projets d'infrastructure. Grâce à une réforme judiciaire radicale et rapidement mise en œuvre au Nicaragua, HKND a obtenu une concession renouvelable de 50 ans pour le projet. Les investisseurs soutenant le projet restent anonymes, précise Hansen.

« Même avec seulement 1% des bénéfices à reverser au Nicaragua au cours des 10 premières années de la concession, les promoteurs affirment que le projet constitue le moyen le plus rapide de sortir le Nicaragua de la pauvreté et de réduire le taux de sous-emploi de près de 50%. Telémaco Talavera, porte-parole désigné d'Ortega de la Commission du canal, se vante du fait que l'économie du Nicaragua connaîtra une croissance à deux chiffres et que le projet créera 50 000 emplois pendant la construction et 200 000 par la suite. Selon le plan détaillé de HKND, cependant, il n'y aurait que 25 000 emplois dans le secteur de la construction pour les Nicaraguayens, et le plan n'offre aucune prévision claire de l'emploi après la construction.

« Un tel parti pris optimiste ne passe pas inaperçu. Adolfo Acevedo, économiste indépendant réputé, note que 25 000 emplois ne représentent que 0,6% de la population active totale. En outre, il suggère qu'étant donné le confinement planifié des travailleurs dans des camps d'entreprise, où les personnes extérieures sont strictement interdites, le projet bénéficiera peu

aux travailleurs informels, tels que vendeurs de produits alimentaires.

« Selon le politologue Frederico, qui souhaite rester anonyme, il n'y a pratiquement pas d'autre option. 'Vous ne pouvez pas compter sur l'agriculture pour nous sortir de la pauvreté. Et les investisseurs internationaux ne créent pas beaucoup d'emplois et le tourisme ne suffit pas.' Le Nicaragua a encore connu une croissance qui dépasse 4% en 2014, mais il faudrait 40 ans, au niveau de croissance économique actuel, pour sortir de la pauvreté. En outre, déclare-t-il, 'les élections auront lieu dans moins de deux ans. Ce canal provient d'une crise de gouvernance et reflète cette crise.' (...)

« Le gouvernement nicaraguayen a adopté la loi 800 en juillet 2012, créant l'autorité sur le canal. Le processus de création de la loi 800 était au moins 'partiellement consultatif', selon Madriz Paladino, avec 'des organisations de la société civile participant au processus... avec des directives susceptibles d'assurer la protection de l'environnement, des consultations avec des groupes autochtones... et un système de propriété public-privé' dans lequel le Nicaragua conservait 51% des actions. Mais en juin 2013, après seulement quelques heures de débat législatif, la loi 800 a été remplacée par la loi 840 et un accord-cadre sur les canaux, qui sont rédigées en anglais et accordent de vastes pouvoirs à HKND. Cette adoption rapide a donné lieu à des manifestations de rue et à des contestations judiciaires.

« La loi 840 et l'accord-cadre donnent à HKND et à ses sous-traitants une quasi-carte blanche pour procéder. En vertu du droit constitutionnel antérieur et en vertu de la ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail sur les droits

des peuples autochtones, le gouvernement aurait dû suivre un protocole pour informer et demander le consentement des groupes autochtones qui vivent dans la partie géographique du Nicaragua désignée comme autonome (28% du pays). La législation environnementale existante aurait nécessité une analyse d'impact indépendante avant tout accord.

« Selon le procès intenté par l'avocate Mónica López Baltodano et par 183 plaignants, dont la plupart sont issus de communautés autochtones, la loi 840 viole au moins 40 articles de la constitution nicaraguayenne. L'article 12 donne même à HKND le pouvoir d'exproprier les ressources nécessaires à l'achèvement du projet, y compris les terres situées dans les territoires autonomes et les réserves naturelles. S'il est adopté, le Centre Humboldt prévoit le déplacement éventuel de quelque 277 communautés Métisses, Rama et Créole comptant une population combinée de 100 000 personnes.

« Sans surprise, la Cour suprême a annulé la contestation judiciaire de López Baltodano. Les plaignants ont donc porté l'affaire devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

« Demandant l'anonymat, KM, qui travaille au Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, m'a murmuré lors d'une interview à son domicile que 'pas un mot sur le canal n'est autorisé, même à l'heure du dîner', car si vous êtes entendu, le 'oreilles' feront en sorte que votre travail disparaisse.

« Vraie ou pas, la peur est réelle. Et très réelles aussi sont les nombreuses manifestations. Des dizaines de manifestations anti canal ont eu lieu à ce jour, y compris une grande manifestation nationale à Managua en décembre, au cours de laquelle 21 personnes ont été blessées et 33 détenues. De telles tactiques répressives ne sont pas réservées aux

Nicaraguayens. Cinq journalistes étrangers ont été arrêtés et leur matériel confisqué par la police, tandis que la photographe belge Michèle Sennesael a été déportée.

« Les scientifiques et les universitaires ont également été harcelés. Dans un cas, le gouvernement a remis un mémorandum à la plus grande université financée par des fonds publics, l'Université nationale autonome du Nicaragua (UNAN), quelques heures à peine avant la tenue d'une réunion publique pour discuter de la loi 840. Le mémo indiquait que la discussion du canal était strictement interdite, 'à l'intérieur de l'université ou n'importe où près du campus'. Selon TR, l'un des co-organisateurs de l'événement, 'le mémorandum du gouvernement a eu son effet ; de nombreuses organisations et de nombreux chercheurs universitaires se sont retirés par peur de représailles'. Dans un autre cas très médiatisé, le Dr Salvador Montenegro-Guillén, professeur et directeur de l'ACEI (l'institut aquatique affilié à l'UNAN), a perdu son emploi après avoir rendu publique l'évaluation des risques environnementaux du projet de canal pour le lac Cocibolca (...)

« Selon l'un des chercheurs universitaires les plus en vue du Nicaragua, le professeur d'ingénierie Pedro Jose Alvarez, 'le véritable danger du projet est qu'il peut être lancé, mais pas terminé', divisant le Nicaragua en deux et laissant ensuite les 'deux côtés déconnectés'. Une telle métaphore semble apte à décrire le clivage social créé par le canal avant même sa construction, » conclut, de façon prémonitoire, Hansen.

#OcupaInss, un précédent en 2013 du terrorisme d'État en 2018

Le 22 juin 2018, Luciana Chamorro et Emilia Yang présentent, dans l'article « [#OcupaInss, un precedente de Terrorismo de Estado](#), » ce qu'elles considèrent être un précédent pour ce qui s'est passé au Nicaragua à la mi-avril 2018 : les manifestations mises en œuvre par les retraités en 2013 et la violente répression gouvernementale qui a suivi.

Dans l'interview qu'il a accordée à Max Blumenthal le 25 juillet 2018 et dont j'ai présenté les points principaux dans les pages précédentes, Daniel Ortega fait lui-même référence à cet événement qu'il identifie également comme un précédent de ce qui s'est passé à la mi-avril 2018.

Comme les deux versions sont complètement différentes, je les reproduirai intégralement afin que lecteurs lectrices puissent tirer leurs propres conclusions.

The Canary rapporte ce qu'Ortega a dit dans l'interview à propos de cet événement, survenu en juin 2013, mais qu'Ortega a placé à tort en 2010, dans les termes suivants :

« Ortega a rappelé que le problème du système de pension qu'il avait hérité de son prédécesseur – le président néolibéral Enrique Bolaños – était devenu le prétexte d'une campagne en ligne qu'il qualifiait de test pour la tentative de coup d'État de cette année. En 2010, à la suite de la propagation soudaine de la campagne d'hashtag #OccupyINNS (faisant référence au système de sécurité sociale du Nicaragua), des étudiants, accompagnés de prêtres catholiques, sont descendus dans le bâtiment de la sécurité sociale, exigeant une réforme du système de pension tout en renforçant leur opposition au régime sandiniste. 'Nous avons incorporé les changements qu'ils demandaient, mais cela a affaibli le système de pension encore plus', a déclaré Ortega. 'Ce fut la première attaque de médias sociaux que nous avons connue.'

J'ai écouté attentivement cette partie de l'entretien accordé par Ortega à Blumenthal, et voici les mots exacts d'Ortega lorsqu'il fait référence à la campagne OccupyINSS :

« Peu de temps après l'élection du FSLN en 2006, un mouvement de retraités a commencé. Les retraités, à ce moment-là, ne recevaient aucune pension de l'Institut national de la sécurité sociale (INSS), car ils n'avaient pas acquitté la totalité de leur quota de 15 ans requis pour recevoir une pension. Et quand nous sommes arrivés au gouvernement, le système de sécurité sociale était déjà en grande difficulté, mais parce que nous sommes sensibles aux problèmes sociaux, nous avons dû trouver une réponse juste. Nous avons donc commencé à réfléchir à ce que nous pourrions faire pour faire face à ce problème.

« Cependant, les retraités venaient tout juste d'entreprendre leurs manifestations quand, soudainement, est apparu un hashtag appelé #OcupaINSS (Occuper le bâtiment de l'Institut de la sécurité sociale), qui est immédiatement devenu viral à l'échelle internationale. Et tout à coup, nous nous sommes retrouvés devant un groupe de réseaux sociaux vraiment puissant. Une expérience qui représentait un précédent pour ce que nous aurions à confronter dans le futur. Les jeunes qui ont entendu l'hashtag sont venus à l'INSS et sont entrés dans le bâtiment. Un grand nombre de ces jeunes étaient des partisans des partis politiques qui ont gouverné le Nicaragua pendant 17 ans, alors que les retraités, ne disposant pas du quota requis de 15 ans, ne recevaient pas un centime de pension.

« Et c'était également la première fois que les évêques de l'Église catholique étaient impliqués dans un conflit de cette nature. Ils se sont également rendus au bâtiment de l'INSS et ont parlé avec les jeunes qui s'y trouvaient. Parmi ceux-ci, il y avait des jeunes sandinistes qui étaient en faveur de la demande des

retraités, mais qui n'étaient pas d'accord avec les attaques que le gouvernement du FSLN recevait. Nous avons donc accepté la demande des retraités, mais cela a finalement affaibli la viabilité financière de l'INSS. Ce fut notre première expérience avec le type de campagne médiatique dont vous parlez. »

Luciana Chamorro et Emilia Yang, auteures de « [#OcupaInss, un precedente de Terrorismo de Estado](#), » présentent une version complètement différente du même événement. Dans ce qui suit, je reproduis leur article au complet :

« La répression de la manifestation juste des retraités de l'Unité nationale pour les personnes âgées (UNAM) pour l'obtention d'une pension réduite, il y a cinq ans, manifestation à laquelle participaient des étudiants universitaires solidaires, est devenue un précédent du terrorisme d'État qui s'est déchaîné ces deux derniers mois en réponse à l'insurrection civique et populaire qui a débuté le 18 avril 2018 au Nicaragua. L'analyse du cas de #OcupaInss nous permet de déconstruire les tactiques de répression, de déni, d'accusation, de terrorisme et d'appropriation que le régime Ortega met en branle, se servant de l'appareil d'État pour, d'une part, supprimer toute demande populaire, et, d'autre part et en même temps, chercher à maintenir une aura de légitimité populaire, soulignent Chamorro et Yang.

Répression de la manifestation et détentions arbitraires

« À compter du 17 juin 2013, après avoir demandé le droit à une pension réduite par le biais d'un projet de loi qui n'a pas été accepté, l'UNAM entreprend une manifestation nationale. Les personnes âgées occupent la délégation centrale de l'INSS à Managua et plusieurs délégations départementales. Ils annoncent qu'ils sont disposés à mourir dans cette tentative et demandent à la population d'être présente

et solidaire par la fourniture d'articles de base. Le gouvernement ordonne des mesures de pression contre les personnes âgées, faisant appel à environ 200 agents de la police nationale pour les maintenir encerclés et incomunicado, sans eau ni accès à des toilettes et à de la nourriture.

« Dans ces circonstances apparaissent des jeunes qui répondent à l'appel de l'UNAM, convoqués par leurs réseaux sociaux sous l'hashtag #OcupaINSS. Ils se mobilisent pour aider les retraités en leur fournissant des biens de première nécessité tels que de l'eau, de la nourriture et une assistance médicale. Certaines personnes âgées avaient été expulsées et se trouvaient à l'extérieur avec des membres de leur famille et un groupe de jeunes ; ils tentent de distribuer de la nourriture et de l'eau à ceux qui se trouvent à l'intérieur du bâtiment de l'INSS. Une dizaine de jeunes, à cause de leur solidarité avec les retraités, sont détenus arbitrairement pendant plusieurs jours.

« Les étudiants en médecine créent un poste médical temporaire parce que les ambulances refusent de prêter attention aux personnes âgées. Entre 50 et 100 jeunes passent la nuit en vigile pour les soutenir en cas d'expulsion par la police. Ils adoptent des stratégies créatives d'action non violente, telles que danser, allumer des bougies et chanter devant la police, soulignent Chamorro et Yang.

Négation des faits

« Alors que se déroulent l'occupation de l'INSS et les violences policières, le gouvernement censure la nouvelle dans ses médias. La porte-parole officielle du gouvernement, Rosario Murillo, ignore la situation en déclarant dans les nouvelles du 18 juin : 'Combien de bonnes nouvelles ! Que c'est beau de vivre en paix ! Quelle tranquillité dans notre pays !' Les autres institutions de l'État, interrogées par des journalistes

indépendants, nient tout. Le porte-parole de la police, le commissaire Fernando Borge nie l'arrestation des jeunes, accuse les personnes âgées d'avoir causé du dommage et nie aussi les mesures de pression du gouvernement.

Accusation contre les personnes âgées et #OcupaINSS

« Incapable de nier les faits et le soutien que la demande obtenait de la part de la population, le gouvernement choisit de remettre en question les motivations des personnes âgées et de leurs alliés. Le 21 juin, Gustavo Porras, alors député du FSLN, présente un nouveau récit : les personnes âgées sont ‘manipulées’ par des éléments de ‘droite’ qui ‘ont un plan pour détruire le système de sécurité sociale’ ; la ‘manifestation’ est une action contre le gouvernement du commandant Daniel Ortega ‘et, par conséquent, contre les aspirations du peuple’. Porras déclare qu'il n'y aura aucune négociation avec l'UNAM et que la seule réponse du gouvernement sera une démonstration de force dans laquelle tous les agents de l'État seront mobilisés pour montrer que ‘le peuple’ appuie le gouvernement et non les retraités. Le porte-parole de la police accuse également les manifestants d'avoir provoqué des actes de violence, notamment d'avoir ‘blessé des policiers’ et d'obéir à ‘des intérêts sombres et malveillants qui cherchent perversement à discréditer et à délégitimer le travail de la police’.

« Ces accusations contre les manifestants permettent de recourir à la violence, ceux-ci étant présentés non pas comme des adversaires politiques, mais comme des ‘ennemis’ publics qui doivent être éliminés, affirment Chamorro et Yang.

Terrorisme d'État : #J22NoSeOlvida

« À l'aube du 22 juin, à 4 heures du matin, le camp des manifestants est attaqué par environ 300 jeunes

hommes, liés à la Jeunesse sandiniste 19 juillet, cagoulés et portant des armes à feu. En présence d'au moins 30 membres de la police nationale qui surveillent le bâtiment de l'INSS, ces jeunes hommes, arrivés sur les lieux dans quatre camions du maire de Managua, étendent de l'essence sur le camp, et menacent de mort et de viol, dévêtent et agressent, avec des bâtons, des marteaux, des machettes et des armes à feu plus de 50 jeunes et 35 personnes âgées. En outre, ils volent environ 80 000 dollars de leurs effets personnels, dont sept véhicules ainsi que des dons recueillis en appui aux retraités. Des gens qui passaient en voiture devant la scène avertissent les pompiers, mais ceux-ci refusent d'aider les manifestants.

« L'utilisation des ressources et des institutions de l'État montre qu'il s'agit bel et bien d'une opération planifiée par les plus hauts dirigeants du régime Ortega. L'évêque auxiliaire de Managua, Mgr Silvio José Báez, qualifie l'opération gouvernementale de 'terrorisme d'État'.

« Ce n'est pas la première fois, notent les auteures, que les forces para-policières utilisaient de la violence dans les espaces publics urbains du pays. Cependant, la violence utilisée contre le camp #OcupaINSS, dépasse nettement celle employée dans le passé et vise clairement à semer la peur chez les jeunes en les humiliant avec des techniques de torture telles que les déshabiller de force, afin qu'ils ne participent plus jamais à une manifestation.

Appropriation de la demande et diffusion d'informations sur les réseaux sociaux

« Deux heures plus tard, des camions à ordures de la mairie de Managua se présentent sur le site, ramassent ce qui reste du camp de protestation et de la mini-clinique de santé des manifestants. Simultanément, un

groupe de la Jeunesse sandiniste 19 juillet (JS), dirigé par Pedro Orozco, qui, selon les enquêtes journalistiques, serait l'organisateur de l'opération de violence, apparaît sur le site avec leurs tee-shirts, sur lesquelles apparaissent les paroles réconciliatrices de John Lennon 'Peace and Love'. Devant les médias et les autorités de l'Église catholique, la JS affirme défendre le droit à une pension réduite. Suite à la violence pratiquée sur les lieux, le message 'Paix et amour' apparaît on ne peut plus cynique.⁵⁸

« D'autres 'jeunes' sympathisants du gouvernement arrivent bientôt pour occuper le site de la manifestation.

« En outre, le gouvernement, dans le but de contrecarrer le discours en ligne des manifestants, organise des ateliers pour ses militants des réseaux sociaux, et produit l'hashtag #AmiNoMeEnganaLaDerecha (Moi, la droite ne me trompe pas) et en créant de faux profils (bots). Depuis lors, les Ortega-Murillo démontrent leur capacité à altérer leurs tactiques organisationnelles dans le but de contrôler tous les espaces publics, médiatiques et virtuels, poursuivent Chamorro et Yang.

« Deux jours plus tard, le 24 juin, le gouvernement organise une grande marche, 'Acte d'appui au gouvernement et aux personnes âgées', dans laquelle il tente sans vergogne de transformer le discours qu'il

⁵⁸ L'hypocrisie que soulignent Chamorro et Yang avait été soulignée, en 1969, par John Lennon lui-même : "You gotta remember, establishment, it's just a name for evil. The monster doesn't care whether it kills all the students or whether there's a revolution. It's not thinking logically, it's out of control." (Tu dois te rappeler, establishment c'est juste un nom pour le mal. Le monstre ne s'en fait pas de tuer tous les étudiants, ni qu'une révolution soit enclenchée. Il ne pense pas logiquement, il est hors contrôle.) Cité dans [Information Clearinghouse](#) "Gimme Some Truth: John Lennon Tells It Like It Is", John W. Whitehead, consulté le 30 octobre 2018.

avait maintenu jusqu'à alors, affirmant que la marche en cours se veut un soutien à la demande des retraités pour une pension réduite. La 'revendication des droits' des personnes âgées devient, à partir de ce moment-là, un axe de la propagande officielle.

« Trois semaines plus tard, Daniel Ortega rétablit par le décret présidentiel n°28-2013, et ce sur une place remplie de spectateurs célébrant le 34e anniversaire de la révolution populaire sandiniste, la pension réduite. Le gouvernement était prêt à accepter, au fond, la revendication d'une pension réduite, mais uniquement après avoir éliminé de l'équation 'l'ennemi', les jeunes autoconvoqués, proclamant haut et clair que dans cette dictature 'seul le FSLN' peut parler au nom du peuple et de son intérêt.

« Le cas de #OcupaINSS permet d'illustrer comment les ressources de l'État – camions du bureau du maire de Managua, système de santé publique et de premiers secours, police nationale et système de justice – peuvent servir à perpétrer un acte criminel de haute envergure. Au cours des cinq dernières années, le ministère public et la police nationale ont refusé de donner suite aux plaintes pour violences et vols qualifiés déposées par les jeunes manifestants. La complicité et l'impunité de ces crimes sont des symptômes de la décomposition vertigineuse des institutions de l'État et de leur manque d'autonomie par rapport aux intérêts du régime Ortega-Murillo, dénoncent Chamorro et Yang.

« Les stratégies du régime analysées dans cet essai ont été et sont utilisées dans différentes combinaisons pour faire face à l'insurrection civique récente des Nicaraguayens et Nicaraguayennes. Cependant, depuis que le régime a démontré qu'il était prêt à tuer, ces tactiques ne suffisent plus ; Ortega n'arrive pas à gouverner sans recourir à la force et continuer le massacre. Depuis deux mois, en perdant la légitimité

populaire, le terrorisme d'État a pris une nouvelle tournure. Il instille le terrorisme en faisant appel à des franc-tireurs, des groupes paramilitaires portant des armes de guerre, et même en ayant recours à des armes chimiques. Cependant, notre propre histoire est témoin du fait qu'un gouvernement n'arrive pas à garder le pouvoir en ne s'appuyant que sur les armes, rappellent Chamorro et Yang.

Et elles concluent :

« Il appartiendra au Nicaragua libre d'enquêter sur la profondeur de l'appareil terroriste d'État implanté et de traduire en justice ceux qui l'ont dirigé depuis leurs positions de pouvoir. Pour qu'arrive ce Nicaragua de vérité et de justice, nous crions aujourd'hui plus fort que jamais # J22NoSeOlvida. »

Gioconda Belli : lettre ouverte au Secrétaire général de l'OEA

Le 7 juin 2018, la renommée et primée écrivaine nicaraguayenne, [Gioconda Belli](#), adresse [une lettre ouverte](#) à Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA. Voici des extraits de sa lettre :

« Je comprends qu'il vous soit difficile de croire que Daniel Ortega, l'un des neuf dirigeants de la Révolution sandiniste, soit devenu un dictateur.

« Le bel exploit de notre révolution obscurcit les yeux de ceux qui pensent encore que le FSLN, revenu au pouvoir en 2007 au Nicaragua, est le même qu'ils avaient soutenu dans les années soixante-dix et quatre-vingt, déclare Belli.

« Malheureusement, cette illusion dérouté ceux qui s'imaginent qu'il existe au Nicaragua une gauche qui mérite leur soutien. L'écran des symboles les a amenés à ignorer, au nom de l'idéologie, les jalons qui ont révélé la vraie nature de Daniel Ortega, un homme qui

a mis de côté ses principes dans le but de préserver le pouvoir absolu qu'il détient. Son gouvernement a sans aucun doute été très habile à dissimuler les manœuvres qui lui ont permis de contrôler totalement l'État nicaraguayen et ses institutions. A tel point que, même vous, vous ne semblez pas accepter les preuves du dysfonctionnement du gouvernement actuel. Je crois, Don Luis, que vos appels à retrouver la légitimité démocratique par la voie électorale ne sont pas contestables. En tant que secrétaire de l'OEA, vous avez raison de défendre ces mécanismes civilisés et d'espérer que cette crise sera résolue par des élections. Mais vous devez également ouvrir un peu les yeux pour voir à qui vous avez affaire. Je voudrais appeler votre attention, M. Almagro, sur des faits montrant la nature de Daniel Ortega, qui a pu, depuis le 18 avril, tirer sur des manifestants non armés, faisant ainsi plus de 120 morts dans notre pays en 48 jours de manifestations pacifiques.

« Ortega et Murillo ont lancé une campagne de haine. Les paramilitaires, la police et la police anti-émeute sont envoyés chaque nuit avec un permis de tuer, de semer le chaos. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Depuis 2008, de nombreux Nicaraguayens ont goûté dans leur propre chair à cette tactique consistant à lancer des gangsters contre les manifestations de citoyens mécontents. Nous avons été battus pendant que la police surveillait et garantissait l'impunité de ces attaques violentes. C'est par la peur que nos dirigeants ont contrôlé les rues du pays depuis onze ans. Maintenant, ils veulent récupérer les rues en faisant la même chose. Sauf que cette fois les gens ont perdu leur peur. La présence généralisée et constante des personnes dans les rues, en dépit de ces punitions et de ces meurtres quotidiens, a conduit l'Ortéguisme à perdre toute retenue et à recourir à des mensonges pour couvrir sa responsabilité. Dans un pays en paix, le plus

‘sécure’ d'Amérique centrale, l'euphémisme consistant à appeler de ‘gangs criminels’ ceux qui protestent constitue pour le gouvernement le moyen de se permettre de les attaquer et de les traiter comme des criminels. Les gens se défendent avec des pierres et des mortiers artisanaux. Et ils sont attaqués par des voyous rémunérés et du personnel qui portent des armes militaires et qui possèdent l'expertise et les fusils Dragonov de francs-tireurs qui tuent de sang-froid, poursuit Belli. (...)

« Daniel Ortega est un homme dont la belle-fille l'a accusé de l'avoir abusée sexuellement depuis l'âge de 11 ans. Un homme marié à une femme qui a fait un pacte avec lui et a agi contre sa fille en échange d'une part du pouvoir. Daniel Ortega est un homme qui a pu accuser de trahison et inciter à la haine, parmi les bases sandinistes, contre ses propres camarades. D'honnêtes personnes, héros de la révolution, ont été calomniées et persécutées. Celui qui s'oppose à Ortega est maudit et accusé via toutes sortes de mensonges. J'apparais moi-même en tant que terroriste dans une vidéo qu'ils ont distribuée récemment.

« Daniel Ortega est un homme qui a négocié avec le président Arnaldo Alemán, condamné pour sa corruption et le pillage de l'État, en vue de remporter des élections au premier tour avec 35% des suffrages et non 45%, comme c'était le cas auparavant. Pour gagner la faveur de l'Église catholique, il est passé d'athée à chrétien fervent et a cédé à son ennemi juré, Mgr Obando y Bravo, l'interdiction absolue de l'avortement thérapeutique dans notre pays, un droit qui existait depuis le 19^{ème} siècle, pour les femmes dont la grossesse représentait un risque pour leur vie. C'est avec les votes du FSLN que cette loi a été réformée et adoptée à l'Assemblée nationale.

« Comment peut-on appeler démocratie, M. Almagro, un système sans séparation État-Parti, où un député du FSLN, élu par le peuple, est renvoyé pour s'être abstenu de voter en faveur de l'octroi du droit de construire un canal interocéanique sur notre territoire à un homme d'affaires chinois, une concession de souveraineté aux multiples répercussions que l'Assemblée générale a approuvée en cinq jours ?

« Et que dire des fraudes électorales lors des élections municipales de 2008 et de la réélection inconstitutionnelle de 2011, résultat d'un processus vicié que les organisations internationales ont pu elles-mêmes constater ? Cette manœuvre a permis à Ortega d'obtenir une majorité suffisante à l'Assemblée pour pouvoir modifier la Constitution et pouvoir être réélu indéfiniment. L'Assemblée nationale, la Cour suprême et le Conseil électoral suprême fonctionnent comme des instruments partisans pour faire ce qui est commandé ; ils n'ont aucune indépendance. Et il en est ainsi avec la police et l'armée dont les codes ont été modifiés afin que les partisans d'Ortega puissent être réélus à plusieurs reprises comme chefs, affirme Belli.

« Ce serait très long, M. Almagro, de nommer les nombreuses astuces et manœuvres utilisées par le couple Ortega-Murillo pour exercer un pouvoir de plus en plus absolu et concentré sur leurs deux personnes. La nomination de Rosario Murillo à la vice-présidence est inconstitutionnelle. Un autre signe de non-respect de la loi et de la volonté de ce couple d'établir un pouvoir dynastique.

« Même si je peux, il est vrai, vous dire ces choses et publier cette lettre dans les quelques médias indépendants, ni cette lettre ni le rapport de la CIDH ne seront connus de la majorité des Nicaraguayens et Nicaraguayennes, puisque le couple présidentiel et leurs enfants sont ceux qui contrôlent la majorité des

chaînes de télévision et de radios couvrant tout le pays. Ils ont reçu la CIDH, mais demandez-leur de publier son rapport avec leurs conclusions et recommandations et vous verrez qu'ils n'en feront pas grand cas. Somoza a également reçu la CIDH après le génocide de 1978. Hier comme aujourd'hui, la pression populaire et leur désir que vous croyiez en eux les ont forcés à le faire. Vous savez de première main qu'en 2015, Ortega a annoncé qu'il ne permettrait pas l'observation internationale des élections. L'accompagnement qu'il a accepté de l'OEA n'a pas empêché sa manœuvre de simplement annuler la coalition de partis qui pouvaient se présenter contre lui. En 2016, lors de la deuxième réélection consécutive d'Ortega, vous avez assisté à une élection où seul Ortega pouvait remporter la victoire, car il n'y avait aucune concurrence, et l'électorat avait répondu par une abstention massive. Les dés étaient pipés et vous n'avez assisté qu'à un processus dont le contenu avait été vicié à l'avance. (...)

« Ce que le Nicaragua demande, c'est que l'OEA condamne le massacre d'Ortega et soutienne la majorité de la population nicaraguayenne dans sa demande d'obtenir la démission d'Ortega et de Murillo, afin de faciliter, par le biais d'une transition constitutionnelle, un gouvernement qui organise, avec votre aide, un processus électoral fiable et transparent, pour choisir les nouvelles autorités le plus rapidement possible.

« En tant que femme, en tant que mère nicaraguayenne, unie à la douleur de tant de mères qui ont perdu leurs enfants dans cette vague de répression qui se poursuit, j'écris cette lettre ouverte pour vous prier de cesser d'oxygéner ce gouvernement qui, enclavé par son propre peuple, utilise votre soutien pour continuer ses excès et causer la mort de plus de Nicaraguayens, conclut Gioconda Belli. »

Pacte de Daniel Ortega avec Arnoldo Alemán

Dora María Téllez et Gioconda Belli font toutes deux allusion au pacte signé par Daniel Ortega avec Arnoldo Alemán en 1999, ce qu'elles considèrent de toute évidence comme négatif et condamnable. Vu l'importance de cet accord, je reproduis ci-dessous un blogue qui explique sa nature.

Le lecteur notera que le pacte, bien que négocié avec un homme qui était fondamentalement un criminel, conférait à Ortega deux avantages considérables. Il savait que le FSLN, depuis plusieurs années, n'arrivait qu'à obtenir, dans les élections comme les sondages, qu'un peu plus de 35% des voix et il était plongé dans un scandale qui faisait la une, sa belle-fille Zoilamérica l'ayant publiquement accusé de l'avoir agressée sexuellement pendant des années à l'adolescence, durant la révolution sandiniste. Le premier avantage : réduire le seuil électoral à 35% augmenterait considérablement ses chances de remporter de futures élections. Le deuxième : comme le pacte garantissait à Ortega et à Alemán de siéger à l'Assemblée nationale pour les deux prochains mandats, Ortega savait que l'immunité parlementaire dont il jouirait en tant que membre du parlement empêcherait Zoilamérica de le traduire en justice.

El Pacto entre Ortega y Alemán publié le 11 de février 2008 par *Just another WordPress*

Dans ce qui suit, je reproduis le blogue⁵⁹ de *Just another WordPress*, qui explique la nature du pacte :

« Le Nicaragua offre un exemple extrême d'alliance législative entre deux partis. Il s'agit bien évidemment d'une forme de coopération opportuniste formée par Ortega (FSLN) et Alemán (PLC) pour contrôler la politique nicaraguayenne. 'La formation du système

⁵⁹ [El Pacto entre Ortega y Alemán](#), *Just another WordPress*, le 11 février 2008. Ce blogue reproduit de longues citations de l'article « [The Upcoming Nicaraguan Elections](#), » *Council on Hemispheric Affairs*, le 10 août 2006.

bipartite qui existe au Nicaragua ces dernières années a pris naissance à la fin des années 80s, lorsqu'est apparue une opposition conservatrice électorale au mouvement sandiniste révolutionnaire. Cependant, la consolidation de la domination des deux partis n'a été orchestrée qu'en 1999, quand un pacte politique cynique, appelé 'el Pacto', a été négocié entre Ortega, leader du FSLN, et Alemán, leader du Parti libéral conservateur (PLC). Cet arrangement antidémocratique, qui a été négocié par des élites à des fins personnels peu nobles et au détriment de l'électorat, a été continuellement caractérisé par la corruption et représente un coup dur pour un processus électoral libre et une gouvernance légitime.'

« Le pacte conclu en 1999 donne aux deux dirigeants un contrôle important sur environ 90% de la législature: 'Le pacte politique conclu en 1999 entre Daniel Ortega et Arnoldo Alemán – président de 1996 à 2001, condamné à 20 ans de prison pour fraude et détournement de fonds – est l'aboutissement de plusieurs années de vénalité politique de laquelle les Nicaraguayens tentent manifestement de s'échapper avec les élections de 2006. L'accord réunissait leurs deux partis à l'Assemblée nationale et donnait à Ortega et à Alemán le contrôle sur près de 90% de la législature – conférant au duo unifié des pouvoirs quasi dictatoriaux sur la nation. Les dirigeants ont utilisé leur contrôle majoritaire pour l'affirmation cynique d'une influence déterminante sur de nombreuses facettes de la vie publique nicaraguayenne, notamment la Cour suprême et le Conseil électoral suprême (CSE). [...] Le pacte assurait également à Ortega et à Alemán un siège à l'Assemblée nationale pour les deux prochains mandats, une position convoitée par les deux hommes en raison de l'immunité parlementaire qu'elle conférait. En raison de cette protection privilégiée, Ortega et Alemán ont évité des poursuites pour divers crimes

commis les années précédentes, Ortega pour des accusations d'abus sexuels à l'égard de sa belle-fille Zoilamérica, alors qu'elle était adolescente, et Alemán pour fraudes et détournements de fonds,' explique *Just another WordPress*.

« Le pacte a également eu des effets sur le comportement électoral des partis : 'L'Assemblée nationale contrôlée par Ortega et Alemán a adopté en janvier 2000 une loi augmentant le seuil électoral pour les partis politiques souhaitant participer à l'Assemblée nationale, établissant ainsi la domination du FSLN et du PLC. Enfin, Ortega a veillé à ce que l'Assemblée nationale adopte une loi qui limite à 35% du vote populaire le pourcentage nécessaire pour remporter la présidence au premier tour (dans le cas où aucun candidat n'obtient 35%, les meilleurs candidats sont soumis à un second tour). [...] Le duopole créé par le pacte a effectivement entaché la légitimité démocratique du Nicaragua,' conclut *Just another WordPress*. »

Dora María Téllez interviewée à propos de la révolte populaire

Carlos Salinas Maldonado, de *Confidencial*, interview Dora María Téllez le 8 juillet 2018 à propos de la crise actuelle au Nicaragua.⁶⁰ Voici des extraits de cette interview :

Téllez : Ce que tous les Nicaraguayens demandent, c'est qu'ils partent, et maintenant ! Avant qu'il n'y ait 300 morts, c'était possible de discuter. Mais 300 morts plus tard ? Il n'en est absolument pas question ! Des élections anticipées peuvent avoir lieu en décembre, en janvier, en février ou en mars, mais il faut un gouvernement de transition garantissant la transparence des conditions électorales et que la participation et la décision du peuple nicaraguayen soient

⁶⁰ [“Dora María Téllez: “el MRS está en todas partes.”](#) consulté le 15 juillet 2018.

respectées, mais sans la famille Ortega-Murillo au pouvoir. C'est une chose essentielle, maintenant qu'ils ont versé le sang de centaines de Nicaraguayens.

Maldonado : Ortega serait-il disposé à quitter le pouvoir ou allons-nous assisté à encore plus de déversement de sang au Nicaragua ?

Téllez : Je ne vois pas Ortega vouloir partir, mais Somoza non plus ne voulait pas partir ; cependant, il a dû signer, éventuellement, sa démission. Le problème n'est pas de savoir si Ortega est prêt ou non. Le fait est que lui et sa famille savent que leur temps au pouvoir est compté. Ce qui se passe, c'est qu'ils veulent prolonger ce temps autant que possible et qu'ils veulent faire payer aux Nicaraguayens le prix le plus élevé possible, car cela correspond précisément au caractère criminel du gouvernement Ortega-Murillo. Le couple sait qu'il doit partir. Le jour viendra où Daniel Ortega signera sa lettre de démission, mais il veut en faire payer le prix aux Nicaraguayens. Cela n'a pas de nom. Ils savent très bien qu'ils vont occasionner des dégâts considérables à la population. Ceux qui croient le contraire sont ceux qui se promènent cagoulés. Mais ceux qui se promènent cagoulés, les gens dans tous les quartiers savent qui ils sont ; dans tous les quartiers du Nicaragua, les noms des personnes cagoulés sont connus. (...)

Maldonado : Voyez-vous le risque d'une nouvelle guerre civile au Nicaragua ?

Téllez : Je ne vois pas de guerre civile, je vois une guerre du couple Ortega-Murillo contre le peuple nicaraguayen. C'est un couple mafieux, criminel, armé, lancé contre le peuple. C'est ça la réalité. Cette offensive contre Sutiaba a été lancée par des groupes dirigés par la famille Ortega-Murillo dans le but de tirer sur le peuple nicaraguayen, une armée d'occupation, quoi. Si vous regardez les vidéos et observez comment ces groupes entrent dans Sutiaba, ils apparaissent comme une armée d'occupation. Les gens ferment les portes de leur maison, les membres de ces groupes marchent seuls

dans les rues en tirant sur tout ce qui bouge. Ils l'ont fait partout : à Masaya... c'est ainsi aussi qu'ils sont entrés à Granada.

Maldonado : Voyez-vous la possibilité que les habitants de ce pays qui ont encore des armes puissent faire face à cette situation de violence ?

Téllez : Je crois que l'immense majorité du peuple nicaraguayen fait preuve d'une discipline et d'une immense conviction civique dans son combat. Car combien d'armes légales peut-il y avoir au Nicaragua ? Des milliers. La police nationale possède cette statistique. De milliers d'armes légales sont en circulation, car le paysan possède son fusil calibre 22, son fusil calibre 12, et son pistolet. Où sont ces armes ? Vous n'avez pas vu les gens y recourir. Si vous les aviez vus, les paramilitaires ici seraient déjà complètement liquidés.

Maldonado : Est-il possible de poursuivre les négociations, le Dialogue national peut-il continuer alors qu'Ortega est en train de perpétrer ce massacre au Nicaragua ?

Téllez : Je crois qu'il est inévitable de faire l'effort du dialogue, mais qu'est-ce qui arrive présentement ? Le Dialogue national a été paralysé pendant 15 jours. Car Ortega ne répond pas et je pense que l'Alliance civique a très bien réussi à démasquer Ortega. « Non, je veux dialoguer, nous voulons une solution constitutionnelle, » a déclaré Ortega. C'est ça le message que le couple Ortega-Murillo demande à ses porte-paroles dans le Dialogue national de transmettre ! « Que la Constitution ne soit pas violée ; c'est ça le dialogue. »

Ah, eh bien, l'Alliance civique a déjà réussi à démasquer le tour qu'ils avaient dans leur sac. Est-ce que Daniel Ortega a accepté de siéger à la Commission de la justice ? Non ! C'est lui qui a bloqué cette commission. Et qui bloque la Commission de sécurité et de vérification ? Daniel Ortega. Qui bloque la commission électorale ? Daniel Ortega.

Ortega ne veut pas de dialogue. Ce qu'il veut, c'est gagner du temps pour continuer à faire pression pour voir s'il a la possibilité de rester, mais il est fait à l'os ! Ce sont ses coups de pied de noyade. Ortega a une date limite et il le sait. Peu importe combien il saute, combien il se jette à terre et la quantité de dégât qu'il nous inflige, sa famille et lui-même ont un délai et ils le savent parfaitement.

Maldonado : Et cette date limite, est-ce mars 2019 ?

Téllez : Au plus tard ! Nous devons devancer la date limite le plus possible, car il ne peut pas continuer à tuer autant de Nicaraguayens. C'est pourquoi nous disons : « Accélérons et approfondissons notre lutte. » Nous menons une lutte civique, nous sortons dans la rue.

Dans toutes les communautés du Nicaragua, les gens sortent dans la rue. Ils sortent à Rio Blanco. La semaine dernière, ils sortaient à Muelle de los Bueyes. Malpaisillo se trouve au beau milieu d'une forte pression, car on arrive pour les menacer. Les gens de Granada sont sortis dans la rue : en fin de compte, il s'agit de dizaines de villes et de communautés nicaraguayennes qui descendent dans la rue, même s'ils subissent de très fortes pressions. Et nous devons continuer à le faire. Nous devons donner un coup à Ortega et lui faire comprendre que « Les portes de tout le Nicaragua lui sont fermées » comme nous l'avons fait le jour de la grève nationale lorsque nous avons dit, « Tout le Nicaragua te ferme les portes... »

Maldonado : Le conseiller du président Daniel Ortega, Paul Oquist, a déclaré lors d'une interview diffusée sur un réseau international qu'un coup d'État se préparait au Nicaragua et a accusé la MRS de participer à ce processus. Que pensez-vous de ces déclarations ?

Téllez : Cet homme manque de sérieux. D'abord, il affirme ces choses en croyant que les gens sont stupides, en croyant que personne ne dispose d'information, en croyant qu'il peut tromper facilement les gens. Paul Oquist a le cynisme

caractéristique du régime Ortega-Murillo. C'est avec ce cynisme que Rosario Murillo apparaît chaque jour à la télévision et à la radio, répétant la même chose. Ils déversent du sang dans les quartiers et les communautés et elle dit que nous sommes dans l'amour et la paix au Nicaragua. C'est du cynisme ! Oquist fait ce qu'on lui dit de faire, c'est un employé...

Maldonado : Quelle est la relation du MRS avec les manifestations ? Êtes-vous impliqués dans les barricades de rue, dans les barrages routiers qui ont été construits dans le pays ?

Téllez : Nous sommes impliqués depuis l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega en 2007, en opposition à Ortega. Nous l'avons dit clairement à l'époque, Herty Lewites a déclaré : « Je suis né sous une dictature, je ne veux pas mourir dans une autre. » Qu'est-ce que Herty voulait dire ? Il faisait référence à Daniel Ortega, parce que nous estimions qu'Ortega avait un comportement qui allait soumettre le Nicaragua à un régime dictatorial. Qu'il allait atteindre ses pires extrêmes. Personne ne pouvait imaginer qu'il atteindrait ces extrêmes. C'est pourquoi nous avons décidé de faire partie de l'opposition et de nous opposer totalement à Ortega. Nous sommes partout. Les membres du MRS sont là où le peuple nicaraguayen se trouve, dans les barrages routiers, les barricades de rue, les manifestations, les réseaux sociaux, dans les rues. Ils sont là où se trouve le peuple nicaraguayen. (...)

De nombreux progressistes condamnent la répression de Daniel Ortega

Le même jour où Rosario Murillo prononce son discours devant les Nicaraguayens le 18 juillet 2018, discours à caractère victorieux et profondément religieux, *El País* publie une lettre ouverte, « [Declaración urgente por Nicaragua](#) », initialement signé par de nombreux intellectuels progressistes

et militants sociaux latino-américains, puis éventuellement par d'autres progressistes du monde entier:

« En tant qu'intellectuels, activistes sociaux et universitaires, nous tenons à exprimer notre profonde révolte face à la très grave situation de violence politique et de violation des droits de l'homme que subit le Nicaragua, sous la responsabilité du régime actuel Ortega-Murillo, qui a fait environ trois cents morts au cours des trois derniers mois.

« Indignation, douleur, et sentiment de frustration historique ne sont que doublés quand une telle aberration politique est le produit de dirigeants et de gouvernements qui se disent de gauche. Qu'est-ce qui peut faire plus de mal que l'ironie d'un dirigeant qui, tout en se proclamant révolutionnaire, imite les pratiques criminelles de ce dictateur contre lequel il a lui-même lutté ? Et cette indignation devient encore plus intense lorsque ce panorama de violence politique d'État s'accompagne du silence complice de dirigeants politiques et d'intellectuels renommés qui s'auto-déclarent de gauche. La connivence d'un certain establishment intellectuel – une gauche soi-disant 'officielle' qui assume généralement la représentation exclusive de la gauche – a transformé le pouvoir gouvernemental en cynisme on ne peut plus débridé, déclarent les signataires.

« Dénoncer cette situation aussi douloureuse qu'inacceptable, dénoncer les violations des libertés et des droits les plus élémentaires que le gouvernement nicaraguayen a perpétrées, n'est pas seulement un devoir de solidarité humanitaire. C'est aussi un acte et un appel collectif à la défense de la mémoire révolutionnaire ; un effort pour éviter que cette dégénérescence politique en cours se poursuive et s'accroisse.

« Il n'y a pas de pire vol que de décevoir, par fraude politique, l'espoir du peuple, soulignent les signataires.

« Il n'y a pas de pire pillage que celui qui vise à exploiter les énergies révolutionnaires de ceux qui luttent pour un monde juste.

« Il n'y a pas de pire impérialisme que le colonialisme interne qui devient une violence oppressante revêtue d'une rhétorique anti-impériale.

« C'est tout cela qui se produit présentement au Nicaragua. Ce pays, qui était un symbole fertile d'espoir émancipateur à la fin des années 70, est devenu un nouveau champ d'autoritarisme, dénoncent les signataires.

« La mémoire entachée de l'une des révolutions les plus nobles et les plus prometteuses de notre Amérique, telle que l'était et continue à l'être celle de Sandino ; la mémoire des luttes anticapitalistes d'un peuple souffrant, mais courageux, aujourd'hui piétiné dans une tentative de dissimuler la violence ordinaire typique d'un régime dictatorial, de ces dictatures qui sont redondantes et se répètent dans notre histoire. L'ancien dirigeant révolutionnaire, honoré par la confiance de son peuple, est devenu aujourd'hui un dictateur, aveugle de pouvoir et les mains tachées du sang des jeunes. Telle est la situation violemment amère de notre cher Nicaragua.

« Nous élevons la voix pour condamner publiquement la dictature qu'est devenu le gouvernement Ortega-Murillo. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple nicaraguayen et sa jeunesse, qui, aujourd'hui encore une fois, se soulèvent en résistance. Nous soutenons et accompagnons leurs demandes de dialogue et de paix, pour mettre un terme à un gouvernement illégitime et criminel qui usurpe aujourd'hui la mémoire sandiniste. Nous le faisons avec la conviction que ce qui est en jeu

ici, ce n'est pas seulement 'sauver l'honneur' du passé, mais surtout sauver et prendre soin des semences émancipatrices de l'avenir, aujourd'hui mises en péril, concluent les signataires. »

Plaintes des évêques catholiques en 2014 à Daniel Ortega

Auparavant, dans la section de ce livre intitulée *Événements clés dans la crise : avril à novembre 2018*, j'avais évoqué l'intervention très émouvante de l'évêque d'Estelí, Abelardo Mata, lors du Dialogue historique national qui s'est déroulé entre le gouvernement Ortega et les manifestants en mai 2018:

« Monsieur le Président, (...) a commencé, et c'est avec douleur que je le dis, une révolution sans armes. Ici, il n'y a pas armée contre armée. C'est une population qui exprime toutes les doléances à votre égard que nous évêques avons recueillies depuis de nombreuses années, doléances que nous avons eu l'occasion de vous présenter [le 21 mai 2014](#).

Pour le gouvernement Ortega et ses partisans, cette intervention émouvante révèle que Mgr Mata, comme Mgr Silvio Báez et quelques autres, au lieu d'agir en tant que médiateurs dans le Dialogue national, unissent leurs forces à celles de l'opposition.

Pour permettre aux lecteurs de comprendre ce que Mgr Mata a voulu exprimer avec cette déclaration émotionnelle, je reproduis ci-dessous des extraits du document « [En búsqueda de nuevos horizontes para una nicaragua mejor](#) » (À la recherche de nouveaux horizons pour un meilleur Nicaragua), qui représente un résumé de ce que les évêques du Nicaragua ont dit au gouvernement Ortega le 21 mai 2014:

« Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour résoudre le problème de la pauvreté, nous continuons de souffrir dans le pays de ce que le pape François a appelé la 'culture du rejet'. Une grande partie de notre

population vit dans la misère, le chômage est alarmant, le coût de la vie et la pauvreté ne cessent d'augmenter, alors que, comme cela a toujours été le cas dans l'histoire de ce pays, quelques individus et groupes de pouvoir continuent à s'enrichir sans mesure. Les pauvres dans la société ne sont plus en bas, à la périphérie ou sans pouvoir, mais tout simplement exclus. Les exclus ne sont pas des 'exploités' mais de simples déchets, des 'restes' (Evangelii Gaudium, 53). (Paragraphe 8)

Études Nord-Sud cessent d'apporter des produits pharmaceutiques au Nicaragua

Commentaire par Ovide Bastien

Entre 2007 et 2013 environ, le programme Études Nord-Sud du Collège Dawson a apporté au Nicaragua, au cours de chaque stage étudiant, des produits pharmaceutiques d'une valeur approximative de 60 000 dollars canadiens, qui étaient distribués aux centres de santé publics des municipalités de San Juan de Cinco Pinos, Santo Tomás del Norte, San Francisco del Norte et San Pedro del Norte. Ces produits étaient des dons d'entreprises pharmaceutiques canadiennes, que nous obtenions par l'intermédiaire de l'ONG « [Partenaires canadiens pour la santé internationale](#) ». Nous avons décidé d'abandonner ce projet, en grande partie à cause des procédures bureaucratiques de plus en plus complexes et nombreuses auxquelles nous devons faire face chaque année à la douane nicaraguayenne, et qui devenaient de plus en plus insupportables. Un de mes amis nicaraguayens, qui a géré pendant des années toute l'aide gouvernementale et non gouvernementale fournie au Nicaragua par l'Autriche, m'a confié qu'il avait vécu la même expérience. En raison de la bureaucratie croissante à la douane, il a également cessé d'apporter des dons étrangers de produits pharmaceutiques au Nicaragua.

« Nous sommes préoccupés par le fait que de nombreux dons reçus de l'étranger, tels que des médicaments et des instruments chirurgicaux destinés à des hôpitaux et à des centres de santé publics, rencontrent de graves difficultés dans les procédures douanières avec le risque qu'une grande partie d'entre eux se détériore ou expire avant d'arrivée à destination. Il est nécessaire que le gouvernement de la République simplifie les procédures afin que ces dons atteignent leur destination finale plus rapidement pour assister nos frères les plus nécessiteux. (Paragraphe 10) »

Les évêques nicaraguayens critiquent le « traitement inhumain cruel et dégradant » auquel les prisonniers—des citoyens nationaux et étrangers—sont soumis, notamment dans les prisons d'El Chipote, et demandent leur fermeture :

« Bien que nous soyons heureux que l'appel d'offres pour la construction de la nouvelle prison de Bluefields soit déjà en cours, avec les fonds saisis dans le trafic international de drogue, nous savons, par l'intermédiaire de notre pastorale pénitentiaire nationale, d'organisations de défense des droits de l'homme et du Bureau du procureur général de la République, que la population pénitentiaire vit dans un surpeuplement alarmant et dangereux, mettant en danger leur vie, leur intégrité et même celle des agents qui travaillent dans lesdits centres. Ces dernières années, on assiste à une augmentation de cas de traitement inhumain cruel et dégradant de citoyens nationaux et étrangers, en particulier dans les prisons de la Direction de l'assistance judiciaire connue sous le nom de 'El Chipote'. Nous avons suffisamment de documentation sur les personnes qui ont subi de tels abus dans différentes régions du pays. Il est nécessaire que le Gouvernement définisse des solutions à court terme pour éviter des dommages graves et irréparables à ces personnes et pour éliminer définitivement le fléau social qui sévit dans le système pénitentiaire du pays. Face à

ces abus et aux mauvais traitements subis par beaucoup de nos frères prisonniers, nous nous posons les questions suivantes. Quelles valeurs guident le système pénitentiaire national ? Quelle formation reçoivent les agents qui y travaillent, notamment dans le domaine des droits de l'homme ? Selon quels critères sont recrutés ces agents ? (Paragraphe 11)

« Nous exhortons le gouvernement à prendre en considération l'avant-projet de loi, dûment documenté et présenté en septembre 2013 par l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH) devant l'Assemblée nationale, qui appelle à la clôture définitive des prisons de 'El Chipote' et de transformer ce lieu, pour les raisons susmentionnées, en musée national. » (Paragraphe 12)

Dans l'encadré gris ci-dessous, je reproduis un article paru dans le quotidien costaricien *Tico Times*, selon lequel environ 2 000 manifestants ont été arrêtés à 'El Chipote' depuis le début de la révolte populaire d'avril 2018. Selon l'auteur, certains d'entre eux reçoivent un traitement inhumain.

Torture et prison pour les manifestants au Nicaragua

Par Maggy Donaldson
[*Tico Times*](#), le 18 juin 2018

Le complexe maintenant connu sous le nom 'El Chipote' a autrefois servi de centre névralgique de la dictature militaire sous la dynastie politique de Somoza, où le principal moyen de réprimer la rébellion était la torture.

Ortega lui-même a été arrêté dans le complexe, alors qu'il se battait avec les forces de la guérilla qui ont finalement renversé Somoza. Mais lorsqu'il a pris le pouvoir, Ortega a choisi de garder la tristement célèbre prison ouverte. (...)

Le 12 juin 2018, la police a arrêté par la force le fils de Wilder, Octavio García Saldaña, 37 ans, et l'a emmené à la

tristement célèbre prison ‘El Chipote’, entourée d'une végétation luxuriante, à Managua, capitale du Nicaragua.

La réputation de brutalité de l'institution est aussi ancrée que ses cellules souterraines, qui s'étendent sous une colline escarpée au centre de la ville.

Saldaña fait partie des quelque 2 000 personnes emprisonnées à ‘El Chipote’ depuis le début d'avril dans le cadre d'un soulèvement populaire contre Ortega, un ex-guérilla de gauche qui, depuis 2007, a pris le pouvoir pour trois mandats consécutifs.

Sa mère a rejoint des dizaines de personnes qui protestaient contre l'emprisonnement soudain de leur famille et de leurs amis. (...)

Selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), il y aurait eu, lors des premiers jours des manifestations contre Ortega qui avaient débuté le 18 avril, « une série d'arrestations massives et arbitraires ».

Les détenus ont parfois été dépouillés de leurs biens et privés de nourriture et d'eau, a précisé la commission, des prisonniers étant « rasés, menottés avec rigueur, et soumis à des coups suffocants ».

Le directeur juridique du CENIDH, Gonzalo Carrión, avait 18 ans lorsque les Sandinistes ont expulsé Somoza. Il exprime maintenant son choc en décrivant la « tragédie » de ces derniers mois.

« Cette force de police est au service de la famille et du pouvoir, », affirme-t-il.

Les évêques du Nicaragua se disent préoccupés par le fait que les prisonniers qui ont purgé leur peine ne sont souvent pas libérés et que cela encourage la création de groupes criminels :

« Un grand problème auquel sont confrontés de nombreux Nicaraguayens emprisonnés est que, après

s'être conformés aux peines prévues par la loi, on ne les libère tout simplement pas de la prison. Nous vous assurons, Monsieur le Président, qu'il s'agit d'un problème douloureux pour de nombreuses familles. Nous sommes également profondément préoccupés par le fait que des groupes criminels sont créés et organisés dans ces prisons et commettent de nouveaux crimes organisés à l'intérieur et à l'extérieur de ces centres. Il est nécessaire de donner une réponse urgente à ce problème, qui a de graves conséquences pour la paix sociale. » (Paragraphe 13)

Les évêques commentent que le chômage au Nicaragua entraîne l'émigration de nombreux Nicaraguayens, les exposant ainsi à divers types d'exploitation, et demandent la mise en œuvre d'un vaste plan de développement national :

« Il est extrêmement douloureux que le nombre de Nicaraguayens, jeunes et adultes, qui quittent le pays à la recherche d'un emploi, continue d'augmenter, s'exposant ainsi à divers types d'exploitation, allant de la violation de leurs droits au crime organisée et au tourisme sexuel (Paragraphe 16)

« Nous constatons qu'il n'existe aucun plan national global, qui comprendrait un programme pour réduire la pauvreté sans exclusions et améliorer la qualité de l'éducation, promouvoir une productivité respectueuse de l'environnement, promouvoir la création d'emploi sans discrimination partisane et dans le respect sans restriction des libertés individuelles fondamentales et d'un développement socio-économique où existent des chances égales pour tous... » (Paragraphe 18)

Ensuite, les évêques appellent à la fin de tous les abus de la part de la police contre des manifestants pacifiques et dénoncent le fait que des groupes violents agressent souvent les manifestants, tandis que la police, présente sur les lieux les bras croisés, fait preuve d'une complicité évidente :

« Même en reconnaissant les efforts considérables déployés par la police nationale pour garantir la sécurité des citoyens et lutter contre le crime, **il est urgent de mettre fin à tous les abus d'autorité et aux mauvais traitements infligés par la police elle-même aux citoyens qui revendiquent leurs droits de manière pacifique et, également, de veiller à ce que la police nationale ne tombe pas dans l'indifférence et le désintérêt pour faire régner la justice et protège l'intégrité de groupes de jeunes sans défense, de femmes, de marchands, etc., attaqués par des groupes violents sous le regard impassible d'agents d'ordre.** »

(Paragraphe 18. Note de l'auteur : Compte tenu de la pertinence de ce passage pour comprendre les opinions des participants des manifestations de 2018, à savoir que ce fut l'agression violente de groupes paramilitaires affiliés au gouvernement Ortega, et ce en présence de policiers passifs et indifférents, qui a déclenché la révolte sociale massive d'avril, j'ai pris la liberté de le mettre en gras).

Les évêques dénoncent la discrimination évidente qui existe sur le marché du travail et font des propositions spécifiques pour remédier à ce problème :

« Nous proposons de mettre fin au manque de respect des droits de l'homme dans le domaine de l'emploi, par le biais de stratégies et d'actions concrètes qui permettent de corriger ce qui suit :

- a) Le manque d'emplois permanents et l'inégalité des chances, ce qui encourage l'enrichissement de certains groupes de pouvoir seulement ;
- b) Une politique d'emploi erratique, qui favorise uniquement les sympathisants du gouvernement ;
- c) Certaines décisions de l'État qui affectent négativement tout travailleur non affilié au parti au pouvoir. Par exemple, l'obligation imposée au

travailleur qui veut garder son emploi de participer aux activités politiques partisans du parti au pouvoir. Ou encore, la retenue d'une partie du salaire à titre de contribution de soutien à ce parti ;

d) Violations des droits du travail, harcèlement au travail et infractions contre les femmes dans les entreprises de la zone franche. » (Paragraphe 19)

Les lois environnementales existantes, disent les évêques, ne sont souvent pas respectées. Ils soulignent les plaintes qu'ils reçoivent régulièrement des populations autochtones vivant près des réserves naturelles exploitées par des entreprises et des particuliers, et ceci au mépris total des lois environnementales et « sous la protection corrompue des autorités municipales et nationales » :

« Nous proposons que le gouvernement s'occupe résolument du grave problème de manque de respect de l'environnement et des ressources naturelles. **De manière systématique et répétée, nous entendons la clameur des groupes ethniques des rives de la rivière Coco, des régions du nord et de l'Atlantique et d'autres régions du pays, à propos de l'existence d'une mafia forestière qui surexploite les quelques dernières réserves naturelles du Nicaragua : Bosawás et Prinzapolka, Cordillera Dipilto-Jalapa, la réserve Indio Maíz et d'autres zones non moins importantes pour la biodiversité. Des personnes et des organisations qui, sous la protection corrompue des autorités municipales et nationales, poursuivent leur œuvre prédatrice sans aucune restriction, ignorant les nombreuses lois en vigueur pour protéger l'environnement.** (Paragraphe 20. Les caractères en gras sont de moi). »

Incendie dans la réserve Indio Maíz en mars 2018

Note ajoutée par Ovide Bastien

La révolte populaire de la mi-avril au Nicaragua a connu son origine dans les manifestations étudiantes liées à l'incendie qui s'est déclenché dans la réserve Indio Maíz. Les étudiants protestaient parce qu'ils estimaient que le gouvernement nicaraguayen négligeait d'éteindre le feu. Laisser l'incendie se prolonger offrait un certain avantage au gouvernement, car une partie de cette réserve était constituée de terres pouvant servir au projet de canal interocéanique. Les étudiants étaient également conscients que les réserves du Nicaragua étaient surexploitées par des entreprises proches du gouvernement Ortega, et ce en violation de toutes les lois environnementales en vigueur.

La 'Juventud sandinista 19 de julio' a attaqué ces manifestants avec violence, selon un pattern qui existait au Nicaragua depuis un certain temps, à en juger par la déclaration précédente des évêques catholiques. Dans les interviews qu'il a accordées à des chaînes de télévision telles que Fox News, CNN et Euronews en juillet 2018, Daniel Ortega a présenté cette manifestation étudiante comme la première étape d'une tentative de coup d'État bien planifiée et a souligné ce qui, à son avis, n'était que des nouvelles ridicules –par exemple que le gouvernement lui-même aurait déclenché l'incendie – mises en ligne sur les réseaux sociaux par des manifestants jouissant de nombreux contacts internationaux.

J'ai pris la liberté de mettre presque tout le paragraphe 20 du document des évêques en gras, car il fait ressortir les facteurs clés sous-tendant les manifestations des étudiants en relation avec l'incendie Indio Maíz, facteurs non mentionnés par Ortega.

Une des plaintes de ceux qui défendent le discours anti-gouvernement Ortega est que la famille Ortega-Murillo possède la plupart des chaînes de télévision et des stations de radio au Nicaragua. Une autre de leurs plaintes, c'est le fait que l'immense aide pétrolière du Venezuela a été privatisée par la famille Ortega, est gérée de façon secrète et n'apparaît pas dans le budget national. Bien qu'ils ne mentionnent pas spécifiquement dans leur document le quasi-monopole de la famille Ortega dans le domaine des média et l'aide vénézuélienne gérée de façon privée et secrète, les évêques dénoncent le fait que le gouvernement ne respecte pas la liberté d'expression et viole la constitution en ne divulguant pas « des questions liées à la gestion de l'État » :

« Nous préoccupe le fait que le gouvernement ne favorise pas et, souvent, ne respecte pas le droit à la liberté d'expression, en raison de la monopolisation croissante des médias par des groupes qui ne favorisent pas la pluralité de l'information, et de la discrimination pratiquée à l'égard d'un grand secteur des professionnels des médias sociaux et de l'information. Nous proposons au gouvernement de promouvoir et de pratiquer une liberté d'expression sans restriction, conformément aux préceptes constitutionnels et aux lois de la nation. Nous préoccupe aussi l'absence d'accès à l'information publique, malgré le fait qu'il existe une loi spécifique à cet égard et que la constitution elle-même l'énonce clairement. La population a le droit de savoir en toute transparence tout ce qui concerne la gestion publique. Nous proposons au gouvernement de laisser à ses responsables le temps, les ressources et la disponibilité nécessaires pour tenir les citoyens informés, sans exclure les professionnels de l'information. Nous proposons aussi au gouvernement de se conformer à la loi et à la réglementation en matière d'assignation de fréquence pour la radio et la

télévision, qui sont annexées à la constitution, et ce, sans discrimination d'aucune sorte. » (Paragraphe 21)

Lorsque le FSLN a remporté les élections en 2006, il l'a fait avec un nouveau slogan : « Socialiste, Chrétien, Solidaire ». Et la vice-présidente Rosario Murillo, dans son discours télévisé quotidien à la nation, invoque à plusieurs reprises Dieu et le christianisme et tend à identifier ce dernier avec le FSLN, ses réalisations et le gouvernement. Les évêques nicaraguayens dénoncent clairement cette façon d'utiliser la religion à des fins partisans :

« Nous souhaitons faire part au gouvernement de notre préoccupation pour la diffusion de politiques d'État syncrétistes qui déforment l'expérience religieuse du peuple chrétien et empêchent une relation respectueuse entre l'Église et l'État. Personne ne devrait manipuler politiquement des signes religieux à des fins politiques partisans ; et personne, non plus, ne devrait s'approprier de façon arbitraire de la terminologie et des valeurs de la religion catholique pour les incorporer dans des slogans partisans, faussant ainsi leur sens réel et authentique.

Malheureusement, on se sert présentement de l'imaginaire de la piété populaire et en fausse le sens : on identifie le parti au pouvoir au Dieu providence ; on prêche de faux messianismes et on présente un parti politique et son idéologie comme s'il s'agissait du 'culte de Dieu', tentant ainsi de déifier un simple être humain... » (Paragraphe 30)

Les évêques affirment, à l'instar de Dora María Téllez, dans son article apparu dans *Envío* en janvier 2013, cité ci-dessus, que la dignité des employés gouvernementaux nicaraguayens n'est pas respectée puisqu'ils sont obligés d'assister aux ralliements du FSLN indépendamment de leurs convictions politiques. Tout en reconnaissant plusieurs des réalisations du gouvernement Ortega, les évêques réitèrent leurs préoccupations concernant l'autoritarisme croissant du

gouvernement, la violence utilisée contre les manifestations pacifiques, l'identification de l'État avec le parti FSLN, la corruption et la fraude électorale :

« Nous sommes également préoccupés par le fait que la stratégie de dépendance et de peur continue à être appliquée. Plusieurs personnes, même contre leur volonté dans bien des cas, sont obligées à participer à des manifestations partisans en faveur du gouvernement, ce qui provoque de graves contradictions et paradoxes dans leur expérience intime de la foi chrétienne. (...) (Paragraphe 34)

« Au début de la première période du gouvernement du FSLN en 2007, nous n'avons pas hésité à reconnaître certains aspects positifs de la gestion de l'État. Parmi ceux-ci, nous mentionnions la solution apportée à la crise énergétique dramatique que vivait le Nicaragua, les efforts du gouvernement pour aider les petits producteurs en leur accordant une assistance technique et des prêts à conditions privilégiées, l'extension de l'éducation gratuite et la subvention aux centres d'éducation paroissiaux, l'effort d'amélioration du système de la santé, le développement de certains projets de logement au bénéfice des moins favorisés, l'amélioration notable du réseau routier du pays, etc. (Lettre CEN du 08.15.08). (Paragraphe 38)

« Cependant, très vite, ont commencé à apparaître des ombres sombres et inquiétantes dans le paysage social, économique et politique du pays, à un point tel que, dans la même lettre du 15 août 2008, nous résumions la situation qui commençait à poindre en les termes suivants :

‘Nous préoccupe grandement l'absence d'un leadership politique bien engagé et de qualité ; tout semble être au service des personnes et des groupes au

pouvoir et de leur parti politique, et ce, au détriment du bien commun' (n ° 13).

« Dès le 23 avril 2010, certains actes de transgression de notre constitution politique et le manque de respect pour les institutions du pays étaient déjà flagrants, en particulier lorsque la question de l'inconstitutionnalité de la réélection présidentielle s'est posée, l'extension illégitime, par l'exécutif de l'État, des charges expirées et l'absence croissante de séparation et d'indépendance des pouvoirs de l'État et des autres institutions gouvernementales.

« Au cours de 2010, le pays a de nouveau été très préoccupé par l'apparition d'actes de violence dans les rues à l'encontre de personnes et de groupes opposés au gouvernement. À cette occasion, nous écrivions, dans une lettre :

‘Les institutions ne doivent pas être un instrument entre les mains des gouvernants pour transformer leurs abus et leurs ambitions de pouvoir en actes et formes légalement justifiées.’ (23.04.10)

« Et, quelques mois plus tard, nous affirmions dans une autre lettre :

‘La loi reste, paradoxalement, un mécanisme permettant de légitimer les abus et de rendre légal ce qui est illégal’ (17.11.10). (Paragraphe 39. Les caractères en gras sont de moi)

« L'accélération des formes de régression démocratique autoritaire, que les évêques d'Amérique latine, depuis plusieurs années, décelaient dans certains pays du continent et notaient dans le document [Aparecida](#) (n ° 74), atteignait des niveaux considérables au Nicaragua. Dans ce phénomène d'autoritarisme croissant, le Conseil électoral suprême, ‘qui n'a pas exercé ses fonctions avec responsabilité et honnêteté,’ a joué un rôle. Nous

avons qualifié ses actes malhonnêtes de 2011 de non seulement éthiquement négatifs, mais nous avons même déclaré qu'il s'agissait d'un péché, c'est-à-dire d'un acte répréhensible aux yeux de Dieu (voir Lettre CEN, 16.11.11).

« À partir du résultat des élections de 2011, ont aggravé de façon très alarmante la situation actuelle du pays :

- La concentration du pouvoir,
 - La corruption du gouvernement,
 - L'identification Parti-État,
 - La soumission des pouvoirs de l'État à la volonté de l'exécutif,
 - Le manque de respect pour la loi,
 - L'absence de sécurité juridique,
 - Le trafic d'influence,
 - L'intolérance politique,
 - Le contrôle autoritaire de presque toutes les mairies du pays par l'exécutif,
 - Et les dernières réformes constitutionnelles. »
- (Paragraphe 40)

Face à cette situation, les évêques font deux propositions concrètes au président Ortega : la tenue d'un Dialogue national réunissant tous les secteurs du Nicaragua et de profondes réformes des institutions de l'État :

« Face à la situation politique et institutionnelle actuelle dans le pays, nous souhaitons vous présenter avec le plus grand optimisme deux propositions concrètes que notre peuple accueillera certainement avec espoir et joie. Notre première proposition : la tenue d'un Grand dialogue national auquel participeraient tous les secteurs du pays. Nous proposons, dans notre lettre du 23 avril 2010, un 'dialogue transparent et authentique entre gouvernement, partis d'opposition et société civile,

conduisant à une entente entre les différents secteurs de la société et se cristallisant dans un véritable consensus démocratique et un nouveau pacte social garantissant la stabilité politique, juridique, sociale et économique du pays et s'attaquant aux grands problèmes de la population' (n ° 8). (...) (Paragraphe 43)

« La deuxième proposition que nous faisons au gouvernement, en tant que conférence épiscopale : d'entreprendre, nonobstant la nomination ou réélection des membres du Conseil électoral suprême (CSE), une profonde réforme politique de l'ensemble du système électoral du pays. Nous vous demandons, en tout respect, votre parole d'honneur de garantir qu'en 2016 :

- Le processus électoral au Nicaragua soit absolument transparent et honnête,
- Qu'il y ait de nouveaux et honorables membres à la tête du CSE,
- Que la volonté populaire dans ses élections soit strictement respectée,
- Qu'un système de cédules, indépendant du CSE, soit créé, et qu'on garantisse à chaque Nicaraguayen sa cédule en temps voulu avant les élections,
- Que le processus électoral soit ouvert et que soient admis sans restriction les observateurs d'institutions nationales et étrangères. » (Paragraphe 44)»

Carlos Chamorro réprimé par le gouvernement Ortega

Dans leur document du 21 mai 2014, les évêques du Nicaragua se plaignent du manque de liberté de presse au Nicaragua. Ils affirment :

« Nous préoccupe le fait que le gouvernement ne favorise pas et, souvent, ne respecte pas le droit à la

liberté d'expression, en raison de la monopolisation croissante des médias par des groupes qui ne favorisent pas la pluralité de l'information et de la discrimination pratiquée à l'égard d'un grand secteur des professionnels des médias sociaux et de l'information. »

Comme indiqué ci-dessus, cette déclaration constitue sans aucun doute une critique de la famille Ortega-Murillo qui s'est emparée de la plupart des médias au Nicaragua. Pour aider lecteurs et lectrices à comprendre cette critique plus en profondeur et les efforts du gouvernement Ortega pour contrôler les nouvelles, je vais reproduire ci-dessous de longs extraits de l'article de Tina Rosenberg, « [The Many Stories of Carlos Fernando Chamorro](#) » (Les nombreuses histoires de Carlos Fernando Chamorro) apparu le 20 mars 2009 dans *The New York Times Magazine*.

« Quels que soient les idéaux qu'Ortega ait pu représenter dans le passé, il ne représente plus aujourd'hui que lui-même. Il a été élu président du Nicaragua pour la première fois en 1984 et, après avoir perdu le pouvoir en 1990, a repris la présidence en 2006, mais cette fois-ci non pas en tant que marxiste-léniniste, ni même, de fait, en tant que leader de gauche. Son gouvernement accueille maintenant chaleureusement à la fois le monde des affaires et l'Église catholique. Bien qu'il ait remporté la présidence avec seulement 38% des votes, il a abusé des pouvoirs de sa position pour arriver à la domination quasi totale du Nicaragua. Un exemple : en janvier, la Cour suprême, contrôlée par Ortega, a annulé la condamnation pour corruption d'un ancien président, Arnoldo Alemán, la force dominante du parti de droite du Nicaragua ; et le même jour, le parti d'Alemán a donné au FSLN les voix dont il avait besoin pour contrôler l'Assemblée nationale.

« À la fin de l'année dernière, l'Union européenne et les États-Unis ont annoncé qu'ils mettaient fin à l'aide au Nicaragua en raison de preuves fort crédibles selon lesquelles le FSLN aurait volé les élections municipales tenues en novembre. En outre, Ortega tente de modifier la constitution afin d'éliminer les limites de mandat afin de pouvoir se représenter en 2011. Il est devenu un caudillo latino à l'ancienne. Son idéologie n'est plus le marxisme, mais simplement le Danielisme.

« Une chose est cependant restée constante dans la vie nicaraguayenne : pendant plus de 50 ans, la voix principale de la démocratie dans le pays a été celle d'un membre de la famille Chamorro. Avant la révolution, au cours des 33 années de dictature de la famille Somoza, Pedro Joaquín Chamorro, rédacteur en chef de *La Prensa*, seul journal indépendant du pays, était le principal et le plus articulé opposant des Somoza. Son journal a été fermé à plusieurs reprises et a subi de longues périodes de censure. Son assassinat le 10 janvier 1978 – par des agents encore inconnus – transforma même une grande partie de l'oligarchie du Nicaragua en partisans de la révolution sandiniste. Après la mort de Chamorro, son épouse, Violeta, a poursuivi sa mission, d'abord, à l'époque sandiniste, en tant qu'éditrice de *La Prensa*, puis en tant que politicienne : elle emporta l'élection contre Ortega en 1990 pour devenir présidente du pays. Aujourd'hui, l'héritage familial revient à leur plus jeune fils, Carlos.

« **Si vous êtes un journaliste indépendant** dans un pays où le journalisme indépendant est perçu, par les personnes au pouvoir, comme une menace, vous passez parfois de journaliste qui couvre l'actualité à journaliste qui constitue l'actualité. C'est ce qui arrive présentement à Carlos Fernando Chamorro.

« Par un lundi chaud et sec de janvier, Chamorro s'est rendu dans les studios de *Canal 8* pour enregistrer l'épisode de la journée de '*Esta Noche*', une émission-débat d'une demi-heure qui a lieu à la télévision tous les soirs de la semaine à 10 heures. 'Le propriétaire dit que c'est la Rolls-Royce de la télévision nicaraguayenne', a déclaré Chamorro en souriant, alors que nous entrions dans un studio qui rappelait plutôt un Plymouth 1983. Il y avait une pièce avec trois caméras entourées de trois ensembles différents de chaises et de tables. Il s'assit et une jeune femme lui brossa de la poudre sur le front.

« Chamorro publie également un bulletin d'information hebdomadaire, '*Confidencial*', et le très populaire '*Esta Semana*', un magazine d'investigation du style '*60 Minutes*' diffusé à la télévision tous les dimanches soir. '*Esta Semana*' suscite régulièrement des controverses dans le cadre d'enquêtes sur la corruption ou le copinage gouvernemental, sur la fraude électorale ou les souffrances vécues par les migrants nicaraguayens au Costa Rica. Le budget total pour produire *Esta Semana*, incluant tous les salaires, est de 23 000 dollars par mois.

« Chamorro a 53 ans. Lui et sa femme, Desirée Elizondo, ont trois enfants et un petit-fils. Il est chauve depuis qu'il est jeune et porte des lunettes et des appareils auditifs. Son uniforme quotidien est une chemise à manches longues boutonnée et un pantalon chino. Il a l'apparence d'un homme très simple qui dégage, dans sa vie quotidienne comme à la télévision, un sérieux qui combine chaleur et jeunesse.

« Chamorro a parlé de liberté de presse avec des visiteurs de l'Association interaméricaine de la presse: Enrique Santos, rédacteur en chef d'*El Tiempo* en Colombie, et Robert Rivard, rédacteur en chef de *The San Antonio Express-News*. Ils ont parlé de la façon

dont les cartels de la drogue réduisent au silence ou tuent des journalistes au Mexique et du refus de Hugo Chávez au Venezuela de renouveler la licence d'une chaîne de télévision d'opposition. Mais principalement, ils ont discuté de l'escalade des attaques contre la presse au Nicaragua, un pays que le [Comité pour la protection des journalistes](#) appelle le 'ground zero' de l'Amérique latine, parce qu'il permet aux institutions gouvernementales de faire taire les reportages critiques. Santos et Rivard ont indiqué que le gouvernement nicaraguayen avait récemment libéré deux hommes reconnus coupables de meurtre de journalistes et fait pression sur deux chaînes de télévision pour qu'elles abandonnent une émission-débat animée par un critique gouvernemental farouche. Ils ont également évoqué d'autres cas d'intimidation de journalistes dont ils avaient appris l'existence lors de discussions avec les Nicaraguayens, dont le cas de Chamorro avec lequel ils s'étaient entretenus le matin même. Maintenant, c'est Chamorro qui les interviewait.

« Le lendemain, sur l'émission '*Esta Noche*', un autre groupe d'invités de Chamorro a poursuivi la discussion. Le sujet de la soirée était la récente attaque du gouvernement contre le Centre pour la recherche en communication (CINCO), une petite organisation de recherche sociale et de journalisme dirigée par Chamorro lui-même. En octobre, une équipe de procureurs, appuyée par 40 agents de police, a perquisitionné le bureau de CINCO et, au cours des 13 heures qui ont suivi, saisi les dossiers, les ordinateurs et les livres qui s'y trouvaient. Ils ont allégué chercher des preuves de fraude et de blanchiment d'argent contre CINCO et ses dirigeants, Chamorro et Sofía Montenegro. (Le prétendu, et assez absurde, fondement des accusations : le travail de CINCO avec un groupe féministe qui n'avait pas de

statut juridique officiel.) Montenegro, une collègue de Chamorro depuis 30 ans, est journaliste et la féministe la plus articulée du Nicaragua. Dans l'émission de Chamorro ce soir-là, elle et deux autres invités ont parlé d'une rare victoire : les accusations venaient d'être retirées et, le jour même de l'émission '*Esta Noche*', les procureurs commençaient à rendre à CINCO le contenu de son bureau. Mais le gouvernement menaçait publiquement de continuer à s'en prendre à CINCO par d'autres moyens, ajoute Rosenberg.

« Ce fut une semaine inhabituelle. Normalement, les émissions de télévision de Chamorro ne portent pas sur lui-même. Et il y avait quelque chose d'incongru, au moins en surface, de voir une émission de télévision nationale très cotée, en train de se plaindre de ne pas jouir de liberté d'expression. Après tout, dans certains pays, les programmes télévisés disparaissent tout simplement lorsqu'on commence à offenser les puissants ou leurs journalistes. Mais le jeu d'intimidation que joue Ortega avec Chamorro est plus subtil que la brutale agression de la famille Somoza contre le père de Chamorro. Le Nicaragua, malgré ses récentes guerres, est l'un des pays les moins violents en Amérique latine et les assassinats ne sont pas courants. Le gouvernement Ortega, en plus de ne pas jouir du soutien de la majorité de la population, dépend fortement de dons internationaux ; non seulement de Chávez, (...) mais aussi des gouvernements soucieux des libertés démocratiques. Donc, il doit se comporter très prudemment.

« Ortega et son épouse, Rosario Murillo, continuent à mener des vendettas personnelles et à réprimer la critique en faisant appel aux mécanismes non violents dont dispose l'État : tribunaux et procureurs inféodés ; sommes considérables d'argent de l'État pour sa publicité dans les journaux et la télévision qui peuvent

disparaître du jour au lendemain si le gouvernement est mécontent ; contrôle du prix du papier journal, ainsi que des licences de diffusion et des autorisations légales.

« L'enjeu dépasse la question de la liberté de presse. Le Nicaragua est un pays dans lequel les parties de l'État censées contrôler le pouvoir du président – tribunaux, procureurs, Congrès, agences soi-disant impartiales comme la Commission électorale – sont en fait contrôlées par le président. La fonction de chien de garde du gouvernement ne revient donc qu'aux journalistes et membres de la société civile.

« Chamorro est dans le point de mire du gouvernement et comme journaliste et comme acteur important de la société civile. Il s'efforce de ne pas être réduit au silence avec tous les outils dont il dispose : son temps d'antenne, sa célébrité, sa crédibilité et sa réputation d'impartialité (après le raid sur CINCO, des écrivains du monde entier, y compris des icônes de la gauche comme Eduardo Galeano de l'Uruguay et Ariel Dorfman du Chili, ont signé une lettre publique de soutien à son sujet). S'il perd son combat, la défense des libertés démocratiques au Nicaragua reviendra à des personnes disposant d'un armement beaucoup plus limité.

« Chamorro est une cible particulièrement importante pour une raison qui va au-delà des valeurs qu'il défend présentement. Ortega et Murillo dirigent une fureur particulière envers leurs anciens alliés et proches. Et pendant la période au pouvoir des commandants, le rédacteur en chef du journal *Barricada*, porte-parole officiel des sandinistes, n'était nul autre que le révolutionnaire engagé, Carlos Fernando Chamorro. (...)

« La décision du gouvernement de perquisitionner le bureau de Chamorro en octobre semble venir du

sommet. Après avoir tenté d'organiser des entretiens avec une douzaine de responsables sandinistes, Rafael Solís m'en a accordé un. Il est juge à la Cour suprême et conseiller d'Ortega. Solís m'a dit que la décision de perquisitionner CINCO avait été prise par la responsable de la sécurité du gouvernement, Ana Isabel Morales. 'Cela aurait pu venir de la présidence', avouait-il plus tard. 'Qu'elle prenne la décision avec le président ou seule en tant que ministre, la décision venait certainement de très haut.' (Le bureau de Morales n'a pas répondu à ma demande de commentaire.)

« Ce n'était pas une surprise. Le mécontentement du gouvernement à l'égard de Chamorro et de Montenegro remonte à l'indépendance de *Barricada* dans les années 90 ; la gauche autoritaire a toujours réservé sa plus vive colère contre la gauche démocratique. Mais il y a eu d'autres provocations.

« Récemment, par exemple, il y a eu l'affaire Zoilamérica Narváez. Elle est la fille de la femme d'Ortega, Rosario Murillo, issue d'une relation antérieure et adoptée à l'adolescence par Ortega. En 1998, à l'âge de 30 ans, Zoilamérica étonnait le Nicaragua en annonçant qu'Ortega l'avait abusé sexuellement depuis l'âge de 11 ans et en présentant un dossier de 48 pages contenant les détails de cet abus.

« Murillo l'a immédiatement qualifiée de menteuse.

« Ortega, qui nie les accusations, a d'abord utilisé son immunité législative pour les éviter, puis trois ans plus tard, l'affaire a été confiée à un juge sandiniste qui a classé l'affaire au motif que le délai de prescription avait expiré. Les groupes féministes latino-américains, qui organisent des manifestations partout où Ortega se rend, qualifient cet homme de violeur.

« Sofía Montenegro a exprimé ouvertement son soutien à Zoilamérica et sa colère et indignation par rapport à la manière dont l'affaire a été traitée. Elle a également donné du fil à retordre au gouvernement par ses attaques constantes contre l'interdiction récente de l'avortement thérapeutique, c'est-à-dire l'avortement pratiqué pour sauver la vie ou la santé de la mère. Ce type d'avortement était légal jusqu'en 2006. Mais pendant la campagne électorale, Ortega a soutenu son abolition complète, une action qui a neutralisé l'opposition de l'Église catholique au FSLN. Pendant des mois, le site Web du bureau du président Ortega portait sur sa page d'accueil le titre 'Un agent nommé Montenegro' – dont l'hyperlien renvoyait à un article paru dans la revue personnelle de Rosario Murillo, article qui affirmait que Sofia Montenegro était une agente de la CIA.

« Une autre affaire qui a suscité la colère du gouvernement est la reproduction sur l'émission '*Esta Semana*' en 2007, d'un segment de bande sonore dans lequel on entend un homme d'affaires qui se fait offrir un pot-de-vin de 4 millions de dollars dans une affaire concernant un conflit foncier avec des coopératives paysannes. La personne qui offrait ce pot-de-vin afin de résoudre les problèmes juridiques, était un confident d'Ortega.

« La réponse immédiate du gouvernement a été d'attaquer la personne qui rendait public le scandale. La chaîne de télévision gouvernementale a accusé l'homme d'affaires, ses associés et Chamorro de trafic de drogue. La photo de Chamorro est apparue à la télévision de l'État, aux côtés de certains hommes d'affaires. Et en dessous de la photo, le message : 'Recherchés. Crimes : vol de terres, escroquerie dans une affaire de coopératives, tentative de pots-de-vin et d'exportation illégale, falsification de documents'.

« Lorsque les procureurs ont annoncé en janvier qu'ils n'allaient pas porter plainte dans l'affaire CINCO, Chamorro a tenté de présenter cela comme une preuve que les citoyens peuvent faire face à leur gouvernement. Mais il s'agissait probablement davantage de son nom et de sa notoriété et, de toute façon, ce n'était qu'une victoire partielle.

« Le procureur qui a classé l'affaire a ensuite recommandé au gouvernement d'utiliser son pouvoir administratif pour rechercher 'des preuves' démontrant que Chamorro détournait de l'argent de CINCO vers lui-même et sa famille. Chamorro conteste ces accusations de manière convaincante ; Oxfam Grande-Bretagne, la principale source d'argent, dit avoir pleinement confiance en lui et en CINCO.

« Le gouvernement tente peut-être d'utiliser l'affaire CINCO pour renforcer ses contrôles sur les organisations de la société civile. Il a évoqué la possibilité de légiférer pour interdire aux groupes non gouvernementaux de se livrer à des activités 'politiques' – il serait permis, par exemple, de nourrir les pauvres, mais pas de changer la politique de lutte contre la pauvreté. Les représentants du gouvernement envisagent également d'instituer une exigence selon laquelle tous les dons étrangers (qui financent pratiquement toutes les organisations du Nicaragua) doivent être approuvés par le Ministère des Affaires Étrangères. Ortega peut également tenter de supprimer le statut juridique de CINCO ou de faire en sorte que Chamorro ne puisse plus émettre ses émissions de télévision. Le *Canal 8*, qui diffuse ses deux émissions, dépend fortement de la programmation et de la publicité payées par le gouvernement, et sa licence doit bientôt être renouvelée.

« Selon Solís, juge et conseiller d'Ortega, je serais en train de monter en épingle et d'exagérer les conflits entre les médias et le gouvernement, affirme Rosenberg. 'La liberté de la presse est totale, à l'exception de quelques cas isolés', a-t-il déclaré. 'Au Nicaragua il y a une demi-douzaine de chaînes de télévision, plusieurs journaux et ils publient librement. Et il n'y a pas de politique contre la société civile – s'il en avait été ainsi, nous aurions commencé à réquisitionner les livres de quelque 4 000 organisations. Certaines personnes ont tenté d'utiliser des cas isolés pour donner l'impression que le gouvernement a une politique de harcèlement. Il n'y a pas de telle politique. La situation de ces organisations est très particulière. Quelques-unes ont remis en question certaines politiques gouvernementales, comme par exemple, celle concernant l'avortement. Certaines ont lancé des attaques personnelles très critiques contre le président et la première dame.'

« Ce qui m'a frappé, c'est que Solís considérait cela comme une défense, » commente Rosenberg.

« J'ai demandé à Chamorro si l'intensité des attaques contre lui l'avait déjà amené à penser qu'il était en danger physique. 'Dès que vous devenez une cible gouvernementale, il y a un risque', a-t-il déclaré. 'Lorsque les gens posaient cette question à mon père, il répondait que, oui, il avait peur. Mais il citait ensuite un dicton mexicain : chaque personne possède sa propre peur.'

« Sur l'insistance de son épouse, Chamorro a accepté de prendre un chauffeur pour sa Toyota V.U.S., mais il conduit souvent seul, comme son père le faisait, » conclut Rosenberg.

Le gouvernement Ortega perd la bataille de l'opinion publique

Étant donné que la plupart des chaînes de télévision et des stations de radio du Nicaragua appartiennent à la famille Ortega, on pourrait penser que les manifestants ont peu de chance de gagner la bataille de l'opinion publique face à la crise qui sévit au Nicaragua depuis plusieurs mois. Dans une récente interview, Daniel Ortega a affirmé que, lorsque son gouvernement avait pris des mesures énergiques contre ceux qui érigeaient barricades de rue et barrages routiers, « les gens ont accueilli la police avec joie, terrifiés qu'ils étaient par les crimes commis » dans ces endroits.⁶¹

Cependant, selon Mildred Largaespada – « [Nicaragua: La batalla por la opinión pública](#) » (Nicaragua: la bataille pour l'opinion publique) – c'est exactement ce qui se passe actuellement: les manifestants et l'opposition sont en train de gagner la bataille de l'opinion publique. Et le gouvernement Ortega tente de renouveler son approche médiatique, dans l'espoir qu'il réussira à inverser cette tendance.

« Maintenant, tous les moyens de propager la version gouvernementale des faits se trouvent affaiblis. Les chaînes de télévision de la famille Ortega ont perdu de l'audience ; on ne croit pas leurs bulletins de nouvelles et peu les regarde, ni l'information transmise sur leurs réseaux sociaux. Il en va de même pour les discours quotidiens de Rosario Murillo ; on les écoute, mais uniquement pour apprendre quelles nouvelles insultes le régime va lancer contre morts et manifestants : infime minorité, fournis, terroristes, etc. Autrement dit, on les écoute parce que cela représente du combustible pour alimenter le feu allumé en avril.

« La même chose se passe lorsqu'Ortega s'exprime sur la place publique ; cela maintient les gens mobilisés et

⁶¹ Uriel Velásquez, « [Ortega no recibirá a comisión de la OEA](#), » *El Nuevo Diario*, le 7 août 2018, consulté le 15 de août 2018.

sert à dévoiler les stratégies du gouvernement ; les panneaux publicitaires géants où apparaît un régime souriant sont d'ores et déjà de simples déchets et les fameuses sculptures d'arbres de vie de la vice-présidente ne sont plus qu'un tas de ferraille tordue. Leurs réseaux sociaux ont toujours été faibles parce qu'on les percevait comme un divertissement frivole.

« C'est la pire des situations pour un politicien : des canaux de communication affaiblis et presque personne qui leur porte attention, sauf les mordus du régime, qui, de toute façon, n'ont pas besoin d'être convertis.

« Quand Ortega s'est trompé dans son analyse, croyant que c'était l'empire et non le peuple qui protestait, il a manqué son coup. Cette analyse l'a amené à donner l'ordre de tirer et de tuer. Et avec cela, il a littéralement sapé toute la stratégie de communication sur laquelle reposaient les informations qui protégeaient son régime antidémocratique. C'est le régime lui-même qui a affaibli sa stratégie de communication qui, de toute façon, manquait de substance, était uniforme et donc ennuyeuse, affirme Largaespada.

« Et pour amener le public à se retourner contre lui, il a fait encore plus : il a préféré axer son discours politique sur la terreur plutôt que sur le débat d'idées. Il a choisi de construire un récit fondé sur la peur du leader, renforçant ainsi son image de monstre. En agissant de manière autoritaire et en imposant la terreur par des meurtres de sang-froid, il n'a fait qu'accentuer la brutalité de son discours, signale Largaespada.

« A ce jour, l'opinion publique nationale et internationale n'accepte pas le récit du régime Ortega. Aujourd'hui, on le perçoit comme un menteur, un meurtrier, un bourreau, un politicien manipulateur et médiocre, qui s'est trompé dans une analyse qui, pourtant, était fort simple : ce n'était pas l'empire avec ses tentacules, c'était juste les jeunes qui voulaient que

le feu de forêt soit éteint. Il a erré dans la réponse politique : près de 400 personnes ont été tuées sous sa présidence. De président, il est devenu le meurtrier de jeunes et d'enfants ; sous son mandat présidentiel, le Nicaragua a connu le plus grand nombre de morts en temps de paix. (...)

« Les dernières interviews accordées à Fox News, à Andrés Oppenheimer, à Euronews, et à Telesur, vont dans cette direction : le régime tente de renforcer sa stratégie de communication. Ortega ne donne pas d'interviews à des journalistes spécifiques, bien que l'ego de certains informateurs puisse les amener à le croire ; il sélectionne des audiences spécifiques : tantôt les adeptes de Trump, tantôt le public latino-américain, tantôt le public européen, et tantôt ceux et celles qui suivent la propagande des pays de l'ALBA. Et il fait cela afin de pouvoir créer une structure de communication offrant un contenu traditionnel et numérique et qui passe par les canaux de communication dont il ne jouit plus. Chaque interview qu'il accorde est accompagnée par un flux d'informations – publicités, clips vidéo et contenus numériques – pour tous les réseaux sociaux. Et ce flux entre dans les réseaux des autoconvoqués.

« Comme dans toute bataille, poursuit Largaespada, la technique du corps à corps a toujours été efficace : d'où les efforts d'Ortega pour tenter de rétablir les ponts avec ceux et celles avec lesquels il a eu des 'différences politiques' depuis le soulèvement d'avril. Un effort pour redevenir le 'frère' de monsieur et madame tout le monde.

« Dans le soulèvement populaire d'avril, on trouve, entre autres, de nombreuses personnes ayant sympathisé avec Daniel Ortega et Rosario Murillo dans le passé. Oui, ils sympathisaient avec le gouvernement, même s'il était antidémocratique.

« Parmi eux, on trouve d'anciens membres de la 'Juventud sandinista 19 de julio' ; on trouve des personnes qui avaient mis sur pied une entreprise et s'étaient rapprochées du groupe au pouvoir pour assurer le succès de celle-ci ; des gens qui s'acoquinent systématiquement avec quiconque détient le pouvoir. On trouve aussi beaucoup de gens très pauvres qui luttent pour simplement survivre.

« Tous ces gens ont abandonné ou quitté le régime Ortega lorsqu'il a commencé à massacrer des Nicaraguayens. Ortega arrivera-t-il à rétablir les ponts avec eux ? Va-t-il réussir à s'y rapprocher ?

« La création de nouveaux médias, RedVolución, par exemple, est une tentative de créer du contenu numérique destiné à circuler sur les réseaux sociaux. On utilise le format de télévision traditionnel et des techniques de mobilisation et de propagande, comme le discours eux-les-méchants, nous-les-bons. Ce qui est dit, c'est de la propagande d'Ortega destinée aux jeunes disciples de l'Ortéguisme. La différence est que ceux qui propagent cette propagande sont des visages nouveaux ou peu connus. Cette affaire pourrait représenter le début d'une école de nouveaux générateurs d'opinion politique militante, suite à la chute puis le krach de tous les anciens communicateurs qui défendaient le régime.

« Là où il n'y avait toujours qu'un seul visage pour propager les idées de l'Ortéguisme, il y a maintenant plusieurs nouveaux visages : ils ont compris l'énorme erreur de laisser toute la propagande à une seule personne. On donne de la place à de nouveaux visages, de nouvelles voix, qui s'expriment sur les réseaux sociaux et donnent leur opinion en marge de la ligne officielle (sans jamais trop s'en éloigner). Ils sont peu nombreux, mais ils sont humains et identifiables, au milieu de l'armée de faux profils qui agissent comme des robots pour l'Ortéguisme. Ils ne semblent pas avoir

la permission de prendre une place publique, lieu réservé aux membres de la famille Ortega. Par exemple, le cas le plus récent et le plus spectaculaire de Juan Carlos Ortega Murillo et sa nouvelle émission de télévision, [*El Ciclo*](#). Le relais de la famille Ortega, avec un format interviewer-interviewé et une esthétique moderne, dans le système de communication ?

« De quoi s'agit-il, au fond ? D'une tentative, bien évidemment, de renforcer les canaux de communication. Mais en utilisant le même récit et la même analyse qui avaient abouti à cette catastrophe dans laquelle le gouvernement avait perdu la bataille pour l'opinion publique.

« Le régime Ortega va-t-il extraire une de ces sculptures d'arbres de vie du fond endommagé de l'histoire, la nettoyer, la polir, la réinstaller et la faire réapparaître avec toutes ses milles couleurs pour éclairer les avenues ? On peut tout faire avec une bonne stratégie de communication, une stratégie créative et bien pensée où il y a un message à communiquer et beaucoup de fric pour le faire. Et qui compte, aussi, avec beaucoup de temps, afin que le message puisse pénétrer dans l'esprit des gens, affirme Largaespada.

« Il ne manque qu'un élément pour qu'une telle stratégie fonctionne : la crédibilité. Cette qualité tellement objective et subjective qu'on ne la retrouve que dans la vérité, l'honnêteté, la confiance et une bonne connaissance de ce qui arrive. Le récit raconté par Ortega est-il vrai ? Ortega est-il honnête et digne de confiance ? Le peuple nicaraguayen est-il pleinement conscient de ce qui vient de se produire dans leur pays ?

« La crédibilité, ce n'est pas une qualité détenue par la personne qui parle, mais plutôt par la personne qui écoute. C'est une qualité détenue par le peuple, celui

qui écoute le récit stratégique d'Ortega, insiste Largaespada.

« C'est ainsi que tout repose en dernière instance, comme cela a toujours été le cas, sur le peuple. La bataille pour l'opinion publique a été gagnée par les autoconvoqués au Nicaragua et perdue par le régime Ortega. Le peuple est de retour. Il est revenu, » conclut Largaespada. »⁶²

Témoignage très émotif d'un manifestant

Dans ce qui suit, je reproduis un témoignage très émotif et sincère – [Hay que reinventar la izquierda, que está urgentemente enfrentada a retos nuevos en un contexto nuevo](#), (Il faut réinventer la gauche, qui est confrontée de manière urgente à de nouveaux défis dans un nouveau contexte,) – de l'un des jeunes manifestants nicaraguayens. Il a choisi de rester anonyme, signant simplement Juanónimo :⁶³

« Laissons tomber préambules et introductions. Qui je suis, importe peu. Je suis un des nombreux à visage couvert.

« Je suis né au Nicaragua au milieu de la guerre et de la révolution des années 80. De ma mère, j'ai appris l'engagement solidaire et les valeurs du sandinisme. Et mon père... Il ne me reste qu'une photo de lui en costume de milicien, alors que tendre nouveau-né, il me portait dans ses bras.

« Je suis l'une des nombreuses personnes qui ont dû porter un masque lorsque le gouvernement a retiré le sien, déclare Juanónimo.

⁶² “[Nicaragua: La batalla por la opinión pública](#),” *Confidencial*, le 3 août 2018, consulté le 18 septembre 2018.

⁶³ “[Hay que reinventar la izquierda, que está urgentemente enfrentada a retos nuevos en un contexto nuevo](#),” le 8 août 2018, *Nicaragua Investiga*, consulté le 15 août 2018.

« Ce qui me pousse aujourd'hui – ou plutôt m'oblige – à écrire ces lignes, c'est un sentiment d'*encachimbamiento* (de rage), comme on dit ici, et qui vient du plus profond de mon être et est très largement partagé au Nicaragua.

« Pour mieux se comprendre, je vais d'abord vous dire que le Nicaraguayen de nature est affable et expressif, bien qu'il soit généralement assez sobre dans ses expressions de colère ; comme si manifester publiquement sa colère (ou 'péter sa coche' comme on dit souvent ici) était un signe de faiblesse.

« Nous avons une gamme d'émotions plus étendue que la normale. Alors qu'ailleurs dans le monde, on dit que quelqu'un est en colère, ici on dit qu'il est 'très contrarié', et dans cette échelle particulière, le degré supérieur de la colère a un nom propre et authentique. Il s'agit de *l'encachimbamiento*. Le dictateur Somoza a eu l'occasion de ressentir dans sa propre chair l'ampleur de ce phénomène et, avec de nombreuses similitudes, 40 ans plus tard, la dictature bicéphale Ortega-Murillo en fait également l'expérience, commente Juanónimo.

« *L'encachimbamiento* n'est pas une simple montée de sucre ou une attaque de colère, c'est un processus chimico-social encore mal connu des politologues, et dont l'évolution est progressive. C'est comme un état de fermentation interne, fruit de revers multiples et répétés, de blessures, frustrations et humiliations profondément réprimées, dont la lente macération finit par réduire soudainement le niveau de peur et provoque des vapeurs extrêmement inflammables.

« Cet *encachimbamiento* est précisément ce qui, de toute évidence, a déclenché la situation dans laquelle le Nicaragua est plongé depuis le 19 avril, insiste Juanónimo.

« Mais à la suite de cette révolte populaire, a surgi en moi, comme chez de mes nombreux compañeros et compañeras, une autre colère. Je pourrais même dire que nous sommes très en colère avec cette gauche bien-pensante internationale. Au point qu'elle fait monter en nous l'*encachimbamiento*.

« Nous sommes enragés par cette gauche jurassique qui, avec ses doutes, ses appréhensions et ses silences, est complice de la répression sanglante exercée contre un véritable mouvement d'insurrection civique. Une gauche qui, en passant, est en voie de perdre irrémédiablement le train de l'histoire, bien que cela ne constituerait qu'un moindre mal... Parce que tandis que les ténors de la gauche passent leur temps à débattre et à philosopher dans leurs forums et *think-tanks* sur les 'coups en douceur', les 'révolutions de couleurs' et les thèses impérialistes de Gene Sharp, les voyous du régime Ortega-Murillo, enhardis et confirmés dans leur guerre sainte 'révolutionnaire', se lancent fièrement dans une chasse à l'homme, poursuivant, kidnappant ou tuant (bien sûr, des personnes, de préférence, non armées) ceux et celles qui s'opposent au gouvernement, qualifiés de 'vandales, criminels et terroristes'.

« Qu'elles sont merveilleuses ces grandes réflexions idéologiques pour transformer une révolte sociale légitime en simple tentative de coup d'État de la CIA ! Et comme elles sont utiles à Ortega et Murillo pour leur permettre de défendre leurs entreprises et justifier leurs méfaits, tout en se présentant comme d'irréprochables révolutionnaires, harcelés par une horde de jeunes de la droite 'financés par l'impérialisme'... Et cela juste pour essayer de faire ce qu'eux-mêmes ont fait, il y a 40 ans à l'époque de la révolution, foutre dehors le dictateur ! Quelle ironie, s'indigne Juanónimo.

« Et quel mépris ! Est-ce à dire que les luttes des peuples, si elles ne sont pas encadrées dans un contexte stratégique approprié et n'éclatent pas au bon moment, celui décidé par la gauche bien-pensante, et si elles ne sont pas dirigées par elle... est-ce à dire qu'elles ne sont pas valables ? La lutte contre une dictature serait-elle bonne ou mauvaise selon que cette dictature est de droite ou se proclame de gauche ?

« Il faut croire que nous sommes jeunes, incultes, sans bases théoriques et sans expérience de vie, car là où nous voyons une lutte contre l'autoritarisme et pour la démocratie, ils ne voient que des raisons d'État, des complots à grande échelle et des batailles stratégiques pour préserver une espace que la gauche ne peut pas perdre, affirme Juanónimo. Quelle malchance que notre lutte ressemble trop aux fameuses 'révolutions de couleurs' pour recevoir la bénédiction du Sanhédrin des révolutionnaires !

« Malgré cela, vous allez nous excusez, chers messieurs de la gauche (et je dis messieurs, car heureusement, il n'y a presque pas de femmes dans ce groupe) d'avoir l'audace de vous offrir ici quelques réflexions.

« En premier lieu, nous n'ignorons pas notre histoire. Une histoire marquée par le malheur d'être né dans l'arrière-cour d'un empire avec tout ce que cela implique, et aussi parce que le Nicaragua était le lieu désigné pour la construction d'un canal interocéanique qui, avant même d'exister, nous a occasionné une guerre civile ainsi que de nombreuses invasions de la marine Yankee. Le Nicaragua a toujours été au carrefour d'intérêts géopolitiques et stratégiques et pour que quelque chose change dans un tel pays, il ne suffit pas toujours que le peuple le décide... Il faut aussi demander une autorisation plus haut.

« Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que les gringos essaieront toujours d'interférer, de faire avorter tout processus de changement social authentique ou de récupérer tout véritable processus de changement social, peu importe qu'il ne soit qu'embryonnaire et graduel.

« Mais réagir à cette menace en qualifiant toute initiative populaire spontanée de coup d'État, et aller jusqu'à massacrer son propre peuple au nom de principes révolutionnaires, c'est non seulement immoral et inadmissible, mais aussi totalement contre-productif. Car dans une telle situation, les gringos peuvent jouer le beau rôle, apparaissant comme les seuls protecteurs de la démocratie et des droits de l'homme, tout en laissant à la gauche le pénible rôle de défendre des causes indéfendables, commente Juanónimo.

« Au nom de quels principes et de quelle éthique peut-on justifier qu'on punisse un peuple avec tant de cruauté et de perversité ? Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit : une punition exemplaire pour les récidivistes ingrats, indisciplinés et capricieux qui ont provoqué une révolte dans la ferme qu'Ortega et Murillo contrôlent placidement.

« Comment est-ce possible de gouverner avec tant de haine ? Quel esprit tordu faut-il avoir pour ordonner que les portes des hôpitaux soient fermées aux jeunes ensanglantés ? Ou licencier des médecins simplement parce qu'ils ont pris soin de manifestants blessés ? Ou livrer des aliments empoisonnés aux manifestants qui surveillent des barricades ? Ou verser de l'acide sur le visage de manifestants ? Ou faire tuer les policiers qui n'acceptent pas de faire partie de ce massacre ? Ou payer 2 500 córdobas (environ 80 dollars US) supplémentaires aux employés de la mairie de Managua pour participer à une chasse à l'homme où il

est permis de tuer et de voler ? Et une fois terminé leur travail de 'nettoyage' des barricades de rue, poursuivre la chasse à l'homme en menaçant, kidnappant, et torturant, s'exclame Juanónimo.

« Juste pour mentionner quelques faits absolument prouvés et irréfutables.

« Confondre cette dérive meurtrière et ce népotisme de république bananière avec un projet socialiste, sandiniste ou même minimalement de gauche ; défendre une telle affaire, ou encore faire semblant d'être neutre à son égard n'est pas seulement une erreur grossière, c'est une honte que l'histoire ne pardonnera jamais, affirme Juanónimo.

« C'est une chose de reconnaître qu'aujourd'hui, l'empire a peaufiné ses méthodes, utilisant des stratégies beaucoup plus difficiles à détecter, plus enracinées et conformes à l'ère de communication de masse dans laquelle nous vivons.

« C'en est toute une autre, cependant, d'appliquer mécaniquement cette analyse à toute situation de manifestation civile ou d'exonérer de sa responsabilité un régime simplement parce qu'il s'auto-déclare socialiste et révolutionnaire ; et de permettre que notre peuple, au nom de principes sacro-saints, subisse des abus et des horreurs que même Somoza n'a pas commis en si peu de temps.

« Ce serait un non-sens, une insulte à l'intelligence et, surtout, une attitude de profond mépris élitiste à l'égard de la lutte d'un peuple non armé (pour combien de temps... ?) qui, soumis à de nombreux abus autoritaires, perd soudain la peur et descend dans la rue, recouvrant sa mémoire et sa dignité.

« Un non-sens, d'abord, parce que le régime Ortega-Murillo, peu importe l'angle sous lequel on l'examine, n'est pas de gauche, nonobstant le verbiage pseudo-

révolutionnaire sous lequel il tente de dissimuler son néolibéralisme. Ce gouvernement n'a de gauche que le sceau et l'en-tête ; il a vidé le parti sandiniste de toute substance, le transformant en outil électoral et répressif au service des intérêts politiques et économiques d'Ortega et Murillo.

« Que dirait Sandino, demande Juanónimo, qui a lancé sa lutte contre les sociétés minières installées au Nicaragua s'il savait que le gouvernement qui usurpe son nom a vendu la majeure partie du sous-sol du pays à de grandes multinationales extractives ? Sans parler de la vente de la concession pour la construction du canal interocéanique à une société chinoise douteuse, saisissant arbitrairement les terres des paysans sans même les consulter ou au moins tenter de les convaincre.

« Où sont les politiques de gauche d'un personnage capable de concocter n'importe quoi pour se perpétuer au pouvoir, lui, son épouse et ses nombreux enfants, chacun en charge d'entreprises, de commerces, de concessions, de chaînes de télévision, etc. ?

« Comment pouvez-vous continuer à voir dans la figure d'Ortega une référence de gauche après qu'il a été plus que prouvé qu'il a abusé sexuellement de sa belle-fille Zoilamérica pendant des années, alors qu'elle était mineure ?

« Est-ce une référence de la gauche, une personne capable de s'entendre avec l'Église catholique sur une loi médiévale qui criminalise l'avortement, même s'il est thérapeutique ?

« Mais même avec tant de clémence et tant de pactes, l'affaire tourne mal pour Ortega. Après s'être allié pendant 11 ans avec le grand capital, avec l'Église et même avec les États-Unis, Daniel Ortega s'est senti soudainement trahi. Et cyniquement, il a sorti de sa

trousse sa vieille artillerie 'révolutionnaire' : du jour au lendemain, l'entreprise privée est devenue putschiste, l'Église, une secte satanique, et la jeunesse, ce 'trésor divin' de la patrie à laquelle il a fait référence dans ses discours, est devenue une horde de vandales, terroristes et criminels, financés par l'impérialisme, dénonce Juanónimo.

« A ce moment critique, ce dont a le plus besoin Daniel Ortega, c'est de ne pas perdre l'appui de la gauche, continuer à vendre le récit selon lequel il représente et préserve la quintessence de l'anti-impérialisme et de réaffirmer ainsi que tous les opposants au régime ne sont rien de plus que des vestiges de Somoza, des libéraux et des pro-impérialistes.

« Ce n'est pas tomber dans une contradiction, cependant, de reconnaître que dans des situations comme celle dans laquelle nous nous trouvons, les premiers à chercher à en profiter vont toujours être ceux qui sont les plus préparés et qui ont ressources et expertises : la droite, soutenue par les États-Unis, et ses multiples opérateurs, poursuit Juanónimo.

« Il est évident que les gringos sont toujours prêts à aller à la pêche (et davantage dans les eaux troubles) et à rediriger les processus sociaux vers un terrain qu'ils contrôlent. Mais que faire alors ? Simplement se résigner, et jeter l'éponge ? Ou devons-nous poursuivre seuls dans ce combat ?

« Mais nous ne sommes pas dupes non plus. Si les États-Unis n'ont pas fomenté un coup plus retentissant contre ce gouvernement, ce n'est pas par manque de ressources ou d'idées, mais parce que celui-ci continue, d'une certaine façon, à servir ses intérêts dans la région et parce que les gringos, comme la droite, préfèrent une tyrannie avec laquelle ils peuvent négocier que la menace que représente une révolte

populaire qu'ils ne contrôlent pas. Daniel Ortega est pleinement conscient de cela et utilise cet atout en lançant la menace que, sans lui, la région plongerait dans un chaos incontrôlable, explique Juanónimo.

« Et devant ce scénario, qu'en pense la gauche bien-pensante ?

« Il est vrai que lorsqu'on a des intérêts particuliers on accorde peu de place à la raison, mais il y a aussi le fait que plusieurs des gros bonnets ne sont pas prêts à mettre en péril leur programme anti-impérialiste en retirant leur soutien à un vieux compagnon de route. Dans le meilleur des cas, ils pourraient admettre que Daniel Ortega a commis une erreur, qu'il a un peu dépassé les bornes, ou même qu'il a trop permis que son épouse, Rosario Murillo, s'immisce dans des affaires qui ne la regardaient pas.

« Mais au bout du compte, lorsqu'on est obsédé par l'impérialisme, on finit par croire que la fin justifie les moyens, et que, par conséquent, 'ce n'est pas le moment d'entrer dans des débats qui pourraient affaiblir le courant progressiste en Amérique latine'. Raison suffisante, selon la gauche bien-pensante, pour que le Nicaragua continue à être immolé au nom de l'ALBA ! Et, avec cette logique sûrement, plus d'un dira de Daniel, à voix basse, ce que les gringos disaient de leur allié, le dictateur Somoza, pour justifier ses exactions sanglantes : 'C'est un fils de pute, mais c'est notre fils de pute !'

« Pour ensuite poursuivre, en argumentant que 'ce qui vient après Daniel peut représenter un risque.'

« Bien sûr, dans ce pays tellement soumis aux intérêts étrangers, tout changement est un risque. Cependant, s'accrocher à la poutre pourrie de peur que s'effondre le plancher au complet ne semble pas l'option la plus intelligente, insiste Juanónimo.

« Face à une opposition idéologiquement dispersée et dont le seul projet commun consiste à exiger le départ d'Ortega-Murillo, ne serait-il pas beaucoup plus cohérent, du point de vue de la gauche, de soutenir les jeunes qui se reconnaissent encore dans les idéaux de Sandino et d'appuyer ces mouvements populaires authentiques pour qu'ils ne soient pas seuls et que leurs causes ne soient pas récupérées par d'autres intérêts ?

« Agir ainsi permettrait à nos parents, qui ont sacrifié le meilleur de leur vie (et de notre enfance) pour une cause aussi généreuse, de ne pas avoir l'impression qu'ils se sont battus en vain, et ne pas penser pas que ces dérives sanglantes et démentes ont quelque chose à voir avec les idéaux auxquels ils croyaient. Ils ne doivent pas finir leurs jours en se sentant coupables de ces psychopathes meurtriers, déguisés en révolutionnaires.

« Pourquoi ce pays est-il si profondément marqué par l'histoire ? Il y a 40 ans, c'était le tour de nos parents de renverser une dictature. Maintenant c'est le nôtre. Sans armes, presque sans soutien, entourés d'incompréhensions, presque sans moyens, et avec peu de temps pour réfléchir et s'organiser.

« Messieurs les ténors de la gauche bien-pensante : si vous aimez tant Daniel Ortega comme référence et compagnon de route, gardez-le ! Mais par respect pour tous ceux qui ont sacrifié leur vie et continuent de le faire pour des rêves, pour des idéaux et non pour de mesquins intérêts, veuillez cesser de nuire, traversez le trottoir et changez de nom.

« Nous devons réinventer la gauche, l'internationalisme. Sortez de vos estrades et descendez sur terre. Parce que contrairement à ce que vous pensez, c'est à partir de là qu'on arrive à discerner ce qui se dessine à l'horizon.

« Au lieu de continuer à déformer la réalité pour la rendre conforme à vos théories obsolètes, au lieu de défendre l'indéfendable, essayez au moins de trouver une petite place dans vos spéculations pour reconnaître qu'un groupe de personnes enragées, sans armes, sans ressources, sans contacts avec la CIA, puisse avoir le droit d'exister, de s'exprimer et de se battre pour ses droits et ses idéaux de gauche, commente Juanónimo.

« Messieurs les ténors de la gauche bien-pensante : non seulement nous ne nous reconnaissons pas dans les pratiques de cette gauche que vous représentez, mais à ce stade du jeu nous nous déclarons orphelins !

« La gauche est confrontée de manière urgente à de nouveaux défis et dans un nouveau contexte, où n'existent pas de questions ou de réponses claires et encore moins de théories certaines. Il y a des choses que nous n'arrivons pas à comprendre. Mais il y a pire que de ne pas arriver à comprendre : être convaincu de comprendre et avoir recours à des réponses inappropriées, insiste Juanónimo.

« Mais dans tous les cas, il y a une chose qui est ultra claire : sans éthique et humanisme, il n'y a tout simplement pas de gauche possible.

« Un jour, un dissident communiste prophétique et lucide déclarait :

‘Le vieux monde est en train de mourir. Le nouveau tarde à venir. Et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.’

« J'espère que la gauche ne continuera pas à en devenir complice..., » conclut Juanónimo.”

Éditorial de *Envío*, août 2018

Envío, dont j'ai déjà cité un article dans ce livre, est une revue mensuelle fondée en 1981 par l'université fondée par les Jésuites, l'Université nationale autonome du Nicaragua (UNAN). Initialement, cette revue définissait sa mission comme un soutien critique, inspiré par les valeurs de la théologie de la libération, à la révolution sandiniste des années 80. Dans les années 90, elle élargissait sa mission pour inclure aussi la couverture de 'l'ensemble de l'Amérique centrale et de la région des Caraïbes, ainsi que des questions sociopolitiques internationales'.⁶⁴

Dans son numéro d'août 2018, *Envío* écrit un éditorial intitulé, « [El mundo ya sabe lo que pasa en Nicaragua](#) » (Le monde sait maintenant ce qui se passe au Nicaragua),⁶⁵ dans lequel elle rappelle les nombreux avertissements lancés par Ernesto Cardenal au cours des dernières années au sujet de l'autoritarisme croissant du gouvernement Ortega. Et elle soutient que la révolte sociale massive d'avril, et sa répression brutale par le gouvernement démontrent qu'il avait raison.

Pendant le gouvernement révolutionnaire sandiniste des années 80, Ernesto Cardenal était le ministre de la Culture du Nicaragua. Son frère Fernando, également prêtre jésuite, était ministre de l'Éducation et avait organisé la campagne d'alphabétisation qui avait eu lieu moins d'un an après le renversement de la dictature de Somoza et pour laquelle les Nations Unies avaient décerné un prix. Dans son livre de 2005, *La revolución perdida* (La révolution perdue), Ernesto Cardenal présente un compte-rendu fascinant de la révolution et de ses principales réalisations et dénonce le fait que le parti du FSLN a fini par abandonner ses valeurs révolutionnaires. Sa critique de Rosario Murillo dans ce livre est particulièrement cinglante.

⁶⁴ [Wikipedia](#), consulté le 12 août 2018.

⁶⁵ Consulté le 1 septembre 2018.

Ci-dessous, de longs extraits de l'éditorial de *Envío* :

« C'est avec les premiers coups de feu tirés par la police anti-émeute le 19 avril, qu'a débuté l'insurrection civique. Ce fut la première phase de répression du régime. Plus tard, les insurgés ont participé dans des manifestations massives et ont soulevé des centaines de barricades de rue et barrages routiers à travers le pays. L'opération de nettoyage, par laquelle le gouvernement a démantelé ces barricades et barrages, représente la deuxième phase de répression, 'qui a causé des fleuves de sang'. Nous sommes maintenant dans une troisième phase. Le coût élevé en vies de la rébellion civique a entraîné une augmentation de la pression internationale. Le régime réprime maintenant en procédant à des détentions, emprisonnements, procès... et considère le pays 'normalisé'. Mais le pays connaît une anomalie tangible et bien que l'avenir soit incertain, la résistance civique est prête à la gérer. (Les lettres en italiques sont celles de Envío)

Le monde sait maintenant ce qui se passe au Nicaragua. « Depuis plusieurs années, le prêtre et poète Ernesto Cardenal qui, tout au long de sa vie a agi comme ambassadeur du Nicaragua dans le monde, répétait partout où il voyageait : 'Le monde doit savoir ce qui se passe au Nicaragua.' En plus de lire ses poèmes, il expliquait ce qui se passait ici. Il parlait du contrôle absolu que Daniel Ortega avait sur toutes les institutions de l'État, de la série de fraudes électorales, soulignait l'autoritarisme croissant qui frôle la dictature, racontait la corruption et l'impunité, et avertissait qu'une dynastie était en voie de se former...

« Certains l'écoutaient et d'autres attribuaient ses avertissements aux excès métaphoriques du poète ; car l'image du Nicaragua à travers le monde n'était pas

négative : le Nicaragua connaissait une croissance économique, jouissait d'investissements étrangers, représentait un pays stable et sécuritaire, arrivait à diminuer l'extrême pauvreté, ne souffrait pas de violence généralisée comme ses pays voisins du nord et, aussi et surtout, le peuple aguerri nicaraguayen semblait se contenter de son sort.

« Avril a tout changé. Au Nicaragua, comme au-delà de nos frontières. Maintenant, le monde sait ce qui se passe ici, affirme *Envío*. (...) »

Une répression impitoyable. « De la mi-juin à la mi-juillet, la terreur s'est répandue dans tout le pays. Le régime a ensuite lancé ce qu'il a appelé une 'opération de nettoyage'. Des policiers et des paramilitaires sont arrivés dans chaque municipalité sous la forme d'une armée d'occupation, intimidant par leur présence, tirant sur toute personne qui se trouvait dans les rues, et de façon particulière sur ceux et celles qui défendaient les barricades de rue et barrages routiers, 'nettoyant' pour ainsi dire le terrain. Ils étaient accompagnés de pelles mécaniques qui démolissaient les structures construites avec des pavés, des pierres ou tout autre matériau. Ainsi s'effondraient les symboles de la rébellion, ces murs artisanaux qui garantissaient à la population un moyen de défense, qui empêchaient la police et les groupes paramilitaires cagoulés d'entrer dans les quartiers et les communautés en résistance. »

« Particulièrement brutale et sauvage fut l'approche utilisée par le régime pour démanteler les barrages routiers à Jinotepe, dans le Carazo. Selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), l'opération de nettoyage dans ce seul endroit s'est soldée par la mort de '24 personnes et l'enlèvement et emprisonnement de dizaines d'autres.' Cruel aussi fut le 'nettoyage' des barricades protégeant Masaya et

Monimbó qui étaient restées debout après avoir confrontés avec succès 19 violentes attaques précédentes du gouvernement.

« Le démantèlement du barrage de Lovago à Chontales, le premier à avoir levé le mouvement paysan en mai, fut également tragique. Un accord avait déjà été négocié par les dirigeants de l'Église locale avec les manifestants pour démanteler pacifiquement le barrage. Cependant, le régime ne l'a pas respecté et procéda à son démantèlement par la force, occasionnant un nombre non encore complètement déterminé de paysans assassinés, affirme *Envío*.

« Le Mécanisme de suivi pour le Nicaragua (MESENI) de la CIDH, présent au Nicaragua depuis début juillet, a confirmé que, dans différents endroits où des opérations de nettoyage ont été menées, 'un dialogue était en cours pour parvenir prochainement au démantèlement spontané et pacifique des barrages routiers', et ceci comme geste afin que le Dialogue national progresse et aboutisse à la conclusion d'accords. Mais la répression a prévalu.

« Les dernières barricades tombées, faisant trois morts et une douzaine de blessés et emprisonnés, sont celles du quartier 'Sandino' de Jinotega, connu sous le nom 'el Monimbó del Norte'. C'était le 23 juillet.

« Commentant cette 'opération de nettoyage', le directeur de Human Rights Watch, José Miguel Vivanco, affirme :

'En 30 ans d'observation de la situation des droits de l'homme dans différents pays du monde, je n'avais jamais rien vu de semblable à ce qu'on voit au Nicaragua. Jamais n'avons-nous observé des policiers et des voyous lourdement armés qui, se

livrant à des actions communes, se promènent partout dans le pays, communauté par communauté, tirant, kidnappant et célébrant ensuite dans les rues comme s'ils avaient vaincu un ennemi pendant la guerre... C'est sans scrupule, c'est brutal ; cette répression est impitoyable.'

« Les opérations de nettoyage ont alourdi le nombre de morts, tant du côté des défenseurs des barricades de rue et des barrages routiers que de la police et des paramilitaires qui les attaquaient, poursuit *Envío*.

« Le CENIDH fait un suivi rigoureux du nombre de morts que pleure le pays présentement. Les organisations de droits de l'homme comptent, d'avril au 4 août, un total de 306 morts. Parmi eux, 51 sont des policiers et des paramilitaires. La présidente du CENIDH, Vilma Núñez, affirme que les opposants au régime ont également causé des morts lors des attaques. Même avec des armes artisanales on peut tuer.

'Ce que nous vivons n'est pas une guerre entre égaux et nous savons aussi que tous les manifestants ne sont pas des enfants de cœur qui ne font que prier... Oui, il y a des morts du côté de la police et des paramilitaires. Ces morts nous attristent aussi et nous les documentons. Le gouvernement est responsable de ces morts, car c'est lui qu'a envoyé policiers et paramilitaires, non seulement pour tuer, mais également pour mourir... Je n'exclus pas non plus que le gouvernement soit à l'origine de certains des morts chez les policiers. Ils sont capables de tout,' commente Núñez. (...)

« Sur les 306 personnes tuées, 21 sont des enfants et des adolescents de moins de 17 ans. Le nombre de blessés est très imprécis, car la plupart de ceux qui ont été blessés ne se sont pas rendus dans des hôpitaux ou des centres de santé par peur d'être

capturés. Selon le CENIDH, il y aurait au moins 2 200 personnes blessées, dont plusieurs grièvement et gravement handicapées à vie. Le nombre de personnes enlevées et capturées sans mandat est tout aussi imprécis. Selon le CENIDH, 300 personnes, des jeunes pour la plupart, ont été détenues dans différentes unités de police jusqu'au 4 août. Dans la prison 'El Chipote' à Managua, 70 personnes ont été emprisonnées, affirme *Envío*. (...)

« Parmi les centaines de personnes, plus de 2 000, arrêtées et emprisonnées, combien ont été torturées en prison ? Selon un avocat du CENIDH, '14 personnes seulement ont affirmé avoir été torturées, mais nous pensons qu'il en existe beaucoup plus, car les victimes de torture généralement ne rapportent pas ce genre de chose. Une donnée que nous avons, cependant, c'est que dans pratiquement tous les cas de ceux qui font maintenant l'objet d'une procédure judiciaire et contre lesquels des accusations ont été portées, les proches nous ont dit qu'ils avaient été torturés.'

« Pour ce qui est de personnes arrêtées, puis relâchées après seulement quelques jours d'emprisonnement, il y en aurait au moins 2 500 dans tout le pays, selon le CENIDH. Dans ces cas, l'Église catholique, membre de l'Alliance civique et de la Commission de vérification issue d'un accord lors du Dialogue national, a joué un important rôle de médiation. Cette commission a présenté au gouvernement des listes de détenus pour lesquelles elle avait plaidé et obtenu leur libération. Cependant, le gouvernement a cessé de répondre à la commission depuis l'arrêt du Dialogue national en juin, déclare *Envío*. (...)

Troisième phase de la répression. « Dans la troisième phase de la répression, suite à 'l'opération de nettoyage' qui a démantelé barricades de rue et barrages routiers, le régime s'est mis à 'nettoyer le

territoire national de dirigeants et employés publics qui ne sont pas fidèles aux institutions de l'État'. Certains sont kidnappés par la police et les paramilitaires, pour ensuite subir des accusations de procureurs et de juges. D'autres perdent leur emploi. Ils sont tous considérés comme des terroristes.

« Dans le cas des personnes capturées et incarcérées, bien que la voie qui les a conduites de leur domicile aux tribunaux soit pleine d'arbitraire et d'illégalités, le régime, expert depuis onze ans dans l'art de donner l'apparence de légalité, a mis en branle la même stratégie, affirme *Envío*.

« Le 16 juillet, l'Assemblée nationale, contrôlée par une majorité de députés du FSLN, a approuvé une loi antiterroriste qui prévoit des peines de quinze à vingt ans d'emprisonnement à quiconque veut, par un acte quelconque, 'modifier l'ordre constitutionnel'. La loi sanctionne 'quiconque, par quelque moyen que ce soit, rassemble, saisit, canalise, dépose, transfère, sécurise, administre, protège, agit comme intermédiaire, prête ou fournit des actifs pour commettre des actes terroristes', des actes qui, selon le régime, pourrait simplement être une manifestation, une barricade, une réunion ou l'impression de tracts... 'Terroristes' est l'étiquette qu'Ortega et Murillo ont attribuée aux paysans, médecins, journalistes, avocats... qui s'opposent à leur gouvernement. Dans le discours du régime, le 'terrorisme' équivaut à l'exercice du droit de manifester, poursuit *Envío*.

« Le même jour, le Parlement a approuvé une réforme de la loi créant l'Unité d'analyse financière (UAF) afin d'étendre ses pouvoirs. L'UAF peut désormais, sans mandat et de manière discrétionnaire, enquêter sur des personnes ou des entreprises soupçonnées de blanchir de l'argent et de 'financer le terrorisme'. (...)

« Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont une équipe est présente au Nicaragua grâce à la pression des évêques et de l'Alliance civique, a averti que la loi antiterroriste pourrait être utilisée par le gouvernement pour 'criminaliser les manifestations'. C'est effectivement ce que le régime Ortega faisait déjà avant d'approuver la loi et ce qu'il a continué de faire après s'être doté rapidement de ce maquillage légal, note *Envío*. (...) »

« Les mécanismes répressifs ont tué et blessé des centaines de personnes et contraint des milliers de personnes à l'exil au cours des deux premières phases de la répression.

« Au cours de la troisième phase, des dizaines de personnes ont été arrêtées et accusées de crimes, dont des dirigeants d'universités ou sectoriels tels que les dirigeants paysans Pedro Mena et Medardo Mairena – membre de l'Alliance civique et coordinateur du mouvement anticanal –, la dirigeante du Marché oriental de Managua, Irlande Jerez, ou de dirigeants territoriaux comme les jeunes leaders du Mouvement 19 avril de Matagalpa et de Masaya...

« Des dizaines de personnes ont été capturées sans mandat, dans la rue et chez elles, de jour comme de nuit. Des dizaines de personnes font maintenant l'objet de poursuites judiciaires avec d'innombrables anomalies juridiques et dans des procès à huis clos, sans que leurs proches puissent les voir, sans disposer d'avocats de leur choix, victimes flagrantes d'un manque total de garanties... Ce sont des prisonniers politiques, affirme *Envío*. (...) »

Licenciements pour raisons politiques.

« L'Association médicale nicaraguayenne a dénoncé le licenciement arbitraire de 135 médecins, chirurgiens, spécialistes, infirmières et infirmiers, voire de préposés aux soins, dans les hôpitaux publics

du pays. Ils sont réprimandés pour avoir accueilli des manifestants, blessés durant les manifestations ou autour des barricades durant 'l'opération de nettoyage', et pour avoir soigné leurs blessures, ou pour ne pas avoir fait preuve de 'loyauté' à l'égard de la politique gouvernementale. Les licenciements ont commencé avec l'hôpital de León, suivi de Jinotepe, puis de Masaya... et ainsi de suite dans tout le pays.

« Les personnes renvoyées par le ministère de la Santé reçoivent une brève lettre dans laquelle, sans aucune base légale ni justification précise, il leur est demandé de partir. Tous ont le sentiment et le ressentiment de perdre leur emploi pour des raisons politiques.

« Dans une interview avec CNN, le cardiologue Carlos Duarte, qui a traité à plusieurs reprises des jeunes blessés à l'UNAN lorsque le campus universitaire a été attaqué, a déclaré que 30 médecins, lui-même étant l'un d'eux, ont dû fuir le pays en raison des menaces reçues. Dans cette situation, il y en a 20 au Costa Rica, 4 au Panama et 6 aux États-Unis, tandis que 16 restent cachés au Nicaragua pour se protéger de la violence gouvernementale, souligne *Envío*.

« Des 'licenciements massifs de non-fidèles' ont également commencé à se produire dans les universités, écoles et autres institutions publiques. Au chômage de milliers de personnes, provoqué par la crise économique résultant de la crise politique, viennent s'ajouter ces nouveaux chômeurs, victimes d'une politique de vengeance irrationnelle. (...)

« Dans les trois phases de la répression, les évêques et prêtres de l'Église catholique ont subi de fortes attaques de la part du régime et de ses partisans, affirme *Envío*.

« Attaques dénigrantes sur les réseaux sociaux. Attaques de la part des paramilitaires qui les ont menacés quand ils ont fait sonner les cloches de leurs églises pour alerter les gens de l'arrivée des paramilitaires ou quand ces derniers ont entendu leurs homélies qui encourageaient la population à exercer ses droits. Plusieurs églises ont également été profanées dans différentes municipalités : des foules, encouragées par le gouvernement, pénètrent dans l'église, pillent, salissent, détruisent, volent et jettent même sur les planchers les hosties consacrées...

« Derrière cette 'guerre' se trouve le malaise que provoqua chez Daniel Ortega et Rosario Murillo les attitudes et les paroles des évêques, en tant que médiateurs et témoins du Dialogue national, et en tant que coordinateurs des prêtres de paroisse sur l'ensemble du territoire. Le couple au pouvoir attend des évêques un rôle de 'neutralité' condescendant qui privilégie les intérêts du gouvernement. Ce n'est pas cela qui s'est produit.

'Nous sommes des médiateurs dans le dialogue, mais nous sommes également des pasteurs du peuple et sensibles à leur douleur, nous ne pouvons pas être neutres,' a déclaré l'évêque auxiliaire de Managua, Silvio Báez, lors d'une soirée officielle.

Le 9 juillet : Diriamba y Jinotepe. « Dans la 'guerre' contre l'Église catholique, un des moments forts a eu lieu le 9 juillet, lorsque le cardinal archevêque de Managua, Leopoldo Brenes, son évêque auxiliaire, Silvio Baez, le représentant du Pape, le nonce apostolique Waldemar Sommertag, et plusieurs prêtres sont venus à Diriamba pour tenter de libérer les jeunes qui avaient trouvé refuge dans la basilique de Saint-Sébastien et ainsi éviter que ces jeunes soient capturés par des paramilitaires, suite à

une 'opération de nettoyage' qui avait été excessivement violente dans cette ville.

« Une foule, partisane d'Ortega et à prédominance masculine, a agressé les leaders de l'Église, les ont insultés, puis une fois à l'intérieur de la basilique, les ont battus et blessés, ont volé leurs cellulaires et même la croix pectorale que portait l'évêque Báez.

« Quelques heures plus tard, dans la paroisse de Santiago-de Jinotepe, une autre foule de partisans d'Ortega, cette fois à prédominance féminine, a insulté les prêtres et est entrée dans l'église, détruisant tout ce qu'elle trouva à l'intérieur. Elle a pillé, volé, et lancé dans la rue bancs d'église, confessionnaux et médicaments – il s'agissait des médicaments utilisés pour soigner les blessés –, mettant ensuite le feu à tout ce qui était dans la rue. Des attaques similaires ont eu lieu dans des paroisses à Masatepe, Rivas, Jinotepe, et Matagalpa, commente *Envío*.

Une crise humanitaire. « Plusieurs croient que la tragédie nicaraguayenne – des centaines de morts et de milliers de blessés et de personnes déplacées ainsi qu'une économie en chute libre – fait en sorte que le Nicaragua s'oriente vers une crise humanitaire.

« Dès le mois de juin, l'expert en sécurité Elvira Cuadra a déclaré : 'La situation dans notre pays, je la considère comme une crise humanitaire, car à ce stade, la répression et la violence de l'État contre une population non armée et qui résiste produit un nombre de victimes sans comparaison avec d'autres pays d'Amérique latine ou de toute autre situation similaire sur le continent.'

« Le soulèvement d'avril, qui était de caractère politique – revendication de liberté, de démocratie, visant à mettre un terme à la corruption et à l'impunité – pourrait bientôt donner lieu à d'autres soulèvements

et manifestations de caractère économique. Car la crise économique s'approfondit de jour en jour. Des milliers de débiteurs sont en souffrance, les banques ne font plus de prêts, le chômage augmente en raison de pertes irrécupérables dans le secteur du tourisme et de la chute brutale du commerce et des services...

« À cause de cela, et pour d'autres raisons, l'éventualité d'une guerre civile est également une possibilité si l'économie continue de se dégrader et que le régime ne cède pas pour trouver une solution à l'impasse, avertit *Envío*. (...)

« Le monde sait maintenant ce qui se passe au Nicaragua. Et s'il n'est pas au courant de l'amplitude des griefs, des abus et humiliations ainsi que des crimes qui sont à l'origine du soulèvement d'avril, il observe avec beaucoup d'inquiétude le présent inacceptable et l'avenir incertain de notre pays. Des documentaires, des témoignages, des vidéos, des informations... montrent au monde entier la façon brutale et impitoyable avec laquelle Ortega réagit au droit de manifester qu'exerce une grande partie de la population nicaraguayenne qui exige un changement de gouvernement. Ce que le monde entier entend et voit révèle la nature criminelle d'un régime de terrorisme d'État. (...)

« Contrairement aux anniversaires précédents de la révolution sandiniste du 19 juillet, dans lesquels on pouvait observer un rite similaire et entendre des discours agressifs voués à réaffirmer la loyauté des bases du parti au pouvoir, cette fois la célébration de l'anniversaire de la révolution n'est pas passée inaperçue dans le monde.

« Le discours triomphaliste et belliqueux d'Ortega n'a fait qu'accumuler des 'braises sur sa tête'. Alors qu'il se déclarait victorieux après avoir versé tant de sang, son image internationale semblait se détériorer.

Ortega a accordé des interviews à quatre médias internationaux : Fox News, Telesur, Euronews et CNN, poursuit *Envío*.

« Si le but était d'améliorer son image, cela n'a pas fonctionné. Chaque journaliste a reçu différentes versions des faits, en particulier au sujet des paramilitaires cagoulés qui terrorisent la population, une question clé qui retient l'attention de tout le monde. Dans l'interview accordée à Andrés Oppenheimer de CNN, Ortega s'est lui-même incriminé en affirmant que les paramilitaires étaient des 'policiers volontaires'. En tant que chef de la police, il a avoué, peut-être sans s'en rendre compte, que les hommes cagoulés qui tuent sont ses subordonnés.

« À propos des contradictions persistantes d'Ortega dans ses interviews, le journaliste espagnol Oscar Valero, qui lui a parlé pour Euronews, a déclaré : 'Je ne sais pas s'il le fait pour confondre et de façon planifiée ou s'il n'a tout simplement pas été en mesure de créer une version unifiée.'

« Là où Ortega a été clair et ne s'est pas contredit dans ses quatre interviews, c'est qu'il n'y aura pas d'élections anticipées et qu'il restera au pouvoir jusqu'en 2021. (...)

Interview de Humberto Ortega. « L'interview qu'accordait à CNN celui qui a longtemps été le chef de l'armée nicaraguayenne,⁶⁶ Humberto Ortega, et ce les mêmes jours où Ortega accordait des interviews à d'autres médias internationaux, représente un démenti on ne peut plus clair de la version confuse, planifiée ou pas, de son frère, Daniel Ortega, poursuit *Envío*.

⁶⁶ Il a été chef de l'armée durant la révolution sandiniste des années 80s, et aussi sous le gouvernement de Violeta Chamorro au début des années 90s.

« Humberto Ortega a qualifié de ‘répréhensible’ la violence avec laquelle le régime a réagi en avril aux premières manifestations des étudiants. ‘Le gouvernement, affirme-t-il, ne savait pas comment gérer la situation’. Humberto a clairement indiqué que c’était ‘l’État et le gouvernement’ qui étaient ‘les principaux responsables’ de la ‘répression indiscriminée’ imposée aux manifestants, en laissant clairement entendre, dans cette affaire et dans toutes les réponses qu’il a apportées à d’autres questions, que c’était de Daniel Ortega, le chef du gouvernement, dont il parlait.

« Il a souligné que ‘le problème le plus important qu’on doit résoudre à la table du Dialogue national est celui des forces para-policières gouvernementales qui sont hors la loi’. Il a affirmé que ‘toutes les personnes les ont vues partout, de toutes parts, semant la terreur et accompagnant la police... Ce sont elles qui ont provoqué le plus de violence et le plus grand nombre de morts’. Il a averti que ‘le gouvernement ne peut légitimer une armée irrégulière’, en insistant sur le fait que ‘l’armée ne peut tolérer cela !’ Selon Humberto Ortega, de nouvelles élections représentent la véritable solution et celles-ci ‘doivent être devancées’. Il a également apporté son soutien aux évêques et au format de Dialogue national déjà en place, considérant que celui-ci représente un espace où des accords doivent être conclus pour mettre fin à la crise, et ce à travers des élections anticipées, conclut *Envío*.”

Jaime Wheelock, leader sandiniste historique, interviewé par Carlos Chamorro

Jaime Wheelock, qui a été l'un des neuf 'commandants' qui ont dirigé la révolution sandiniste des années 1980 et qui est resté à la tête du parti jusqu'en 1994, a été interviewé par Carlos Chamorro à l'émission de télévision *Esta Noche*. Iván Olivares fait un compte-rendu de cet entretien dans *Confidencial* le 9 août 2018 : « [Ortega tiene la opción de renunciar](#) » (Ortega a l'option de démissionner).

« Je vois deux voies, affirme Wheelock : celle de la confrontation, présentement en cours où tout le monde est un terroriste ou putschiste, et celle où Ortega choisit de se comporter comme homme d'État, reconnaissant que ce n'est pas le cas et qu'il faut arriver à trouver une solution politique à ce problème, par la voie du dialogue et du consensus national.

« Pour arriver à cette sortie politique, Ortega doit agir à l'un des trois niveaux de responsabilité qui lui incombent, et dans lesquelles, jusqu'à maintenant, il a failli : en tant que président de la République, en tant que chef de son parti, et en tant que père et chef d'une famille qu'il doit protéger.

« Le gouvernant, poursuit Wheelock, est assis sur trois marches. La première est celle que lui accorde son statut de président de la République. En tant qu'homme d'État, il se doit de rechercher le bien-être, le développement économique, la paix et la stabilité du Nicaragua. Suite à de centaines de morts, il doit savoir qu'une de ses options est de démissionner s'il veut agir en homme d'État et ne pas détruire ce pays.

« La deuxième marche est celle que lui accorde sa fonction de chef du parti FSLN. Il est de sa responsabilité de faire en sorte que ce parti croisse, se renforce, se réforme. Et s'il arrive que son parti commette une erreur qui est telle qu'elle peut mettre le

parti en péril, il est de son devoir, en tant que Secrétaire général, de chercher dans le dialogue comment trouver une solution qui permettra à son parti de se reconstruire dans quelques mois ou quelques années. Mais si au lieu de cela il a recours aux forces armées, ou fait appel à des forces paramilitaires ou incite ses disciples politiques à s'armer, il oriente son pays vers la guerre civile et le chaos et manque à son devoir.

« La troisième et dernière marche, c'est la suivante : 'Je suis le président du Nicaragua et je dirige avec ma famille.' Admettons qu'Ortega se foute du Nicaragua et, peut-être même du parti FSLN, et qu'il soit prêt à lancer le Nicaragua ainsi que le Front sandiniste sur la voie de l'affrontement et du bain de sang. Il demeure que suivre cette voie affectera de façon négative son entourage, ainsi que sa propre famille.

Et Wheelock poursuit en affirmant que, dans tous les cas, Ortega doit nécessairement rechercher une solution dans le dialogue, ce qui exige ce qui suit :

1. Dissoudre et désarmer les forces paramilitaires illégales qui minent les institutions, mettent en péril la stabilité du pays et contredisent les forces constitutionnelles que sont la police et l'armée.
2. Mettre fin à la persécution et libérer les prisonniers politiques ; et, dans ce climat de quiétude que tout président se doit, de par sa fonction, de favoriser, faire tout son possible pour trouver une solution à ce problème.

Et Olivares reproduit ensuite un extrait de l'interview de Carlos Fernando Chamorro avec Wheelock :

Carlos : Le gouvernement affirme qu'il s'agit d'un coup d'État 'en douceur' qui est une nouvelle modalité attribuée à ces formes de rébellion civile ou de manifestations non-violentes.

Jaime : La vérité, selon mon analyse de la situation, c'est que le pouvoir exécutif a du mal à admettre ce qui s'est véritablement passé ; il est difficile de se présenter devant l'opinion publique et d'admettre s'être trompé. C'est ainsi que, au lieu de cela, les autorités gouvernementales ont inventé le récit de délinquants et terroristes, ce qui ne correspond aucunement à la réalité. La réalité, c'est que la population s'est révoltée en voyant des étudiants non armés recevoir des tirs haut calibre. Cette attaque contre des étudiants universitaires non armés a suscité une réaction généralisée, le peuple nicaraguayen se soulevant spontanément en solidarité avec les étudiants ; je n'appellerais même pas ça une rébellion. Il s'agit d'une réaction indignée et généralisée, dans laquelle on demande au gouvernement de démissionner, car dans d'autres pays les présidents démissionnent dès qu'il se passe cinq fois moins que ce qui s'est passé ici.

Carlos : Qu'est-ce qui arrive au soi-disant sandinisme historique ? Pourquoi se maintient-il en silence, dans une attitude d'ambiguïté ?

Jaime : Il est important de mentionner que le sandinisme demeure présent.

Une bonne partie de ceux et celles qui manifestent leur solidarité envers les étudiants, de ceux et celles qui ont été battus, arrêtés, et tués, sont des sandinistes.

Le sandinisme est dans les rues, pas avec les drapeaux du sandinisme, mais avec les mêmes idéaux que Carlos Fonseca ; avec les idéaux des martyrs... Le sandinisme est vivant : c'est très bizarre de voir la majeure partie du sandinisme en train de dénoncer Ortega, de réclamer la démission de celui qui apparaît comme chef officiel du sandinisme et porte le drapeau et la signature du FSLN.

Carlos : Que représente ce parti qui se présente officiellement comme le Front sandiniste et que Daniel

Ortega appelle à des rassemblements sur l'avenue Hugo Chávez ?

Jaime : Voici un fait indéniable : Daniel Ortega a perdu le contrôle des forces politiques. Plusieurs segments du FSLN ne le soutiennent plus ; il ne lui reste qu'un groupe étroit de collaborateurs. Et même à l'intérieur de ce cercle restreint, il y a des personnes que je connais qui ne sont pas d'accord avec le fait qu'il y a eu autant de morts ni avec les persécutions.

Ces derniers considèrent qu'historiquement, ni le Front sandiniste ni la 'Juventud sandinista' n'ont jamais tourné leurs fusils contre le peuple. Cependant, nous voyons cela arriver à présent sous le drapeau du FSLN ; des jeeps portant et brandissant le drapeau du FSLN et qui répriment la population. C'est la population qui subit la répression : les jeunes, les paysans, les travailleurs et ceux qui protestent.

Carlos : Ortega a accusé les évêques d'être des leaders du coup d'État et souhaite maintenant les neutraliser ou les retirer du Dialogue national. Quelles options voyez-vous par rapport au dialogue ?

Jaime : Le dialogue pour le moment est le seul instrument dont disposent les Nicaraguayens et le gouvernement pour commencer à résoudre cette crise. Je crois que le rôle de l'Église est fondamental et que son rôle de médiatrice ne devrait pas être changé.

Les médiateurs occupent une position délicate. Ils doivent faire preuve d'un bon équilibre, car ils sont à la fois des médiateurs et témoins et des pasteurs qui doivent protéger leurs paroissiens.

Ils doivent jouer ce double rôle sans violer leur statut de médiateur. Je dirais qu'à la table de Dialogue national, la priorité consiste à trouver les points de consensus nécessaires afin de pouvoir sortir rapidement de cette crise, sans effusion de sang. Ensuite on pourra poursuivre plus tard le dialogue,

qui est très complexe, et toucher une série d'autres points importants.

On ne doit pas mettre dans le même panier deux dimensions du dialogue. D'une part, ce qu'il faut régler de façon urgente pour mettre fin à la crise. D'autre part, toutes les autres questions qui peuvent être plus complexes et conflictuelles, tel que penser à organiser un gouvernement provisoire ou travailler sur une nouvelle plateforme gouvernementale. Ces dernières questions devraient être abordées plus tard par les partis politiques. Ne pas privilégier la question qui est prioritaire pour la population peut compromettre le Dialogue national. Car en traitant aussi des autres questions, on peut donner l'impression qu'on remplace en quelque sorte les partis politiques.

Carlos : Quel avenir voyez-vous pour le Front sandiniste – si étroitement lié à la famille Ortega-Murillo – en tant que parti politique, après ce massacre qui a déjà tué plus de 320 personnes ?

Jaime : Le Front sandiniste, en tant qu'organisation dotée d'une large base politique, est sérieusement affecté, mais je ne crois pas que le FSLN ait perdu sa validité. En témoigne le fait que les sandinistes font partie des manifestants qui se battent dans les rues et je sais qu'au sein du sandinisme, de nombreuses personnes s'inquiètent et ont voulu se prononcer, parce qu'elles n'acceptent pas qu'on réprime.

À mon avis, si le gouvernement, si les dirigeants agissent de manière responsable, le FSLN a un avenir.

Carlos : Dans cette révolution sans armes, sommes-nous confrontés à une sorte de parallélisme avec ce qui s'est passé avec Somoza en 1979 ?

Jaime : Somoza a accepté de partir. Somoza a accepté de négocier avec nous. Nous étions disposés à faire partie de l'armée, mais sans la présence des chefs militaires responsables de la répression. Le plan était un transfert de commandement. Somoza avait accepté. Ce qui est arrivé,

cependant, c'est que par la suite, il a changé d'idée, et c'est pourquoi nous avons dû le renverser.

À la Direction nationale (c'est Daniel lui-même qui l'a annoncé), nous avons décidé de tenir des élections anticipées en 1989. Il n'est pas vrai que lors du processus de paix en Amérique centrale, il n'ait jamais été question de tenir des élections anticipées. Nous avons accepté de telles élections afin d'éviter un déversement de sang ; afin d'éviter que le Front sandiniste et nous ne tombions dans le chaos. Grâce à cette négociation, nous avons réussi à obtenir un autre gouvernement qui a joué un rôle très décent. Le Front sandiniste est passé à l'arrière-plan, mais plusieurs années plus tard, il est revenu au pouvoir.

Plusieurs policiers, ne voulant pas participer à la répression, désertent

Le 27 août 2018, Frauke Decoodt publie un article intitulé « [Hay policías que matan y andan con paramilitares, otros deciden irse](#) » (Il y a des policiers qui tuent et collaborent avec les paramilitaires, d'autres décident de partir).⁶⁷ L'article traite du rôle joué par la police au Nicaragua et, en particulier, soulève la question des nombreux policiers qui, au cours de la révolte populaire massive, ont décidé de désertir. Ci-dessous, je reproduis cet article très émouvant :

‘C’était un jour normal, un jour de confrontations, l'un des nombreux qui se déroule présentement à Managua. Il était peut-être dix heures du matin. Soudain je suis devenu pensif. Mes collègues m'ont demandé ce qui n'allait pas. De retour au commissariat de police, j'ai enlevé mon uniforme, mis mes vêtements de civils et remis toutes mes affaires.’

« Pedro (faux nom que je lui donne) est l'une des centaines de policiers qui ont déserté au Nicaragua depuis le début de la crise en avril, raconte Decoodt.

⁶⁷ *Confidencial*, consulté le 18 septembre 2018.

Jusqu'au 30 juillet, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a enregistré 317 personnes assassinées, dont 21 policiers. Une organisation locale de défense des droits de l'homme estime que 30 autres paramilitaires et sympathisants du gouvernement sont décédés.

« De nombreux Nicaraguayens ont été surpris par la capacité de répression d'une force de police qui était auparavant réputée pour son modèle communautaire. Ce qui a causé encore plus de consternation, c'est que ces policiers ont mené des opérations accompagnées de civils armés. La plupart de ces derniers sont des jeunes qui, au début, se promenaient en motos munies de tubes et de matraques, mais éventuellement sont réapparus entraînés, cagoulés et armés de fusils de guerre. Ils sont responsables de la plupart des attaques et des meurtres au Nicaragua. Les experts en sécurité nationale estiment que les forces de choc ont évolué en une force paramilitaire avec des combattants historiques du FSLN, d'anciens militaires, d'anciens policiers, des employés de la fonction publique et des membres de la jeunesse sandiniste, explique Decoodt.

Tu arrives bien en retard, nous t'attendions bien avant cela

« Pedro accompagnait ces civils qui terrorisent le peuple ; il appartenait à une institution devenue un appareil répressif au service du président et de sa femme. L'ex-policier vient de vivre une expérience fort pénible et parle à condition que je change son identité. Désertre transforme une personne 'en ennemi de la patrie et point de mire des tireurs d'élite'. Et parler à un journaliste peut être risqué.

'Ce jour-là, j'ai dit au revoir à mes collègues. Personne ne m'a demandé pourquoi je partais. J'ai attrapé le bus. Je pensais à ce que j'avais laissé, au changement que cela apporterait à ma vie. Je pensais à

mes camarades, à ceux qui tuent sans problème, à ceux qui veulent partir mais n'osent pas et aux radicaux qui prennent plaisir à tuer.'

« Pedro est arrivé triste à la maison mais le poids s'est évaporé lorsqu'il a vu sa famille. Ils étaient tous là, ils ont tous pleuré, ils l'ont étreint, et ils l'ont embrassé. 'Tu arrives bien en retard, nous t'attendions bien avant cela' lui ont-ils dit.'

'Mes petites filles me suivaient partout pendant plusieurs jours ; je ne pouvais même pas aller à la salle de bain tout seul. On dirait qu'elles sentaient que j'étais en danger, que j'étais impliqué dans quelque chose de laid.'

« Les filles de Pedro n'avaient pas tort. Effectivement, il était impliqué dans quelque chose de laid. Pendant plusieurs mois, il a craint pour sa vie lorsqu'il tirait à partir de la camionnette dans laquelle il se trouvait, lorsqu'il se voyait entouré de milliers de manifestants fort irrités ou lorsque des balles éclataient de toutes parts lors d'un affrontement. Il a passé de nombreuses nuits au cours desquelles il n'a presque pas réussi à dormir, explique Decoodt.

« Plusieurs fois, il ne put contenir ses larmes. Entendre des manifestants lui lancer, 'Assassin ! Meurtrier !' était pénible.

« Un jour, un homme lui a demandé la permission de le laisser passer. 'Je lui ai dit que je ne pouvais pas, qu'il y avait un grand affrontement là-bas. Le vieil homme m'a répondu : Écoute bien, mon fils se trouve là-bas ; n'as-tu pas d'enfants toi ? Si tu pensais que ton fils pourrait être tué, tu n'irais pas là-bas toi, et ce quoi qu'il arrive ? S'ils me tuent, qu'ils me tuent !'

'Ce jour-là, je me suis effondré', raconte Pedro, parlant d'une voix basse et triste. Le silence dans ses

phrases en dit long relativement aux démons intérieurs auxquels il est toujours confronté.

« L'autre jour, quand fut donné l'ordre de capturer et d'arrêter, Pedro a pris un risque. 'Plusieurs anti-émeutiers poursuivaient un de mes amis. Je les ai arrêtés et je leur ai dit qu'ils devaient le laisser tranquille. S'ils ne m'avaient pas écouté, j'aurais vécu cela comme une trahison.'

Comment est-ce possible qu'il y ait autant de morts ?

« Il y a eu d'autres moments où Pedro a commencé à douter. 'Au début, j'avais l'espoir que cela se calmerait. Ils nous avaient laissé entendre que peu de gens s'opposaient au gouvernement. Environ 200. Cependant, lorsque je me suis trouvé devant une foule d'environ 100 000, j'ai compris que c'était le peuple qui manifestait.

« Pedro a également commencé à ressentir des doutes lors des premiers morts. 'Dès que les problèmes ont éclaté, j'ai décidé que je n'allais pas tirer. Lorsqu'un homme a été tué, un dénommé Alvarito Conrado – il s'agissait d'un garçon de 15 ans tué par des francs-tireurs alors qu'il transportait de l'eau aux étudiants – j'ai commencé à me demander dans quoi nous nous étions embarqués. Si nous n'avions que des balles en caoutchouc, pourquoi ce mort et pourquoi y avait-il autant de morts ?'

« Pedro m'assure qu'il n'a jamais reçu l'ordre de tuer, poursuit Decoodt. Cependant, il reconnaît la responsabilité de la police dans cette affaire. Il a vu des personnes qui n'étaient pas des policiers tirer, mais elles étaient accompagnées de policiers. 'Au lieu d'arrêter les civils sympathisants du gouvernement qui tiraient, la police leur laissait la voie libre. Un policier ne peut pas défendre un civil qui est en train de tirer sur d'autres civils.'

« Le jour où il a quitté la police, Pedro avait peut-être à l'esprit l'image suivante : des civils accompagnés par la police et qui tirent sur d'autres civils ; les supposées balles en caoutchouc ; et le grand nombre de manifestants et de morts. Et c'est possiblement cela qui l'a conduit à abandonner ce qui avait toujours été son rêve.

'J'ai toujours voulu être un policier. Servir mon peuple. Le peuple nous faisait confiance. Comme policiers, même les fauteurs de trouble, nous évitions de les attaquer de façon violente. Lorsque quelqu'un faisait partie d'une équipe où ces principes étaient respectés, c'était beau.'

Le "brother" du président

« Les spécialistes en sécurité citoyenne sont d'accord avec Pedro pour dire que la police nicaraguayenne applique des principes de prévention et d'action communautaire. Jusqu'au 18 avril, la rhétorique officielle qualifiait le Nicaragua de 'pays le plus sûr d'Amérique centrale'. Les faibles taux de violence sont attribués, entre autres, aux relations entretenues par la police avec la communauté. À plusieurs reprises au Nicaragua, j'ai entendu dire qu'auparavant 'la police était un 'brother', un frère. De l'extérieur du pays, nous ne pouvons pas comprendre pourquoi ce 'brother' tue maintenant son propre peuple, remarque Decoodt.⁶⁸

⁶⁸ À l'automne 1998, j'ai effectué un voyage de trois mois avec mon épouse, Danielle Turcot, dans huit pays d'Amérique latine. À la mi-octobre, alors que nous quittons San Juan del Sur, au Nicaragua, pour nous rendre au Costa Rica, des soldats nicaraguayens nous ont fait descendre du bus et nous ont détenus pendant plusieurs heures. Ils nous ont dit que nous n'avions pas le laissez-passer que nous étions supposés obtenir. Danielle était littéralement paniquée. Quant à moi, j'étais très calme et je jaisais avec les soldats. « Ces gars sont mes frères », dis-je à Danielle. Et vraiment, après avoir étudié l'histoire du Nicaragua, j'étais très sincère.

« Selon Roberto Orozco, expert en matière de sécurité et de crime organisé, la répression est fondée sur le fait que ce ‘brother’ n'est plus le peuple, mais le président.

« Après la révolution de 1979, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a aboli la Garde nationale, la police privée du régime de Somoza. Les sandinistes ont transformé la police en séparant la sécurité publique de la défense nationale. Ils ont créé un système dans lequel la police entretenait des liens très étroits avec la communauté.

« En 2007, Daniel Ortega est revenu au pouvoir avec la détermination de ne pas le perdre, comme ce fut le cas lors des élections de 1990. Il a entamé la centralisation et la politisation des nombreuses institutions étatiques. Pour la police, le processus dans lequel les institutions publiques finissent par être contrôlées par le FSLN et plus particulièrement, par le président et son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, a été consolidé en 2014 lors de la réforme de la loi 872 qui régit la police. Suite à cette réforme, c'est le président qui est chef suprême de la police.

« Cette instrumentalisation politique de la police répondait à des intérêts mutuels. La police voulait gagner en importance et en puissance et Ortega voulait une institution forte et fidèle. Et ainsi la police a cessé d'être gardienne du peuple pour ne devenir que gardienne du président. Toute critique d'Ortega et de son régime se transforme ainsi en menace. Et la répression de toute menace par la violence se fait en toute impunité, les autres institutions de l'État étant également politisées et fidèles à Ortega.

Mourir pour mon président

« Cette politisation et cette totale fidélité au régime sont quelque chose que Pedro a vécu dans sa propre chair. Au Nicaragua, peu de gens échappent à

l'obligation de prouver leur fidélité. Dans tout le pays, pour pouvoir accéder à un emploi, pas seulement au sein du corps policier, mais parfois même dans le secteur privé, on doit obtenir l'accord de son représentant politique local. Autrement dit, il faut affirmer être un sandiniste pour obtenir un aval politique, déclare Decoodt.

« Si vous n'êtes pas un 'Orteguista' (c'est-à-dire, un disciple d'Ortega) lorsque vous entrez dans la police, vous le devenez forcément après un certain temps. 'Ils te soumettent à un lavage du cerveau et tentent de te convertir à leurs idéaux', mentionne Pedro, indigné. 'Je suis entré dans le corps policier pour servir le peuple, pas un parti politique, ou le président.' Il explique que de nombreux policiers adoptent le discours de leurs chefs simplement pour ne pas avoir de problèmes avec leurs chefs qui n'ont été promu à un poste de direction qu'à cause de leur fidélité à Ortega. 'À l'Académie, nous devons chanter chaque jour l'hymne national : celui du corps policier et celui du FSLN. Après une longue journée de travail, ils nous entretenaient toujours de politique, insistant sur le fait que la police est sandiniste, que seul le gouvernement de Daniel Ortega est bon. Toujours ce message : nous défendons le commandant !'

'Il a des gens très fidèles et fanatiques, des gens qui prient pour lui et sa femme', poursuit Pedro. 'Des gens qui se disent prêts à mourir pour leur président.' Pedro n'arrive pas à comprendre une telle logique humaine. 'La loi ne dicte aucunement que l'on doit être prêt à mourir pour son président.'

« Bien que cela n'ait aucune logique, l'histoire témoigne abondamment du fait qu'il existe des personnes fidèles et fanatiques au point d'être prêtes à tuer pour leurs idéaux, déclare Decoodt. Daniel Ortega en a des milliers, de ces personnes. 'Certains

croient vraiment que, défendant Daniel, c'est le peuple qu'ils défendent.'

Pedro insiste : 'Ils ne donnent pas l'ordre de tuer, mais ils t'amènent à croire, par un genre de lavage de cerveau, que tu dois défendre le parti sandiniste à tout prix.'

Obligés de rester

« Selon Pedro, tous les policiers ne tirent pas par fanatisme. 'La police n'a jamais été formée pour faire face à ce nombre de manifestants', dit-il. L'ex-policier peut comprendre qu'un policier, entouré par une foule et qui s'est fait dire que celle-ci pouvait le tuer, puisse, en tant qu'être humain, se sentir menacé et commencer à tirer.

Il y a aussi beaucoup de policiers qui ne sont pas aussi fidèles et radicaux que leurs chefs le voudraient.

Pedro estime que plus de la moitié veut partir. 'On leur dit que maintenant ils n'acceptent pas les démissions. S'ils partent, ils perdront tous leurs avantages sociaux, et ce même s'ils ont peut-être travaillé pendant 25 ans. Donc, ils ne démissionnent pas et continuent à vivre avec la peur qu'ils puissent mourir en faisant leur boulot.'

« Ou ils ne démissionnent pas par crainte d'être exécuté par la police elle-même si elle apprend qu'ils veulent démissionner. Le 8 juillet, un policier est décédé lors d'un affrontement à Diriamba. Sa mère affirme que son fils a demandé de démissionner et que son patron a menacé de le tuer ainsi que sa famille, note Decoodt.

« Pedro dit qu'il y a beaucoup de policiers qui ne partent pas par peur. Une personne comme Pedro qui choisit de désertir prend un grand risque. 'Je suis le premier qui pourrait maintenant recevoir une balle à la

tête. Je ne peux plus vivre au Nicaragua ; je cherche un moyen de sortir avec ma famille.’

« Il est difficile de savoir combien d'agents de police ont déserté. ‘Ils ne vont jamais te dire ça !’ Dans la seule unité de Pedro, quinze policiers avaient déserté avant lui.

« Roberto Orozco, expert en matière de sécurité et de crime organisé, a déclaré que les organisations de défense des droits de l'homme disposaient d'un total de 300 dossiers de policiers faisant état de harcèlement et de persécution pour avoir abandonné leurs fonctions. C’est la seule statistique au sujet des défections qui existe, mais on considère qu’il y en a beaucoup plus que cela.

Tireurs d’élite

« Pedro estime aussi que le nombre de policiers qui ont été blessés ou qui sont morts dépasse la statistique officielle du gouvernement. ‘Ils ne le disent pas pour ne pas décourager davantage la police.’

« Le nombre de policiers morts montre que les opposants au régime n'étaient pas strictement pacifiques. Bien que leurs stratégies de résistance soient principalement pacifiques, l'ex-policier a trouvé des armes parmi les manifestants et a été attaqué. Cependant, il souligne qu'il s'agit d'une confrontation inégale. ‘Le gouvernement a beaucoup plus d'armes.’ L'ancien policier estime que ‘les armes du peuple ne représentent même pas 10% des armes dont disposent les forces pro-gouvernementales’. Le gouvernement compte également de nombreuses personnes bien entraînées. ‘Bien que ces jeunes soient très courageux, ils n’ont aucune formation et n’ont jamais vécu la guerre. C'est pourquoi il y a tant de morts d'un côté et pas de l'autre.

« Selon Pedro, il ne fait aucun doute que les paramilitaires du gouvernement qui affrontent les manifestants ont une formation différente de celle de la police, poursuit Decoodt. ‘Les personnes qui sont décédées furent blessées par des balles précises, tirées dans la tête, dans le cou. Ayant comme policier des années de pratique dans les champs de tir, je peux vous dire qu’atteindre une cible précise à 30 mètres de distance n’est pas facile ! Ces coups viennent de personnes hautement spécialisées.’

Les groupes paramilitaires

« Depuis le début de la crise en avril, l’armée a déclaré qu’elle n’allait pas s’impliquer dans le conflit. Cependant, Pedro est sûr qu’il y a des soldats qui portent des vêtements civils parmi les paramilitaires. ‘Ils sont les seuls à pouvoir tirer comme ça. Lorsque j’ai vu ces personnes arriver, j’ai remarqué qu’il n’y avait aucun signe de peur dans leurs yeux.’ Pedro admet que l’armée en tant qu’institution n’a peut-être pas été impliquée, mais il soupçonne que les militaires les plus fidèles à Ortega le sont. Dans les réseaux sociaux, de nombreux rapports font état de prétendues preuves de la participation de membres de l’armée dans les groupes paramilitaires. Roberto Orozco n’est pas encore convaincu de la chose et estime qu’il n’y a toujours aucune preuve de la participation de l’armée à la répression, affirme Decoodt.

« Ortega tantôt nie l’existence de groupes paramilitaires, tantôt nie sa responsabilité et tantôt affirme que ces groupes sont de l’opposition. Il a récemment déclaré qu’il s’agissait de ‘policiers volontaires’.

« Malgré le fait que quelques fidèles d’Ortega, à l’intérieur comme à l’extérieur du Nicaragua, ainsi qu’une certaine gauche internationale, affirment le contraire, il est difficile de mettre en doute les preuves

irréfutables indiquant que les paramilitaires fidèles au gouvernement sont les principaux responsables de la majorité des 317 morts et de la violence qui sévit au Nicaragua. Il est également difficile de ne pas reconnaître la complicité de l'État : la police se coordonne avec les paramilitaires, les escorte et les protège. Enfin, il est difficile de ne pas admettre que la responsabilité première de tout État qui se dit démocratique soit de désarmer les groupes de civils armés et non de les protéger, insiste Decoodt.

Et maintenant ?

« Paradoxalement, le très célèbre modèle communautaire et préventif de la police nicaraguayenne s'est transformé en outil de répression dans la situation actuelle. Roberto Orozco explique que la police s'appuyait sur la collaboration de dirigeants communautaires qui fonctionnaient comme réseau de surveillance. Lorsque la police est devenue politisée, elle n'a interagi qu'avec le Comité de direction sandiniste (CLS) de chaque quartier. Dans la répression actuelle, les CLS constituent un réseau d'informateurs qui ont remis à la police et aux paramilitaires la liste des jeunes qui ont pris part aux manifestations.

« L'ancien policier ne voit pas l'avenir en rose. 'Le nombre de personnes fidèles à Ortega est petit, et même si celles-ci sont très armées, elles ne viendront pas à bout de tout un peuple qui est prêt à se battre pour ses idéaux,' affirme Pedro.

« Pour beaucoup de Nicaraguayens, un avenir avec Ortega en tant que président est impossible. 'Les gens sont très mécontents, il y a trop de morts', explique Pedro. L'ancien policier est conscient du fait que du côté du gouvernement comme de celui des manifestants, 'il y a des intérêts politiques' qui se confrontent. Cependant, cela n'enlève rien à la

légitimité des revendications du peuple et au fait qu'Ortega est clairement le principal responsable de la répression, explique Decoodt.

« Pedro reconnaît qu'il sera difficile de retirer Ortega du pouvoir. 'Les dictateurs ne partent jamais facilement.' Il sera presque impossible de revenir à la normale, avec ou sans Ortega. D'une part, il sera difficile de contrôler les groupes paramilitaires qui ont goûté au pouvoir de la violence, et cela en toute impunité. Ce n'est pas la police qui les appellera à l'ordre.

Et Decoodt conclut :

'Je ressens une grande tristesse, affirme Pedro, alors qu'on entend les mortiers sonner à quelques rues de là. J'ai toujours voulu être policier. Je sais que j'ai quitté la police pour une bonne raison et que ce pourquoi les gens se battent est juste. Mais je me sens mélancolique. S'ils réussissent à sortir ce gars-là du pouvoir ainsi que tous les chefs fanatiques, le peuple nicaraguayen parviendra-t-il un jour à refaire confiance à la police ? Le Nicaragua retrouvera-t-il un jour la paix ? Cela me rendrait tellement heureux.'

L'ONU publie un rapport critique sur les droits de l'homme au Nicaragua

Le 29 août 2018, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publie son rapport intitulé [Violaciones de Derechos Humanos y abusos en el contexto de las protestas en Nicaragua 18 de abril-18 de agosto de 2018 \(Violations des droits de l'homme et abus lors des manifestations au Nicaragua 18 avril-18 août 2018\)](#).⁶⁹ Le rapport dénonce :

- Le recours disproportionné à la force par la police, qui a parfois conduit à des exécutions extrajudiciaires ;

⁶⁹ Consulté le 30 août 2018.

Récit anti-gouvernement Ortega

- Les disparitions forcées ;
- Les obstacles à l'accès aux soins médicaux ;
- Les arrestations généralisées arbitraires ou illégales ;
- Les éléments armés progouvernementaux, y compris ceux connus sous le nom de 'forces de choc' ou de 'hordes', agissant avec l'assentiment des plus hautes autorités de l'État et de la police nationale et souvent de façon conjointe et coordonnée.

Dans ce qui suit, je reproduis le résumé qui apparaît au début du rapport.

« Ce rapport décrit la structure des violations des droits de l'homme et des abus commis entre le 18 avril et le 18 août 2018 en lien avec les manifestations populaires et la crise politique qui en a résulté au Nicaragua. Le rapport s'appuie sur la surveillance des droits de l'homme effectuée par le Bureau régional du HCDH pour l'Amérique centrale et, depuis le 26 juin de cette année, par une équipe du HCDH déployée à Managua. Le rapport est soumis conformément au mandat universel du Haut-Commissaire aux droits de l'homme en vertu de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale.

« La grave crise des droits de l'homme au Nicaragua depuis le début des manifestations populaires du 18 avril 2018 a été caractérisée par de multiples formes de répression et d'autres formes de violence, qui ont fait des milliers de victimes, dont environ 300 morts et 2 000 blessés. Comme l'a souligné le Haut-Commissaire aux droits de l'homme le 5 juillet 2018, la répression et la violence 'résultent de l'érosion systématique des droits de l'homme au fil des ans et soulignent la fragilité générale des institutions et des droits de l'homme et de la règle de droit'. La crise actuelle a accentué la polarisation de la société nicaraguayenne.

« Début avril, des groupes de défense de l'environnement, des paysans et des étudiants ont manifesté dans différentes régions du Nicaragua pour dénoncer la réaction lente et insuffisante du gouvernement au feu de forêt dans la réserve biologique Indio Maíz. Le 18 avril, de nombreuses manifestations se sont multipliées dans tout le pays en réponse à l'annonce du gouvernement concernant la réforme de l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale et la réduction des allocations pour pensionnés.

« La crise a pris différentes formes et traversé différentes phases. La phase initiale a été caractérisée par la réponse répressive de l'État aux manifestations populaires et par la généralisation de celles-ci, sous diverses formes, dont l'érection de barricades de rue et barrages routiers, à travers le pays. La deuxième phase (de la mi-juin à la mi-juillet) a été caractérisée par la levée forcée des barricades par les autorités de l'État et par des éléments armés pro-gouvernementaux. Dans la troisième phase actuelle, qui a débuté après la répression des manifestations, on assiste à la criminalisation et la persécution de toutes les personnes qui ont participé aux manifestations ou qui sont de quelque manière perçues comme des opposants au gouvernement.

« Sur la base de l'analyse des informations disponibles auprès du HCDH, on peut conclure que la réaction générale des autorités aux manifestations n'a pas été conforme aux normes applicables en matière de bonne gestion des manifestations, en violation du droit international des droits de l'homme. Bien que certaines manifestations soient devenues violentes, la plupart des manifestants étaient pacifiques. Le HCDH a également pu conclure que, lorsqu'il y a eu des actes de violence perpétrés par des manifestants, le recours par les autorités à la force meurtrière contre des

menaces non meurtrières, ainsi que le recours à des groupes armés progouvernementaux, violent le droit international. Le gouvernement a systématiquement réprimé toute dissidence.

« Les violations des droits de l'homme documentées par le HCDH comprennent le recours disproportionné à la force par la police qui a parfois abouti à des exécutions extrajudiciaires; disparitions forcées; obstruction de l'accès aux soins médicaux; détentions généralisées arbitraires ou illégales; mauvais traitements fréquents et cas de torture et de violence sexuelle dans les centres de détention; violations des libertés de réunion et d'expression pacifiques, ainsi que criminalisation de dirigeants sociaux, de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de manifestants considérés comme critiques à l'égard du gouvernement. Au moment de la rédaction du présent rapport, le nombre de manifestations a été réduit, ce qui indique l'effet inhibiteur de la répression exercée.

« Les informations obtenues par le HCDH indiquent clairement que des éléments armés progouvernementaux, y compris ceux connus sous le nom de 'forces de choc' ou de 'hordes', ont agi, souvent de façon conjointe et coordonnée avec la police nationale, et avec l'approbation de nombreuses autorités de l'État. Ces groupes ont participé à des raids et à des attaques contre des manifestants et procédé à des détentions illégales. Alors que le gouvernement ne nie plus l'existence de ces éléments armés progouvernementaux, il approuve leurs actions et leur permet d'opérer en toute impunité.

« La crise des droits de l'homme au Nicaragua se poursuit et les autorités continuent de recourir à des campagnes de dénigrement, à des menaces de poursuites pénales, à des révocations arbitraires de fonctionnaires et à d'autres formes de harcèlement et

d'intimidation à l'encontre de personnes considérées comme critiques à l'égard du gouvernement. Les dirigeants du Mouvement paysan et des organisations d'étudiants ont été une cible privilégiée de ces campagnes.

« Cette tendance a instauré un climat de peur et de méfiance au sein de la population. Le niveau de persécution est tel que beaucoup de ceux qui ont participé aux manifestations, défendu les droits des manifestants ou simplement exprimé une opinion dissidente ont été forcés de se cacher, ont quitté le Nicaragua ou tentent de le faire. Selon le HCR, 23 000 demandes d'asile nicaraguayen (entre avril et juillet) ont été reçues au Costa Rica.

« Selon les estimations des organisations non gouvernementales, au 18 août 2018, au moins 300 personnes, dont des défenseurs des droits de l'homme, sont accusées de crimes graves, y compris de terrorisme et de crime organisé, pour avoir participé ou soutenu les manifestations. Le 16 août, l'Assemblée nationale a adopté une loi incluant de nouvelles infractions pénales liées au terrorisme. Les procès des personnes accusées d'avoir participé aux manifestations souffrent de graves irrégularités et ne sont pas menés dans le respect des garanties d'une procédure régulière, notamment du principe d'impartialité des juges et des tribunaux.

« La jouissance générale des droits à la santé, au travail, à l'éducation et à l'alimentation est sérieusement affectée depuis le début de la crise. L'approbation, le 14 août, des coupes dans le budget national par l'Assemblée nationale contribuera probablement à l'affaiblissement de ces droits dans le contexte d'une détérioration de la situation économique.

« Au lieu de reconnaître sa responsabilité pour des actes illégaux ou inappropriés commis pendant la crise, le gouvernement a blâmé les dirigeants de la société et de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme et les médias pour ce qu'il a appelé 'la violence putschiste', ainsi que pour l'impact négatif de la crise politique sur l'économie nationale. En outre, le gouvernement a attribué la responsabilité de tous les actes de violence à ceux qui ont participé aux manifestations, y compris les 197 morts officiellement reconnus jusqu'au 25 juillet. Le gouvernement n'a reconnu aucun recours disproportionné à la force ou à des actions illégales de la part d'agents de police.

« La répression des manifestations par la police et des éléments armés progouvernementaux a provoqué de violents affrontements avec les manifestants et des foyers de violence qui se sont étendus aux villes et aux communautés rurales du pays entier. Les violations graves commises par des personnes ayant pris part aux manifestations, notamment la mort de policiers et de membres du parti sandiniste, les blessures qui leur ont été infligées, ainsi que la destruction d'infrastructures publiques, doivent faire l'objet d'une enquête appropriée et les responsables doivent être jugés dans un procès équitable. Ces abus ne légitiment en aucune manière une réponse de l'État qui ne respecte pas le droit international des droits de l'homme.

« Le manque de volonté de l'État de mener des enquêtes diligentes, impartiales, exhaustives et indépendantes sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits compromet gravement le droit des victimes à la justice, à la vérité et à une réparation effective. Le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et les irrégularités signalées concernant le Ministère Public

et l'Institut de Médecine Légale suscitent de graves préoccupations en termes de responsabilité.

« L'équipe du HCDH au Nicaragua a rencontré des obstacles pour développer son travail de suivi. Le HCDH continue de demander l'accès complet et sans restriction à l'ensemble du pays, y compris aux centres de détention, et est pleinement disponible pour faire avancer le dialogue avec le gouvernement, notamment en matière de coopération technique.

« Le HCDH adresse des recommandations aux autorités nicaraguayennes, notamment au Bureau du médiateur pour les droits de l'homme, au Conseil des droits de l'homme et à la communauté internationale, afin de remédier aux graves violations des droits de l'homme décrites dans le rapport et de prévenir de nouvelles violations. »

Dix mensonges de Daniel Ortega

Le 11 septembre 2018, Arien Cerda publie un article dans *Confidencial* intitulé « [Diez mentiras de Daniel Ortega](#) » (Dix mensonges de Daniel Ortega).

Voici cet article (les caractères en gras et en majuscules sont de l'auteur) :

« Le commandant Daniel Ortega a repris sa journée d'entretiens sans précédent avec les médias internationaux et **continue de mentir sur la répression menée par son régime**, qui, depuis avril, a fait plus de 320 morts confirmées.

« Dans [une interview de plus d'une heure accordée à l'agence espagnole de nouvelles EFE](#) la semaine passée, à Managua, Ortega a insisté pour qualifier les manifestations contre son gouvernement de 'coup criminel', selon lui orchestré par les États-Unis, pour le destituer du pouvoir qu'il occupe depuis plus de dix ans.

« En outre, **il a nié toute responsabilité dans les morts et affirme que son gouvernement n'a pas réprimé les manifestations**. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de paramilitaires sous son commandement, ni de prisonniers politiques ou de tortures.

« *Confidencial* a procédé à un exercice de vérification des faits et identifié au moins vingt mensonges dans cet entretien. Il en publie les dix principaux, affirme Cerda.

1. Paramilitaires : 'Les seuls paramilitaires qui existent au Nicaragua sont ceux qui se sont formés après 2007 et qui ont commis et continuent de commettre un certain nombre de crimes.'

FAUX : Ortega ment carrément dans sa nouvelle définition des paramilitaires. Lors d'entretiens antérieurs avec Fox News, CCN en espagnol, Euronews et d'autres réseaux, le président s'était déjà contredit à propos de ces groupes qui, le visage couvert et lourdement armé, opéraient côte à côte avec la police nationale, dans l'offensive dénommée par le gouvernement 'opération de nettoyage.

2. Massacre lors de la manifestation pacifique le jour des mères : 'L'attaque du 30 mai est un grand mensonge. Il s'agissait plutôt d'une attaque armée de la part des manifestants contre l'autre marche en cours qui s'orientait vers l'avenue Bolívar'.

FAUX : Le 30 mai, des centaines de milliers de Nicaraguayens se sont mobilisés à Managua, en solidarité avec les mères des victimes du massacre d'Ortega. La mobilisation baptisée 'la mère de toutes les marches' [fut attaquée à 04h45 par la police et des paramilitaires](#) qui tiraient depuis les installations du stade national. Au total, 11 citoyens ont été tués ce jour-là à Managua.

3. Organisations de droits humains : ‘Pour eux (OEA, CIDH, OACNUDH), les seuls morts qui ont eu lieu au Nicaragua sont ceux identifiés par des organisations de défense des droits de l'homme (nationales) et des groupes politiques opposés au gouvernement. Pour eux, n'existent pas les 22 policiers qui ont été tués ni les camarades, des civils, qui ont été brûlés.’

FAUX : La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) incluent dans leurs rapports les agressions et les meurtres perpétrés contre des policiers.

4. Prisonniers politiques : ‘Nous n'avons pas de prisonniers politiques. Les personnes détenues le sont pour des crimes qu'elles ont commis contre le peuple et sont soumises aux procédures correspondantes. Personne n'est arrêté pour ses idées et pour son activisme politique.’

FAUX : Au moins 300 personnes sont emprisonnées et poursuivies pour avoir participé à des manifestations contre le gouvernement, et 85 d'entre elles ont été accusées de ‘terrorisme’, selon le rapport final soumis le 30 août par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le gouvernement Ortega a expulsé du Nicaragua le Haut-Commissariat dès le lendemain de la soumission de ce rapport.

5. Tortures : ‘Ce qu'il y a, ce sont des versions intéressées, pas des preuves ; pour des raisons obscures, on invente des tortures. Nous n'appliquons pas la torture, et cela, par principe.’

FAUX : Les proches des détenus et des personnes illégalement emprisonnées ont signalé des actes de

torture et des mauvais traitements dans les cellules d'El Chipote, dans les postes de police et dans le système pénitentiaire, et même dans les bureaux électoraux du FSLN.

Le HCDH a précisé dans son rapport final que certains détenus 'ont été soumis à la torture physique, notamment à des brûlures, à l'utilisation de barbelés, à des coups de poing, à des tuyaux et à des tentatives d'étranglement, ainsi qu'à des actes de torture psychologique, y compris des menaces de mort'. En outre, il a précisé que 'les hommes et les femmes ont été victimes d'abus et de violences sexuelles, même avec l'utilisation de fusils et d'autres objets'.

6. La faute des États-Unis : 'Les États-Unis sont déterminés à détruire cette alliance que le Front sandiniste a réussi à construire avec les travailleurs et le monde des affaires. Ce fut le point de départ de cette offensive qui a débuté en avril.'

FAUX : L'alliance entre le gouvernement et le secteur privé, reconnue par les deux comme 'consensus' et de caractère corporatiste, a été rompue le 16 avril, lorsque le gouvernement a annoncé unilatéralement [les réformes non réussies du système de sécurité sociale](#), rompant ainsi l'accord coutumier avec le secteur privé. La réforme du gouvernement a augmenté les cotisations à la fois des employeurs et des employés, et réduit les pensions actuelles et futures des retraités.

Les manifestations ont pour origine une révolte contre une décennie d'abus de la part du gouvernement, la revendication des jeunes au sujet de l'incendie dans la réserve biologique Indio Maíz, le rejet de la réforme proposée au système de pension, les agressions des hordes d'Ortega et le désir de retrouver l'autonomie universitaire. C'est le

massacre perpétré par le gouvernement depuis la nuit du 19 avril qui a fait surgir la condamnation internationale du régime Ortega, condamnation appuyée par les États-Unis.

7. Famille brûlée dans le quartier Carlos Marx :

‘La mention par Sergio Ramírez d’une maison qui passe au feu et où un enfant est mort, déforme la réalité. Il s’agissait d’une maison où vivait un camarade sandiniste qui possédait une fabrique de matelas. Comme il n’accepta pas de se joindre à la grève et se trouvait dans la zone chaude, les manifestants l’ont attaqué et mis le feu à sa maison, et toute la famille est morte.’

FAUX : Le matin du 16 juin, les habitants du quartier Carlos Marx se sont réveillés avec l’incendie d’une fabrique de matelas, qui servait également de domicile. Deux mineurs – pas un, comme le dit Ortega – sont morts brûlés avec leurs parents et leurs grands-parents : un petit de deux ans et demi et un bébé de cinq mois. La grève nationale à laquelle se réfère Ortega était la première organisée par l’Alliance civique le 14 juin.

Bien qu’Óscar Pavón soit un militant sandiniste, comme affirme Ortega, les deux survivants de l’incendie, Cinthia López et Javier Pavón, ont imputé l’incident à la police et à des ‘groupes armés sandinistes’. Selon les voisins, les agents et les paramilitaires ont tenté d’entrer dans la maison de trois étages pour placer des tireurs d’élite sur le balcon, et la famille a refusé d’ouvrir la porte. ‘Ils cherchaient un avantage, ils voulaient pouvoir nous tirer à partir du haut afin que nous ne puissions pas résister à leurs efforts d’enlever les barricades’, a déclaré un témoin.

8. Les élections : ‘Tenir des élections anticipées n’a aucun sens. C’est la chose la plus absurde qui ait été

évoquée : cela créerait un précédent très négatif qui aurait pour conséquence qu'un gouvernement pourrait tomber à tout moment lorsque l'opposition n'est pas d'accord avec les mesures qu'il adopte.'

MANIPULATION : Comme en témoigne une interview qu'il accordait au journaliste Carlos Fernando Chamorro en 2 000, Ortega lui-même, qui refuse présentement des élections anticipées, proposait, alors qu'il se trouvait dans l'opposition, des élections anticipées, avançant que cela solutionnerait la crise politique d'alors. En outre, le même Ortega avait accepté d'organiser des élections anticipées en 1990, parce qu'il était persuadé qu'il les gagnerait.

9. Corruption et népotisme : 'On dit que ma famille s'est enrichie et que nous pratiquons le népotisme. Qu'ils en présentent une preuve ; ils n'en ont aucune. Au sein de l'exécutif, la compañera, qui est la vice-présidente, est présente en tant que militante du Front, et en raison de ses compétences.'

FAUX : Ortega ne se contente pas de gouverner avec son épouse Rosario Murillo en tant que vice-présidente ; au moins cinq de ses enfants occupent des postes au sein du gouvernement.

Rafael Ortega Murillo travaille dans les affaires étrangères ; Laureano Ortega Murillo en matière d'investissements étrangers pour l'agence public-privé ProNicaragua ; et Camila, Maurice et Luciana Ortega Murillo exécutent également d'autres tâches protocolaires lors d'événements publics et se rendent dans des délégations officielles.

10. Le canal interocéanique : 'La majorité de la population veut le canal interocéanique, car nous sommes tous convaincus qu'il apportera au

Nicaragua une source de ressources lui permettant de faire un bond en avant.'

FAUX : Bien que la construction du canal interocéanique soit restée dans l'imaginaire collectif des Nicaraguayens en tant qu'objet de progrès pour le pays, la concession du canal qu'Ortega a signée avec l'entrepreneur mystérieux, maintenant disparu, a été largement rejetée par les Nicaraguayens qui pensent que cela compromet la souveraineté du pays. Le rejet a été mené par le mouvement paysan qui, malgré plus de cent manifestations depuis que la concession a été faite il y a quatre ans, n'a jamais été reçu par Ortega. Les paysans ont même été violemment agressés lorsqu'ils ont tenté de manifester à Managua.

Points clés du récit pro-gouvernement Ortega

Après avoir exposé ci-dessus, les événements clés de la révolte populaire nicaraguayenne d'avril à novembre 2018, puis le récit de ceux qui défendent le gouvernement Ortega et de ceux qui ne sont pas d'accord et qui défendent les manifestants, je vais tenter de présenter les points clés dans les deux récits. Commençons par le récit pro-gouvernement Ortega.

Excellente économie et programmes sociaux impressionnants

L'économie du Nicaragua a connu un grand succès sous le règne de onze ans de Daniel Ortega. Ceci est mentionné par :

- **Camilo Mejía** : « (...) Le Nicaragua a réussi (...) à réduire de trois quarts la pauvreté. Avant les manifestations d'avril, l'économie du pays maintenait une croissance économique annuelle d'environ 5% depuis plusieurs années. Elle représentait la troisième économie en croissance la plus rapide en Amérique latine et le Nicaragua était l'un des pays les plus sécuritaires dans la région : amélioration apportée par le gouvernement aux infrastructures, ce qui a facilité les échanges entre les citoyens les plus pauvres du Nicaragua ; accès universel à l'enseignement primaire, secondaire et universitaire ; mise sur pied de programmes pour petits agriculteurs, pour l'octroi de maisons, pour la nutrition et bien plus encore ; un système de santé, bien que modeste, non seulement excellent, mais accessible à tous ; environ 90% de la nourriture consommée par les Nicaraguayens produite au Nicaragua et environ 70% des emplois

ne provenant pas de grandes entreprises transnationales, mais de l'économie populaire, y compris des petits investisseurs des États-Unis et d'Europe, qui sont venus au Nicaragua pour devenir une force motrice derrière l'industrie du tourisme.

« L'audace du succès, de donner à ses citoyens les plus pauvres une vie dans la dignité, d'être un exemple de souveraineté pour des pays plus riches et plus puissants, tout cela en contradiction directe avec le modèle néolibéral qui priorise privatisation et austérité, met le Nicaragua, une fois de plus, sous les projecteurs de l'intervention américaine. Imaginez l'exemple pour d'autres pays dont l'économie se trouve déjà étranglée par des politiques néolibérales ! Pays qui prendraient conscience qu'un des pays les plus pauvres de la planète peut nourrir sa population et faire croître son économie sans avoir à lancer ses citoyens les plus pauvres sous la botte de fer du capitalisme ! Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas tolérer un exemple aussi dangereux. »

- **Francisco Arias Fernández:** Les rues du Nicaragua étaient jusqu'à récemment « un exemple régional de sécurité, de paix et de prospérité, où un peuple laborieux et pacifique a fièrement montré les avancées socio-économiques des dernières années du gouvernement sandiniste, ayant récupéré la paix nationale après les pires expériences de guerre menées par les États-Unis en Amérique centrale. »
- **Daniel Ortega lors de l'interview qu'il accordait à Patricia Villegas de Telesur :** « Certains pourraient considérer cela une erreur que je fasse une alliance avec le secteur privé. Ce n'était pas, à mon avis, une erreur. Pourquoi ? Parce que cela a permis au Nicaragua de progresser économiquement comme il ne l'avait jamais fait auparavant. Et les gens au

Nicaragua le savent. Ils en sont pleinement conscients. »

- **Daniel Ortega lors de l'interview qu'il accordait à Max Blumenthal:** « Ortega a mis en exergue les progrès économiques réalisés par son gouvernement grâce à l'alliance de coopération économique entre l'ALBA et le Venezuela en évoquant des programmes de réduction de pauvreté tels qu'Usure zéro qui octroie des crédits aux petits entrepreneurs sans leur charger de l'intérêt, et Faim zéro qui distribue gratuitement aux paysans pauvres de petites parcelles de terres agricoles et des animaux, ce qui en fait des sujets économiques productifs. La plupart des participants à ces programmes sont des femmes, a souligné Ortega. 'Les gens ne comprennent pas ces programmes, alors ils s'en moquent', a-t-il déclaré, avant de mentionner d'autres réalisations telles que la construction de routes et de parcs publics avec des fonds provenant des bureaux des maires et du programme ALBA. »

Soulèvement d'avril 2018 : une stratégie typique des États-Unis pour fomenter un coup d'État

Quiconque tente de comprendre les troubles sociaux survenus au Nicaragua doit replacer ce malaise dans le grand contexte historique. Ne pas le faire, c'est se condamner à être superficiel, myope et à ne juger que par la seule apparence.

Et quel est ce grand contexte historique ? La longue histoire d'interventions impérialistes, principalement américaines, dans les pays d'Amérique latine. Une histoire particulièrement douloureuse pour le peuple nicaraguayen qui a souffert pendant des décennies sous la dictature de Somoza. Une révolution qui a fait plus de 40 000 morts. Puis la guerre de la Contra, financée par les États-Unis et qui a fait un autre 40 000 morts. Et maintenant, qui serait assez naïf pour s'imaginer que les États-Unis, de nouveau confrontés au cours

des onze dernières années à un gouvernement sandiniste progressiste, resteraient assis là, les bras croisés, et permettraient l'avancement d'un processus révolutionnaire en Amérique centrale ? La main de la CIA est certainement présente et agissante au Nicaragua, comme elle l'a été en Iraq, en Syrie, en Afghanistan, en Libye, etc. Et comme elle l'est présentement, de toute évidence, dans les interventions de plus en plus nombreuses de la droite en Amérique latine au cours des dernières années, affirme Alex Anfruns :

« La 'restauration conservatrice' des dernières années, avec les 'coups d'État en douce' pour renverser Lugo au Paraguay, Zelaya au Honduras, Rousseff au Brésil ; l'échec du processus de paix en Colombie, la persécution judiciaire contre Jorge Glas, Lula Da Silva et maintenant Rafael Correa, est le contexte idéal pour que l'OEA, cet organisme obsolète, essaie même d'en finir avec le souvenir des conquêtes sociales des dernières années. »

Les troubles sociaux qui ont éclaté au Nicaragua à la mi-avril 2018 découlent d'une stratégie impérialiste américaine typique. Des millions de dollars sont entrés au Nicaragua grâce à l'USAID, NED, et ce généralement par le biais d'ONG. Argent dont le but supposé était de soutenir des organisations de femmes, des médias indépendants, des groupes de défense de l'environnement, des organisations de la société civile, etc., mais qui servait, en fin de compte, à former de jeunes leaders à renverser Ortega. Ce point a été mentionné par :

- **Daniel Ortega dans son discours du 19 juillet 2018 à ses partisans.** Il a qualifié le soulèvement de trois mois contre son gouvernement de 'force diabolique' qui fait partie d'un complot soutenu par les États-Unis pour le renverser.
- **Daniel Ortega lors de l'interview qu'il accordait à Bret Baier de Fox News :** « Certains sont financés

par le trafic de drogue. D'autres ont obtenu des fonds d'organisations ayant des programmes et des activités. L'argent alloué à ces programmes est détourné pour aider les paramilitaires à obtenir des armes, afin d'assassiner, à l'aide d'armes de guerre, des dizaines de policiers. »

- **Daniel Ortega lors de l'interview qu'il accordait à Patricia Villegas de Telesur.** Lorsque Villegas lui a demandé si la partie de la Contra qui avait survécu à la fin de la révolution sandiniste, cette partie soutenue par des conservateurs au Nicaragua et des républicains inconditionnels à Miami, était intervenue au cours des récents troubles, Ortega a répondu : « Effectivement. Ils ont commencé à organiser ces groupes qui non seulement ont assassiné les sandinistes, mais également attaqué la police. Ils envahissaient de petits commissariats de la police dans les zones rurales, tuaient des policiers, les assassinaient. Et lorsque la police contre-attaquait, les morts étaient décrits comme des martyrs. Des organisations de défense des droits de l'homme et des médias de droite, qui les défendaient, les présentaient comme victimes ceux qui, de fait, étaient des criminels. Il s'agissait d'une campagne de propagande médiatique. »
- **Daniel Ortega lors de l'interview qu'il accordait à Max Blumenthal :** « Ortega a blâmé les groupes armés qui avaient commencé à se former depuis son inauguration en 2007 et qui étaient liés à des réseaux criminels à Miami et au Costa Rica, ainsi qu'aux services de renseignement américains. Il a comparé ces groupes à la Contra des années 1980 soutenue par la droite et les États-Unis, détaillant leur campagne de violence meurtrière contre les maires sandinistes, les secrétaires politiques, les policiers et les citoyens

ordinaires. 'Ils sont présentés comme des patriotes' dans les médias occidentaux. »

- **Max Blumenthal** : « Un mois avant les réunions des manifestants étudiants avec des législateurs ultra-conservateurs à Washington, une publication financée par le bras du changement de régime du gouvernement américain – le National Endowment for Democracy (NED) – a carrément affirmé que des organisations soutenues par le NED avaient, pendant des années et à coup de millions de dollars, 'préparé le terrain' pour l'insurrection au Nicaragua. »
- **Benjamin Forcano** : « Quiconque ne connaît ou oublie cette arrogante domination impérialiste yankee ne sera pas en mesure de déchiffrer ce qui se passe au Nicaragua aujourd'hui. Les faits démontrent clairement la realpolitik yankee. »

Campagne médiatique pour appuyer le coup d'État contre Ortega

- **Carlos Mejía** note le rôle joué par « des médias antigouvernementaux financés par les États-Unis et des organisations à but non lucratif, collectivement appelés société civile ». Il mentionne la revue fondée par Carlos Chamorro, *Confidencial*, ainsi que « *100% Noticias* et *La Prensa*, (...) ennemis jurés du gouvernement Ortega », qui, à son avis, publient des « informations non corroborées et très manipulées ». La plupart de ces médias, dit-il, « sont financés par les États-Unis, par le biais d'organisations telles que le National Democratic Institute (NDI) et le National Endowment for Democracy (NED). »
- **Arias Fernández** affirme que « la machine putschiste étatsunienne est bel et bien en branle, élaborant les 'lignes directrices d'une campagne médiatique', et confiant la tâche à ses agences et organisations

spécialisées dans la guerre sale et les coups en douce, qui se coordonnent étroitement avec l'ensemble de la communauté du renseignement, et en particulier la CIA. »

- **Alex Anfruns** affirme également que les médias ont systématiquement présenté une version tendancieuse des événements, soulignant les victimes du côté des manifestants et minimisant, voire ignorant, ceux du côté de la police et des partisans du gouvernement Ortega.
- **Les 625 délégués de 168 organisations progressistes réunis au Forum de Sao Paulo déclarent le 17 juillet 2018 :** « Nous exprimons notre profonde douleur pour les morts résultant de la vague de violence qui sévit au Nicaragua, créée et encouragée par les secteurs réactionnaires liés à l'impérialisme américain. Morts que les médias de droite ont manipulés en les présentant comme le produit de massacres perpétrés par les autorités alors qu'ils étaient en réalité le résultat d'affrontements provoqués par la droite fasciste, comme en témoigne le fait que l'on compte le même nombre de morts parmi les rangs de l'opposition et les rangs sandinistes, comme l'ont reconnu les experts envoyés par l'OEA. Pour sa part, la CIDH – en dépit de son parti pris évident contre le gouvernement – a été contrainte d'admettre qu'il n'y avait eu aucune torture des personnes arrêtées par la police nationale, ce qui contraste avec les actions des groupes putschistes contre les personnes qui sont tombés entre leurs mains. »
- **Dans son discours à la nation du 18 juillet 2018, Rosario Murillo affirme :** « Notre Option Préférentielle pour les Pauvres s'élève contre toutes les perversités du Plan Terroriste et Putschiste qu'une

minorité pleine de haine, **accompagnée d'une campagne médiatique infâme et fausse**, a voulu imposer dans notre Nicaragua. »

- **Suite à son voyage au Nicaragua en juillet 2018, Max Blumenthal affirme :** « J'ai appris que le récit par Washington d'un dictateur méprisé qui abattait des manifestants non armés n'était pas tout à fait exact. Dans tout le pays, j'ai constaté un soutien généralisé à Ortega et au mouvement sandiniste. Dès mon arrivée, il est devenu évident que les médias occidentaux avaient dissimulé la brutalité de l'opposition ainsi que son programme anti-démocratique. Au milieu de ce qui semblait être une campagne de désinformation renforcée par des membres de droite du Congrès et de l'Organisation des États américains, j'ai approché le gouvernement nicaraguayen pour lui donner une chance de donner sa version des événements. Daniel Ortega a accepté de m'accorder l'une de ses premières interviews en 11 ans au pouvoir. »
- **Peter Bolton cite Dan Kovalik, avocat des droits de l'homme, et professeur à l'Université de Pittsburgh.** Après son séjour au Nicaragua, Kovalik affirme : « Je suis convaincu que la couverture générale de la situation dans ce pays représente la plus grande campagne de désinformation à laquelle je n'ai jamais assisté. »

Au lieu de jouer un rôle de médiatrice, l'Église Catholique appuie la tentative de coup

- Selon Ollantay Itzamna, l'Église catholique, au lieu de jouer un rôle de médiation, prend simplement parti pour l'opposition et mène une guerre sainte contre le gouvernement Ortega. Itzamna déclare : « Pourquoi, pour la hiérarchie catholique, Daniel Ortega était-il, jusqu'il y a tout juste trois mois, un dirigeant

exemplaire et s'est-il soudainement transformé en ennemi ? Pourquoi les évêques et les prêtres, utilisant insignes et soutanes sacrées, prêchent-ils que le gouvernement Ortega doit démissionner ? Pourquoi n'y a-t-il pas une seule déclaration ou communication de la part de l'Église catholique contre les criminels armés qui se barricadent dans les temples catholiques et, de là, assassinent les fidèles croyants qui sont de sympathisants de Daniel Ortega ? »

- Dans son discours du 19 juillet à ses sympathisants, à l'occasion du 39e anniversaire de la révolution sandiniste, Daniel Ortega a clairement indiqué que pour surmonter la crise, il n'accepterait pas la proposition des évêques de démocratiser les institutions de l'État et de tenir des élections anticipées en mars 2019, sans qu'il puisse être candidat à la réélection. Il a accusé les évêques catholiques de s'allier à l'opposition pour tenter un coup d'État.
- Max Blumenthal affirme que les prêtres catholiques sont parfois allés jusqu'à accepter le fait que les sympathisants d'Ortega soient torturés. « J'ai rencontré des policiers qui ont vu leurs collègues abattus par des individus bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester dans leurs commissariats, des dirigeants sandinistes dont les maisons ont été incendiées et des citoyens ordinaires enlevés à des barrages routiers et sortis de leurs maisons pour ensuite être battus et torturés, parfois avec le consentement de prêtres catholiques. »

Forces sataniques derrière la tentative de coup

Parmi tous ceux et celles qui soutiennent le récit en faveur d'Ortega, Rosario Murillo se démarque certainement dans son analyse. Alors que tous les autres partisans de ce récit mettent l'accent sur l'impérialisme américain et la main de la

CIA, celle-ci adopte une approche spirituelle fondamentaliste. D'une part, le peuple nicaraguayen, le gouvernement Ortega et toutes les institutions de l'État, qui représentent Foi, Paix et Amour ; et, d'autre part, les manifestants et l'opposition, qui représentent Haine, Forces sataniques, Forces du Mal et Terroristes.

Daniel Ortega adopte aussi parfois cette façon de penser, mais dans une bien moindre mesure. Par exemple, dans son discours du 19 juillet à ses partisans, il a évoqué les « forces diaboliques » à l'origine de la tentative de coup d'État.

Points clés du récit anti-gouvernement Ortega

Le FSLN abandonne ses valeurs révolutionnaires et se convertit en dynastie de la famille Ortega

Interviewée par *Envío* en 2013, Dora María Téllez, chef de guérilla du FSLN qui a renversé Somoza en 1979 et directrice actuelle du parti Mouvement de rénovation sandiniste (MRS), affirme que le FSLN comme « parti révolutionnaire » s'est transformé sous la direction de Daniel Ortega « en parti fondamentalement somociste ». En tant que leader, Ortega a systématiquement éliminé toutes les personnalités historiques du FSLN, appelant ses adversaires « agents de la CIA », « agents de droite », etc. Dans le même esprit que Somoza, Ortega a pratiqué le trafic d'influence en concluant tantôt un pacte avec Alemán, un homme politique reconnu coupable d'une immense fraude, tantôt avec le secteur privé, voire même avec le FMI, traditionnellement considéré par le FSLN comme ennemi. Le FSLN a été vidé de ses valeurs révolutionnaires et est devenu l'instrument d'une dynastie familiale, déclare Téllez.

Dans leur document du 21 mai 2014 « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor](#) » (À la recherche de nouveaux horizons pour un meilleur Nicaragua) les évêques catholiques du Nicaragua se déclarent préoccupés par « le traitement inhumain cruel et dégradant de citoyens nationaux et étrangers, en particulier dans les prisons de la Direction de l'assistance judiciaire connue sous le nom de El Chipote » et demandent leur fermeture.

Par rapport aux sympathisants sandinistes qui répriment violemment les manifestations qui remettent en question le gouvernement ils affirment :

« Il est urgent de mettre fin à tous les abus d'autorité et aux mauvais traitements infligés par la police elle-même aux citoyens qui revendiquent leurs droits de manière pacifique, et, également, de veiller à ce que la police nationale ne tombe pas dans l'indifférence et le désintérêt pour faire régner la justice et protège l'intégrité de groupes de jeunes sans défense, de femmes, de marchands, etc., attaqués par des groupes violents sous le regard impassible d'agents d'ordre. »

Ils dénoncent le fait que des fonctionnaires soient obligés d'assister aux rassemblements du FSLN et qu'une partie de la rémunération de ces travailleurs soit déduite pour soutenir le FSLN ; que des réserves naturelles, telles que Indio Maíz et d'autres, soient surexploitées « sous la protection corrompue des autorités municipales et nationales », et ce en ignorant toutes les lois environnementales existantes. Ils dénoncent, sans mentionner explicitement la famille Ortega qui possède la plupart des médias, le monopole croissant des médias.

Envío dénonce également avec véhémence dans son éditorial d'août 2018, « [El mundo ya sabe lo que pasa en Nicaragua,](#) » le comportement autoritaire et abusif du gouvernement Ortega. La revue cite le poète Ernesto Cardenal qui a souligné à plusieurs reprises ces dernières années que « Daniel Ortega avait pris le contrôle absolu de toutes les institutions de l'État, commis des fraudes électorales considérables et répétées, était coupable de corruption et d'impunité et que son régime exprimait un autoritarisme qui se rapproche d'une dictature. » Cardenal, déclare *Envío*, a averti qu'une dynastie était en train de se développer au Nicaragua et la « répression brutale et violente des manifestants ces derniers mois montre que le poète avait raison ».

Dans son article du 13 août 2018, « [El ADN del autócrata,](#) » (L'ADN de l'autocrate) Carlos Chamorro explique qu'en 2005, lors de la dernière interview que lui accordait Daniel Ortega à son émission télévisée *Esta Semana*, il avait

Points clés du récit anti-gouvernement Ortega

demandé au chef du FSLN quel modèle démocratique il mettrait en œuvre s'il était élu. Ortega avait répondu :

« Nous voulons atteindre la présidence pour mettre fin au présidentielisme, pour provoquer un changement véritablement démocratique dans ce pays. »

Et quand Chamorro lui a demandé d'expliquer ce qu'il entendait par « démocratie directe », il a répondu :

« Je veux que le pouvoir reste dans le peuple et que des Assemblées de citoyens soient établies dans chaque département et que celles-ci aient le pouvoir réel, de telle sorte que le Parlement national n'agisse que comme l'exécutif de ces assemblées de citoyens ; je veux que ce soit les citoyens eux-mêmes qui décident, avec leur vote, si une proposition est bonne ou mauvaise. »

Chamorro poursuit en montrant qu'Ortega a fini par faire exactement le contraire de ce qu'il avait dit qu'il ferait :

« La deuxième présidence d'Ortega a jeté les bases de sa première réélection consécutive en 2011 en violation de la constitution et en imposant un régime politique de concentration totale du pouvoir, par le biais d'un 'coup d'en haut' qui a démoli les institutions démocratiques. Ortega rétablit la fraude électorale en tant que pratique, rendit l'opposition illégale et la réprima et instaura un monopole sur les pouvoirs de l'État – la Cour suprême de justice, la Commission électorale et le Bureau du contrôleur – soumettant l'armée et la police – joyaux de la transition démocratique – au contrôle politique familial du couple présidentiel.

« Depuis 2009, ce système antidémocratique a trouvé une voie de légitimité et de stabilité en concluant un pacte corporatiste avec le secteur privé ; Ortega a permis au secteur privé de co-gouverner dans les affaires économiques, aux dépens de la démocratie et

de la transparence. C'étaient les années des vaches grasses de la coopération vénézuélienne et des programmes sociaux du régime, et la déviation de plus de 4 000 millions de dollars par le biais de canaux privés pour soutenir le budget de l'État, mais surtout pour financer les entreprises privées de la famille Ortega et de ses partisans. En 2016, Ortega s'est organisé encore une fois pour se faire élire, inaugurant un système de parti hégémonique, sans opposition, et s'installant au pouvoir en tant que dictature dynastique jusqu'en 2021, après avoir installé sa femme comme vice-présidente dans la lignée de la succession constitutionnelle.

« L'autocrate qui a promis de mettre fin au présidentielisme a mis en place le régime le plus présidentieliste de l'histoire du Nicaragua, dépassant même, de par le degré de concentration de son pouvoir et son système État-Parti-Famille, celui de Somoza.

« Cependant, lorsque contraint de gouverner sans le muscle économique des pétrodollars du Venezuela et de faire face aux premières protestations populaires d'étudiants universitaires, le régime, qui ne fut jamais conçu pour gouverner avec une opposition démocratique, déclencha une escalade de répression et provoqua un bain de sang qui est toujours en cours. »

Soulèvement populaire d'avril 2018 : explosion volcanique d'années de souffrance refoulée

Le manifestant cité plus haut, qui a signé anonymement Juanónimo, a interprété le grand soulèvement populaire d'avril 2018 qui faisait descendre dans la rue de centaines de milliers de personnes – construction de barricades dans de nombreuses villes et régions, réclamation de justice et de la fin du gouvernement Ortega – comme l'éruption d'une colère

profondément ressentie par les Nicaraguayens, et refoulée depuis plusieurs années.

C'était aussi l'opinion de Gioconda Belli, de Dora María Téllez et de bien d'autres, comme l'évêque d'Estelí, Abelardo Mata, qui affirmait lors du Dialogue national, et ce de façon très émotive :

« Monsieur le Président, (...) a commencé, et c'est avec douleur que je le dis, une révolution sans armes. Ici, il n'y a pas armée contre armée. C'est une population qui exprime toutes les doléances à votre égard que nous évêques avons recueillies depuis de nombreuses années, doléances que nous avons eu l'occasion de vous présenter [le 21 mai 2014](#). »

Voici les ingrédients de base de cette longue colère refoulée :

- **Le pacte de Daniel Ortega en 1999 avec Arnoldo Alemán.** Les deux accusés étaient passibles de poursuites pénales : Alemán, 20 ans de prison pour fraude et détournement de fonds et Ortega pour avoir abusé sexuellement de sa belle-fille adolescente, Zoilamérica, pendant plusieurs années. Le pacte leur assurait un siège à l'Assemblée nationale pour les deux prochains mandats, ce qui leur conférait des années d'immunité parlementaire. Le pacte empêchait Zoilamérica de poursuivre Ortega en justice et permettait à Alemán d'échapper à la justice pour fraude et détournement de fonds. En outre, le pacte conférait à Ortega une influence considérable sur la Cour suprême et le Conseil électoral suprême, ce qui lui serait fort utile à l'avenir : il pourrait utiliser des juges pour persécuter ses opposants politiques et le Conseil électoral suprême pour rester au pouvoir en commettant impunément une fraude électorale massive. Un troisième et très important avantage que conférait à Ortega ce pacte : il ramenait à 35% du vote populaire le pourcentage nécessaire pour remporter la présidence au premier tour (contre 45% auparavant).

Ortega savait, grâce aux nombreux sondages depuis des années, que le FSLN ne pouvait qu'obtenir environ 35% du vote populaire. En concluant un pacte avec un homme comme Alemán, dont la grande corruption avait provoqué une scission au sein du Parti libéral, Ortega non seulement réduisait considérablement le pourcentage nécessaire pour que le FSLN remporte une élection, mais il accentuait aussi le conflit déjà présent au sein du parti libéral, diminuant ainsi les chances du Parti libéral, son principal opposant, d'emporter les élections. D'une pierre deux coups !

- **Privatisation de l'aide généreuse du Venezuela.**
Comme Carlos Chamorro l'a mentionné ci-dessus, cette aide s'élevait à environ quatre milliards de dollars pendant les années au pouvoir d'Ortega (\$500 millions par année, c'est-à-dire environ 25% du budget total du gouvernement). Au lieu que l'aide généreuse du gouvernement vénézuélien passe par les voies habituelles de l'État, le gouvernement Ortega a manœuvré pour que cette aide soit dirigée directement au FSLN. Dans son article « [El Frente Sandinista colapsó, ahora es la maquinaria política de una familia](#) », Dora María Téllez explique que son parti, le MRS, a fait des efforts, mais en vain, pour que l'Assemblée nationale exige que l'aide vénézuélienne passe par les canaux normaux de l'État et apparaisse dans les comptes nationaux, ce qui aurait assuré de la transparence. Bien que cette aide ait été utilisée pour financer plusieurs programmes sociaux – Usure zéro, qui octroie des crédits aux petits entrepreneurs avec un taux d'intérêt nul ; Faim zéro, qui fournit gratuitement aux paysans pauvres de petites parcelles de terres agricoles et des animaux –, ce qui a permis à Ortega de renforcer son soutien politique dans les zones rurales du Nicaragua, elle a aussi et surtout servi, comme le souligne Carlos Chamorro, pour

Points clés du récit anti-gouvernement Ortega

financer les entreprises familiales d'Ortega et celles de ses partisans. On compte, parmi les entreprises de la famille Ortega, la plupart des chaînes de télévision et stations de radio du Nicaragua.

- **Les groupes paramilitaires du FSLN recourent à la violence contre les manifestants, avec la complicité de la police.** Luciana Chamorro et Emilia Yang, dans « [#OcupaInss, un precedente de Terrorismo de Estado](#), » montrent que les éléments fondamentaux du terrorisme d'État qui déclenchaient la crise d'avril 2018 étaient déjà présents lors des manifestations des retraités en juin 2013.

* Violence brutale contre les manifestants ; le gouvernement allègue que les manifestants sont manipulés par la droite, qu'ils agissent contre le commandant Daniel Ortega, et donc contre les 'aspirations de la nation'.

* Le porte-parole de la police accuse les manifestants de provoquer la violence et d'obéir à 'des intérêts sombres et pervers', les faisant ainsi apparaître comme des ennemis publics à éliminer.

* Quelque 300 paramilitaires armés et cagoulés liés à la Juventud sandinista 19 julio attaquent les manifestants, plus de 50 jeunes et 35 retraités, déversent de l'essence sur eux, les menacent de mort et de viol, les déshabillent et les attaquent avec des bâtons, des marteaux, des machettes et des armes à feu et volent 'environ 80 000 dollars de leurs effets personnels, dont sept voitures et des dons reçus en soutien à la manifestation'... tout cela alors que de nombreux policiers sont présents sur les lieux et observent le tout avec indifférence.

* Puis des camions à ordures de la ville arrivent pour ramasser ce qui reste du camp de protestation, accompagnés de jeunes de la Juventud sandinista 19

julio portant des t-shirts sur lesquels apparaît le message ‘Paix et amour’.

* Mgr Silvio Báez joue un rôle de premier plan en accusant publiquement le gouvernement Ortega de terrorisme d'État dans cette affaire.

Le 21 mai 2014, les évêques catholiques avaient dénoncé le fait que des groupes armés sympathisants du gouvernement Ortega étaient autorisés à attaquer des manifestants pacifiques, et ceci avec la complicité de la police.

Et comme indiqué plus haut, lorsque le gouvernement Ortega a accordé la construction d'un [canal interocéanique au Nicaragua](#) à Wang Jing, un milliardaire chinois des télécommunications, il a fait face à une opposition considérable de la part des environnementalistes, des peuples autochtones et des paysans dont les terres seraient expropriées. Le gouvernement Ortega n'a pas hésité à réprimer, parfois violemment, les manifestations anticanal et a même harcelé des scientifiques et des universitaires. « Dans un cas, le gouvernement a remis un mémorandum à la plus grande université financée par des fonds publics, l'Université autonome du Nicaragua (UNAN) » déclarant « que toute discussion au sujet du canal était strictement interdite dans ses murs ou à proximité du campus » affirme Lori Hanson.⁷⁰

Le 29 août 2018, l'ONU a publié son rapport sur le Nicaragua qui condamne l'utilisation de civils armés par le gouvernement Ortega. Le rapport affirme :

« Les informations obtenues par le HCDH indiquent clairement que des éléments armés progouvernementaux, y compris ceux connus sous

⁷⁰ “[Daniel Ortega and the Interocceanic Grand Canal, Lori Hanson](#),” *Briarpatch Magazine*, le 30 juin 2015, consulté le 7 juillet 2017.

Points clés du récit anti-gouvernement Ortega

le nom de ‘forces de choc’ ou de ‘hordes’, ont agi, souvent de façon conjointe et coordonnée avec la police nationale, et avec l'approbation de nombreuses autorités de l'État. Ces groupes ont participé à des raids et à des attaques contre des manifestants et procédé à des détentions illégales. Alors que le gouvernement ne nie plus l'existence de ces éléments armés progouvernementaux, il approuve leurs actions et leur permet d'opérer en toute impunité. »

Par conséquent, il n'est pas étonnant que les leaders des manifestations anticanal jouent un rôle clé dans les manifestations d'avril 2018. Comme mentionne Arlen Cerda dans « Diez mentiras de Daniel Ortega », « le rejet a été mené par le mouvement paysan qui, malgré plus de cent manifestations depuis que la concession a été faite il y a quatre ans, n'a jamais été reçu par Ortega. Les paysans ont même été violemment agressés lorsqu'ils ont tenté de manifester à Managua. »

Il n'est pas étonnant non plus que l'une des revendications clés des manifestations d'avril 2018 soit le démantèlement des groupes paramilitaires du gouvernement Ortega.

Il est très révélateur que la demande du démantèlement des groupes paramilitaires agissant avec l'accord d'Ortega ait été publiquement soutenue par le propre frère de Daniel Ortega, Humberto, qui a dirigé l'armée nicaraguayenne pendant la révolution dans les années 1980 et même sous le gouvernement conservateur de Violeta Chamorro au début des années 1990. Humberto a condamné les violences commises par le gouvernement Ortega lorsque les étudiants universitaires ont commencé à manifester en avril, en précisant que le gouvernement était le principal responsable de la « répression aveugle qui a

suivi », et a déclaré que les « irréguliers armés » sont inconstitutionnels et ne devraient tout simplement pas exister.

- **Ortega conclut un pacte avec l'Église catholique pour prohiber l'avortement même thérapeutique.** Lorsque l'Église catholique a lancé une campagne contre l'avortement à l'automne 2006, quelques semaines à peine avant les élections nationales, utilisant affiches, panneaux publicitaires et pamphlets pour exhorter les gens à voter contre les candidats pro-choix, Daniel Ortega, qui avait été assez astucieux pour conclure un pacte avec le corrompu Arnoldo Alemán, décida de conclure un accord avec l'Église catholique.

En septembre 2005, il avait décidé d'épouser sa compagne, Rosario Murillo, lors d'une cérémonie présidée par son ancien ennemi juré pendant la guerre de la Contra, le cardinal Obando y Bravo.

Et maintenant, après avoir constaté que la campagne de l'Église contre l'avortement était appuyée par quelque 200 000 manifestants à Managua – la manifestation en faveur de l'avortement n'avait attiré que quelques centaines de personnes – il a conclu un autre pacte, logiquement interprété non seulement par ses opposants politiques, mais aussi par plusieurs membres de son propre parti sandiniste, comme un autre « stratagème opportuniste pour obtenir le vote » : il a convaincu les membres du FSLN de l'Assemblée nationale d'appuyer un projet de loi interdisant toutes les formes d'avortement, y compris l'avortement thérapeutique, et l'imposition d'une peine de prison de « six à 30 ans » pour toute femme qui interrompt sa grossesse et pour tout médecin qui exécute un avortement ». Le projet de loi a été adopté

le 27 octobre 2006, annulant une politique de 130 ans où l'avortement thérapeutique était permis.⁷¹

L'Église catholique joue un rôle impressionnant, courageux et très humanitaire

Alors que le gouvernement Ortega et ses partisans décrivent les dirigeants de l'Église catholique comme des leaders du coup d'État qui coopèrent avec ceux qualifiés d'individus haineux et terroristes qui ont séquestré la population dans de vastes secteurs des villes les empêchant, par leurs barricades, de circuler librement, l'opposition considère au contraire que le rôle de l'Église est remarquable et même héroïque.

Rapporte Carlos Salinas Maldonado dans [« Padre Edwin Román: "Todos los ciudadanos estamos perseguidos" »](#) (Père Edwin Román : Tous les citoyens, nous sommes persécutés):⁷²

« Dimanche à onze heures du matin, la paroisse de Les organisations de défense des droits de l'homme San Miguel Arcángel de Masaya est pleine à craquer. Les paroissiens arrivent de bonne heure pour entendre le sermon du père Edwin Roman, considéré dans cette ville comme un héros civique après avoir ouvert les portes de sa paroisse pour s'occuper des blessés lors de la répression brutale déclenchée par les paramilitaires de Daniel Ortega contre les civils retranchés dans les barricades de rues et qui défiaient le pouvoir du dictateur dans cette ville de folklore et d'artisanat. estiment à au moins 35 le nombre de morts imputables au siège de Masaya par les forces armées d'Ortega, affirme Maldonado.

« Masaya, tendue et toujours sous le contrôle des escouades de la mort d'Ortega, retrouve dans ce

⁷¹ Rory Carroll, [Nicaragua votes to outlaw abortion](#), *The Guardian*, le 27 octobre 2006, consulté le 28 août 2018.

⁷² *Confidencial*, le 13 août 2018, consulté le 11 septembre 2018.

rendez-vous hebdomadaire un soulagement contre la douleur profonde qui l'accable. Les paroissiens écoutent, attentifs, le père Román, un homme de 58 ans. Certaines dames pleurent, tandis que lui, de la chaire, critique sans ambages ni circonlocutions ceux qui emprisonnent, tuent et dénoncent leurs voisins. Faux chrétiens, il les appelle.

« Il s'en prend même à ceux qui viennent à la messe simplement pour enregistrer en vidéo, ses sermons. 'J'aime le fait que vous enregistrez ce que je suis en train de dire. Comme ça mon message pourra leur parvenir directement. Cela favorisera possiblement leur conversion', déclare le père Román, dans une allusion à Ortega et à son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo. (...)

« Le père Roman ne cache pas sa rupture avec l'homme qui a déclenché le pire massacre au Nicaragua en temps de paix. Il dénonce ce qui lui paraît comme mensonges, cynisme et manipulation non seulement des faits, mais aussi du message chrétien et même de celui de Sandino, héros national dont Edwin Román est un descendant direct, sa grand-mère, Manuela Calderón, étant la sœur de Sandino. 'Ortega a volé l'image de Sandino. Ce guérillero qui a combattu un dictateur est lui-même devenu dictateur. Nous avons vu comment il a lui-même sabordé son parti,' affirme le père Román. (...)

« La maison de culte est devenue une sorte de morgue, explique le père Roman. Elle s'est transformée en refuge pour les gens et c'est l'endroit où se rendaient les mères pour dénoncer auprès de la ANPDH la disparition de leurs fils et leurs filles. Nous en avons fait un dispensaire ; environ quatorze paramédicaux et quatre médecins prenaient soins des blessés.'

Maldonado demande ensuite au père Román : « Comment avez-vous vécu le fait de voir des morts ici dans votre presbytère ? »

‘C’était très difficile. J’ai souvent fait face à la mort quand je visitais les malades ; mais jamais n’avais-je vécu cette autre réalité, celles de personnes qui avaient été exécutées ; voir un enfant d’à peine 15 ans touché d’une balle à la poitrine. En tant qu’être humain, j’ai fondu en larmes. C’était très difficile pour moi de voir cette mère, en état de choc et complètement désespérée, qui tentait de réveiller son fils, qui le caressait et l’embrassait. De voir un père qui embrassait avec tendresse cet enfant. La mère m’a dit qu’elle avait tenté de le retenir à la maison, mais qu’il avait réussi à ouvrir de force la boîte dans laquelle se trouvait la clé, en affirmant qu’il devait absolument sortir pour défendre le Nicaragua. C’est l’héroïsme d’un enfant qui défend son pays avec un simple lance-pierres. Il a été cruellement exécuté par un policier : l’enfant était agenouillé dans le marché artisanal et plaidait avec un policier ‘ne me tue pas...’. Mais de sang-froid il l’exécuta.’ (...)

« Dans son sermon de dimanche, le père Román a déclaré : ‘Ils nous tuent, ils nous emprisonnent, nos voisins nous dénoncent, cela n’est pas chrétien. Cependant, le président Ortega se définit comme un chrétien...’

« Regardez ça ! proclame le père Román. C’est le double discours d’Ortega depuis son arrivée au pouvoir, il y a onze ans. Cependant, il ne s’agit pas d’un gouvernement chrétien, car il tue des gens. Où est le commandement de ne pas tuer ? Comment se fait-il qu’un gouvernement qui se dit chrétien exécute son peuple, le maltraite, le prive de ses droits de citoyen ? Des familles entières se sont réfugiées derrière les barricades de Masaya ; elles les

protégeaient. Maintenant, il n'y a pas de sécurité. Être jeune est un crime, être médecin est un crime, être prêtre est un crime ».

Extraits de mon journal nicaraguayen

Les extraits suivants du journal que j'ai tenu durant mes séjours annuels au Nicaragua devraient aider les lecteurs à comprendre le contexte historique dans lequel la révolte populaire a eu lieu en avril 2018. Certaines parties de ce journal présentent de l'information qui semble appuyer le récit de ceux qui défendent le gouvernement Ortega, et d'autres de l'information qui semble appuyer plutôt le récit de ceux et celles qui s'y opposent et demandent la démission d'Ortega et des élections anticipées.

Lors de mes séjours au Nicaragua sous le règne de Daniel Ortega, je me sentais souvent déchiré. Tantôt je me sentais extrêmement critique à l'égard du gouvernement et tantôt j'étais impressionné par certaines de ses réalisations.

La plupart des leaders de communauté et des maires avec lesquels j'ai travaillé, lors de la mise en œuvre de nombreux projets de développement au Nicaragua, n'étaient pas seulement sandinistes, mais aussi ce que les Nicaraguayens appellent 'Orteguistas', c'est-à-dire des partisans du leadership de Daniel Ortega. Et la plupart d'entre eux étaient sérieusement engagés dans le développement de leurs communautés.

Le témoignage de Pedro Zelaya, le chauffeur de taxi qui m'a conduit à l'aéroport de Managua en janvier 2010 et à nouveau en janvier 2014, est particulièrement frappant. La première fois, comme en témoigne mon journal, Pedro était extrêmement critique à l'égard du gouvernement Ortega. La deuxième fois, de manière assez surprenante, il n'avait que louanges pour ce même gouvernement.

Ce témoignage contradictoire de la même personne montre la complexité de la situation.

Des amis canadiens très dévoués qui passent cinq mois par année au Nicaragua, et ce depuis plus de dix ans, à gérer bénévolement de petits projets de développement m'ont dit, quelques semaines après l'éruption de la révolte populaire :

« Ovide, avais-tu vu venir cette crise ? Nous, absolument pas ! Son éclatement nous laisse bouche bée ! »

Pour protéger les gens au Nicaragua, j'ai changé tous les noms qui apparaissent dans mon journal, sauf le mien et celui de mes collègues du Collège Dawson qui accompagnaient les étudiants lors des stages au Nicaragua.

Balgüe, Île Ometepe, le 12 janvier 2007

Le 10 janvier, Merrienne et moi avons assisté à l'inauguration du gouvernement de Daniel Ortega avec notre famille d'accueil à Balgüe, María et Francis. María, une sandiniste, était de bonne humeur. Elle explosait parfois en éclats de joie.

La cérémonie a commencé avec environ une heure de retard. Selon *La Prensa* du 13 janvier, c'était parce qu'on attendait l'arrivée de Hugo Chávez.

J'ai trouvé toute l'inauguration fascinante. Je l'ai regardée de 16h à 21h sans interruption !

Hugo Chávez a fait l'éloge de Daniel Ortega. Un dirigeant qui lutte pour la justice et les pauvres, pas pendant un mois, un an ou seulement quelques années, mais pendant toute une vie : tel est Daniel, a proclamé Chávez. Il a parlé de l'Alternativa Bolivariana por las Américas (ALBA), l'accord entre les pays d'Amérique latine censé remplacer la ZLEA. Il a parlé de Simón Bolívar. De patria, socialismo o muerte (patrie, socialisme ou mort).

Evo Morales, président de la Bolivie, a parlé avec beaucoup d'éloquence. Anti-impérialisme. Les ressources nationales doivent être utilisées pour le peuple, insista-t-il. Critique du néolibéralisme.

Daniel Ortega n'a pas prononcé son discours lors de la cérémonie d'inauguration officielle, comme cela se faisait normalement dans le passé. Au lieu de cela, il l'a fait plus tard, lors d'une autre cérémonie qui a eu lieu ailleurs, et en présence de ses grands amis latino-américains, Hugo Chávez et Evo Morales.

Une personnalité qui a pris beaucoup de temps et d'espace au cours de la cérémonie officielle : le cardinal Obando y Bravo. Il a prononcé un discours qui était écrit et il se contentait de le lire mot pour mot. Le thème prédominant : la solidarité. De toute évidence, l'Église commence à pencher vers la gauche avec le gouvernement sandiniste nouvellement élu.

Diplomatie habile et très traditionnelle.

Alors que j'écoutais le cardinal Obando y Bravo, un discours remarquablement beau dans lequel il insista sur l'importance de lutter non seulement contre le terrorisme, mais aussi contre la pauvreté ; alors que j'observais son engagement remarquable en faveur du développement durable et d'un modèle économique dans lequel la richesse ne se retrouverait pas entre les mains d'une minorité, mes pensées se tournèrent vers les Nicaraguayens et Nicaraguayennes qui vivent dans La Chureca, la décharge municipale de Managua. Le cardinal Obando et Bravo sait fort bien que ces personnes existent. Il connaît leurs conditions. Qu'est-ce qu'il a fait, concrètement et pas seulement en belles paroles, pour améliorer leur sort ? Qu'est-ce qu'il a fait ? Obras, no palabras, por favor (Des œuvres, pas de simples paroles, svp) !!!!!

Puis, plus tard, le discours de Daniel Ortega (Pour visionner ce discours, avec une traduction simultanée en anglais, allez [ici](#)).

Tandis qu'Ortega parlait, sans aucun texte, je me suis souvenu du discours qu'il avait prononcé immédiatement après sa victoire électorale de novembre 1984 devant des centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes. Un discours auquel j'avais assisté et dont le ton révolutionnaire m'avait profondément impressionné.

Tandis qu'Ortega parlait de l'importance de défendre la cause des femmes (le FSLN a promis que des femmes occuperaient 50% des postes de cadres supérieurs du gouvernement), je me suis souvenu de l'affaire Zoilamérica. Même s'il a abusé sexuellement sa belle-fille adolescente pendant des années, Ortega a réussi à échapper à toute poursuite judiciaire dans cette affaire, grâce au pacte qu'il a conclu avec le très corrompu Alemán. Je me suis souvenu aussi de la loi sévère contre tout avortement, même thérapeutique, adoptée quelques mois plus tôt à l'Assemblée nationale, une loi dont l'adoption dépendait du soutien personnel d'Ortega et de son parti, le FSLN.

Tandis qu'Ortega parlait et insistait sur l'importance de la participation du peuple – ce n'est pas moi qui ai été élu président, c'est chaque paysan nicaraguayen pauvre : ¡el pueblo Presidente ! – je me suis rappelé à quel point il avait été impitoyable et caudillo dans la gestion de son propre parti, en réprimant toute personne qui s'opposait à la direction qu'il donnait au FSLN. Même au point d'exclure du parti sandiniste Herty Lewites, parce que ce dernier, personnage extrêmement populaire au Nicaragua, avait osé défier son leadership dans le FSLN.

Néanmoins, alors que Daniel Ortega parlait, je me suis aussi souvenu de la révolution nicaraguayenne. Du renversement de la dictature Somoza. Je me suis souvenu du zèle révolutionnaire du peuple chilien qui scandait, lors des grandes manifestations populaires à Santiago : 'El pueblo, unido, jamás será vencido !' (Un peuple, uni, ne sera jamais vaincu !). Je me suis souvenu du coup d'État militaire du 11 septembre 1973 au Chili, et, à ce moment-là, j'ai presque fondu en larmes.

Je ne privatiserai pas l'eau, a déclaré Ortega avec beaucoup d'audace. Je vais éliminer les méga salaires des politiciens et des hauts fonctionnaires du gouvernement. Je travaillerai pour les pauvres. Faire cela, c'est aimer. Faire cela, c'est être chrétien. Faire cela, c'est être solidaire.

En écoutant Daniel Ortega, je me suis souvenu de l'immense espoir et de la grande joie que la victoire électorale du FSLN avait suscités chez beaucoup de mes amis de la région de Cinco Pinos. Je pouvais voir la joie immense de ma famille d'accueil de Balgüe, Francis et María.

J'étais à la fois heureux et triste.

Heureux de voir le vieux rêve révolutionnaire reprendre vie. Triste de savoir que celui qui représentait ce rêve était, dans une large mesure, un faux.

Il n'y a rien de mal à faire rêver les gens. Cependant, promettre ce qu'on ne livrera pas, décevoir ce rêve n'est pas correct.

Hôtel Las Hamacas, San Jorge, le 4 janvier 2009

Il est 5h30 du matin. Aujourd'hui, nous allons à San Juan del Sur. Le stage se passe incroyablement bien. Très peu d'étudiants malades : un record, je crois.

Notre conférencier à León était excellent. Je pense que le fait qu'il ait été honoré la nuit précédente a contribué à l'excellence de sa conférence. Je pense en outre, au fait que je sois maintenant plus proche de lui, en particulier suite à notre collaboration dans la mise en place du projet informatique qui a abouti à l'installation de l'Internet haut débit à Las Pozas, et bientôt dans l'école secondaire de Cinco Pinos.

Il a terminé sa conférence en nous montrant, avec son projecteur, un long extrait d'un des récents discours de Daniel Ortega. Dans ce discours, Ortega fait référence à ses nombreuses visites à El Espino, dans la région de Cinco Pinos et en particulier à son grand étonnement de découvrir l'existence de l'ONG nicaraguayenne APRODESE, créée par une famille qui, à travers ses différents projets impressionnants, poursuit la révolution sandiniste. Ceci, à une époque où le néolibéralisme règne au Nicaragua depuis de nombreuses années, un néolibéralisme qui a abouti à la privatisation de l'éducation, de la santé et à la suppression de

tout micro-crédit aux petits agriculteurs. Dans ce discours, Ortega se réfère à son grand étonnement de découvrir les nombreuses réalisations d'APRODESE :

- Le centre informatique à El Espino où des paysans très pauvres se servent de l'Internet à haut débit.
- Le projet qui fournit de l'eau potable en tuyau à chaque famille dans la communauté d'El Espino ainsi que plusieurs hameaux avoisinants.
- Le dîner gratuit offert aux enfants des écoles primaires de la région de Cinco Pinos.
- Les cours du Centre de formation d'APRODESE où des jeunes de la région se préparent à diverses carrières, telles que la menuiserie, la soudure, la couture, l'électricité, l'artisanat, etc.

Notre conférencier m'a demandé de traduire l'extrait du discours de Daniel Ortega qu'il venait de citer.

Une fois que j'eus traduit l'extrait du discours pour les stagiaires, notre conférencier a poursuivi en expliquant que Daniel Ortega avait décidé d'étendre le modèle APRODESE développé à Cinco Pinos à l'ensemble du Nicaragua. C'est pourquoi, nous expliqua-t-il, le gouvernement Ortega a distribué des centaines d'ordinateurs à plusieurs municipalités du Nicaragua. C'est pourquoi le gouvernement fournit maintenant un repas gratuit aux enfants des écoles primaires du Nicaragua. Maintenant, la ville de Cinco Pinos a des ordinateurs et l'Internet fournis par le gouvernement Ortega. Et les gens reçoivent une formation pour apprendre à les utiliser.

Après la conférence, pendant que nous (les enseignants de Dawson accompagnant les stagiaires) dinions au restaurant avec notre conférencier, celui-ci a commenté la menace de l'Union européenne et des États-Unis de couper l'aide au Nicaragua, si la fraude qui avait eu lieu lors des élections municipales du Nicaragua du 9 novembre 2008, en particulier dans les villes de Managua et de León, n'était pas reconnue et

corrigée. « Je ne crois pas qu'ils vont couper l'aide en fin de compte, » nous commenta-t-il.

Comment explique-t-il ce qui s'est passé ? Sans doute, il y a eu effectivement de la fraude lors de la récente élection, admet-il volontiers. Cependant, il affirme que les libéraux ont accédé au pouvoir au Nicaragua depuis les élections de 1996, essentiellement grâce à la fraude, une fraude qui ne semblait aucunement gêner le reste du monde à ce moment-là. Il a également souligné la question de deux poids, deux mesures :

« Quand Israël bombarde le Liban et que des milliers de personnes meurent, le monde ne semble pas trop s'en soucier. Pourquoi s'énervent-on tant au sujet des élections au Nicaragua ? »

Balgüe, Île Ometepe, le 11 janvier 2009

J'ai interrogé Carlos au sujet du conflit récent qu'il avait eu avec le Conseil du pouvoir populaire (CPC) de Balgüe.⁷³ Il

⁷³ L'article « [Los Consejos del Poder Ciudadano en Nicaragua](#) » par Enric Font Estruch, et publié par la revue numérique *Rebelión* le 8 novembre, 2010 explique en quoi consiste les CPC : « Les CPC sont des organisations communautaires créées en 2007, la première année du nouveau gouvernement sandiniste. Les CPC ont été la concrétisation de la promesse de rendre le pouvoir à la population. Ce sont des organisations de citoyens, mais leur travail consiste, en fait, à résoudre les problèmes qui existent dans leurs communautés. Ils sont ouverts à tous les membres de la communauté, du quartier ou de la ville, sans distinction de croyance politique. (...) . Ce n'est pas une idée dogmatique et fermée. (...) »

« Les CPC sont également un élément important de la lutte idéologique qui se déroule au Nicaragua. La droite les déforme, les attaque, les pervertit. (...) Les CPC ne sont pas subordonnés au gouvernement municipal, ni au gouvernement central, ils ont une autonomie et ont leur propre dynamique de travail. **(Note de l'auteur:** D'après toutes les informations que j'ai pu rassembler au cours de mes séjours annuels au Nicaragua, c'est Rosario Murillo qui contrôle les CPC. Elle contrôle également les maires avec une main de fer. Il m'est arrivé de voyager une fois avec un maire de Cinco Pinos à Managua. Il m'a dit que les maires de tout le pays se réunissaient à Managua de façon régulière – au moins une

m'a expliqué que ses enfants et lui avaient été exclus du CPC parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce qui se passait au sein du parti sandiniste.

« Notre constitution sandiniste stipule clairement que des élections primaires doivent avoir lieu dans chaque municipalité avant les élections pour élire le candidat du parti qui se présentera à la mairie. Cependant, pour les élections du 9 novembre 2009, Daniel Ortega a simplement ignoré les élections primaires et a lui-même nommé les candidats, sous la forte et dominante influence de son épouse, Rosario Murillo. Par conséquent, notre candidat à Altagracia a été nommé, en fait, par Rosario. La secrétaire du parti à Altagracia ne fait que suivre les ordres de Rosario.

« Ce n'est pas du tout démocratique. C'est pour cette raison que de nombreux sandinistes d'Altagracia se sont tout simplement abstenus lors des récentes élections municipales. Le résultat des élections était très serré et les libéraux ont proclamé qu'ils avaient gagné. Cependant, une semaine plus tard, les sandinistes ont annoncé que c'était eux qui avaient gagné. Rien d'honnête et de transparent.

« À l'heure actuelle, la polarisation est considérable dans la municipalité d'Altagracia. L'escouade anti-émeute y est en permanence, une chose sans précédent.

« Après la perte qu'ils ont subie aux élections en 1990, les sandinistes ont commencé à collaborer, dans le cadre de projets de développement régionaux et locaux, avec des libéraux et avec plusieurs personnes, par exemple des églises de toutes dénominations. Tout cela a changé lorsque les CPC ont été formés après notre récente victoire aux élections nationales. Ils nous ont dit que seuls les sandinistes pourraient faire partie des

fois par mois – et que toutes leurs réunions étaient présidées par Rosario Murillo.)

CPC. Comme mes enfants et moi n'étions pas d'accord avec cela, nous avons été exclus du CPC de Balgüe. »

Tandis que Carlos parlait, j'ai commencé à voir une version des événements autre que celle qui m'avait été racontée par le professeur de l'école secondaire, Tomaso, et quelques autres. Peut-être ai-je tort, j'ai commencé à penser. Peut-être que Carlos est persécuté. Peut-être que la situation est plus compliquée que je ne le crois.

Laissant de côté la possibilité que Carlos, tel que cela m'avait été raconté, pouvait effectivement avoir commis un peu de fraude en gonflant artificiellement le budget de notre projet de pont piétonnier, et peut-être soulagé que je puisse maintenant être d'accord avec lui sur certaines questions importantes, j'ai plongé de tout cœur dans la discussion. J'ai parlé de mon inquiétude face à la répression subie récemment par Carlos Chamorro de la part du gouvernement Ortega. De mon inquiétude face au fondamentalisme religieux que je voyais poindre dans le gouvernement actuel de Daniel Ortega. J'ai donné, comme exemple d'un tel fondamentalisme, l'intervention récente de Rosario Murillo lors d'un grand rassemblement politique du FSLN, lorsqu'elle avait exhorté tout le monde à reprendre la pratique de la récitation quotidienne du chapelet.

Las Pozas, le 29 décembre 2009

La première fois que je me suis rendu à Cinco Pinos en moto ce matin, c'était pour dire à nos dirigeants locaux qu'ils devaient s'arrêter à El Carrizal, car les étudiants manquaient d'eau potable. À mon arrivée, j'ai vu plusieurs individus regroupés à l'extérieur de l'hôtel de ville et j'ai reconnu certains d'entre eux ; ils étaient tous membres du FSLN. Ils étaient venus chercher un poêle à propane ainsi qu'une bonbonne à propane, cadeau de Daniel Ortega, président du Nicaragua. Selon plusieurs personnes avec qui j'ai parlé, Ortega les récompensait pour le travail accompli durant la campagne électorale.

Lorsque j'ai déjeuné avec la directrice de l'école secondaire de la ville de Cinco Pinos, je lui ai posé des questions à ce sujet.

« Ne trouvez-vous pas cela immoral que le gouvernement central distribue un poêle à propane à tous ceux qui au Nicaragua ont participé à la campagne électorale du FSLN ? Ces poêles ne devraient-ils pas être alloués aux nécessiteux, indépendamment de leur appartenance politique ? »

Sa réponse m'a estomaqué.

« Quand les libéraux étaient au pouvoir, c'était leur tour, a-t-elle répondu très calmement et sans aucun scrupule de conscience.

« Et maintenant que le FSLN est au pouvoir, c'est notre tour ! »

Granada, Hostal Oasis, le 21 janvier 2010

Lorsque Danielle et moi nous rendions à pied à l'hôtel après avoir visité le musée cet après-midi, nous avons découvert ce qui semblait être le bureau du FSLN à Granada. C'est du moins ce que suggéraient les nombreuses grandes enseignes peintes sur l'extérieur du bâtiment. Une camionnette, remplie de bonbonnes à propane pour les milliers de poêles à propane que Daniel Ortega distribue à ses partisans du FSLN, était garée devant le bâtiment. Un homme était en train de la décharger.

J'ai vu cela se produire à Cinco Pinos, à Balgüe sur l'Île Ometepe, et maintenant je constate la même chose à Granada. Incroyable !

Managua, Hôtel Los Felipe, le 22 janvier 2010

J'ai lu aujourd'hui *El Nuevo Diario*. Y apparaît un article de [Tomás Borge](#)⁷⁴ qui semble écrire une colonne régulière pour le journal.

Le gouvernement actuel d'Ortega est comparé par certains à Somoza, voire à Hitler, écrit Borge. Ces critiques sont totalement ridicules. Regardez le bilan actuel du gouvernement :

« Au cours de la dictature désastreuse de Daniel Ortega, un grand nombre de maisons ont été construites, des dizaines de centres de santé et d'hôpitaux ont été mis en place (à propos desquels j'écrirai dans un avenir proche), le Nicaragua est miraculeusement devenu l'un des pays dans le monde les moins affecté par le virus H1N1 et la dengue (et ce n'est pas par hasard), des routes et des autoroutes ont été ouvertes d'un kilométrage aussi énorme que la grande efficacité du ministre et du vice-ministre des transports — dénommés 'tocayos' — (dont je parlerai plus tard), l'analphabétisme a été liquidé (il n'est pas nécessaire d'insister sur ce miracle) et il existe un etcetera de longueur et de largeur plus grandes que toute la haine qu'entretiennent dans ce pays de Dieu les ennemis du FSLN. » (Page 13A)

Un autre article dans *El Nuevo Diario* d'aujourd'hui, écrit par Roberto Larios Meléndez, président de l'Union des journalistes du Nicaragua. Il soutient que c'est

⁷⁴ « Tomás Borge Martínez. (Matagalpa, le 13 août 1930 - Managua, le 30 avril 2012). Un révolutionnaire, un politicien, un diplomate, un écrivain et un poète nicaraguayen. Commandant du Front de libération nationale sandiniste et ministre de l'Intérieur lors du premier mandat du président Daniel Ortega. Il a publié plusieurs livres, dont les plus importants sont *La paciente impaciencia* (Prix Casa de las Américas 1989) ; *La ceremonia esperada* (España, 1990) et *Un grano de maíz*, fruit de ses conversations avec Fidel Castro, publiées dans de nombreux pays. » [Cubadebate](#), consulté le 10 août 2018.

essentiellement la famille Chamorro, détentrice du monopole des deux principaux journaux du Nicaragua, qui s'oppose au monopole que créerait l'achat par les proches de la famille Ortega du poste de télévision *Canal 8*.

« Pourquoi les Chamorros ne rendent-ils pas public le nom des propriétaires précis de *La Prensa* ? Du journal *El Nuevo Diario* ? Pourquoi ne font-ils pas eux-mêmes ce qu'ils demandent de faire aux nouveaux propriétaires du *Canal 8* ? Et pourquoi sont-ce seulement les Chamorros, et pas tous les autres médias, qui se plaignent si violemment du récent achat du *Canal 8* ? Pourquoi tout ce discours sur les dommages à la démocratie que cet achat impliquerait ? Quels dommages ? Quand Carlos Briceño était propriétaire du *Canal 8*, il a mis en place selon moi le pire type de journalisme que l'on puisse imaginer : un journalisme qui priorise depuis des années la nouvelle sensationnaliste et à scandales, qui ne se soucie guère des critiques de la population, et qui se montre très complaisant avec les grands commentateurs des médias et de la communication.

« Et à peu près toutes les autres chaînes de télévision suivent l'exemple de Briceño. L'esprit de combien de familles pauvres a été souillé par ce type de nouvelles à scandales ? Combien de femmes, d'enfants et de filles violés, victimes de violences au sein de leur famille, combien de misère humaine, a été ajouté au déjeuner, dîner, et souper des ménages nicaraguayens par ce type de 'journalisme professionnel' que défendent présentement, et avec grands éclats, ceux qui s'opposent à la vente du *Canal 8* à de nouveaux propriétaires ?

« Et nous devons aussi mentionner, conclut Melendez, la misérable rémunération versée par Briceño à ses journalistes, en particulier les femmes et les jeunes, qu'il a recruté dans l'école de journalisme de l'UCA,

pour ensuite les utiliser comme chair à canon, les obligeant souvent à défendre les gouvernements de Chamorro, Alemán et Bolaños, pour ensuite les licencier à volonté. »

Aéroport international de Managua, le 23 janvier 2010

Pedro Zelaya, un chauffeur de taxi de 45 ans qui travaille pour les clients de l'Hôtel Los Felipe, nous a conduits, Danielle et moi, à l'aéroport ce matin. Dès que sa voiture était en marche, je lui ai demandé ce qu'il pensait du présent gouvernement Ortega. Sa réponse est venue très vite et il a parlé abondamment et avec passion jusqu'à ce que nous arrivions à l'aéroport.

« Le gouvernement Ortega est un gouvernement communiste. Ce n'est pas du tout bon pour le Nicaragua. Depuis qu'Ortega gouverne, le tourisme a beaucoup baissé (Cela semble être contredit par une statistique que j'ai lue il y a quelques jours dans *El Nuevo Diario* qui rapportait qu'en 2009, les recettes du tourisme avaient augmenté de plus de 18%). En raison de la corruption lors des dernières élections municipales, le Nicaragua a perdu une grande partie de l'aide internationale qu'il recevait des États-Unis, de l'Union européenne et du programme des Nations Unies, Objectifs du Millénaire pour le développement. Mon fils travaillait pour ce programme des Nations Unies et il a perdu son emploi à cause des coupures. »

– J'ai remarqué lors de mon séjour ici qu'Ortega est en train de distribuer des poêles à propane à des gens un peu partout dans le Nicaragua...

« Oui, mais ils ne vont qu'à son monde à lui. C'est-à-dire, à ceux et celles qui ont voté pour lui. Daniel est très intelligent. Il donne des cadeaux à ceux qui le soutiennent. Les paysans pauvres qui reçoivent quelques cochons, poulets, etc. vont continuer à voter

pour Ortega : cela les aide. Le programme qui aide les gens à acheter une maison est également très populaire. Lorsque vous recevez \$80 US par mois pour acheter une maison, vous allez continuer à voter pour le FSLN. Le problème est que vous devez être un partisan du FSLN pour recevoir cette aide. Si j'essaie de l'obtenir, oublie ça !

« Daniel Ortega contrôle tout au Nicaragua : la police, l'armée, la Cour suprême, le Conseil électoral suprême et le Bureau du contrôleur. Nous sommes dans un cul-de-sac. Il y a environ un an, quand les gens ont manifesté dans les rues contre la corruption, Ortega a envoyé ses sympathisants pour réprimer les manifestants. La répression fut intense et violente. »

– Et que penses-tu de l'achat récent du *Canal 8* par la famille Ortega ? J'ai lu dans le journal d'aujourd'hui que Carlos Chamorro présentera demain sa toute dernière émission de *Esta Semana* au *Canal 8*.

« Carlos est l'un des seuls qui a vraiment résisté au gouvernement Ortega. Ses émissions sont excellentes. Il permet aux personnes qui se présentent dans ses émissions de parler ouvertement et de dire ce qu'elles pensent. Maintenant, avec la vente du *Canal 8*, il est neutralisé. »

Dans *El Nuevo Diario* d'aujourd'hui à la page 5A, l'article de Luis Galeano, « Carlos Fernando quitte le *Canal 8* ». Rien de vraiment nouveau dans cet article.

Demain dimanche, Carlos présentera dans son émission *Esta Semana* un résumé de ses meilleurs programmes des cinq dernières années, et expliquera pourquoi il quitte le *Canal 8*.

Carlos a expliqué à *El Nuevo Diario* pourquoi il n'accepte pas l'offre des nouveaux propriétaires du *Canal 8* de maintenir ses émissions sur ce canal :

« Le véritable objectif de cette invitation ou de ce ‘défi’, pour reprendre votre expression, est d’utiliser mes émissions comme une bannière démontrant le respect de la liberté d’expression, comme Somoza le faisait avec mon père Pedro Joaquín. Lorsque Somoza voyageait à l’étranger, il avait l’habitude de se promener avec *La Prensa* sous son bras, afin de montrer qu’il respectait la liberté de la presse et la démocratie, alors que c’était le contraire. »

Un autre article de Leonor Alvarez à la page 4A : « Marchan para que no vuelva el pasado » (Ils manifestent pour que le Nicaragua ne retourne pas au passé). Alvarez raconte que des membres de la société civile se sont rassemblés au Centre de convention Crowne Plaza et se sont rendus à l’endroit où Pedro Joaquín avait été assassiné il y a 32 ans. Carlos Fernando Chamorro, après avoir lu à voix haute certains des écrits de Pedro Joaquín durant la dictature Somoza, a adressé quelques mots à la foule. Il les remercia d’avoir poursuivi ce qu’avait été la bataille principale de la vie de son père, la lutte pour un Nicaragua démocratique.

« J’ai toujours dit que l’héritage de mon père n’était pas l’héritage d’une seule famille et qu’il allait bien au-delà de nous. Cet héritage, avec ses racines nationales, a une grande portée, car il représente les valeurs pour lesquelles il a lutté toute sa vie. Son projet de nation, et surtout la cohérence éthique entre sa vie et sa pensée, constituent un pilier essentiel de la construction du nouveau Nicaragua. »

Granada, le 13 janvier 2012

Lorsque nous étions à Las Pozas, j’ai passé plusieurs heures à discuter, tout en prenant une bière, avec un ami nicaraguayen qui vit à León. Il était très contrarié par quelque chose qui s’est passé récemment. Manuel Calderón, l’un des commandants de la révolution sandiniste, vient d’être limogé, fin décembre, comme maire de León par Rosario Murillo.

Dans *El Nuevo Diario* du 3 janvier 2012, on rapporte ainsi la nouvelle :

« Manuel Calderón, maire de León, a démissionné de ses fonctions de maire de cette ville coloniale. La lettre à cette fin, rédigée à la main, a été adressée au Conseil électoral suprême, le CST, et reçue par Nelson Artola le 31 décembre 2011. 'Ils m'ont obligé de démissionner,' a déclaré Calderón d'une voix étranglée lors d'une conférence de presse. »

Selon mon ami, le limogeage du maire de León fut l'œuvre de Rosario Murillo qui n'a jamais pardonné à Calderón ce qu'il a fait. Selon la constitution, Daniel Ortega n'avait pas le droit de se présenter à nouveau à la présidence du pays, a-t-il expliqué et c'est Rosario avait donc l'intention de s'y présenter. Cependant, beaucoup de dirigeants du parti sandiniste n'étaient pas d'accord, croyant qu'il s'agirait d'une grave erreur. Ils ont donc développé une stratégie pour empêcher cela. Ils ont réussi à faire élire Daniel au poste de président, même si cela était inconstitutionnel. C'est dire comme ils étaient désespérés !

« Et qui était un dirigeant clé dans cette stratégie pour empêcher Rosario de se présenter à la présidence ? Nul autre que Manuel Calderón !

« Quand j'ai lu le livre d'Ernesto Cardenal « La Revolución Perdida » (La révolution perdue), je pensais que Cardenal exagérait peut-être lorsqu'il faisait une critique cinglante de Rosario Murillo. Maintenant, je me rends compte qu'il avait raison, m'a expliqué mon ami. Rosario Murillo est vraiment la personne décrite par Cardenal. Je ne voterai jamais pour elle. »

– Quelles seront les conséquences de la crise actuelle, selon toi ?

« Je ne suis pas du tout optimiste. »

Après avoir dit qu'il ne voterait jamais pour Rosario Murillo, mon ami a ajouté une autre chose qui m'a impressionnée :

« Au cours de la campagne électorale pour les élections nationales du 6 novembre 2011, la question de Zoilamérica est réapparue à plusieurs reprises. Cela vient évidemment de Rosario. Chaque fois qu'elle a besoin de contrôler Daniel, elle sort cette affaire de son chapeau ! »

Au cours de notre conversation, mon ami a également mentionné qu'il venait de perdre un important projet binational – Nicaragua-Honduras – suite au coup d'État au Honduras.

« C'est devenu trop dangereux pour moi de continuer. Chaque fois que j'avais une réunion à Tegucigalpa, tous nos hôtes honduriens qui y assistaient portaient une arme à feu.

« Un jour, j'ai été témoin de quelque chose de plus horrible que tout ce que j'avais vu au Nicaragua pendant la révolution et la contre-révolution : un groupe d'hommes, qui avaient été horriblement battus, est entré dans la pièce où je me trouvais. Tous avaient subi des blessures à la machette, certaines très graves. J'ai vu deux hommes mourir devant moi. Mes collègues honduriens m'ont dit que dans le Honduras actuel, de telles scènes ne sont pas rares. »

Aéroport international de Managua, le 21 janvier 2014

Pedro Zelaya, propriétaire d'un taxi qui travaille souvent pour les clients de l'Hôtel Los Felipe, m'a conduit à l'aéroport. Si ma mémoire est correcte, la dernière fois qu'il m'a conduit à l'aéroport, c'était il y a quatre ans ; il avait alors passé son temps à critiquer le gouvernement Ortega de l'hôtel jusqu'à l'aéroport. Et il avait même appelé Ortega un dictateur.

Assez remarquablement, cette fois il passa son temps à louer le gouvernement Ortega durant notre trajet à l'aéroport. Ortega, dit-il, est soutenu par 60% de la population en raison des bonnes œuvres de son gouvernement. Les différents programmes – Usure zéro, Faim zéro, construction de maisons, etc. – ont fait une grande différence pour les pauvres et ces programmes sont toujours en vigueur. Auparavant, si vous achetiez un taxi à crédit, vous deviez payer une lourde pénalité à la banque si vous décidiez de rembourser le montant dû avant l'échéance convenue de trois ans (ou toute autre échéance). Maintenant, le gouvernement a rendu cela illégal ; vous pouvez rembourser la totalité n'importe quand sans pénalité. De plus, vous pouvez acheter une maison et ne payer que 2% d'intérêt annuel. Si votre maison vaut 35 000 dollars US ou moins, le gouvernement vous subventionne ; vous ne payez que 1% d'intérêt annuel.

Quand je suis arrivé à l'aéroport, j'ai été très impressionné de voir à quel point il était achalandé. Des gens partout. J'ai aussi été impressionné par la rapidité avec laquelle le personnel de Delta Airlines a complété les procédures d'embarquement. Je suis sorti de là en moins de trois minutes. Passer le contrôle de sécurité était aussi super rapide. Le Nicaragua semble progresser rapidement.

Bien entendu, Pedro était très fier de me parler du projet de canal interocéanique. Il ne voit que de bonnes choses pour le Nicaragua dans ce projet.

Montréal, janvier 2015, après mon retour du Nicaragua

Le fait qu'un dirigeant sandiniste, avec qui je suis très proche et très attaché, ait distribué la plupart des nouvelles maisons offertes par le gouvernement Ortega à des membres de sa propre famille dans un hameau m'a profondément révolté.

Quand il est passé chez moi dans ma famille d'accueil, avec le maire sandiniste, pour me dire au revoir le matin de mon départ, j'ai soudainement explosé de colère et lui ai reproché

ce fait, de façon fort ressentie et émotive, et ce, en présence du maire.

Quelques jours plus tard, ce dirigeant sandiniste m'a écrit un long courrier, affirmant que je ne comprenais pas la rigueur employée par le gouvernement sandiniste dans la mise en œuvre de ses divers programmes sociaux et m'assurant que tous les Nicaraguayens et Nicaraguayennes étaient traités équitablement, indépendamment de toute affiliation politique.

Le courrier électronique que j'ai écrit en réponse que je n'ai finalement jamais envoyé, après avoir consulté des amis, comprenait le paragraphe suivant :

« Crois-tu que la rigueur sandiniste et les valeurs révolutionnaires ont prévalu – le peuple du Nicaragua, président ! – lorsque Laureano Ortega Murillo, fils de Daniel Ortega, a été aperçu, et cela dans un pays aussi pauvre que le Nicaragua, portant une montre d'une valeur de 43 200 dollars US lorsqu'il a reçu, le 5 juillet 2014, l'homme d'affaires chinois Wang Jing, responsable du projet de canal interocéanique ? »

Nandaime, le 13 janvier 2016

Fred et moi avons dîné à La Casona, l'un des restaurants de Nandaime. Nous avons commandé le plat du jour : des fajitas de pollo et une bière pour 120 cordobas. Excellente nourriture : des morceaux de poulet frits avec beaucoup d'oignons et de poivrons.

Après le repas, nous avons marché quelques minutes pour trouver un taxi. Nous sommes montés à bord et lui avons demandé de nous conduire à la coopérative agricole Bernardino Díaz Ochóa (BDO), située à environ six kilomètres de Nandaime. Les routes étaient pires qu'entre 1995 et 2004, lorsque nous avions l'habitude de venir ici avec les stagiaires du programme Études Nord-Sud. Nous vivions tous, durant ces stages, dans une famille d'accueil dans cette coopérative.

Quelques minutes après notre arrivée à BDO, nous étions assis dehors, devant une maison, avec le paysan qui avait organisé tous nos séjours et projets de développement dans cette communauté. Sa sœur et la plupart de ses frères étaient aussi présents.

(Note ajoutée en 2018 : La coopérative agricole BDO a été fondée pendant la révolution sandiniste, grâce à la réforme agraire du gouvernement sandiniste dirigée par Jamie Wheelock. Les membres de cette communauté, et en particulier la famille que nous avons visitée, ont toujours été d'ardents sandinistes. Plusieurs d'entre eux ont participé au soulèvement armé contre la dictature de Somoza, et, par la suite, ont défendu la révolution sandiniste en participant à la lutte armée contre la Contra.)

Quand je leur ai demandé ce qu'ils pensaient du gouvernement Ortega, voici ce qu'ils ont dit :

« Le gouvernement Ortega est plus proche des entreprises que des citoyens ordinaires. Lorsque le salaire minimum est discuté, c'est toujours le secteur privé qui a le dernier mot. Présentement, le salaire minimum est de 5 000 córdobas (environ \$167 US) par mois, tandis que 'la canasta básica' (en d'autres termes, le panier de biens jugé nécessaire pour n'arriver qu'à joindre les deux bouts) est de 12 500 córdobas (environ 425 US). Cela n'a pas de bon sens !

« Le problème vient des bureaucrates qui agissent comme intermédiaires. Ils sont corrompus. Le 19 juillet, jour de l'anniversaire de la révolution, Ortega a prononcé un discours magnifique : je vais éliminer la pauvreté, déclara-t-il. Cependant, ce ne sont que des mots. Les paysans comme nous ne reçoivent aucune aide financière du gouvernement. Ce qui arrive à Maduro au Venezuela et à Kirchner en Argentine pourrait se produire ici au Nicaragua. Ce sont les gens qui, un jour, auront le dernier mot. La police ne protège pas vraiment les gens ordinaires. En cas de vol, vous

devez payer l'essence de la police pour qu'elle vienne.
Donc, ceux qui ont de l'argent sont protégés, mais pas les autres. »

Las Pozas, le 17 janvier 2016

Hier une journée très chargée. Nous avons marché jusqu'à El Granadillo pour rencontrer le comité d'eau de cette communauté. Études Nord-Sud a octroyé environ \$8 000 US l'an dernier pour la mise en œuvre de ce projet – la pompe de leur puits artésien, la tuyauterie, les compteurs d'eau – qui était partiellement financé par le gouvernement municipal de Santo Tomas del Norte.

Le président du comité d'eau vit à environ un kilomètre de l'autoroute, juste à côté de la petite église catholique. C'est un entrepreneur. Avant de commencer à discuter du projet d'eau en tant que tel, il a parlé de la situation au Nicaragua. Il était très passionné.

« Qu'est-ce qu'il y a de plus positif au Nicaragua en ce moment ? C'est le pays le plus sécuritaire d'Amérique centrale. Et selon les statistiques, l'économie progresse et des emplois sont créés.

« Et qu'est-ce qu'il y a de plus négatif au Nicaragua ? Il est très facile de manipuler les statistiques. Les politiciens excellent dans ce domaine. Je le sais parce que je travaille depuis longtemps dans la municipalité. Si cent travailleurs obtiennent un emploi en construisant une partie de la route pendant un mois, le gouvernement dit qu'il a créé cent emplois. Ceci, même s'ils n'ont travaillé que pendant un mois cette année-là.

« L'autre chose, c'est que la corruption a augmenté au Nicaragua. Lorsqu'une municipalité reçoit son budget, une partie de celui-ci a déjà été siphonnée. Lorsqu'on accorde \$5 000 US pour la construction d'une route, l'entrepreneur qui la construit ne recevra que \$3 000 US ; le reste va dans la poche du maire ou d'un

conseiller. Pour obtenir un contrat de la municipalité, vous devez payer un pot-de-vin. Si vous ne le faites pas, vous n'obtiendrez aucun contrat. Ce pot-de-vin peut facilement représenter 20 à 30% du projet. C'est comme cela que fonctionnent tous les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche.

« En outre, la police ne nous protège pas vraiment. Les policiers abusent de leurs pouvoirs. Il y a quelques mois, un agent de police m'a arrêté parce que j'avais deux passagers à bord de ma moto. La loi dit que vous ne pouvez en avoir qu'un. J'ai immédiatement proposé de payer l'amende, mais l'agent est allé beaucoup plus loin : il a confisqué ma moto pendant deux mois ! Il a fait cela même si la loi ne stipule pas que la police peut confisquer une moto si son propriétaire transporte deux passagers. C'est ça qu'ils m'ont fait et je ne peux rien faire pour contester cela. C'est comme ça au Nicaragua. »

Las Pozas, le 22 octobre 2016, visite du projet cours de soudure APRODESE

(Note ajoutée en 2018 : En 2015, Études Nord-Sud a financé, grâce à des dons provenant de la Fondation internationale Roncalli et des Sœurs de Saint-Joseph de London, Ontario, un projet de formation en soudage d'une durée de six mois. Ce projet, qui comprenait une formation en énergie solaire, a permis à 22 jeunes marginalisés de la région de Cinco Pinos, d'obtenir un diplôme professionnel en soudage. Le projet s'est déroulé dans le centre de formation technique APRODESE à El Espino. Mon collègue Fred Jones et moi avons rendu visite aux étudiants et étudiantes qui étaient en train de recevoir les cours de soudure. L'extrait de mon journal que je reproduis ci-dessous relate des conversations que nous avons eues avec mon ami de León, qui était présent à El Espino et dirigeait ce projet.)

Notre ami de León a un rendez-vous avec les plus hauts responsables du gouvernement mardi 26 janvier ; c'est alors qu'il découvrira s'il obtient un contrat pour installer, en partenariat avec deux grandes entreprises américaines, 50 000 panneaux solaires en un seul lieu au Nicaragua. Cela pourrait peut-être atteindre 200 000, expliqua-t-il. La construction ne prendrait que trois mois et sera terminée avant les prochaines élections nationales.

Expert en énergie alternative, notre ami nous a dit que le Nicaragua produit présentement 55% de son électricité en utilisant une énergie alternative. Dans cinq ans, l'objectif est de monter à 80%. La situation présente : 20% de l'électricité au Nicaragua provient d'énergie éolienne ; 10% d'énergie thermique ; pas plus de 2% d'énergie solaire ; et 25% d'énergie hydroélectrique provenant de petits barrages. Le reste, bien sûr, est produit à l'aide de génératrices alimentées par le pétrole.

Étant donné qu'il y a quelques années à peine, 80% de toute l'électricité au Nicaragua provenait de génératrices alimentées par le pétrole, c'est tout un exploit, nous expliqua notre ami.

Managua, le 24 janvier 2016

À midi, Fred et moi avons offert un repas dans un restaurant péruvien à nos deux amis qui travaillent pour une ONG canadienne à Managua. Ils ont longuement parlé du gouvernement nicaraguayen.

Au cours de notre conversation, j'ai vérifié si j'avais bien compris l'article paru dans le journal *La Estrella de Nicaragua*, auquel Santiago, que nous avons rencontré à l'hôtel Sueño de Meme de León, s'était référé lors de la longue conversation que Fred et moi avons eue avec lui. Ils m'ont assuré que j'avais bien compris l'article.

Cet article, paru en octobre 2015, raconte une histoire assez révoltante. Selon l'article, Daniel Ortega a commencé à abuser sexuellement d'une fille de 15 ans en 2005.

Lors d'un événement dans une région rurale éloignée à laquelle il participe, Daniel Ortega aperçoit une jeune fille, Elvía Junieth, dont la beauté le fascine. Il lui demande son numéro de téléphone et finit par l'emmener avec lui à Managua et l'installe bientôt dans une somptueuse maison d'environ un demi-million de dollars. Elle donne éventuellement naissance à un enfant. Cependant on s'organise pour que le père semble être non pas Daniel, mais plutôt l'un de ses assistants proches.

Lorsque le frère avocat d'Elvía Junieth décide de dénoncer ce qu'Ortega fait à sa sœur, il est simplement incarcéré. (**Note ajoutée en 2018** : cela semblerait confirmer qu'Ortega a recours à des juges pour défendre ses intérêts et qu'il n'existe pratiquement aucun système judiciaire indépendant au Nicaragua). Lorsque l'avocat décide de raconter son histoire à une ONG de défense des droits humains, il est transféré à une prison de haute sécurité.

Dans l'article « [Mi niña fue violada por Daniel Ortega](#) » (Ma fille a été violée par Daniel Ortega) il y a un lien nous permettant de visionner la vidéo de 6 minutes de la mère d'Elvía Junieth qui dénonce Daniel Ortega.⁷⁵

Nos deux invités qui travaillent pour l'ONG ne sont pas impressionnés par la performance du gouvernement Ortega. Ils ont relaté un incident assez trouble survenu il y a environ deux mois.

Deux années consécutives de forte sécheresse ont fait en sorte que, dans certaines régions du Nicaragua, il y a des familles qui souffrent littéralement de faim. Émues par ce drame, certaines communautés du Nicaragua se mobilisent et envoient quatre gros camions de vivres aux familles de la

⁷⁵ Judith Flores, *Diario Las Américas*, le 21 octobre 2015, consulté le 5 juin 2018. Voir également « [Acusan a Ortega de "conquistar" a jovencita de quince años de la Juventud Sandinista](#) » (Ortega accusé de "conquérir" une adolescente de 15 ans de la Juventud sandinista), publié le 11 novembre 2015 dans *La Estrella de Nicaragua*, consulté le 5 juin 2018.

région affectée par la faim. Cependant, alors que les camions sont en route pour distribuer les vivres, ils sont interceptés par la police nationale qui saisit toute la nourriture.

Pour justifier une telle action policière, le gouvernement fait une annonce publique dans laquelle il affirme qu'il doit contrôler toute nourriture distribuée afin d'assurer la protection et la sécurité des destinataires.

La véritable raison de cette opération policière, insistent nos invités, c'est que le gouvernement tient à distribuer lui-même toute la nourriture afin d'en tirer un avantage politique.

Hier soir, nous avons soupé chez Carlos Chamorro. Il est venu nous chercher avec sa voiture vers 19h20 et, après un trajet de quinze minutes, nous étions déjà arrivés chez lui.

Une très grande et belle maison située au sommet d'une montagne surplombant Managua.

L'épouse de Carlos, Désirée Elizondo, que j'avais rencontrée il y a environ neuf ans lorsqu'il m'avait invité à manger chez lui pour la première fois, nous a accueilli très chaleureusement. Elle était dans la cuisine en train de préparer l'entrée.

Lors de notre trajet en auto, j'ai expliqué à Carlos que nous avions entendu plusieurs critiques au sujet du gouvernement Ortega durant notre séjour au Nicaragua. Comme Carlos, à la fois dans les conférences qu'il avait données dans le passé aux stagiaires Études Nord-Sud et ses articles dans la revue *Confidencial*, avaient été généralement très critique du gouvernement Ortega, je m'attendais à ce qu'il ne fasse que se montrer d'accord. Cependant, il a réagi de la manière suivante.

« Ce gouvernement gère très bien l'économie. La situation s'améliore et l'infrastructure du pays se développe assez rapidement. Ortega collabore très bien avec le secteur privé. »

Plus tard dans la soirée, cependant, il nous a dit qu'il venait d'interroger le président du Costa Rica sur le problème des réfugiés cubains.

« Environ 5 500 Cubains qui se trouvent présentement au Costa Rica tentent d'atteindre les États-Unis via le Nicaragua. Ortega a réagi en appelant l'armée et la police et a même utilisé des gaz lacrymogènes, etc. pour repousser les Cubains.

« Ces Cubains ne sont pas pauvres ; ils ont beaucoup d'argent. Avec la politique actuelle de portes ouvertes des États-Unis vis-à-vis des Cubains, il n'est pas surprenant qu'ils affluent vers les États-Unis.

« Ce que fait le gouvernement Ortega est complètement illogique. Nous avons 500 000 Nicaraguayens au Costa Rica et des dizaines de milliers aux États-Unis et dans d'autres pays. Pourquoi empêcher les Cubains de passer par le Nicaragua alors qu'il est évident qu'ils n'y resteront pas, mais se dirigeront simplement vers les États-Unis ? La seule explication possible est qu'Ortega souhaite être solidaire de Cuba, mais c'est un peu ridicule. »

Carlos a également commenté, à l'instar de nos deux amis de l'ONG, l'incident des camions qui distribuaient des vivres aux familles affectées par la sécheresse et qui avaient été interceptés par le gouvernement Ortega. Il a expliqué que ces camions provenaient de la même région où les paysans protestent présentement contre le projet de canal interocéanique et refusent l'expropriation de leurs terres.

« Récemment, ces mêmes paysans ont envoyé d'autres camions de vivres dans les régions souffrant de la faim. Cependant, cette fois-ci, les destinataires de ces vivres ont tellement protesté que le gouvernement a finalement décidé de laisser passer les camions, nous expliqua Carlos. »

Taxi pour l'aéroport international de Managua, le 25 janvier 2016

– Depuis combien de temps travailles-tu comme chauffeur de taxi ?

Depuis sept ans. Avant, je travaillais pour une grande compagnie de tabac. Quand ils ont licencié beaucoup d'entre nous, j'ai commencé à conduire ce taxi qui est la propriété de mon ami. J'aime ce que je fais. J'apprends toutes sortes des étrangers qui sont mes clients. Des choses que je ne savais pas avant.

– Tu devrais peut-être écrire un livre relatant toutes ces conversations que tu as eues avec tes clients.

C'est peut-être une bonne idée.

– Que penses-tu du gouvernement Ortega ?

C'est un gouvernement habile. Ortega fait tout pour rester au pouvoir. Notre constitution ne lui permet pas de rester pour plus de deux mandats consécutifs. Donc, que fait-il ? Il fait modifier la constitution par un simple vote à l'Assemblée nationale où les sandinistes ont la majorité.

Et il achète pratiquement toutes les chaînes de télévision : il en possède maintenant huit sur les dix que nous avons au Nicaragua. Seuls le *Canal 2* et le *Canal 10* sont indépendants. Il possède également plusieurs stations de radio, bien qu'il existe encore plusieurs stations de radio indépendantes. Quand il donne des maisons aux pauvres ou distribue de la nourriture, cela apparaît sur ses médias. Sur ces derniers, on ne voit jamais une seule critique du gouvernement.

Les employés du gouvernement sont obligés de sortir et de manifester pour soutenir le gouvernement, qu'ils soient d'accord ou non. Mon oncle travaille pour une banque d'État. S'il refusait de suivre l'ordre d'aller manifester, il pourrait perdre son emploi.

À l'heure actuelle, les gens du Nicaragua vivent dans la peur. Ce n'est pas correct.

Cela dit, il est vrai que le gouvernement Ortega fait certaines bonnes choses. Plusieurs projets gouvernementaux aident effectivement les pauvres.

Managua, Hostal Santa María (auparavant appelé Hôtel Los Felipe), le 31 janvier 2017

Le chauffeur de taxi qui nous a emmenés au Bufé Laprado aujourd'hui pour notre dîner était fort intéressant.

« Je me suis battu avec les sandinistes pour renverser Somoza. Pourquoi nous sommes-nous battus ? Parce que Somoza utilisait la fraude pour gagner des élections. Parce qu'il possédait une partie considérable des terres et de nombreuses grandes entreprises au Nicaragua. Parce qu'il contrôlait la garde nationale et se situait au-dessus de toutes les lois. Parce qu'il utilisait la force pour écraser toute opposition.

« Et qu'avons-nous présentement ? Le leader avec lequel nous nous sommes battus pour libérer le Nicaragua de la dictature de Somoza – une guerre qui a fait quelque 40 000 morts – fait maintenant la même chose que Somoza. Il utilise de la fraude massive pour gagner les élections. Il est propriétaire de nombreuses grandes entreprises au Nicaragua, notamment de la plupart des stations de télévision et de radio. Il contrôle la Cour suprême et le Conseil électoral suprême. Il utilise la force pour écraser toute opposition. Si un ami de Daniel Ortega décide qu'il veut ta maison, tu vas avoir des problèmes. Il y a peu de choses que tu peux faire pour empêcher ça. Ce n'est pas la règle de droit dans le Nicaragua actuel.

« Je n'ai pas voté lors de la récente élection. Je serais prêt à aller à la guerre une fois de plus pour me débarrasser de cette dictature. »

Conclusion : commentaires critiques

« Qui veut faire l'ange fait la bête »
Blaise Pascal (19 juin 1623-19 août 1662)

Décrire les manifestants comme des non-personnes

Lorsque j'ai lu le discours de la vice-présidente Rosario Murillo du 18 juillet 2018, prononcé dans le cadre de la dernière étape d'une opération de nettoyage du gouvernement – déjà plus de 300 morts, 2 000 blessés, des dizaines de torturés, des dizaines de portés disparus, environ 500 prisonniers et une chasse à l'homme systématique dans tout le Nicaragua pour trouver et arrêter les responsables des manifestations – j'ai été estomaqué.

Au cours des dernières années, j'ai souvent entendu Rosario Murillo et Daniel Ortega louer le gouvernement de l'Unité populaire de Salvador Allende au Chili et dénoncer le coup d'État sanglant qui le renversait le 11 septembre 1973. Et je les ai souvent entendus inciter leurs milliers de partisans lors de rassemblements à scander le même slogan que scandait l'Unité populaire au Chili « El pueblo unido, jamás será vencido ! » (Le peuple, uni, ne sera jamais vaincu !)

Et maintenant, de quoi suis-je témoin ? Je vois les dirigeants du gouvernement nicaraguayen, qui présentent le FSLN comme un parti « socialiste, chrétien et solidaire », réprimer violemment et systématiquement ceux et celles qui manifestent contre eux au cours des quatre derniers mois et les dépeindre systématiquement – ils étaient des centaines de milliers, et ceci dans un pays dont la population totale n'est que de 6,1 millions – comme étant des « forces du mal, des forces obscures, diaboliques, terroristes, et criminelles ». Et je vois Rosario Murillo rendre publiquement grâce à Dieu pour

avoir restauré la sécurité, la paix et la vie au pays entier, à « notre bienheureux Nicaragua ».

Rosario Murillo déclare le 18 juillet (toutes les majuscules sont les siennes) :

« Compañer@s, tout d'abord, notre Merci à Dieu, à Dieu, à Dieu, pour la restauration de la Sécurité, la Paix et la Vie, dans notre Territoire entier. (...) »

« Le Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale, toutes les Institutions de l'État nicaraguayen et notre Peuple Héroïque, Combattant, Révolutionnaire, Victorieux, nous avons rejeté avec la Force Imbattable de son Histoire et de sa Révolution Actuelle, Putschisme, terrorisme, crimes, enlèvements, tortures, viols, rites sataniques, destruction, pillage, pyromanie contre Familles et Institutions. Le Peuple Uni a rejeté et continue de rejeter l'extorsion de ceux qui ont kidnappé des communautés entières, croyant qu'ils pourraient de cette manière vaincre l'Esprit des familles nicaraguayennes. Le Peuple Uni rejette et répudie tous ceux qui ont rompu la paix et continuent d'appeler à la guerre, tous ces empoisonnés face à l'avance de l'Amour et du Bon Espoir. »

J'ai été estomaqué, car ce genre de langage me rappelle beaucoup les déclarations que j'entendais au Chili à la suite du coup d'État qui a renversé Salvador Allende le 11 septembre 1973.

Augusto Pinochet, l'un des quatre dirigeants du coup d'État qui établira une dictature qui a duré presque 17 ans, a décrit le coup d'État comme étant le « jour où la main de Dieu est intervenue au Chili » pour débarrasser le pays d'un « cancer » qui prêchait haine et lutte de classes – quelque chose de totalement étranger aux valeurs chrétiennes du Chili – et pour restaurer l'âme sacré du Chili, la soi-disant « chilenidad ». De nombreux évêques conservateurs se sont publiquement

Conclusion : commentaires critiques

réjouis de l'arrivée des militaires, qualifiant le coup d'État de grande libération.

Lorsque des millions de Chiliens et Chiliennes, bien qu'ils représentent une partie substantielle de la population, sont dépeints comme des personnes ayant perdu leur âme nationale ; lorsqu'ils sont décrits comme un type de cancer qui propage haine, violence et lutte de classes, ils deviennent pratiquement des non-citoyens, voire des non-personnes. Aller à leur recherche et les rassembler comme du bétail, les détenir dans des camps de concentration, les torturer et les tuer ne semble pas être une grosse affaire. Ni le fait que beaucoup vivent dans la peur, se cachent et essaient désespérément de se réfugier dans une ambassade.

Il est temps de se réjouir, de célébrer le retour de la paix et l'amour, et de remercier Dieu tout-puissant d'avoir sauvé le Chili d'une calamité, ont déclaré les putschistes et leurs sympathisants !

Et lorsque l'opinion internationale se mobilise et dénonce enlèvements, exécutions, camps de concentration où des milliers de personnes sont torturées, les partisans de cette merveilleuse libération et retour à la paix et à l'amour réagissent en appelant cela une campagne communiste internationale contre le Chili. Une campagne de calomnies et de mensonges.

Pour contrer l'opinion internationale négative au sujet du Chili, et dans un effort pour justifier l'injustifiable, les putschistes inventent un récit alternatif : Salvador Allende et son gouvernement d'Unité populaire s'apprêtaient à mettre en œuvre le prétendu [Plan Zeta](#),⁷⁶ déclarent-ils dans leurs médias officiels. Selon ce plan, tous les principaux généraux de l'armée chilienne devaient être assassinés. Le coup n'était pas une attaque, un assaut, mais un acte de légitime défense ! Le jour du coup d'État, le 11 septembre 1973, Mgr Francisco

⁷⁶ Voir [Plan Zeta](#), Gonzalo Via Correa, consulté le 6 novembre 2016.

Valdés Subercaseaux, évêque d'Osorno, une province du sud du Chili où la répression de l'armée était particulièrement brutale, a écrit une prière publiée le 30 septembre 1973 dans le grand quotidien conservateur *El Mercurio*. Quelques extraits de cette prière :

Chili : Seigneur, où étais-tu ? La nuit obscure me plongeait dans un cauchemar apparemment sans issue. Tout me rappelait davantage l'enfer qu'une copie heureuse du paradis. Aujourd'hui est apparu le jour nouveau.

Dieu : Je suis toujours avec vous, gens de peu de foi. Chili, je suis avec toi ! Je t'appelle chaque jour à la prière et je t'invite chaque dimanche à mon banquet. (...)

Toi, tu t'es laissé séduire par un paradis sans Dieu, à la mode parmi les fils des ténèbres et du paradis sans Dieu. Et tu as appris à haïr, à mentir, à détruire et à tuer. (...)

Moi je veillais toujours sur toi. Chaque soir je me rendais à la prière pour voir si tu t'engageais sur le chemin du retour. Tu sais combien je t'aime. Au point de te donner ma mère, Marie du Carmel, elle que tu nommas, dans les temps où tu m'étais fidèle, reine de ton gouvernement, de ton peuple et de ton armée. Je ne sais pas si tu t'en rappelles. Moi, je ne peux l'oublier...

Chili : Tu as raison, Seigneur. Dans ce jour glorieux du septembre de ma libération je reconnais, tout à coup, la main avec laquelle tu me guidais. Ton visage me paraissait assombri mais c'était à cause de ma propre obscurité. Aujourd'hui ton sourire me comble de joie. J'ai compris que ton amour peut tout vaincre. C'est avec un enthousiasme indescriptible que mon âme célèbre cette fête. (...)

Conclusion : commentaires critiques

Et comment puis-je te rendre grâce, Seigneur, de m'avoir libéré de l'abîme du pire mensonge et de la pire iniquité que n'ait jamais connue la pauvre humanité dans toute son histoire. (...)

Parce qu'en ce moment, il importe d'accorder la priorité aux plus grandes des valeurs : l'esprit de foi, d'espérance et d'amour. Fidèles à celles-ci, notre patrie peut progresser dans la liberté et dans l'ordre. (...)

Par lui et avec lui, nous avons vaincu la grande noirceur de ce siècle. Nous t'écoutons, Seigneur, et savons que c'est la VÉRITÉ QUI NOUS LIBÈRE. (...) Amen

Au moment même où la vice-présidente du Nicaragua Rosario Murillo faisait sa déclaration victorieuse citée ci-dessus, le directeur de Human Rights Watch, José Miguel Vivanco, faisait le commentaire suivant, cité par *Envío* dans son éditorial d'août 2018 :

« En près de 30 ans d'observation de la situation des droits de l'homme dans différents pays du monde, je n'ai jamais rien vu de semblable à ce que j'ai vu au Nicaragua. Nous n'avons jamais assisté à des actions conjointes de policiers et de hordes lourdement armées se promenant dans tout le pays, communauté par communauté, tirant, kidnappant, puis célébrant dans les rues comme s'ils avaient vaincu un ennemi à la guerre... C'est effronté et brutal ; cette répression est impitoyable. »⁷⁷

⁷⁷ Cité dans l'éditorial d'août 2018 de *Envío*, [El mundo ya sabe lo que pasa en Nicaragua.](#)

Performance économique du gouvernement Ortega

Je vois comme une faiblesse le fait que les articles qui défendent le récit anti-gouvernement Ortega ne discutent pratiquement jamais de la performance économique du régime Ortega au cours des 11 dernières années. Un étudiant protestataire interrogé par Carlos Chamorro dans son émission télévisée *Esta Noche* argumente même qu'il est nécessaire de se débarrasser du dictateur Ortega pour que le Nicaragua connaisse une croissance économique, ce qui semble laisser entendre que sous Ortega, celle-ci avait été faible.

Ayant passé trois ou quatre semaines au Nicaragua chaque année au cours des 23 dernières années, j'ai pu constater de mes propres yeux le progrès économique réalisé par le Nicaragua sous le règne d'Ortega.

Dans le domaine du tourisme, le progrès a été remarquable. Sur l'Île Ometepe, où les étudiants d'Études Nord-Sud vivent leur dernière semaine de stage dans une famille d'accueil, le développement du tourisme est impressionnant. Tellement, au fait, que les professeurs qui accompagnent les stagiaires ont commencé à se demander s'il ne fallait pas trouver une autre région pour les stagiaires et laisser tomber l'Île Ometepe. La raison ? D'une part, les gens qui habitent cette île ont moins besoin du soutien financier que représente la coopération internationale, puisqu'ils bénéficient de plus en plus des retombées économiques positives du tourisme florissant : hôtels, restaurants, visites guidées, taxis, etc. D'autre part, comme il y avait de plus en plus de touristes sur l'île, nous craignions que nos stagiaires passent plus de temps avec eux qu'avec les Nicaraguayens.

À Granada et à León, l'expansion des hôtels et des restaurants a été importante. L'Hôtel Colonial de León, où séjournaient autrefois les stagiaires du programme Études Nord-Sud pour 4 dollars par nuit, a été magnifiquement rénové. Louer une

Conclusion : commentaires critiques

chambre dans cet hôtel coûte maintenant plus de 100 \$ par nuit. La qualité et la quantité des restaurants, cafétérias, etc. dans ces deux principales villes touristiques a augmenté considérablement ces dernières années. Le Wi-Fi est gratuit dans la plupart des hôtels et dans de nombreux restaurants et cafés.

Lorsque nous avons commencé en décembre 2000 à séjourner pendant deux semaines dans des familles d'accueil à Cinco Pinos, il n'y avait ni téléphone ni Internet dans cette région. Il n'y avait pratiquement pas de voitures et camions, et très peu de motos. Même les vélos étaient une rareté. Aujourd'hui, en 2018, pratiquement tout le monde a un téléphone portable et, de plus en plus, même un smartphone. Le nombre de voitures et de camions a augmenté de façon significative et il y a énormément de motos. Dans les zones urbaines de Cinco Pinos et de Santo Tomás del Norte, le gouvernement Ortega a installé un parc doté d'une connexion Wi-Fi gratuite, comme il l'a fait dans de nombreuses villes et agglomérations du Nicaragua.

L'école secondaire régionale dans la ville de Santo Tomás del Norte a maintenant une salle de classe équipée de dizaines d'ordinateurs, tous connectés à Internet, et il en est de même dans l'école secondaire de la ville de Cinco Pinos. On y forme les étudiants à l'informatique. Le gouvernement envisage d'installer de telles salles de classe, dénommées 'aula tic', dans toutes les écoles secondaires du Nicaragua. Études Nord-Sud a récemment donné 20 portables pour l'aula tic de l'école secondaire de la communauté très pauvre de Paso Hondo. Et, depuis environ un an et demi, le gouvernement verse le salaire d'un enseignant très compétent en informatique pour enseigner dans cette aula tic, et a promis de lui fournir bientôt une connexion Internet à haut débit.

Les routes et autoroutes au Nicaragua se sont considérablement améliorées sous le gouvernement Ortega. Maintenant, il y a une belle autoroute de Chinandega jusqu'à

Santo Tomas del Norte, San Juan de Cinco Pinos, San Pedro del Norte et San Francisco del Norte. Une nouvelle autoroute a été récemment construite qui permet aux personnes voyageant de León à Cinco Pinos de gagner un temps considérable. L'infrastructure routière sur l'île Ometepe a été considérablement améliorée, et les autoroutes à destination et en provenance de Managua, Granada, León, San Juan del Sur, etc. ont été magnifiquement rénovées.

Bien que j'aie été très critique de nombreux aspects du gouvernement du Nicaragua lors de mes séjours là-bas, je me suis parfois demandé si Ortega n'était pas, au fond, un pragmatique astucieux. D'une part, il collaborait étroitement avec le Venezuela, recevant de Chávez une aide pétrolière de plus de 500 millions de dollars par an, tout en adoptant le discours de gauche qui convient à ce type de coopération. D'autre part, et même si certains de ses discours évoquent l'antiaméricanisme et l'anti-impérialisme traditionnels, il travaillait néanmoins discrètement et de plus en plus étroitement avec le secteur privé nicaraguayen ainsi qu'avec le FMI et d'autres organisations multilatérales. Ortega a largement ouvert les portes du Nicaragua aux investissements internationaux – étatsuniens, européens, canadiens, etc. – et, comme en témoigne le projet de canal interocéanique, en particulier aux investissements chinois. On peut trouver des McDonald's partout au Nicaragua. Plusieurs des nouveaux restaurants qu'on retrouve à Granada, León et Managua appartiennent à des Américains, à des Européens et à des Canadiens.

Tout cela étant dit, considérer comme une faiblesse le fait que ceux qui défendent le récit anti-Ortega ne mentionnent généralement pas la performance économique de son gouvernement n'est peut-être pas juste, étant donné que les manifestations d'avril 2018 n'étaient pas déclenchées par des problèmes économiques, mais plutôt par des questions de droits humains. Ces manifestations furent déclenchées contre un régime où le pouvoir – parlement, cour suprême, conseil électoral suprême, médias, et même police et armée – est de

Conclusion : commentaires critiques

plus en plus concentré entre les mains d'un couple et de leur famille, un régime qui se livre à la corruption et à la fraude électorale massive et qui n'hésite pas à utiliser la violence brutale pour écraser la dissidence, même en faisant appel à des paramilitaires armés et cagoulés, agissant avec la complicité de la police. Une violence brutale qui, lorsqu'utilisée contre les étudiants lors des manifestations d'avril concernant la réforme du système de pension, fut comme l'étincelle qui provoqua une révolte populaire massive et prolongée.

En outre, on retrouve parfois – même si c'est rare – chez ceux qui défendent le récit anti-Ortega une reconnaissance explicite du succès relatif du gouvernement dans le domaine économique. Par exemple, les évêques catholiques, dans leur document du 21 mai 2014 intitulé « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor](#) » (À la recherche de nouveaux horizons pour un Nicaragua amélioré), reconnaissent, comme mentionné antérieurement, certains aspects positifs de la gestion de l'État par Ortega :

« Parmi ceux-ci, nous mentionnions la solution apportée à la crise énergétique dramatique que vivait le Nicaragua, les efforts du gouvernement pour aider les petits producteurs en leur accordant une assistance technique et des prêts à conditions privilégiées, l'extension de l'éducation gratuite et la subvention aux centres d'éducation paroissiaux, l'effort d'amélioration du système de la santé, le développement de certains projets de logement tendant à bénéficier aux moins favorisés, l'amélioration notable du réseau routier du pays, etc. »

Carlos Chamorro, l'un des leaders les plus notoires et influents du récit anti-Ortega – à travers son émission télévisée quotidienne *Esta Noche*, son émission télévisée hebdomadaire très populaire *Esta Semana*, et sa revue en ligne *Confidencial* – reconnaît volontiers la performance économique positive du gouvernement Ortega. Comme

indiqué précédemment, lorsque mon collègue Fred Jones et moi avons soupé chez Carlos Chamorro en janvier 2016, celui-ci n'a pas hésité à reconnaître qu'Ortega améliorerait l'économie. Dans mon journal, je note :

« Lors de notre trajet en auto, j'ai expliqué à Carlos que nous avions entendu, durant notre séjour au Nicaragua, plusieurs critiques au sujet du gouvernement Ortega. Comme Carlos, à la fois dans les conférences qu'il avait données dans le passé aux stagiaires Études Nord-Sud et dans ses articles dans la revue *Confidencial*, avait été généralement très critique du gouvernement Ortega, je m'attendais à ce qu'il ne fasse que se montrer d'accord. Cependant, il a réagi de la manière suivante. »

‘Ce gouvernement gère très bien l'économie. La situation s'améliore et l'infrastructure du pays se développe assez rapidement. Ortega collabore très bien avec le secteur privé.’

Paramilitaires armés agissant au nom du gouvernement Ortega

Même si l'une des principales revendications des manifestants, que les évêques catholiques du Nicaragua ont invoquée et exprimée, était le démantèlement des paramilitaires armés agissant au nom du gouvernement, Ortega a tout simplement nié, et ce pendant plusieurs semaines, l'existence de tels groupes. Par exemple, lorsqu'interrogé par Bret Baier de *Fox News* et plus tard par Patricia Villegas de *Telesur*, il a simplement déclaré que les seuls groupes paramilitaires opérant au Nicaragua pendant les manifestations étaient financés par la droite nicaraguayenne, dont le siège social était à Miami, et agissaient pour son compte. Et il a spécifié que les groupes paramilitaires, devenus de plus en plus actifs à partir de l'élection du FSLN en 2006, étaient souvent liés au trafic de drogue. Ce sont ces paramilitaires de la droite, a insisté Ortega, qui attaquent et assassinent des agents de police, des paysans et des familles sandinistes. Et il les a décrites comme des forces sataniques

Conclusion : commentaires critiques

et diaboliques qui répandent terreur et destruction dans tout le Nicaragua.

Cependant, lorsqu'interrogé par Max Blumenthal, Ortega reconnaît peut-être pour la première fois l'existence d'un « corps de police bénévole » agissant pour le compte du gouvernement et portant parfois une cagoule pour éviter que ceux voulant se venger puissent le faire.

Je suis profondément troublé par le fait que Daniel Ortega ait systématiquement nié, et cela pendant plusieurs semaines, l'existence de paramilitaires parrainés par le gouvernement. Si cela n'est pas mentir de façon flagrante, je ne sais pas ce que c'est que mentir.

Chose étonnante, comme je le notais antérieurement, le propre frère de Daniel, Humberto, qui dirigeait l'armée nicaraguayenne pendant la révolution sandiniste et même pendant le gouvernement de Violeta Chamorro, a publiquement contredit le président. Non seulement il a reconnu l'existence de ces paramilitaires parrainés par le gouvernement, mais il a même fait de leur démantèlement un élément fondamental de la résolution de la crise nicaraguayenne !

Et en faisant valoir que les seuls paramilitaires armés existants lors des manifestations d'avril étaient ceux agissant au nom de la droite nicaraguayenne, des paramilitaires présents au Nicaragua depuis des années – ressuscitant suite à l'élection du FSLN en 2006 pour assassiner paysans sandinistes et agents de police et puis réapparaissant à nouveau lors des manifestations contre la réforme du système de pension, pour continuer à assassiner agents de police et sandinistes, et à incendier et détruire des bâtiments, etc. – Ortega mentait à nouveau de façon flagrante.

Je suis de très près le Nicaragua depuis des années. Pendant plusieurs années j'ai donné un cours multidisciplinaire sur le Nicaragua aux étudiants pour les préparer à leur stage. Je passe quelques semaines chaque année au Nicaragua, et ce, depuis plus de deux décennies. Et depuis des années je

communiqué avec les Nicaraguayens et les Nicaraguayennes par téléphone et par courrier électronique presque toutes les semaines pour gérer des projets de développement. Jamais n'ai-je entendu parler de ces paramilitaires armés et assassins dont parle Ortega.

Après tout, le Nicaragua était devenu au cours des dernières années, et ce selon l'aveu du gouvernement lui-même, l'un des, sinon LE pays le plus stable et LE plus sécuritaire de toute l'Amérique centrale. Où tous ces groupes paramilitaires financés par la droite dont parle Ortega se cachaient-ils avant avril dans cette oasis de paix ? N'est-il pas étrange que les services de renseignements de la police nationale nicaraguayenne, si efficaces pour combattre la mafia du narcotrafic qui faisait tant de ravages ailleurs en Amérique centrale, ne les aient pas identifiés et neutralisés avant avril 2018 ? Et par quel pouvoir magique ces groupes de vandales financés par la droite, s'ils devaient exister, sont-ils parvenus à faire descendre dans la rue, et ce si rapidement, des centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes pacifiques et non violents, en colère et exigeant la démission du gouvernement Ortega-Murillo ?

Ortega semble les avoir simplement tirés de son chapeau pour donner bonne apparence à une situation assez horrible. La thèse de paramilitaires de droite qui font appel aux armes pour renverser un gouvernement si progressiste qu'il fait peur aux capitalistes est très utile pour dissimuler le cœur du problème.

Commente Jeffrey L. Gould dans « [Making sense of Daniel Ortega's slow betrayal of the Nicaraguan revolution](#) » (Pour comprendre la lente trahison de la révolution nicaraguayenne par Ortega)⁷⁸:

« Pour beaucoup de ses partisans, Ortega a toujours l'aura charismatique de la grandeur historique. Et pourtant (...) il a créé des images grotesques chargées

⁷⁸ NACLA, le 25 juillet 2018, consulté le 20 août 2018.

Conclusion : commentaires critiques

d'ironie historique. Ses partisans paramilitaires armés sont vêtus de chemises bleues et portent ce même nom.

« Ortega a-t-il oublié 'los camisas azules' (chemises bleues), un groupe profasciste et pro-Somoza du milieu des années 30 ? A-t-il oublié qu'à la fin des années 70 et dans les années 80, les escadrons de la mort salvadoriens ont commis leurs actes terroristes en portant une cagoule sur la tête ?

« Aujourd'hui, des cagoules étrangement similaires recouvrent la tête des 'camisas azules' alors qu'ils tirent sur les manifestants qui, derrière des barricades improvisées, des répliques de celles construites par les combattants sandinistes en 1978 et 1979, et ce dans bon nombre des mêmes lieux comme les quartiers indigènes de Monimbó et Sutiava et les quartiers orientaux de Managua, ripostent avec des armes artisanales. Comment fait-il pour ne pas avoir honte ? N'a-t-il aucun sens de l'histoire ? Et comment le Front Farabundo Martí de libération nationale voisin, au Salvador, peut-il continuer à soutenir Ortega, en regardant ces hommes cagoulés tirant sur des manifestants ? Ne sont-ils pas écœurés par le déjà vu ? »

Et le fait que le 23 août 2018, Ortega ait nommé le haut placé Francisco Díaz directeur de la police nationale, pour remplacer Aminta Granera, n'est pas de bon augure. Díaz, à qui Ortega-Murillo sont liés par leurs enfants, est considéré comme l'un des acteurs clés dans la répression brutale des manifestants et a été sanctionné par les États-Unis le 5 juillet en vertu du Magnitsky Act.

Selon Elvira Cuadra, ancienne policière, sociologue et chercheuse en matière de sécurité, la nomination de Díaz, « accompagnée des directeurs généraux adjoints Adolfo Marenco et Ramón Avellán, confirme la ligne répressive du régime qui a fait un usage disproportionné de la force lors des

manifestations récentes et renforce le système de contrôle politique familial exercé par le couple présidentiel sur la police. »⁷⁹

L'Église catholique devenue soudainement critique du gouvernement Ortega ?

Comme indiqué précédemment, Ollantay Itzamna fait une critique cinglante de l'Église catholique nicaraguayenne.

Dans « [¿Guerra santa en Nicaragua?](#) » il affirme :

« Pourquoi, pour la hiérarchie catholique, Daniel Ortega était-il, jusqu'il y a tout juste trois mois, un dirigeant exemplaire et s'est-il soudainement transformé en ennemi ? Pourquoi les évêques et les prêtres, utilisant insignes et soutanes sacrées, prêchent-ils que le gouvernement Ortega doit démissionner ? Pourquoi n'y a-t-il pas une seule déclaration ou communication de la part de l'Église catholique contre les criminels armés qui se barricadent dans les temples catholiques et, de là, assassinent les fidèles croyants qui sont des sympathisants de Daniel Ortega ? »

Au début de ce livre, j'ai souligné qu'il était parfois dangereux de ne percevoir les événements qu'à travers le prisme de ses idées et convictions :

« Trop souvent, nos idées et nos convictions, au lieu de favoriser la compréhension, agissent plutôt comme un obstacle à celle-ci. Nos idées et nos convictions deviennent comme une paire de lunettes qui nous permettrait de ne voir que certains faits et non plusieurs autres, même fondamentaux. »

⁷⁹ Maynor Salazar, « [Ascensos policiales “evidencian brutalidad” del régimen orteguista,](#) » *Confidencial*, le 23 août 2018, consulté le 12 septembre 2018.

Conclusion : commentaires critiques

Ollantay Itzamná semble avoir appliqué à la situation nicaraguayenne un cadre théorique qui reflète ses idées et ses convictions et non les faits historiques.

S'il avait pris le temps d'enquêter sur ce qui se passait réellement au Nicaragua, au lieu d'appliquer au gouvernement Ortega une version romantique des réalisations de la révolution sandiniste, il aurait découvert le pouvoir et la richesse grandissants d'un homme et de sa famille, la manière impitoyable et non démocratique avec laquelle cet homme a pris le contrôle du parti FSLN, ainsi que sa transformation de toutes les institutions de l'État en outils strictement partisans. Il aurait lu le document produit par les évêques du Nicaragua le 21 mai 2014 « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor](#) » et constaté qu'il contenait plusieurs dénonciations fort troublantes :

- Un gouvernement qui permet aux paramilitaires d'attaquer violemment les manifestants pacifiques, ceci en présence de la police nationale qui surveille l'attaque, les bras croisés.
- Un gouvernement qui oblige ses employés publics à assister aux réunions du FSLN, par crainte de perdre leur emploi, et qui retient parfois une partie de leur salaire à titre de contribution au parti.
- Un gouvernement qui accorde la priorité, dans l'attribution des emplois, à l'affiliation au FSLN et non à la compétence.
- Un gouvernement qui permet que soient surexploitées, sans tenir compte des lois environnementales existantes, plusieurs réserves naturelles du Nicaragua, dont la réserve Indio Maíz, par des entreprises proches du FSLN, et ceci avec la complicité des autorités gouvernementales nationales et municipales.
- Un gouvernement qui favorise le développement d'un pouvoir monopolistique dans les médias (en d'autres

termes, la famille Ortega s'empare de la plupart des stations de radio et de télévision) et utilise des symboles religieux pour déifier le FSLN ainsi que son chef, Daniel Ortega (en d'autres termes, le message quotidien que Rosario Murillo adresse à la population dans les médias officiels).

- Un gouvernement qui a choisi de maintenir ouvertes les célèbres prisons de Somoza, 'El Chipote' (dans ces prisons, Somoza soumettait ses prisonniers à une torture systématique) et dans lesquelles « Nicaraguayens et étrangers ont été soumis à des traitements cruels, dégradants et inhumains ».
- Un gouvernement dans lequel le Conseil électoral suprême exerce ouvertement de la fraude électorale massive.

Et si Itzamná avait pris le temps de lire le document de 2014 des évêques, il aurait remarqué que ceux-ci avaient fait deux propositions concrètes à Daniel Ortega qui reflètent plusieurs des demandes issues de la révolte populaire massive d'avril 2018. La première : la tenue d'un Grand dialogue national. La seconde : la mise en œuvre d'une profonde réforme du processus électoral ainsi que la promesse que toute fraude électorale sera éliminée aux élections nationales de 2016 et que la présence d'observateurs internationaux soit admise pour assurer leur crédibilité.

Dans « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor](#) » les évêques affirment :

« Notre première proposition : la tenue d'un Grand dialogue national auquel participeraient tous les secteurs du pays. Nous proposons, dans notre lettre du 23 avril 2010, un 'dialogue transparent et authentique entre gouvernement, partis d'opposition et société civile, conduisant à une entente entre les différents secteurs de la société et se cristallisant dans un véritable consensus démocratique et un

Conclusion : commentaires critiques

nouveau pacte social garantissant la stabilité politique, juridique, sociale et économique du pays et s'attaquant aux grands problèmes de la population'.

« La deuxième proposition que nous faisons au gouvernement, en tant que conférence épiscopale : d'entreprendre (...) une profonde réforme politique de l'ensemble du système électoral du pays. Nous vous demandons, en tout respect, votre parole d'honneur de garantir qu'en 2016 :

- Le processus électoral au Nicaragua soit absolument transparent et honnête,
- Qu'il y ait de nouveaux et honorables membres à la tête du Conseil suprême électoral (CSE),
- Que la volonté populaire dans ses élections soit strictement respectée,
- Qu'un système de cédules, indépendant du CSE, soit créé, et qu'on garantisse à chaque Nicaraguayen sa cédule en temps voulu avant les élections,
- Que le processus électoral soit ouvert et que soient admis sans restriction les observateurs d'institutions nationales et étrangères. »
(Paragraphe 44)»

En fait, si Ollantay Itzamna avait pris le temps d'étudier les faits, au lieu de défendre spontanément l'image romantique du 'révolutionnaire Daniel Ortega' et d'avancer son hypothèse sans fondement selon laquelle, avant la révolte populaire d'avril, « l'Église catholique nicaraguayenne considérait Daniel Ortega comme un dirigeant exemplaire », il aurait compris les racines de la crise nicaraguayenne de 2018.

Et il aurait aussi compris pourquoi « il n'y a pas une seule déclaration ou communication de l'Église catholique » contre les centaines de milliers de manifestants nicaraguayens.

Et il aurait hésité à décrire ces manifestants comme des « criminels armés qui se barricadent dans les temples catholiques et, de là, assassinent les fidèles croyants qui sont de sympathisants de Daniel Ortega ».

Et, finalement, au lieu de percevoir les nombreuses déclarations et homélies des prêtres et évêques comme des discours « prêchant la haine contre Ortega et le renversement de son gouvernement », il aurait vu dans ces responsables de l'Église catholique de véritables prophètes, dans la lignée de cet évêque récemment canonisé, [Mgr Oscar Romero](#), assassiné le 24 mars 1980 au Salvador parce qu'il dénonçait ouvertement la répression brutale systématiquement imposée aux Salvadoriens.

Campagne de salissage contre Mgr Silvio Báez

La campagne de salissage lancée par le gouvernement Ortega le 23 octobre 2018 contre Mgr Silvio Báez ressemble drôlement à d'autres campagnes de salissage lancées par Daniel Ortega dans le passé. Plus spécifiquement :

- Celle lancée contre Doris Maria Téllez dans les années 90s. Cette leader sandiniste historique était accusée d'être du côté de la droite, de la bourgeoisie, de la CIA, etc.
- Celle lancée contre Sofia Montenegro lorsqu'elle dénonçait publiquement l'impunité d'Ortega dans l'affaire Zoilamérica ; pendant des mois, le site Web du bureau du président Ortega portait sur sa page d'accueil le titre 'Un agent nommé Montenegro' dont l'hyperlien renvoyait à un article paru dans la revue personnelle de Rosario Murillo, article qui affirmait que Sofia Montenegro était une agente de la CIA.
- Celle lancée contre le journaliste Carlos Chamorro en 2007 lorsque ce dernier, dans son émission télévisée

Conclusion : commentaires critiques

Esta Semana, avait publié un enregistrement audio d'un homme d'affaire, un confident d'Ortega, offrant un pot-de-vin de 4 millions de dollars dans une dispute de terrain. Ortega avait réagi en faisant paraître la photo de Chamorro à la télévision d'État, le présentant comme un criminel, un voleur, un homme recherché par la police.

- Celle lancée en fin août 2018 contre Carlos Pastora, le directeur général de la chaîne de télévision *Acción 10*, par le biais de l'Unité d'analyse financière (UAF). Parce que Pastora publiait des nouvelles qui ne plaisaient pas à Ortega, il fut accusé par l'UAF de blanchiment d'argent.

Mikel Espinoza, qui a longtemps travaillé comme rédacteur en chef du journal numérique du gouvernement Ortega-Murillo *El 19 Digital*, et qui, comme noté antérieurement, a décidé de quitter son poste en plein milieu du soulèvement populaire enclenché en avril 2018, reconnaît que pour Ortega, toute personne qui s'oppose à son gouvernement représente la droite, l'empire, l'oligarchie, un putschiste et un terroriste. Mikel a démissionné à cause du remords qui s'accumulait en lui depuis un certain temps et qui a atteint un point extrême lorsqu'il a vu Ortega réprimer dans le sang une population qui se révoltait et manipuler le récit et mentir systématiquement, présentant l'affaire comme un coup contre le gouvernement.

Lorsque certains évêques nicaraguayens, dont Mgr Báez, ont rencontré le Pape François en 2017, ce dernier leur a dit, rappelle Carlos Chamorro :

« Soyez conscients que si l'Église du Nicaragua maintient son engagement envers le peuple, dénonçant l'injustice et disant la vérité, elle aussi deviendra objet d'espionnage, persécution, et martyr ».

« Ces paroles prophétiques, poursuit Chamorro, se sont avérées de plus en plus justes depuis le 18 avril,

lorsque les évêques et les prêtres, sans aucune ambiguïté, ont pris parti pour les victimes de la répression déclenchée par Ortega. Leurs demandes de justice et d'élections anticipées pour parvenir à une solution politique négociée à la crise et éviter un nouveau massacre ont été violemment rejetées par le régime. Et depuis lors, les évêques et l'Église ont été victimes d'agressions physiques et verbales, de harcèlement et d'intimidation de la part de l'État, au point même de profaner et attaquer militairement les églises.

« La campagne de salissage lancée contre Mgr Silvio Báez représente un nouveau chapitre de la faillite morale de la dictature dans sa persécution de l'Église catholique. La nouveauté n'est pas qu'ils criminalisent les opinions de Mgr Báez sur la manifestation civile, mais l'orchestration d'une campagne dont le danger ne doit pas être sous-estimé.

« Le commandant Ortega est allé jusqu'à tenter de mettre sur le dos des évêques les crimes et délits qu'il a lui-même commis et pour lesquels il devra tôt ou tard rendre des comptes devant la justice à la fin de cette sombre période d'impunité.

« Le gouvernement Ortega qualifie les évêques de 'meurtriers', mais la CIDH, l'OEA, le Haut-Commissaire des droits de l'homme à l'ONU, Amnistie Internationale et Human Rights Watch ont tous documenté le massacre perpétré par l'État. Les principaux auteurs de ce massacre, ce sont les plus hauts dirigeants du gouvernement.

« Le gouvernement Ortega accuse les évêques de 'coup d'État', tout simplement parce que ceux-ci revendiquent le droit de manifester. Le premier contrevenant à la Constitution, le premier promoteur de fraude électorale, celui qui a démolì les institutions et qui est l'auteur du seul coup porté à l'État

Conclusion : commentaires critiques

démocratique, c'est Daniel Ortega lui-même, avec la complicité de ses juges partisans.

« Et, comble de l'immoralité, la campagne d'Ortega et de Murillo attribue désormais aux évêques Báez et Álvarez des crimes et des abus contre des mineurs, alors qu'au Nicaragua tout le monde sait que ce genre de crimes, c'est le chef suprême lui-même qui les a commis, et cela dans la plus totale impunité. (...) »

« Si la voix prophétique des évêques s'éteint, le pays entier sera soumis au régime de terreur, avertit Chamorro. »

Victoire électorale écrasante de Daniel Ortega en 2016 ?

Plusieurs de ceux qui défendent le récit pro-gouvernement Ortega – par exemple Benjamin Forcano dans « [Nicaragua: Una mirada nueva](#) » – se réfèrent à la victoire électorale d'Ortega en 2016, victoire dans laquelle il obtint 72% des voix.

Un détail, petit mais fort révélateur, qui n'est pas mentionné : un taux d'abstention de 70% !

« Un taux d'abstention de plus de 70%, écrit Pedro Joaquín Chamorro Barrios, témoigne du rejet populaire de cette farce électorale où fut installée une nouvelle dynastie, l'épouse d'Ortega étant élue à la vice-présidence. »⁸⁰

« Il est difficile de déterminer, affirme Jeffrey L. Gould, le soutien dont bénéficie Ortega. Lors des [élections très contestées de 2016](#), il a obtenu plus de 70% des voix – avec des taux d'abstention allant de 30%, selon le Conseil électoral suprême, à 70%, selon

⁸⁰ « [El desmontaje de la democracia](#), » *Confidencial*, le 17 août 2018, consulté le 19 août 2018.

les principaux groupes d'opposition. »⁸¹

« Selon l'opposition, il s'agit de l'élection la plus frauduleuse depuis la première élection d'Ortega en 1984, relate Jonathan Watts. Sa victoire – aux côtés de son épouse, Rosario Murillo, vice-présidente pour la première fois – renforce l'influence du premier couple, dont les enfants et leurs conjoints contrôlent également de nombreux postes clés au sein d'entreprises et du gouvernement. (...) »⁸²

Selon Benjamin Waddell, Yadira Leets Marín, la belle-fille d'Ortega, dirige DNP, le distributeur national de pétrole du Nicaragua, et son fils, Rafael Ortega, dirige Albanisa, la coentreprise privée vénézuélienne et nicaraguayenne.⁸³

« Les dirigeants de l'opposition, poursuit Jonathan Watts, ont déclaré que les élections étaient viciées, car Ortega a utilisé son pouvoir sur les tribunaux pour contourner les limites de mandat constitutionnelles et empêcher ses rivaux les plus populaires de se présenter. Devant le nombre asymétrique de contrôleurs de bureaux de vote, plusieurs candidats ont tout simplement démissionné en signe de protestation.

« En juillet, le Conseil électoral suprême du Nicaragua a démis Eduardo Montealegre du leadership du principal parti d'opposition, le Parti libéral indépendant (PLI), et c'est la Cour suprême qui nomma son remplaçant. Presque tous les candidats de ce parti refusant de reconnaître ce nouveau leader, le Conseil électoral procéda à la

⁸¹ [Nicaragua: A View from the Left](#), NACLA, le 25 juillet 2018, consulté le 30 juillet 2018.

⁸² “[Nicaragua president re-elected in landslide amid claims of rigged vote](#)”, *The Guardian*, le 7 novembre 2016, consulté le 19 août 2018.

⁸³ “[Venezuelan oil fueled the rise and fall of Nicaragua's Ortega regime](#),” Benjamin Waddell, *The Conversation*, le 21 août 2018, consulté le 23 août 2018.

Conclusion : commentaires critiques

suspension de leur candidature, éliminant, en fait, toute opposition.

« D'autres partis de l'opposition ont également été déchus de leur statut juridique par des juges et des responsables électoraux qui étaient contrôlés par le gouvernement Ortega. »

Le gouvernement Ortega, une menace pour les multinationales étatsuniennes ?

Bien que je sois d'accord avec Camilo Mejía lorsqu'il fait ressortir, dans « [Carta abierta a Amnistía Internacional de un ex Prisionero de Conciencia de Amnistía Internacional](#) » (Lettre ouverte à Amnistie internationale d'un ex-prisonnier d'opinion d'Amnistie internationale) les réalisations du gouvernement Ortega, je m'inscris en faux contre sa principale conclusion, à savoir que c'est l'intervention étatsunienne qui représente l'élément clé du soulèvement populaire d'avril 2018. Mejía affirme

« L'audace du succès, de donner à ses citoyens les plus pauvres une vie dans la dignité, d'être un exemple de souveraineté pour des pays plus riches et plus puissants, tout cela en contradiction directe avec le modèle néolibéral qui priorisent privatisation et austérité met le Nicaragua, une fois de plus, sous les projecteurs de l'intervention américaine. Imaginez l'exemple pour d'autres pays dont l'économie se trouve déjà étranglée par des politiques néolibérales ! Pays qui prendraient conscience qu'un des pays les plus pauvres de la planète peut nourrir sa population et faire croître son économie sans avoir à lancer ses citoyens les plus pauvres sous la botte de fer du capitalisme ! Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas tolérer un exemple aussi dangereux. »

Bien qu'Ortega ait mis en œuvre certaines mesures pour débarrasser le Nicaragua de caractéristiques néolibérales telles que l'imposition de frais de scolarité, même au niveau

de l'école primaire ; qu'il ait également élargi l'accès aux services gratuits de soins de santé publics ; et qu'il ait utilisé environ 40% de l'aide généreuse du Venezuela pour financer des programmes sociaux destinés aux paysans pauvres, en particulier aux femmes, son modèle économique de base diffère peu du néolibéralisme.

Comme le souligne le manifestant anonyme, Juanónimo, cité antérieurement :

« Que dirait Sandino, qui a lancé sa lutte contre les sociétés minières installées au Nicaragua, s'il savait que le gouvernement qui usurpe son nom a vendu la majeure partie du sous-sol du pays à de grandes multinationales extractives ? Sans parler de la vente de la concession pour la construction du canal interocéanique à une société chinoise douteuse, saisissant arbitrairement les terres des paysans sans même les consulter ou au moins tenter de les convaincre. »

Les 'maquiladoras' (la zone franche) ont prospéré sous l'administration Ortega et, comme le soulignaient des paysans de la coopérative agricole Bernardino Díaz Ochóa, des sandinistes historiques, à mon collègue Fred Jones et à moi le 13 janvier 2016 :

« Le gouvernement Ortega est plus proche des entreprises que des citoyens ordinaires. Lorsque le salaire minimum est discuté, c'est toujours le secteur privé qui a le dernier mot. Présentement, le salaire minimum est de 5 000 córdobas (environ \$167 US) par mois, tandis que 'la canasta básica' (en d'autres termes, le panier de biens jugé nécessaire pour n'arriver qu'à joindre les deux bouts) est de 12 500 córdobas (environ 425 US). Cela n'a pas de bon sens !

Et les paysans annonçaient de façon prophétique :

« Le 19 juillet, jour de l'anniversaire de la révolution, Ortega a prononcé un discours magnifique : je vais

Conclusion : commentaires critiques

éliminer la pauvreté, déclara-t-il. Cependant, ce ne sont que des mots. Les paysans comme nous ne reçoivent aucune aide financière du gouvernement. Ce qui arrive à Maduro au Venezuela et à Kirchner en Argentine pourrait se produire ici au Nicaragua. Ce sont les gens qui, un jour, auront le dernier mot. La police ne protège pas vraiment les gens ordinaires. En cas de vol, vous devez payer l'essence de la police pour qu'elle vienne. Donc, ceux qui ont de l'argent sont protégés, mais pas les autres. »

Le gouvernement Ortega est on ne peut plus accueillant au monde des affaires. Il fait tout pour faciliter la vie des entreprises, à la fois nationales et multinationales, et ce de façon typiquement néolibérale. Il est difficile d'imaginer que ces entreprises, avec le soutien des États-Unis et d'autres grandes puissances, veuillent renverser un gouvernement qui s'est montré aussi accueillant à leur égard et qui a conclu une alliance étroite avec le COSEP, grand représentant du secteur privé au Nicaragua, et ceci au prix de la transparence et démocratie.

Est-ce que concentrer de plus en plus de pouvoir et de richesse en ses propres mains et utiliser environ 60% de l'aide vénézuélienne – une aide privatisée puisqu'elle va directement au FSLN, contrôlé par Ortega, et non au gouvernement nicaraguayen – pour enrichir sa propre famille et ses amis, représente une grande menace pour le capitalisme et le néolibéralisme ? Daniel est président et Rosario, son épouse, est vice-présidente. Ils contrôlent une richesse considérable et de nombreuses entreprises, dont la plupart des médias. Et leurs enfants et leurs conjoints contrôlent également de nombreux postes clés dans de grandes entreprises et au sein du gouvernement.

Est-ce une grande menace pour le capitalisme et le néolibéralisme que de permettre aux entreprises proches du gouvernement Ortega d'exploiter plusieurs des réserves naturelles du Nicaragua, incluant la réserve Indio Maíz, d'une

manière prédatrice et en ignorant totalement les lois environnementales du Nicaragua, et ce, comme le dénoncent les évêques nicaraguayens, « sous la protection corrompue des autorités municipales et nationales » ?

Est-ce une grande menace pour le capitalisme et le néolibéralisme que de promettre, dans son discours inaugural comme président du Nicaragua en janvier 2007, d'éliminer « les méga salaires des politiciens et des hauts fonctionnaires du gouvernement », puis de faire exactement le contraire, soit de permettre aux salaires des parlementaires de grimper en flèche, « passant de 1 400 dollars par mois à près de 5 000 dollars par mois », comme le souligne Dora María Téllez dans son article de 2013 « [El Frente Sandinista colapsó, ahora es la maquinaria política de una familia](#) » (Le front sandiniste s'est effondré, il est désormais l'instrument politique d'une famille), et cela avec de nombreux avantages qui n'existaient pas auparavant?

En remettant en question le gouvernement Ortega et en exigeant des élections anticipées et équitables, les centaines de milliers de manifestants nicaraguayens sont-ils en train de mettre en œuvre une tentative de coup d'État, comme le prétend le gouvernement Ortega ?

Ces centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes sont-ils en train d'attaquer le gouvernement des pauvres, et donc les pauvres eux-mêmes, comme le déclare Rosario Murillo dans son discours à la nation du 17 août 2018 ? Sont-ils en train de commettre non seulement un péché, mais un péché MORTEL, comme le prétend Murillo ?

Le Nicaragua revient à la normale ?

Maintenant que le gouvernement Ortega a réprimé violemment les manifestants et éliminé toutes les barricades de rue et tous les barrages routiers au Nicaragua, il fait valoir ces dernières semaines que la situation est en train de revenir à la normale. Tel est le message qui est constamment répété sur le site Web du gouvernement [El19digital.com](#).

Conclusion : commentaires critiques

Il se peut que les écoles et les universités soient en train de rouvrir, que les voitures et les camions puissent désormais circuler sur les routes et les rues, que les activités commerciales aient repris, etc.

Cependant, le Nicaragua est-il revenu à la normale ou le gouvernement Ortega et ses nombreux organes de presse s'accrochent-ils à cette version des faits dans l'espoir que les centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes qui manifestaient il y a quelques semaines, en demandant le départ du couple Ortega-Murillo, des élections anticipées sans le couple Ortega-Murillo, et la démocratisation des institutions de l'État, se lassent et abandonnent leur lutte ?

Le 25 août 2018, le site web gouvernemental El19digital.com publie un article intitulé « [Nicaragua protagoniza inmensa caminata pidiendo Justicia para las víctimas del terrorismo golpista](#) » (Le Nicaragua manifeste massivement réclamant que justice soit faite pour les victimes du terrorisme putschiste). L'article souligne certaines des réalisations de la révolution sandiniste des années 1980, à savoir la campagne d'alphabétisation primée par l'ONU et le 39e anniversaire de la création du mouvement 'Juventud sandinista 19 julio'.

Il cite Camilo Sánchez :

« Nous ne nous lasserons pas de demander justice pour tous nos morts, nous soutenons notre commandant Daniel Ortega et la compañera Rosario Murillo dans ces nouvelles voies de paix. »

Est-il normal que « dans ces nouvelles voies de paix », alors que quelque 135 des 400 manifestants emprisonnés sont inculpés de terrorisme, de crime organisé, d'enlèvements et de meurtres, pas un seul membre des paramilitaires du gouvernement Ortega et pas un seul policier aient été inculpés ? Est-ce cela l'application normale et équitable de la loi et de l'ordre ?

À la question que lui posait Patricia Villegas sur *Telesur* le 24 juillet 2018, « Et si on découvrait que certains responsables

de votre gouvernement étaient impliqués dans des actes de violence, garantissez-vous la même justice ? », Ortega répondait sans hésitation : « La justice doit s'appliquer à tout le monde de la même manière. Bien sûr, ce serait la justice pour tous ! »

Est-ce normal que des médecins, des infirmières et des préposés aux soins de santé soient licenciés dans des hôpitaux simplement pour avoir soigné des manifestants blessés ? Que des enseignants des écoles primaires et secondaires et des universités soient licenciés pour avoir soutenu les manifestants et leurs revendications ? Que des fonctionnaires de différentes institutions de l'État soient licenciés pour les mêmes raisons ?

Est-ce bien cela « la justice pour tous » réclamée par les Nicaraguayens et Nicaraguayennes et dont parle Rosario Murillo dans son discours à la nation le 17 août ?

Après avoir accepté, sous la pression des manifestants lors du Dialogue national de mai 2018, la présence au Nicaragua de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA (CIDH), le gouvernement Ortega a maintenant déclaré la guerre à cette commission. Lors de l'interview qu'il a accordé à CNN, Ortega a qualifié le directeur exécutif de la CIDH, Paulo Abrao, de « menteur ». Selon le gouvernement Ortega, le rapport de la CIDH « manque de toute rigueur scientifique », fournit des « informations partielles et politisées », et « fomenté, avec les États-Unis et d'autres pays, des manœuvres politiques interventionnistes, afin de déstabiliser et d'isoler le Nicaragua sur le plan international et de renverser son gouvernement constitutionnel. » (...) « La CIDH manipule l'information, poursuit le gouvernement Ortega, présentant une tentative de coup d'État comme une simple manifestation pacifique, et omettant délibérément de mentionner que les personnes assassinées sont principalement

Conclusion : commentaires critiques

des policiers, des agents de l'État, des militants sandinistes et des civils non impliqués dans le conflit. »⁸⁴

Le véritable 'crime' commis par la CIDH, commente Carlos Chamorro dans « [Los “falsos positivos” de la matanza de Ortega](#) » (Les 'faux positifs' du massacre d'Ortega),⁸⁵ est de « documenter le pire massacre perpétré par l'État dans un pays d'Amérique latine dans lequel il n'y a ni guerre civile ni conflit armé » et « le pire massacre de l'histoire du Nicaragua en temps de paix ». Au lieu de reconnaître les 322 morts rapportés par la CIDH et corroborés par des institutions nationales telles que le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH) et la Commission permanente des droits de l'homme (CPDH), le gouvernement Ortega affirme qu'il n'y a eu que 198 morts, faisant valoir que les 122 autres n'étaient pas du tout liés à la protestation civique et résultaient simplement de crimes communs.

« La dictature Ortega-Murillo a concocté une version encore plus perverse des 'faux positifs', qui ont acquis une notoriété pendant le gouvernement d'Álvaro Uribe, souligne Chamorro. En Colombie, on a fait passer les exactions commises par l'armée et les forces de sécurité lors du meurtre de civils innocents, comme des guérilleros tués au combat dans le cadre de la lutte contre les groupes armés irréguliers. Au Nicaragua, le régime Ortega cherche à dissimuler les meurtres et les exécutions extrajudiciaires de plus d'une centaine de civils qui ont participé à la manifestation, comme s'il s'agissait d'un ensemble d'homicides causés par des crimes courants et des accidents de la route. Et le plus abominable, c'est que ce faisant, il tue une deuxième fois, en quelque sorte, les victimes de la répression, en leur déniaient le droit à une identité et en les réduisant à de simples statistiques. »

⁸⁴ [Gobierno de Ortega ataca a la CIDH](#), Yader Luna, *Confidencial*, le 19 août 2018, consulté le 21 août 2018.

⁸⁵ *Confidencial*, le 20 août 2018, consulté le même jour.

Est-il normal que le gouvernement Ortega, plusieurs mois après le début du massacre d'avril, continue de refuser de « présenter une liste des morts, blessés, prisonniers politiques et portés disparus ? »

« Les seuls morts dont le gouvernement a révélé publiquement l'identité sont 21 policiers, alors qu'il cache les noms de plus de 300 citoyens, déclare Chamorro.

« Pourquoi le silence et le secret concernant les 301 autres morts ? Et pourquoi le gouvernement Ortega, d'une part, refuse de coopérer avec la CIDH, ne leur fournit pas sa propre liste des morts afin qu'une comparaison puisse être faite entre la liste du gouvernement et celle de la CIDH, et, d'autre part, accuse la CIDH d'avoir produit un rapport partial qui associe des morts liées à des manifestations civiques à celles résultant de crimes de droit commun ?

« En dépit de la répression paramilitaire, de procès truqués contre les prisonniers politiques, d'invasions de terre, de licenciements d'employés de l'État, de menaces et de persécutions, les manifestants continuent de se battre dans les rues, exigeant des élections anticipées et la fin de la dictature Ortega-Murillo. Seule la pression civique nationale et, au plus haut niveau et au même moment, la condamnation internationale, permettront la démission d'Ortega et une sortie politique via les urnes, dans cette lutte pour la démocratie et la justice, » conclut Chamorro.

Le 25 août 2019, la CIDH réaffirme que, selon ses observations, les chiffres du gouvernement Ortega sont « incohérents » et que la « grande majorité des victimes sont décédées des suites de l'action de l'État ou des forces de police au service de l'État. »

Affirme *Confidencial* :

Conclusion : commentaires critiques

« La CIDH a mis en doute les chiffres relatifs aux personnes décédées fournies par l'État, qu'elle a qualifiées 'd'incohérents'. Dans son rapport, la Commission explique que 'selon des notes que l'État lui a adressées entre juin et juillet 2018, l'État avait recensé 37 morts, principalement des agents de l'État ou des personnes liées au gouvernement. Par la suite, en réponse aux demandes répétées de mise à jour des informations, dans une note datée du 7 août, l'État a communiqué un chiffre consolidé de 450 personnes décédées entre le 19 avril et le 25 juillet. De ce total, l'État a précisé que 197 personnes étaient mortes 'victimes du terrorisme putschiste' et 253 suites à des 'homicides découlant de crimes communs, d'accidents de la route, et d'autres causes'. Et il a ajouté que ces derniers 253 décès avaient été manipulés par les responsables du coup d'État et les organisations qui leur sont affiliés, pour discréditer, diffamer et nuire à l'image du gouvernement du Nicaragua (...)

« La Commission réitère auprès de l'État nicaraguayen l'urgente nécessité de garantir l'accès à des informations détaillées sur tous les défunts, afin que la CIDH puisse comparer ses propres chiffres avec ceux fournis par les autorités nicaraguayennes. »⁸⁶

Dialogue national ou simple répression des manifestants ?

Au début de ce livre, j'ai expliqué la profonde douleur que m'occasionne la crise actuelle au Nicaragua. Douleur à cause de tous les morts, blessés, prisonniers, torturés, portés disparus et les milliers de personnes qui fuient maintenant vers d'autres pays. Douleur à cause de la destruction massive, non seulement des bâtiments et de l'infrastructure, mais

⁸⁶ [CIDH: "Cifras de fallecidos aportadas por el Estado son inconsistentes"](#)
le 25 août 2018, consulté le 26 août 2018.

également d'une économie qui se trouve maintenant en chute libre. Et douleur à cause des liens émotionnels profonds que j'ai développés au fil des ans avec des Nicaraguayens et Nicaraguayennes, et ce, de chaque côté de la division politique actuelle.

À certains égards, ai-je dit, c'est comme si je me trouvais dans la situation d'un enfant dont les parents non seulement se séparent, mais entrent soudainement dans un conflit gigantesque qui se transforme en violence et ne se termine que lorsqu'une personne domine l'autre en s'imposant par la force brutale.

Au début de ce livre, j'ai aussi mentionné que lors de ma longue expérience à coordonner des stages étudiants au Nicaragua et à gérer de petits projets de développement dans ce pays, j'ai appris l'importance cruciale de la gestion de crise pour assurer, non seulement la réussite d'un stage, mais aussi le succès d'un projet de développement.

Sans doute est-ce avec une grande naïveté que j'ai envisagé d'écrire ce livre sur le Nicaragua dans une tentative d'amener à une table de dialogue cette grande famille nicaraguayenne, devenue pour moi au cours des années un second foyer. De l'amener à une table de négociation où les deux parties au conflit pourraient exprimer ouvertement leurs pensées et leurs sentiments, se sentir écoutées et reçues, accepter le blâme là où il est justifié, et orienter énergies et ressources, non pas dans des combats et des insultes, mais plutôt dans l'avancement du bien-être de tous les Nicaraguayens et Nicaraguayennes.

Et sans doute est-ce aussi avec une grande naïveté que j'ai initialement envisagé d'écrire ce livre en demeurant un arbitre neutre, en évitant systématiquement de prendre parti. En cherchant à présenter de mon mieux et le plus objectivement possible les deux récits, celui en faveur du gouvernement Ortega et celui opposé à ce gouvernement, tout en laissant lecteurs et lectrices tirer leur propre conclusion au sujet de la crise actuelle au Nicaragua.

Conclusion : commentaires critiques

Je me souviens avoir souvent dit à mes étudiants du Collège Dawson que je ferais tout mon possible pour enseigner de manière objective, essayant toujours de présenter les deux côtés d'une situation et de favoriser tolérance et ouverture d'esprit. J'ajoutais, cependant, qu'il y a quelque chose d'immoral, dans bien des situations, de refuser d'être subjectif et émotif et de prendre parti.

Et pour qu'ils comprennent ce que je voulais dire, je leur donnais l'exemple suivant, directement lié à la très pénible expérience que j'ai vécue au Chili lorsque j'ai été témoin du coup d'État brutal qui renversait Salvador Allende en septembre 1973, un coup qui entraînait plus de 3 000 morts, des centaines de milliers de réfugiés et la torture de plus de 28 000 Chiliens et Chiliennes dans quelque 1 200 centres contrôlés par l'armée ou la police.⁸⁷

Imaginez qu'une femme, qui est en train d'être torturée, se mette à crier à son tortionnaire, l'appelant de tous les noms et lui reprochant de façon fortement émotive les atrocités qu'il lui fait subir. Et imaginez que le tortionnaire réagisse en lui reprochant sa subjectivité et émotivité : « Tu es trop

⁸⁷ Peu de temps après la publication du premier rapport de la Commission Valech en novembre 2004, un groupe d'historiens chiliens a publié un manifeste – [Manifiesto de historiadores contra los que torturan a nombre de la Patria](#) (Manifeste d'historiens contre ceux qui torturent au nom de la patrie). Les historiens affirment :

« La société chilienne a été choquée par la publication partielle du rapport de la Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture. Beaucoup plus que le rapport Rettig ou les résultats de la Table de dialogue, cette nouvelle et douloureuse éruption de la mémoire sociale, surgissant de plus de 28 000 témoignages de tortures infligées dans près de 1 200 circonscriptions sous contrôle militaire ou de la police, nous fait ressentir cette dette que nous devons à la vérité et la justice, et nous rappelle que l'oubli ne s'impose pas par décret. Cette fois-ci, tous ont dû se plier devant la force et la vérité émanant de ces souvenirs. Personne, sauf les plus coupables, pourront continuer à nier qu'au Chili, au nom de la patrie, la torture a été utilisée, violant les droits civils et humains d'un grand nombre de Chiliens, qui ont été considérés et traités non comme citoyens, mais tout simplement comme 'ennemi interne'.

subjective et émotive. Tente de voir les choses de mon point de vue ! Tente d'être plus ouverte et objective ! »

Après avoir enquêté pendant presque six mois sur ce qui se passe au Nicaragua, j'en suis venu à la conclusion que je ne peux pas soutenir le récit pro-Ortega, ni même demeurer neutre à son égard, bien que plusieurs de mes amis nicaraguayens y adhèrent.

Qu'il y ait plusieurs de mes amis sandinistes qui soient toujours portés à soutenir le couple Ortega-Murillo et qu'ils ne remettent pas en question la façon dont le FSLN est présentement géré, je peux comprendre. Car il est tout à fait exact que le Nicaragua a connu, au cours des onze années du régime Ortega, une croissance économique considérable, que son infrastructure routière s'est considérablement améliorée, que ce pays était devenu ces dernières années le plus sûr d'Amérique centrale et que le tourisme s'y développait rapidement. Et il est parfaitement vrai que le gouvernement Ortega a mis en œuvre plusieurs programmes sociaux impressionnants destinés aux pauvres, et en particulier aux femmes.

Même la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont reconnu les réalisations économiques du gouvernement Ortega. Le 16 avril 2018, à peine deux jours avant l'agression violente par des paramilitaires pro-Ortega contre des étudiants manifestant pacifiquement, attaque qui a déclenché la révolte populaire massive, la Banque mondiale produisait [un rapport positif au sujet du Nicaragua](#) :

« Malgré les turbulences économiques mondiales, le Nicaragua s'est distingué pour avoir maintenu des niveaux de croissance supérieurs à la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes. »

Conclusion : commentaires critiques

Et la Banque mondiale saluait aussi les « politiques macroéconomiques disciplinées et les stratégies novatrices de lutte contre la pauvreté du gouvernement. »⁸⁸

Comme mentionné antérieurement, mon ami nicaraguayen, qui a offert à nos étudiants une conférence fascinante à León en janvier 2009, a expliqué que Daniel Ortega, lors de sa visite du centre APRODESE à El Espino, était fasciné par le fait que, grâce à APRODESE, les enfants de cette région recevaient un dîner gratuit dans les écoles primaires, les paysans travaillaient avec des ordinateurs connectés à Internet haute vitesse, des centaines de jeunes étaient formés à la soudure, la menuiserie, la couture et aux énergies alternatives, et que la plupart des familles d'El Espino et des trois hameaux avoisinants disposaient d'eau potable canalisée.

Et mon ami poursuivait sa conférence à nos stagiaires en affirmant que Daniel Ortega était tellement fasciné par ce projet d'APRODESE qui incarnait, à son avis, les grandes valeurs de la révolution sandiniste des années 1980, qu'il avait résolu de répandre ce modèle à tout le Nicaragua.

C'est à partir de là, selon notre conférencier, que le FSLN aurait décidé de mettre sur pied le projet fournissant à tous les enfants des écoles primaires des zones rurales pauvres du Nicaragua un repas gratuit le midi ; que le FSLN aurait créé, dans toutes les écoles secondaires du Nicaragua, une classe d'informatique appelée 'aula tic' et mis sur pieds un parc doté d'une connexion Wi-Fi gratuite dans le centre urbain de presque toutes les municipalités du Nicaragua.

Tous les stagiaires et les enseignants qui les accompagnaient furent profondément impressionnés par la conférence de mon ami. Et nous avons tous pu constater, de nos propres yeux, l'impact positif chez bon nombre de paysans pauvres des

⁸⁸ David Adams and Wilfredo Miranda Aburto, "[Daniel Inc: How Nicaragua's Ortega financed a political dynasty](#)," *Univision News*, le 5 mai 2018, consulté le 5 septembre 2018.

programmes sociaux du FSLN en termes de maisons, de toitures en tôle, etc.⁸⁹

Cependant, défendre le récit selon lequel la révolte populaire massive d'avril 2018 aurait tout simplement pour origine des Nicaraguayens peu patriotes, voire traîtres qui, financés avec de l'argent des États-Unis, mettaient en œuvre une tentative de coup d'État pour renverser un gouvernement constitutionnel élu, est, à mon sens, totalement ridicule.

Cette interprétation des faits me fait revivre ce que j'ai vécu au Chili après le coup d'État du 11 septembre 1973, lorsque ceux qui exécutaient ce coup inventèrent soudainement le fameux [Plan Zeta](#), selon lequel Salvador Allende avait l'intention de faire assassiner la majorité des principaux généraux de son armée.

De même que l'armée chilienne a inventé de toutes pièces un récit permettant de donner bonne apparence à une situation assez horrible, transformant un coup d'État brutal en simple acte de légitime défense, Daniel Ortega et son épouse Rosario Murillo ont inventé de toutes pièces un récit pour donner bonne apparence à leur répression massive et brutale d'un peuple en train de se soulever contre un régime autoritaire, dans une tentative de transformer cette répression en simple acte de légitime défense.

Comme l'ont souligné de nombreux observateurs, le couple Ortega-Murillo a présentement deux choix : celui qui consiste à poursuivre dans la voie de la répression violente des manifestants, peu importe la profondeur et l'extension de la révolte chez le peuple nicaraguayen, et de mener une chasse à l'homme systématique pour trouver, enfermer et traduire en justice les dirigeants de la 'trahison', et procéder au 'nettoyage' du secteur public en licenciant tous les employés 'traîtres' ; ou celui d'accepter de retourner à la table de

⁸⁹ Voir, par exemple, [Report From a Fact-Finding Trip to Nicaragua: Anti-Poverty Programs Make a Difference](#), Katherine Hoyt, NACLA, le 12 septembre 2009, consulté le 23 août 2018.

Conclusion : commentaires critiques

Dialogue national qu'il avait abandonnée à la fin du mois de juin, où gouvernement et manifestants se rencontraient dans l'espoir d'arriver, par la médiation de l'Église catholique, à une solution pacifique à la crise.

De toute évidence, c'est le premier choix que le gouvernement Ortega semble avoir retenu.

Le mercredi 22 août 2018, Daniel Ortega rencontre ses partisans sur la place Hugo Chávez à Managua afin de célébrer le 40^e anniversaire de l'occupation du Palais national, l'une des opérations les plus difficiles de la révolution sandiniste menant au renversement de la dictature Somoza. Il se présente comme le grand dirigeant de la révolution sandiniste, rappelant Sandino, l'occupation du Palais national ainsi que la campagne d'alphabétisation de 1980, et décrit les manifestants comme des personnes tombées dans l'erreur, des personnes dont l'esprit est empoisonné, des personnes coupables de trahison d'État, des personnes tortionnaires du peuple nicaraguayen :

« Nous devons chercher un moyen de nous rapprocher de ces frères nicaraguayens, entraînés dans l'erreur, mais qui ont maintenant compris qu'ils avaient tort, affirme Ortega.

« Vive le peuple nicaraguayen !

« Longue vie au quarantième anniversaire de la prise du Palais national !

« Patrie libre ! Que le Nicaragua soit toujours libre !

« Aujourd'hui, nous sommes unis au peuple de Nicolás Maduro, au peuple de Chávez, au peuple d'Evo, et au peuple nicaraguayen.

« La réforme que nous venons de faire dans le budget national résulte de l'action des malfaiteurs. Avant nous avions davantage d'argent pour l'éducation et la santé, mais à cause d'eux nous avons été obligés d'effectuer des coupures. À cause des malfaiteurs,

nombreux sont nos frères qui ont perdu leur emploi. Et à cause des malfaiteurs, le tourisme doit passer maintenant par un processus de récupération. (...)

« Les malfaiteurs sont mécontents du fait que les municipalités retrouvent la normalité. Ils veulent que le Nicaragua soit détruit car ils croient que cela leur permettra d'accéder au pouvoir. Ils ne se rendent pas compte que le peuple, ces jours-ci, a découvert à quel point le poison peut amener l'être humain à s'élever contre ses frères. C'est pourquoi, au-delà des provocations et des crimes qu'ils continuent de commettre, nous devons rester vigilants. Ils ne doivent pas croire que, parce que nous promouvons la paix, nous leur permettons de continuer à nous torturer.

« Depuis notre arrivée au pouvoir en 2007, poursuit Ortega, ceux qui veulent le pouvoir ont commencé à attaquer, car lorsque des sanctions sont appliquées au Nicaragua, c'est le peuple qui souffre. Sandino les appellerait des traîtres, des Judas et des traîtres, qui se mettent à genoux devant l'empire, le suppliant de punir le Nicaragua, s'imaginant qu'ainsi le peuple va se rendre, ou va se vendre.

« Le mois d'août est une date héroïque. C'est en août qu'a eu lieu la bataille héroïque de Pancasán.⁹⁰ Nous commémorons cette date héroïque où nos frères ont donné leur vie pour la paix. Et c'est en août qu'a eu

⁹⁰ (Note ajoutée par l'auteur) [Pancasán siempre en nuestra memoria](#), *La voz del sandismo*, le 27 août, 2018, consulté le 30 août 2018. « Au total, 13 combattants sont tombés dans le combat inégal connu sous le nom de Journée héroïque de Pancasán, il y a 43 ans, dans les montagnes de Matagalpa. À partir de ce moment, la décision fut prise de mener une lutte frontale et déterminée contre la dictature de Somoza, étant donné la conscience généralisée que le régime ne tomberait pas, sinon par la force des armes. »

Conclusion : commentaires critiques

lieu le grand exploit contre l'analphabétisme : la grande croisade nationale d'alphabétisation. »⁹¹

Je crois que peu de choses positives émaneront du récit mis de l'avant par le président Ortega pour interpréter la crise actuelle au Nicaragua. Je crains qu'un tel récit, parce que si peu crédible, ne conduise qu'à l'isolement international croissant du Nicaragua. Au lieu de faciliter la résolution de la crise nationale et de permettre à l'économie nicaraguayenne de se rétablir, il va produire exactement l'effet contraire.

Contrairement au Venezuela, le Nicaragua ne peut pas vendre de pétrole sur le marché international pour obtenir des fonds. L'aide pétrolière du Venezuela au Nicaragua, qui représentait en moyenne plus de 500 millions de dollars par an et représentait 34% des recettes de l'État et 23% des recettes d'exportation, a été interrompue.⁹² Le Venezuela a été contraint de réduire cette aide, car son économie s'est contractée de plus d'un tiers depuis 2013 et le pays connaît non seulement des pénuries de nourriture et de médicaments, un exode massif de ses citoyens vers les pays voisins, mais aussi une inflation qui pourrait se transformer en super inflation en 2018.⁹³

Dans de telles circonstances, je trouve très préoccupant que le Nicaragua soit en train de littéralement jouer avec le feu en se comportant de telle façon qu'il fournit, et ce sur un plateau d'argent, de bonnes raisons aux gouvernements étrangers et aux institutions multilatérales de couper ou réduire leur appui financier.

⁹¹ “[Discurso de Daniel Ortega en el acto del 40 aniversario de la toma del Palacio Nacional](#),” *El Nuevo Diario*, le 22 août 2018, consulté le 28 août 2018.

⁹² David Adams and Wilfredo Miranda Aburto, “[Daniel Inc: How Nicaragua's Ortega financed a political dynasty](#),” *Univision News*, le 5 de mai 2018, consulté le 5 septembre 2018.

⁹³ “[Nicolás Maduro tries to rescue Venezuela's economy](#),” *The Economist*, le 23 août 2018, consulté le 6 septembre 2018.

Le 23 janvier 2010, le chauffeur de taxi Pedro Zelaya, comme mentionné dans les extraits de mon journal ci-dessus, m'a dit que le Nicaragua, en raison de ses élections manifestement frauduleuses, venait de perdre une grande partie de l'aide étrangère « qu'il recevait des [États-Unis](#), de l'Union européenne et du programme Objectifs pour le millénaire des Nations Unies. » Cependant, bien que Pedro se soit plaint du fait qu'en raison de ces coupures, son fils ait perdu le poste qu'il occupait dans Objectifs du millénaire, je sais que ces coupures dérangent fort peu Ortega lui-même et son gouvernement. L'aide pétrolière que le Nicaragua recevait du Venezuela était tellement immense que ces coupures ont « à peine fait cligner des yeux Ortega ».⁹⁴

Aujourd'hui, toutefois, le Nicaragua se trouve dans une situation tout à fait différente qui pourrait bientôt obliger Ortega à cligner des yeux.

Confronter la CIDH, en l'accusant d'avoir produit un rapport biaisé tout en refusant systématiquement de lui fournir les informations gouvernementales susceptibles de corriger ce biais ; refuser la présence au Nicaragua du groupe créé par l'OEA, groupe dont la création a été soutenue par plus de 20 pays membres de l'OEA – à l'exception de deux ou trois – et dont la mission est d'aider le Nicaragua à trouver une solution pacifique à sa crise actuelle ; affronter et réprimer les manifestants et les faire apparaître comme des forces sataniques, des traîtres, des putschistes, des personnes à l'esprit empoisonné, des bourreaux et des fauteurs de troubles prêts à détruire leur propre pays ; décrire les leaders des manifestations massives comme n'étant que des personnes obsédées par l'idée de prendre le pouvoir au Nicaragua et même prêtes, pour atteindre ce but, à s'agenouiller devant l'empire américain en le suppliant d'imposer des sanctions à

⁹⁴ David Adams and Wilfredo Miranda, "[Daniel Inc: How Nicaragua's Ortega financed a political dynasty](#)," *Univision News*, le 5 mai 2018, consulté le 5 septembre 2018.

Conclusion : commentaires critiques

la population du Nicaragua ; tout cela, à mon avis, est extrêmement troublant.

Et rejeter avec colère, comme l'a fait le président Daniel Ortega le 29 août 2018, le rapport publié par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, [Violaciones de Derechos Humanos y abusos en el contexto de las protestas en Nicaragua 18 de abril – 18 de agosto de 2018](#) (Violations des droits de l'homme et abus dans le contexte des manifestations au Nicaragua du 18 avril au 18 août de 2018) en soutenant que ce rapport provient d'une organisation qui n'est rien de plus qu'un « instrument des puissants qui imposent leur politique de mort » ; que ce rapport est produit par « les mêmes personnes qui ont transformé en esclaves les peuples de continents entiers... et qui les ont transportés d'Afrique pour travailler, les mêmes colonialistes qui ont envahi et continuent d'envahir et de détruire des peuples entiers » ; affirmer que « les Nations Unies dans ce cas, ne sont qu'un instrument de la politique de la mort, de la terreur, du mensonge, de l'infamie, qu'ils sont infâmes et que c'est bien que nous, Nicaraguayens, nous nous en rendions compte » ; expulser du Nicaragua, comme Ortega l'a fait au lendemain de la publication du rapport, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Tout cela me paraît aussi profondément troublant.⁹⁵

Pourquoi lancer une diatribe contre cette commission des Nations Unies qui est dirigée par le diplomate jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein ? Un homme qui « a adopté une position ferme en faveur de la Palestine dans le conflit avec Israël et qui a déclaré en 2015 que les États-Unis devaient traduire en justice les membres de la CIA responsables d'actes de torture ? »⁹⁶

⁹⁵ Maynor Salazar, "[Informe de la masacre va al Consejo de Seguridad de la ONU](#)", *Confidencial*, le 30 août 2018, consulté le jour même.

⁹⁶ Sergio Ramírez, "[Camino al aislamiento](#)," *El País*, le 3 septembre, 2018, consulté le 5 septembre 2018.

Pourquoi expulser du Nicaragua une Commission des droits de l'homme dont la direction était sur le point de passer, suite à un vote unanime des 193 pays membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et ancienne victime de torture sous la dictature d'Augusto Pinochet ? Pourquoi taxer une telle Commission des droits de l'homme de « colonialiste, et esclavagiste » et « d'instrument de la politique de la mort » ?⁹⁷

Ce qui m'a profondément impressionné dans les recherches que j'ai menées en écrivant ce livre, c'est le rapport intitulé « [En búsqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor,](#) » (À la recherche de nouveaux horizons pour un meilleur Nicaragua), présenté par les évêques catholiques du Nicaragua à Daniel Ortega le 21 mai 2014. J'ai trouvé cela incroyable de voir que les évêques avaient déjà mis le doigt sur les racines de la révolte populaire qui éclata en avril 2018. Et non seulement qu'ils avaient mis le doigt sur ses racines, mais qu'ils avaient également proposé à Daniel Ortega d'accepter de faire ce que les centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes lui demandent de faire depuis l'éclatement de la crise d'avril 2018 :

- Réformer les institutions de l'État afin qu'elles ne soient pas partisans et reflètent transparence et démocratie.
- Assurer que les élections soient justes et non frauduleuses.
- Arrêter de permettre aux paramilitaires progouvernementaux d'attaquer violemment des manifestants pacifiques alors que la police nationale est présente à la scène, les bras croisés.
- Cesser d'utiliser la religion pour déifier le FSLN et son dirigeant, Daniel Ortega.

⁹⁷ « [Michelle Bachelet: From torture survivor to UN human rights head](#) », *Made for Minds*, consulté le 20 septembre 2018.

Conclusion : commentaires critiques

- Cesser d'exiger que les personnes occupant des emplois au gouvernement, au niveau national ou municipal, participent aux rassemblements du FSLN pour conserver leur emploi.
- Arrêter de cacher des informations au public, telle l'information concernant l'aide massive du Venezuela qui va en grande partie dans les poches privées des dirigeants du FSLN, en particulier de la famille Ortega-Murillo.
- Cesser de donner des emplois au gouvernement principalement aux membres du FSLN.
- Cesser de permettre à des intérêts proches du FSLN de surexploiter les réserves naturelles du Nicaragua tout en ignorant toutes les lois environnementales existantes.⁹⁸

Non. Daniel Ortega a dit non aux évêques en 2014 et il a dit non aux centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes qui sont devenus furieux lorsqu'ils ont vu la brutalité des attaques des paramilitaires du gouvernement contre les étudiants manifestant en avril 2018.

Furieux, mais n'ayant plus peur. Ne ressentant plus cette peur qui faisait en sorte qu'ils réprimaient leurs sentiments afin de conserver leur emploi. Afin que leurs fils et leurs filles puissent bénéficier d'une bourse d'études... Afin que leurs petites entreprises puissent obtenir des contrats gouvernementaux...

Dans les extraits de mon journal reproduits ci-dessus, il y en a un qui exprime ce que je ressens en ce moment et qui

⁹⁸ Les évêques ont fait deux propositions spécifiques : organiser un dialogue national et promettre que les prochaines élections en 2016 ne seraient pas frauduleuses. Cependant, les plaintes de la population qu'ils ont fait connaître à Ortega dans leur document comprenaient tous les points que je viens d'énumérer. En outre, les manifestants d'avril 2018 n'ont pas spécifiquement nommé tous les points qui apparaissent dans cette liste, leur principale demande étant beaucoup plus radicale : le simple départ du couple Ortega-Murillo.

reflète également un problème majeur mis en évidence par Dora María Téllez dans l'article publié par *Envío* en janvier 2013, « [El Frente Sandinista colapsó, ahora es la maquinaria política de una familia](#) » :

« Le Nicaragua est épuisé par le sectarisme profond qui a inondé le pays. Le sectarisme d'une caste familiale, de castes familiales. Le sectarisme du secrétaire politique et de sa famille dans les municipalités qui pratique de la discrimination envers le reste de la population. Y a-t-il un seul Nicaraguayen, une seule Nicaraguayenne qui pense aujourd'hui que les institutions de l'État nous servent tous ? Personne ne le croit. »

L'extrait du journal auquel je me réfère est celui dans lequel je raconte avoir un jour perdu mon sang froid et failli crier contre un jeune dirigeant sandiniste municipal qui, le jour de mon départ, était passé par mon foyer d'accueil avec le maire sandiniste de la municipalité, pour me faire ses adieux.

Pourquoi, lui ai-je dit tout à coup et de façon inattendue, as-tu attribué la plupart des nouvelles maisons, offertes par le gouvernement, aux membres de ta propre famille ? Pourquoi cette femme et ses enfants, vivant dans la maison située près d'ici, une maison qui n'a qu'un toit et des murs en plastique, une femme qui demande depuis des années de profiter du programme Études Nord-Sud pour une nouvelle maison, pourquoi cette femme n'a pas eu de maison du gouvernement, pendant que ta famille, qui est beaucoup plus à l'aise, a eu la plupart des maisons ? Pourquoi ? Lorsque j'ai rencontré cette femme, elle m'a dit qu'elle n'avait pas eu de maison parce qu'elle n'était pas une sympathisante du FSLN.

Et dans la lettre que je lui ai adressée une fois de retour à Montréal, une lettre en réponse à sa lettre dans laquelle il m'a assuré que le gouvernement sandiniste, contrairement à ce que je croyais, assignait toujours les projets du gouvernement avec rigueur et justice, j'ai écrit :

Conclusion : commentaires critiques

« Crois-tu que la rigueur sandiniste et les valeurs révolutionnaires ont prévalu – le peuple du Nicaragua, président ! – lorsque Laureano Ortega Murillo, fils de Daniel Ortega, a été aperçu, et cela dans un pays aussi pauvre que le Nicaragua, portant une montre d'une valeur de 43 200 dollars US lorsqu'il a reçu, le 5 juillet 2014, l'homme d'affaires chinois Wang Jing, responsable de du projet de canal interocéanique ? »

Ce jeune dirigeant sandiniste auquel j'ai soudainement adressé une critique cinglante était alors le directeur de projets de sa municipalité et son frère cadet, également sandiniste, en était le secrétaire politique, ou, comme on l'appelle au Nicaragua, 'el político'. Les deux viennent d'une famille merveilleuse. Une famille très chaleureuse et accueillante, qui a reçu et est profondément liée à plusieurs étudiants du programme Études Nord-Sud. Une famille que j'aime beaucoup et dans laquelle j'ai beaucoup de bons souvenirs : je me vois encore, lors de la fête d'adieu organisée à la fin de notre séjour dans cette communauté, assis sur une chaise dans leur maison, entre l'étudiant d'Études Nord-Sud qui avait vécu dans cette famille et le père hôte... Telle était l'affection entre cet étudiant et son père hôte que je voyais des larmes couler sur leurs visages.

Et avec ce jeune dirigeant sandiniste, que je considère comme un ami, j'ai mené à bien plusieurs projets communautaires qui ont bénéficié à toute la communauté. Il a fait beaucoup de bonnes choses.

Aujourd'hui, bien que je sois profondément troublé par ce qui s'est passé récemment au Nicaragua et extrêmement critique vis-à-vis de la répression exercée par le couple Ortega-Murillo, je sais que ce gouvernement a réalisé beaucoup de bonnes choses pour la population du Nicaragua.

Cependant, je comprends les racines profondes de la révolte populaire massive qui vient de se produire. Une performance économique relativement bonne n'élimine pas ces racines qui

sont semblables à celles qui ont conduit au renversement de la dictature de Somoza en 1979.

Le chauffeur de taxi qui a emmené mon collègue Fred Jones et moi au restaurant Bufé Laprado à Managua le 31 janvier 2017 a exprimé les choses très clairement.

« Je me suis battu avec les sandinistes pour renverser Somoza. Pourquoi nous sommes-nous battus ? Parce que Somoza utilisait la fraude pour gagner des élections. Parce qu'il possédait une partie considérable des terres et de nombreuses grandes entreprises au Nicaragua. Parce qu'il contrôlait la garde nationale et se situait au-dessus de toutes les lois. Parce qu'il utilisait la force pour écraser toute opposition.

« Et qu'avons-nous présentement ? Le leader avec lequel nous nous sommes battus pour libérer le Nicaragua de la dictature de Somoza – une guerre qui a fait quelque 40 000 morts – fait maintenant la même chose que Somoza. Il utilise de la fraude massive pour gagner les élections. Il est propriétaire de nombreuses grandes entreprises au Nicaragua, notamment de la plupart des stations de télévision et de radio. Il contrôle la Cour suprême et le Conseil électoral suprême. Il utilise la force pour écraser toute opposition. Si un ami de Daniel Ortega décide qu'il veut ta maison, tu vas avoir des problèmes. Il y a peu de choses que tu peux faire pour empêcher ça. Ce n'est pas la règle de droit dans le Nicaragua actuel.

« Je n'ai pas voté lors de la récente élection. Je serais prêt à aller à la guerre une fois de plus pour me débarrasser de cette dictature.”

Comme je l'ai dit au début de ce livre, j'espère que les Nicaraguayens et Nicaraguayennes, dans les semaines et les mois à venir, vont s'inspirer des valeurs éthiques et révolutionnaires les plus fondamentales de la révolution sandiniste des années 80 ; qu'ils seront en mesure de

Conclusion : commentaires critiques

surmonter la crise actuelle à travers un dialogue transparent et honnête, les deux parties acceptant d'écouter leurs récits respectifs dans un esprit de respect et d'engagement, afin de réaliser la justice et la paix, pierre angulaire de tout développement individuel et social intégral.

C'est mon espoir.

Cependant, je pense que Daniel Ortega et Rosario Murillo, qui, avec leurs fils et leurs gendres, jouissent non seulement d'un pouvoir énorme, mais aussi d'une richesse considérable, auront beaucoup de difficulté à revenir à la table de Dialogue national afin de tenter d'arriver à une solution pacifique.

Négocier avec des forces sataniques, des traîtres, des putschistes, des tortionnaires, des personnes à l'esprit empoisonné, des personnes prêtes à subordonner la population du Nicaragua maintenant LIBRE à l'impérialisme américain... c'est quelque chose de très difficile à faire.

Je me demande si Pepe Mujica, président de l'Uruguay de 2010 à 2015, qui est maintenant revenu vivre dans le même humble foyer qu'il avait dans les montagnes avant de devenir président, aurait des difficultés à retourner à une table de Dialogue national similaire...

Ovide Bastien

Entrelacs, le 10 novembre 2018